Gérard Bergeron (1922-2002)

Politologue, département des sciences politiques, Université Laval

(1979)

INCERTITUDES *D'UN CERTAIN PAYS.*

Le Québec et le Canada dans le monde
(1958-1978)

Un document produit en version numérique par Réjeanne Toussaint, ouvrière
bénévole, Chomedey, Ville Laval, Québec
Courriel: rtoussaint@aei.ca

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"
Site web: http://www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales/

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Politique d'utilisation de la bibliothque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, mme avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, crite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- tre hbergs (en fichier ou page web, en totalit ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail un autre fichier modifi ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf., .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la proprit des **Classiques des sciences sociales**, un organisme but non lucratif compos exclusivement de bnvoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est galement strictement interdite.

**L'accs notre travail est libre et gratuit tous les utilisateurs.
C'est notre mission.**

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Prsident-directeur gnral,
[LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.](#)

DU MME AUTEUR

Thorie politique

FONCTIONNEMENT DE L'TAT, Qubec, Les Presses de l'universit Laval ; Paris, Librairie Armand Colin (1965).

LA GOUVERNE POLITIQUE, Qubec, Les Presses de l'universit Laval ; Paris-LaHaye, ditions Mouton (1977).

Essais historiques

LE CANADA FRANAIS APRS DEUX SICLES DE PATIENCE, Paris, Le Seuil (1967).

LA GUERRE FROIDE INACHEVE, Montral, Les Presses de l'Universit de Montral (1971).

Journalisme politique

DU DUPLESSISME AU JOHNSONISME, Montral, ditions Parti Pris (1967).

NE BOUGEZ PLUS ! (portraits de 40 de nos politiciens), Montral, ditions du Jour (1968).

DU DUPLESSISME TRUDEAU ET BOURASSA, Montral, ditions Parti Pris (1971).

L'INDPENDANCE : OUI, MAIS.... Montral, ditions Quinze (1977).

CE JOUR-L... : LE RFRENDUM, Montral, ditions Quinze (1978).

Cette édition électronique a été réalisée par Réjeanne Toussaint, bénévole,
Courriel: rtoussaint@aei.ca

à partir de :

Gérard Bergeron

**Incertitudes d'un certain pays. Le Québec et le Canada dans le monde
(1958-1978).**

Québec : Les Presses de l'Université Laval, 1979, 270 pp.

[Autorisation formelle accordée, le 12 avril 2005, par Mme Suzanne Patry-Bergeron, épouse de feu M. Gérard Bergeron, propriétaire des droits d'auteur des œuvres de M. Gérard Bergeron]

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 12 points.

Pour les citations : Times New Roman, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11'')

Édition numérique réalisée le 24 février 2009 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

Grard Bergeron (1982)

Incertitudes d'un certain pays.
Le Qubec et le Canada dans le monde (1958-1978).

Qubec : Les Presses de l'Universit Laval, 1979, 270 pp.

Table des matières

[Quatrième de couverture](#)

[Avant-propos](#)

Première partie :

DIMENSIONS EXTÉRIEURES

1. [Un siècle d'histoire](#) (1867-1967), mais moins d'un quart de siècle de politique étrangère (1945-1967)
2. [Le Canada français](#) : du provincialisme à l'internationalisme
3. [« Vive le Québec... libre ! »](#) : un cri au retentissement universel
4. [Les conséquences politiques de la prépondérance américaine](#)
5. [Un marché commun avec les États-Unis](#) : une idée folle qui deviendrait sage... ?
6. [Un quart de siècle de politique étrangère](#) (1950-1975)

Deuxième partie :

DIMENSIONS INTÉRIEURES

A. À l'enclenchement de la « Révolution tranquille »

7. [Les partis politiques québécois à la fin de la période duplessiste](#)
8. [« Où va le Canada français ? »](#)
9. [Les libéraux provinciaux après la mort de Duplessis](#)
10. [Le premier ministère Lesage](#)
11. [Le Devoir a la chance inouïe de devenir une officine de prélegislation](#)

B. À la fin de la « Révolution tranquille »

12. [Désaffiliation des partis libéraux fédéral et provincial](#)
13. [Les élections fédérales du 8 novembre 1965](#)
14. [Les élections québécoises du 5 juin 1966](#)
15. [La crise constitutionnelle à la veille du Centenaire de 1967](#)
16. [La politique au Québec dans les années 1960](#)

C. Les années 1970 ou la non-relance de la « Révolution tranquille »

17. Des partis qui se fendillent dans un pays qui se disloque
18. Un jeu de blocs québécois
19. « Go North, Young Man ! »
20. Les élections fédérales ou de l'inégale bonne chance des frères siamois
21. Aux grands maux politiques les grands mots

D. Au moment de mettre sous presse

22. Le Devoir et son avenir
23. Et si les autres provinces se mettaient à parler
24. Quand les provinces se mettent à se parler
25. Le train hors des rails
26. D'abord construire la voie ferrée
27. Les bonnes manières à table
28. Le 25 novembre 1978 : deux ans après

Conclusion suspensive...

Incertitudes d'un certain pays.

QUATRIÈME DE COUVERTURE

[Retour à la table des matières](#)

Qu'était Duplessis aux derniers jours du duplessisme vacillant ? Qu'étaient Lesage et Johnson, ou Pearson et Diefenbaker, lors de leurs derniers affrontements ? Qu'étaient Trudeau et Bourassa au début de leur fraternité, libérale mais adverse ? Comment notre destin collectif se jouera-t-il au sein du triangle Lévesque-Trudeau-Ryan ? Qu'était le Devoir avec Claude Ryan et que peut-il être sans lui ? Pourquoi, en politique, les Québécois se payent-ils de mots et, à la fois, en ont peur ? Pourquoi la révolution tranquille a-t-elle connu une fin aussi abrupte sans arriver, pendant dix ans, à se relancer ? À quels signes pouvait-on reconnaître, dès les années 1950, que le « provincialisme » québécois éclaterait en « internationalisme » et non en « canadianisme » ? Pourquoi le cri, pourtant clair, du général de Gaulle fut-il entendu de façon si ambiguë ? Comment l'âge d'or de la politique étrangère du Canada s'est-il achevé au début de la révolution tranquille au Québec ? Selon quelles rondes de négociations pré-constituantes, constituantes et constitutionnelles peut-on prévoir une réforme, en profondeur, des structures politiques du Canada pour que le Québec s'y trouve à l'aise ? Que signifie, deux ans plus tard, le 15 novembre 1976 ?

C'est de quoi discute Gérard Bergeron, en des textes journalistiques rédigés ces vingt dernières années, parallèlement à ses travaux d'élaboration théorique et à ses essais historiques.

Dix, quinze, vingt ans en arrière, c'est cet hier un peu flou dont les historiens, qui ont la prudente habitude de s'arrêter à l'avant-hier, ne traitent pas. Aux jeunes qui ne peuvent s'en souvenir, comme aux moins jeunes qui s'en souviennent, l'auteur propose d'utiles réflexions sur des « événements qu'il faudra maîtriser à longueur de toute une génération ».

Incertitudes d'un certain pays.

AVANT-PROPOS

[Retour à la table des matières](#)

Il sera toujours plus facile de plaisanter sur les « fonds de tiroir » que de justifier la republication de chroniques et textes distribués ça et là au fil des vingt dernières années. Ne serait-ce que parce qu'il est parfois demandé la référence exacte de tel texte introuvable, on incline à la faiblesse de croire à quelque utilité d'accorder une seconde vie à des textes à demi oubliés par l'auteur.

C'est entendu, les jeunes d'aujourd'hui n'ont pas plus de mémoire historique qu'ils n'ont de souvenirs personnels. Mais il est injuste de soutenir qu'ils se complaisent en ignorance satisfaite de soi. L'étude de l'histoire n'a jamais été rien d'autre qu'un perpétuel recyclage de l'homme du moment.

Il convient de ne pas faire la fine bouche devant l'histoire récente ou immédiate - toujours la moins connue, en même temps qu'elle serait la plus utile pour l'aujourd'hui. Chroniques ou études de circonstance se présentent comme d'utiles relais et substituts aux travaux historiques de plus grandes profondeur et exigence, mais qui n'existent pas.

Elles ont même certaine « supériorité » sur la narration et l'analyse historique : celle de coller davantage à ce qui se passait au moment où ça se passait. Distorsions bien sûr, mais à un premier degré et non pas à un deuxième ou un troisième, que permet le fameux « recul historique » en ses reconstructions synthétiques.

Mais le procédé reste périlleux pour l'auteur. Il se refuse le confort de se corriger après coup lorsqu'il relit, noir sur blanc, ce qu'il aurait préféré n'avoir pas écrit une première fois. Il prend surtout le risque de l'oubli de la date chez le lecteur...

* * *

Le présent recueil se distingue des précédents de l'auteur qui, ou suivaient de plus près la séquence historique ¹, ou procédaient d'après un autre principe d'organisation ². Il met en toute première place les relations de politique étrangère en première partie et les faits de la vie des partis politiques aux deux niveaux de gouvernement en deuxième partie.

Politique internationale et politique partisane : ce sont phénomènes de rivalité et, tout au moins, de concurrence ; ce sont avant tout faits détecteurs des sensibilités collectives, que s'efforce d'arranger la raison politique après-coup.

Note de l'éditeur

Vu le caractère plutôt « documentaire » de ces textes, nous avons cru - comme l'auteur - devoir les livrer au lecteur dans leur état originel, sans les soumettre à un strict traitement éditorial. C'est ce qui explique certaines différences d'agencement, de graphie et autres, entre les diverses parties de l'ouvrage.

¹ Du duplessisme au johnsonisme, Éditions Parti Pris, Montréal, 1967 ; Du duplessisme à Trudeau et Bourassa, même éditeur, 1971.

² *L'Indépendance : oui, mais...*, Éditions Quinze, Montréal, 1977 ; *Ce jour-là... : le Référendum*, même éditeur, 1978.

Incertitudes **d'un certain pays.**
Le Québec et le Canada dans le monde (1958-1978)

Première partie

Dimensions extérieures

[Retour à la table des matières](#)

Les incertitudes collectives sont génératrices d'inquiétudes. C'est le manque de sécurité en rapport à l'extérieur qui engendre d'habitude les inquiétudes politiques. Chez les Canadiens, le même effet est produit par un manque d'identité à l'intérieur - avec presque trop de sécurité dans l'environnement international.

L'identification du soi se fait par référence à l'autre : c'est le premier aspect marquant, *l'identificateur*, de la politique internationale. Cette première partie groupe des textes qui traitent des dimensions extérieures de l'identification politique du Canada, toujours inachevée.

Le premier texte est une synthèse des cent premières années de l'histoire fédérale canadienne dont, seul, le dernier quart a permis l'émergence d'une véritable politique extérieure.

L'étude suivante tentait de signaler le paradoxe d'un Canada français qui, dans les années 1950, commençait à sortir de son provincialisme pour accéder d'emblée à l'internationalisme, mais sans la médiation d'un canadianisme nouveau et se confirmant sur le tard dans le reste du Canada.

Le troisième texte analysait les résultats d'un vaste sondage portant sur la visite du général de Gaulle au Québec en 1967 et surtout sur les conséquences du cri fameux qui se fit entendre à travers le monde : ici encore pointaient diverses ambiguïtés identificatrices de l'âme québécoise.

Deux autres textes, plus courts, font voir que le voisinage avec les États-Unis provoque, lui aussi, de bizarres identifications, faites de refus et de désirs d'où les calculs de gros sous ne sont pas absents.

Enfin, un dernier texte, plus récent, présente un bilan du dernier quart de siècle (1950-1975) de la politique étrangère canadienne. Mais l'auteur, déplaçant les dates, propose plutôt que 1970 soit considérée comme date d'arrivée, car « ce fut l'année où les autorités centrales ont eu recours à l'armée, un moyen ultime de politique *étrangère*, pour pallier une grave crise de politique interne. Le texte s'achève d'ailleurs par l'interrogation : « Y a-t-il encore une politique dite extérieure ? »

Incertitudes d'un certain pays.
Premire partie. Dimensions extrieures

Chapitre 1

Un sicle d'histoire (1867-1967), mais moins d'un quart de sicle de politique trangre (1945-1967) *

1. - D'interminables commencements

[Retour la table des matires](#)

Ne le 1er juillet 1867, l'entit politique Canada a vcu. C'est ce qu'on peut dire de moins contestable son sujet. Le Canada a vcu, mais en se faisant graduellement ; ce qui revient dire qu'il ne fut jamais le mme. Les quatre provinces originelles de 1867 constituaient un ensemble pas plus tendu que celui de la province de Qubec actuelle et qui, du fond du lac Suprieur la fentre atlantique, tait encore moins intgr. La « vieille province », qui, rcemment, se rajeunissait en « belle province » pour des raisons publicitaires, s'affirme maintenant comme l'« tat du Qubec ». En cette affirmation mme le principe de l'entit canadienne est mis en cause l'intrieur. Simultanment, il est aussi mis en cause de l'extrieur par le poids, bnfique mais jusqu' l'encombrement, du seul voisinage des tats-Unis ou plus exactement par la conscience de plus en plus aigu que les Canadiens en ont. Ainsi, aprs 100

* De l'ouvrage collectif publi sous la direction de Louis Sabourin, *Le Systme politique du Canada*, Presses de l'Universit d'Ottawa, 1968 : le titre de l'article tait alors « La politique trangre du Canada ». Ce texte avait d'abord t publi en anglais sous le titre « Foreign Affairs » dans l'ouvrage collectif paru sous la direction de J.M.S. Careless et R. Craig Brown : *The Canadians 1867-1967*, Toronto, Macmillan, 1967.

ans, l'entité canadienne mène une existence aussi doublement précaire qu'à l'époque de ses premiers vagissements. La marche vers le deuxième centenaire ne sera pas facile...

Ce n'est guère que dans le dernier quart de son histoire centenaire qu'on peut proprement parler des « relations internationales » du Canada. Il fallut attendre plus de quarante ans pour un embryon de département des « affaires extérieures »- qui ne pouvaient se payer le luxe d'être simplement « étrangères » ; attendre un autre trente ans pour que commençât à s'épanouir notre service diplomatique ; attendre que le Canada fût sexagénaire pour qu'il se risquât à établir sa première mission diplomatique dans la capitale du seul État qui lui était contigu et qui était en instance de se proclamer et d'être reconnu comme la plus grande puissance politique du monde. On se prend à penser que, sans les deux guerres mondiales, le rythme évolutif de cette présence canadienne au monde eût été encore plus lent... (Mais l'histoire par « si » étant peut-être la plus grosse des absurdités, passons !)

Aussi, sans reculer au delà de 1867, sans repérer les pourtant indispensables jalons de 1840, 1763, 1608, 1534, l'histoire des « relations internationales » du Canada apparaît comme une période très courte, précédée d'interminables commencements. On pourrait dire : le Canada est un pays qui n'en finit pas de commencer ; il s'est *rassemblé*, il ne s'est pas encore fait ; et quand il commence d'être, un principe d'absorption par l'extérieur et un autre de désintégration par l'intérieur l'enserrent dans une existence doublement aléatoire. Le Canada *deviendra autant* qu'il est devenu pour continuer à être.

Peut-on vraiment parler des « relations internationales » du Canada, de sa « politique étrangère » avant 1945 ? 1945-1967 : cela fait vingt-deux ans, à peine un « petit » et le dernier, quart de l'histoire de la fédération canadienne. Le plus « gros », et le premier, quart de cette histoire commencerait avec son acte de naissance du 1er juillet 1867 pour s'achever en 1896, à l'aube du XXe siècle, « le siècle du Canada » d'après l'expression de l'homme qui l'y introduisit : ces vingt-neuf années pourraient être caractérisées comme la période de la prise de possession du territoire tout autant que celle du rodage du système fédératif. Le deuxième quart de vingt-six ans, s'achevant en 1920, est la période des premières entrées du Canada sur la scène mondiale à l'occasion des guerres impériales : celles des Boers, mais aussi celle de 1914-18 qui se présentait aux Canadiens comme une guerre « impériale ». Le troisième quart serait mathématiquement parfait : les vingt-cinq ans de 1920 à 1945 constitueraient la pé-

riode de l'affirmation graduelle, comme par alluvionnement, de la souveraineté extérieure du Canada.

La profondeur historique d'un siècle nous commande de ne pas escamoter les premiers trois quarts de l'évolution des « relations internationales » du Canada.

II. - 1867-1896 : *Conquête du territoire canadien.*

Laissons à d'autres le soin de rappeler les antécédents du 1er juillet 1867. Mais insistons sur le fait capital qui leur confère unité et signification : c'est contre les *États-Unis que la fédération canadienne s'est constituée*. Il s'agissait de rassembler et de faire tenir ensemble sous une forme quelconque des colonies britanniques éparses au nord des États-Unis d'Amérique. Le Canada-Uni apparaissait être le noyau fort d'une telle agglomération : mais deux autres colonies seulement furent au rendez-vous de l'acte de fondation : le Nouveau-Brunswick et la Nouvelle-Écosse. Cette naissance n'eut rien d'exaltant, de glorieux. L'idéologie et le panache en furent désespérément absents. N'ayant pas fait de guerre d'indépendance, ni brûlé quelque Bastille, les Canadiens mirent du temps à se reconnaître entre eux.

Le *Dominion of Canada* allait commencer un patient jeu de puzzle, mais à la façon d'une colonie élargie sous la protection d'une métropole tutrice. Par comparaison au dynamique État du Sud, il commençait avec un siècle de retard et sans les fibres déterminations de l'indépendance, ni les affirmations conséquentes de la puissance. La devise *A mari usque ad mare* était un programme déjà réalisé au sud du 45e parallèle quand naquit la fédération canadienne : achats de la Louisiane en 1803, de la Floride en 1805 ; acquisitions de territoires mexicains en 1845, en 1848 et en 1853 et de parties importantes du Territoire de l'Oregon en 1846 ; enfin, achat de l'Alaska le 30 mars 1867, trois mois avant la signature du British North America Act. La pince septentrionale pour l'accomplissement d'un *Manifest Destiny* continental était déjà mise en place.

Le phénomène d'agglomération des colonies britanniques sous l'égide du nouveau Dominion ne comporterait pas de soi l'octroi de nouvelles libertés politiques. De fait, certaines colonies étaient déjà en avance de ce point de vue sur les deux provinces du

Haut et du Bas-Canada. Alors que ces dernières n'obtinrent le gouvernement représentatif qu'en 1791, en jouissaient déjà depuis 1758 la Nouvelle-Écosse, depuis 1773 l'Île-du-Prince-Édouard, depuis 1784 le Nouveau-Brunswick. Mais les provinces centrales devançaient Terre-Neuve et la Colombie-Britannique qui n'eurent droit à des assemblées représentatives, respectivement qu'en 1837 et 1856. Le privilège décisif du gouvernement responsable fut conquis en même temps (1848) en Nouvelle-Écosse qu'au Canada-Uni, tandis que les autres provinces maritimes ne retardaient que de quelques années : 1851, l'Île-du-Prince-Édouard, 1854, le Nouveau-Brunswick, 1855, Terre-Neuve. La politique de « conquête du territoire canadien » tendait plus à l'homogénéisation des libertés politiques déjà acquises ou en voie de l'être qu'à l'octroi de libertés nouvelles.

Le Canada prit une douzaine d'années pour atteindre sa taille définitive : des énormes territoires que contrôlait la Compagnie de la Baie-d'Hudson, l'on détacha d'abord le Manitoba en 1870 ; puis, aux deux extrémités du continent, la Colombie-Britannique, en 1871, et l'Île-du-Prince-Édouard, en 1873, rallièrent la Confédération ; enfin, les Îles de l'Arctique tombèrent sous la souveraineté britannique en 1880. Ce n'est toutefois que vingt-cinq ans plus tard qu'on découpa en deux provinces des Prairies la partie méridionale de la gigantesque terre de Rupert. Entre la création de l'Alberta et de la Saskatchewan (1905) et l'entrée récente de Terre-Neuve (1949) dans la Confédération, le Canada n'ajouta pas un pouce à son territoire ; mais il convient peut-être de rappeler qu'il revendiqua son secteur polaire en 1925. Nous faisons grâce au lecteur des diverses tractations de frontières qui rendirent possibles ces énormes acquisitions.

Mais est-il, dans l'histoire de l'humanité, d'exemples d'acquisitions territoriales aussi importantes, effectuées en aussi peu de temps et à si bon compte ? Seulement, la « spécialité » canadienne montre deux traits frappants : cette conquête fut pacifique - sauf l'épisode de la rébellion de la Rivière-Rouge et des derniers raids fénies ; l'« empire » territorial du Canada se trouvait, pour ainsi dire, sur son propre sol, il était à prendre et fut pris par lui.

Nous voudrions proposer l'interprétation que le rassemblement graduel du territoire canadien, s'accomplit par des *actes de politique étrangère*. Ce n'est pas un point de vue d'aujourd'hui, ni même des historiens d'aujourd'hui ; mais c'était le point de vue des hommes politiques du temps qui devaient faire le Canada avec des morceaux de pays qui lui étaient extérieurs. Ils contredisaient, violentaient même les pourtant clairs

impératifs nord-sud de la géographie continentale. C'est le premier des grands « challenges » historiques que les hommes de la Confédération relevèrent avec succès. Dans cette perspective d'un siècle, la construction des chemins de fer et des canaux, le scandale du Pacifique, l'affaire Riel étaient plus que des actes de politique intérieure sans toutefois ressortir clairement à la catégorie des « relations internationales », telles que nous les concevons aujourd'hui.

L'Autre le véritable extérieur était, bien sûr, la république américaine. Occupée à panser ses blessures de la guerre de Sécession, à ressouder le Sud au Nord en une unité nouvelle, elle aussi, inachevée après un siècle, cette république ne porte guère d'attention à la barrière septentrionale de colonies britanniques qui, par deux fois, avaient déjà refusé « son » indépendance. Ce désintéressement forcé des Américains n'avait d'égal que l'« incroyable naïveté » des leaders canadiens, d'un John A. Macdonald, par exemple, qui, prévoyant une guerre inévitable entre l'Angleterre et les États-Unis, souhaitait en 1867 la prochaine libération de cette « immorale ville » de San-Francisco pour la « sécurité de Montréal et du Canada » ! Par défaut, l'expansion est-ouest *a mari usque ad mare* gagnait de vitesse l'aspiration sud-nord du *Manifest-Destiny*.

Ces perspectives historiques générales nous sont apparues plus importantes comme arrière-plan de notre sujet que le rappel des premiers « agents » du Canada à l'étranger dans les premières décennies de la Confédération ³.

III. - 1896-1920 : Entrée dans le XXe siècle et dans le monde.

Vu comme un bloc historique, ce quart de siècle fait l'effet d'un paradoxe prolongé. Une colonie, « pakistanisée » depuis l'érection en province de la Colombie-Britannique en 1871, soude ses deux extrémités par l'entrée des provinces des Prairies en 1905 et un chemin de fer transcontinental : elle *abolit* les Rocheuses, constitutionnellement et économiquement. Du Pacifique à l'Atlantique, c'est une unité territoriale, compacte quoique presque vide, mais qu'elle s'emploie précisément à peupler massi-

³ Voir Gordon Skilling, *Canadian Representation Abroad*, Toronto 1945, chap. 1 (agents d'émigration), II (agents commerciaux), III (« Resident agent » à Londres), VI (commissaire-général Hector Fabre à Paris, à partir de 1882).

vement. Elle commence à donner la preuve de sa viabilité par ce seul fait qu'elle y croit efficacement. Mais ce n'est pas là le paradoxe à souligner.

Après le retentissant « Présente ! » que la colonie répond aux entreprises vraiment (guerre des Bœrs) ou faussement (première guerre mondiale) « impériales », le paradoxe tient dans *l'émancipation que la colonie affirme dans cette étroite solidarité même à la cause métropolitaine*. La première guerre mondiale vaut au Canada un statut international d'indépendance ; la seconde lui permettra d'élaborer une politique étrangère : les séquelles de l'une et l'autre guerre montreront que ces résultats ne seront pas acquis d'un seul coup ni pour toujours.

C'est donc dans la mesure même où une colonie s'est solidarisée à la mauvaise fortune métropolitaine qu'elle a pu secouer la tutelle impériale : nous sommes tellement habitués à ce truisme historique que nous n'en percevons pas l'aspect paradoxal. Et quand l'effet de retour se fera sentir entre 1920-1922 pour perpétuer le cabinet impérial et rétablir une politique commune, à partir d'un centre unique pour tout l'Empire, le processus engagé sera plus fort qui mènera à la déclaration Balfour et au Statut de Westminster. On ne doit pas négliger le large arrière-fond économique qui n'aurait sans doute pas rendu possible ce phénomène. L'historien Brebner ne cachait pas son admiration pour ce triangle nord-atlantique si parfait qui permit, à une époque de concurrence intense, à la Grande-Bretagne, aux États-Unis et au Canada de « coopérer en dépit d'eux-mêmes » ⁴.

Aussi, est-ce dans cette phase que le Canada, au lieu de s'en remettre à la supériorité protectrice du Royaume-Uni comme précédemment ou de la remplacer par la puissance montante des États-Unis, établit comme « principe cardinal » de sa politique étrangère l'entente fondamentale entre les deux grands États anglo-saxons.

L'année 1896 vit-elle une véritable renaissance du Canada ? Les quinze années du gouvernement Laurier ne furent pas que la charnière entre deux siècles, mais marquèrent encore l'absence d'une politique étrangère et son impossibilité. Après trois réélections successives, Laurier tombera sur les questions de la réciprocité et de la marine canadienne. Les actes de Laurier comportaient une double ambiguïté : celle de sa condition de Canadien français ; celle d'une colonie qui réclamait le droit de résister à des pressions impériales sans se reconnaître les moyens de proclamer son indépendance. L'homme était de taille à surmonter de grands obstacles, mais cette double

⁴ John Brebner, *North American Triangle*, New Haven, 1945, p. 225.

ambiguïté l'enserra fatalement, à la fin. Tout comme un autre premier ministre canadien-français, un demi-siècle plus tard, à l'occasion de la crise de Suez, qui s'en prendra aux « supermen » coupables de céder à ce que Laurier avait stigmatisé en son temps comme « le vortex du militarisme européen ».

Quand l'Empire britannique fut en guerre contre les empires centraux, il n'y eut pas une seconde d'hésitation officielle à Ottawa : le Canada était en guerre puisqu'il le devait. Les réticences naturelles des Canadiens de langue française furent enveloppées dans ce que Keenleyside a déjà appelé « l'enthousiasme de l'ignorance patriotique ». Laurier lui-même n'avait pas oublié sa distinction fondamentale entre les conflits secondaires et ceux qui mettaient enjeu l'existence même de la Grande-Bretagne, et, comme chef d'opposition, il appuya avec loyauté la politique participationniste du gouvernement Borden. Le premier ministre tory, pour sa part, laissa tomber beaucoup de ses oripeaux coloniaux, ce qu'une histoire trop stéréotypée oublie de mentionner. A la fin de la guerre, le Canada était presque un pays souverain, comme les autres Dominions dont il était en quelque sorte le jeune aîné et la tête dynamique. La souveraineté passe par le chemin du *self-government* : les Dominions pouvaient, directement ou par l'intermédiaire de Londres, amender leur constitution ; leurs parlements légiféraient sans interférence métropolitaine, leurs forces militaires et navales étaient sous leur contrôle ; ils établissaient leurs propres politiques tarifaires et leurs programmes d'immigration. Même la suprématie du Parlement impérial n'avait guère de portée pratique puisque le gouvernement impérial se tenait rigoureusement à l'écart des questions qui n'intéressaient que les Dominions. Plus importante était, grâce à Borden, la représentation individuelle des Dominions à la Conférence de la Paix et, conséquemment, leur participation de plein droit à la Société des Nations - même si, dernière concession à l'idée impériale, leur signature au Traité de Versailles figurait en retrait de celle de l'Empire britannique.

Mais l'indépendance se paie, plus ou moins cher selon qu'elle est plus ou moins grande. À l'intérieur, elle avait failli détruire à jamais la très fragile unité nationale selon le clivage de la dualité culturelle. À l'extérieur, le magnifique triangle nord-atlantique tend à se surbaïsser pour commencer à se transformer en bilatéralité Canada-États-Unis. Ce sont là conséquences de la participation et non, bien sûr, de l'indépendance si celle-ci fut acquise à la faveur de la guerre.

Le Canada était encore privé d'un véritable service diplomatique et n'avait qu'un statut juridique ambigu lorsqu'il sortit du grand drame mondial, un demi-siècle après

sa naissance. Il fut aspiré par un processus plus vaste que lui, plutôt qu'il n'opta librement, la première fois qu'il joua un rôle international d'envergure. Sortant de l'isolement, il s'offrira une cure d'isolationnisme de vingt ans pour refaire son unité et pour poursuivre son développement économique au moins pendant la première moitié de cette période. En effet, la grande Dépression des années 30 allait l'envelopper dans une paralysie économique, elle aussi, « plus vaste que lui »...

IV. - 1920-1945

Conquête d'un statut international.

La nécessité de donner un titre bref à cette période en simplifie grossièrement les caractéristiques. Il faut poser d'emblée quelques composantes : n'obtenant pas qu'un statut international par le Statut de Westminster, le Canada se donne encore un service diplomatique, se reconnaît un rôle international qui lui vaudra à la fin une situation internationale de « moyenne puissance » - de candidat-leader, de leader, disent les plus optimistes, des « moyennes puissances ». En ce quart de siècle, il passera de l'isolationnisme le plus continement obtus à l'internationalisme le plus large et le plus généreux. Cette nouvelle dimension internationale est acquise au prix d'un autre sérieux contre-coup à sa toujours fragile unité nationale, et moyennant un *partnership* obligé encore plus étroit avec les États-Unis. Ainsi semble vouloir se perpétuer cette espèce de fatalité du destin canadien : chaque étape décisive vers l'émancipation semble rythmée par une crise intérieure, mettant en cause sa cohérence même, et par une exclusive protection extérieure, assurant sa survie à court terme, mais l'hypothéquant de plus en plus lourdement à long terme. Mais n'est-ce pas, *mutatis mutandis*, un phénomène courant chez tous les États qui, sur la scène internationale, sont plutôt « conditionnés » que « conditionnants » ? Mais que nous soyons ainsi dans la catégorie du « plus grand nombre » des États n'allège pas pour autant la fatalité de notre destin propre.

Les années 1920 virent l'émancipation constitutionnelle du Canada dans un nouveau Commonwealth pendant que ses provinces, agissant vraiment en États fédérés, conquéraient une autonomie plus grande que jamais dans un fédéralisme rénové. L'internationalisme issu de l'œuvre de Versailles et le nouvel isolationnisme continental furent les pôles dialectiques du premier phénomène ; un nouvel embrayage technolo-

gique, cette fois-ci favorable au Canada, et le libéralisme économique furent ceux du second ⁵. Tout cela se produisit dans une période d'instabilité gouvernementale à Ottawa de 1921 à 1930 : quatre élections nous valurent quatre premiers ministres et, pendant la moitié de cette décennie, la vie du gouvernement ne tenait qu'à un fil.

Les deux premières années qui suivirent la paix constituent une courte période d'inaction. Les deux années suivantes virent une tentative de ranimer l'unité de l'empire en matière de politique étrangère et de maintenir le Cabinet impérial. Mais le vent soufflait déjà plus fort en sens inverse ; et c'est l'idée de décentralisation qui l'emportera de façon éclatante dans le Rapport de la Conférence impériale de 1926. Mais c'était là le résultat d'un processus déjà bien engagé par les politiques des Dominions, entre autres par celle du Canada : l'incident de Chanak en 1922, qui montra la décision canadienne de ne pas supporter Lloyd George dans ses menaces de guerre contre les Turcs ; la signature du traité du Flétan avec les États-Unis sans le paraphe de l'ambassadeur britannique en 1923 ; la reconnaissance de facto en 1922 et de jure en 1924 de l'U.R.S.S. - dix ans avant celle de Washington ; le refus de s'engager aux termes des accords de Locarno de 1925. Au sortir de la guerre, le Canada affirmait nettement son indépendance des deux systèmes collectifs dont il faisait partie. D'abord à la Société des Nations en s'efforçant, à plusieurs reprises, à partir du projet du Covenant, d'amoindrir la portée de l'article X, dit de la « sécurité collective » ⁶, et y parvenant presque ⁷. Un ministre canadien-français, Rodolphe Lemieux, disciple de Laurier, exprimait clairement la logique ultra simple du nouveau nationalisme canadien : « Dans les questions militaires nous sommes aussi gouvernés par et d'Ottawa, et non par et de Londres, et nous ne voulons pas être gouvernés par et de Genève. Aux élections de 1925, King parlait le langage de Bourassa, non pas seulement dans le Québec, mais même en Ontario. Les deux courants furent parallèles, quoique sans influence mutuelle évidente ; en revendiquant sa majorité internationale, le Canada

⁵ Voir Maurice Lamontagne, *Le Fédéralisme canadien*, Québec, Presses de l'université Laval, 1954, pp. 32-34, 93-94.

⁶ « Les membres de la Société s'engagent à respecter et à maintenir contre toute agression extérieure l'intégrité territoriale et l'indépendance politique présente de tous les Membres de la Société. En cas d'agression, de menace ou de danger d'agression, le Conseil avise aux moyens d'assurer l'exécution de cette obligation. » (art. 10 du Pacte de la Société des Nations).

⁷ À une voix près - celle de la Perse - la dernière résolution canadienne faillit être votée, à l'unanimité. Mais, comme la règle de l'unanimité prévalait, la résolution canadienne fut battue.

prétendait bien n'être pas contaminé par les « infections miasmatiques » de l'Europe. Avec pharisaïsme, il proposait à l'Europe les formules soi-disant magiques du Traité Rush-Bagot et de l'International Joint Commission.

À la conférence impériale de 1926, fut élaborée la définition désormais classique de ces entités politiques, dont on ne connaissait pas d'équivalent historique, les « Dominions » :

They are autonomous Communities within the British Empire, equal in status, in no way subordinate to one another in any aspect of their domestic or external affairs, although united by a common allegiance to the crown, and freely associated as members of the British Commonwealth of Nations.

Le Canada est maintenant à même d'exercer une politique étrangère autonome quoique solidaire - mais d'une libre solidarité, en plénitude internationale - avec ce qui allait devenir le Commonwealth. Dans ce long processus, il faut rappeler le rôle de précurseur de Bourassa, d'initiateur de Laurier, et d'actuel réalisateur de Lapointe, bras droit de King et successeur de Laurier comme « fondé de pouvoir » des Canadiens français au gouvernement fédéral. Quand, quelques années plus tard, le Statut de Westminster vint consacrer officiellement et juridiquement l'évolution constitutionnelle de l'Empire depuis la fin de la guerre, d'anciennes voix nationalistes se firent entendre au Parlement d'Ottawa, un Bourassa, un Lavergne, qui parlèrent un langage à peu près identique à celui d'Ernest Lapointe et du premier ministre Bennett. Entre le Rapport Balfour et le Statut de Westminster s'insère la véritable fondation de notre service diplomatique avec notre première légation à Washington en 1927 - dont il était déjà question depuis une quarantaine d'années. Après le Rapport Balfour, il ne restait plus aucun obstacle juridique ; mais, dès la fin de la guerre, le partnership nord-américain n'avait pas attendu cet outil diplomatique pour se manifester. D'autre part, la présence économique américaine se faisait de plus en plus lourdement sentir au Canada. Un beau sujet de dissertation historique serait : « Dans quelle mesure interférèrent les trois phénomènes de l'émancipation constitutionnelle du Canada, de sa participation réticente à la S.D.N. et de sa ré-orientation nord-américaine ? » Quand on est né sur le côté d'un triangle, on n'en sort pas facilement...

La « politique étrangère » du Canada pendant les années 1930 - ou ce qui en tenait lieu et qu'il faut bien baptiser - n'a rien à nous faire bêler d'admiration. Mais ne nous frappons pas trop. De l'affaire de Mandchourie à l'ignominie de Munich, la politique

de trois grandes démocraties occidentales, la France, la Grande-Bretagne et les États-Unis, n'eut précisément rien de glorieux. Comme tout le monde, nous fûmes bien plus préoccupés de la morne grisaille de la grande et désespérément longue dépression que de la montée des fascismes européens et du militarisme nippon. Cette menace était si lointaine que son caractère pourtant implacable en paraissait comme éludé. C'était évidemment la politique de l'autruche. Aux Communes, les séances - on n'ose dire les « débats » - consacrées à la politique étrangère se tenaient dans une ambiance ronronnante...

Pendant les « angry thirties », la diplomatie canadienne n'était guère qu'un appendice à demi-clandestin des fonctions du premier ministre, qu'il conduisait d'une manière possessive et secrète. On peut constituer un dossier accablant avec les déclarations de Mackenzie King pour montrer les carences et dérobades d'une politique plutôt peureuse de self-protection. Mais le procédé est plutôt artificiel, sinon injuste. Le style « clair-obscur » de leadership d'un King était une marque de fabrique non moins évidente en politique internationale qu'en politique domestique. Ce qu'il faut expliquer c'est la concordance plus ou moins obligée entre cette « politique » et son « style » particulier, et la réalité intérieure d'un pays qui a failli se défaire lors d'un premier conflit mondial et qui risquerait de se scinder irrémédiablement en deux si un autre éclatait. Mais il est encore une « troisième dimension » à l'interprétation qu'on ne peut arbitrairement abstraire du tableau d'ensemble : les leaders des démocraties occidentales, plus immédiatement en cause, ne furent pas, non plus, d'une lucidité ni d'un courage particulièrement grand... Et puis, King pouvait dire en 1936 avec plus qu'une apparence de bon sens : « Après tout.... il y a telle chose qu'un sens des proportions dans les affaires internationales. »

Le Canada n'allait déclarer la guerre aux forces de l'Axe que le 10 septembre, marquant, ainsi, par un acte distinct et plusieurs jours après Westminster, que le Canada n'était pas automatiquement en guerre du seul fait que la Grande-Bretagne l'était. Entre le 25 août et le 9 septembre, le gouvernement canadien louvoyait à travers les événements qui se bousculaient à un rythme dramatique. Le Cabinet King se refusait à prendre carrément position pour ou contre l'opposition conservatrice, favorable à la déclaration de guerre et à l'envoi d'une force expéditionnaire, ou pour ou contre un groupe de députés canadiens-français libéraux à tendance nationaliste qui prônaient l'abstention du Canada à toute « guerre extérieure ». Le premier ministre se rallia à une politique de « neutralité agressive », qui ménageait une retraite ou permettrait

d'autres pas en avant, selon les fluctuations des deux opinions publiques canadiennes. Ce sera le numéro 2 du Cabinet, le protecteur officieux des Canadiens français, Ernest Lapointe, qui fera tomber les dernières résistances canadiennes-françaises dans une argumentation en deux points : 1° dans les circonstances actuelles, le Canada ne peut pas rester neutre ; 2° notre participation devra exclure toute conscription.

Les Canadiens français « marchaient » jusque-là, mais c'était à la condition sine qua non qu'on n'établirait jamais la conscription pour servir outre-mer. Le plébiscite de 1942 pour délier le gouvernement de ses promesses montra, avec sa froideur statistique ⁸, que les deux Canada se retrouvaient face à face en radical désaccord sur une question vitalemment décisive. Mais ce ne sera qu'en novembre 1944 que la crise de la conscription éclatera véritablement. Coup sur coup, King perdait deux ministres pour deux raisons contradictoires. La tension était extrême à travers tout le pays. Les « cris de race » avaient depuis quelque temps une âpreté qui rappelait la pire époque de 1917-1918. Au moment du vote décisif, le gouvernement put s'assurer d'une confortable majorité de 143 à 70, les votes des députés C.C.F. et des créditistes compensant les défections libérales du Québec. La proximité de la victoire, la prospérité économique inédite, le fait manifeste que la décision d'imposer la conscription fut prise à contrecoeur et in extremis, tout cela nous porta, sans scission irrémédiable, à la fin de la guerre.

Les joies de la victoire effacèrent les mauvais souvenirs de part et d'autre. Le Canada s'était fendillé, mais non brisé. Les énergies s'emploieraient à conquérir la paix, à forcer la prospérité d'abord par les moyens transitoires de la « reconversion ». Sur le plan international, le Canada s'était gagné une « réputation ». Il s'en grisait, comme la première fois qu'une telle chose arrive...

Mais les moins distraits des Canadiens n'oubliaient pas, dans l'allégresse générale, le tête-à-tête canado-américain, commencé par l'accord d'Ogdensburg du mois d'août 1940 pour la défense conjointe, continué par l'accord de Hyde Park d'avril 1941 pour la collaboration économique. Ils savaient ce que de tels accords comportaient déjà. Ils craignaient surtout ce que ces ententes allaient de plus en plus impliquer.

⁸ Au plébiscite, le Québec vota « non » à une proportion de 72%, tandis que les autres provinces votèrent à 80% pour le « oui ». D'après une enquête Gallup en août 1942, 90% des Canadiens français s'opposaient à la conscription tandis que 78% des Canadiens d'expression anglaise la favorisaient.

V. - 1945-1967 :
Élaboration d'une politique étrangère.

Par définition, les relations internationales sont conditionnées par l'extérieur, ou tout au moins en grande partie déterminées par la perception qu'on en a à tel moment. Chaque quart de l'histoire des relations internationales du Canada fut porté par telle ambiance ou tel vaste processus extérieur sans lesquels l'étape franchie ne l'aurait pas été, ou tout au moins n'aurait pas été parcourue de la même façon et au même rythme. La première phase, la *conquête du territoire* (1867-1896), ne fut possible que par la guerre de Sécession et ses suites, qui laissèrent les mains libres aux Canadiens au nord du 45^e parallèle ; la seconde, l'entrée *du Canada dans le monde* (1896-1920), a eu comme arrière-plan favorable le bel équilibre économique du triangle nord-atlantique ; le troisième quart, la *conquête du statut international* (1920-1945), se ramène à l'unité par le phénomène collectif de la transformation de l'Empire en Commonwealth et par la majorité politique anticipée, sinon prématurée, des Dominions à la faveur de la guerre mondiale.

Le quatrième et dernier quart de l'histoire des relations internationales du Canada est le plus « court » : il n'a que 22 ans. C'est toutefois le plus chargé d'événements importants, de signification politique. Jamais l'insertion du Canada dans les vastes processus mondiaux n'a été si intense, continue et polyvalente ; et nous avons maintenant un service diplomatique qui couvre toute la planète. Le découpage de notre sujet en quatre périodes chronologiques sensiblement égales peut porter illusion. Si, de façon incontestable, une nouvelle période commence en 1945 qui voit *l'élaboration graduelle et la pratique d'une véritable politique étrangère*, il n'est qu'arbitrairement posé ici qu'elle doive s'achever en 1968. Si le Canada a un avenir au delà de la célébration de son premier centenaire, cette période peut durer plus longtemps qu'un quart siècle ; et il est concevable que l'historien de l'avenir la subdivise en sous-périodes pour la rendre plus exactement intelligible. Mais nous n'avons pas ici à nous aventurer dans les jeux toujours un peu fantaisistes de la prospective...

Comme procédé de classement, on peut faire deux parts des relations internationales du Canada depuis 1945 : celle de nos relations bilatérales avec les États-Unis, celle de nos relations avec le reste du monde, y compris les grandes organisations inter-

nationales comme l'O.N.U. et l'O.T.A.N. Mais, encore là, l'arbitraire se glisse dans cette division. Dans les « relations avec le reste du monde », notre position subit toujours le poids ou l'attraction de celui des deux grands leaders mondiaux qui est notre seul voisin. Ce n'est toutefois pas en situation de guerre froide une position qui nous soit exclusive, si nous l'éprouvons d'une façon plus unilatéralement implacable que d'autres, et qui nous force à en avoir une conscience plus aiguë. D'autre part, il est en période de guerre froide des « questions » qui se situent hors de l'antagonisme fondamental des blocs : Cachemire, Israël, Algérie, Congo, Chypre, etc. En ces questions, comme en notre contribution aux organismes du type O.N.U. et O.T.A.N., le point de vue et les décisions de Washington en premier lieu, de Londres en second (et pour beaucoup moins de questions) sont souvent considérés pour eux-mêmes, antérieurement et primordialement aux éléments objectifs propres à ces questions.

C'est dire que notre politique étrangère, juridiquement souveraine et pleinement autonome, laisse une faculté de manoeuvre restreinte, peu de véritable choix. Nous sommes toujours plus « conditionnés » que nous ne « conditionnons ». Nous sommes passés maîtres dans l'art de l'ajustement. Nous sommes toutefois généralement habiles à nous inventer a posteriori des rationalisations canadiennes, présentées comme liées à des valeurs plus universelles, pour nos choix et engagements politiques. Au total, nous ne faisons pas mal. Nous ne faisons pas trop pharisaïquement moralisateurs ; nous ne répétons pas trop « qu'on n'a rien à nous reprocher » - le dossier vierge de ceux qui entrent dans la vie adulte ... ; nous jouons le rôle de « conciliateur désintéressé » et du « pacificateur universel » avec quelque, efficacité d'autant qu'on pense naturellement à nous lors de la distribution de ces rôles pour lesquels les candidatures naturelles sont peu nombreuses. Nous ne nous prenons pas pour « quelqu'un d'autre » et on nous accuserait vainement de faire des débauches d'imagination politique ou de nous embarquer dans des aventures risquées. Nous aimons jouer prudemment. « Nous » -les responsables de notre politique étrangère - avons même un sens plus exact des réalités internationales que des grosses réalités intracanadiennes que nous ne savons pas dégager de leur enveloppe d'ambiguïté, où les enserrant depuis bientôt un siècle de courtes vues routinières. Un peu de ces dispositions de cosmopolitisme ne serait pas superflu pour l'intelligence de quelques-uns de nos problèmes internes...

La conjoncture de l'immédiat après-guerre a facilité un accord fondamental de tous les Canadiens sur les grandes lignes de notre politique étrangère. Nous étions d'accord pour que le rideau de fer ne se déplace pas vers l'ouest, pour que s'effectue le

relèvement économique de l'Europe à commencer par celui de la Grande-Bretagne, pour que la décolonisation se produise sans trop de heurts aux intérêts acquis ni trop de contagion communiste, pour que nous participions à une date plus récente au relèvement des régions sous-héritées sans trop de dommage à notre fameux « standard de vie ». L'O.N.U. était un appareil trop vaste, trop diffus et... trop indispensable pour que les Canadiens, d'abord déçus de l'Organisation comme tout le monde, se divisent à son sujet. L'Empire n'existait plus, du moins pour nous ; le Commonwealth, qui cessait d'être « britannique », apparaissant déclinant ; et dans la rosace des forces centrifuges, nous jouions le rôle d'une force centripète mais... modérée. Les Canadiens de langue française qui, à la phase précédente, réclamaient l'adhésion à l'Union panaméricaine au nom de notre « destin américain », regrettaient moins l'absence de notre pays à l'Organisation des États américains depuis que la solidarité du Commonwealth nous dégageait à peu près complètement sur toutes les autres questions.

L'O.T.A.N. est arrivé à point nommé pour que les nostalgiques de l'Empire et les psychosés anti-impériaux soient forcés de se taire ou de parler d'autre chose au risque de paraître de risibles anachronismes. Nous nous y trouvions sur un pied d'égalité avec nos deux mères-patries, avec les deux pays de nos origines occidentales, et avec quelques autres États de taille démographique et économique comparable à la nôtre. Et surtout, nous n'allions pas nous trouver, en tout et pour tout, seuls en face du colosse américain. Les données géographico-stratégiques (Norad) ni les impératifs du développement économique nord-américain n'étaient abolis (le fameux « continentalism ») mais nous avions, au moins sur les questions qui n'engageaient pas le strict voisinage nord-américain, le sentiment de pouvoir user de polyvalence et de compter un grand nombre d'alliés et de « bons amis ».

Il nous reste peu de nos anciens complexes et idiosyncrasies internationales. Il y a bien la persistance de quelques éléments mythiques dans notre politique étrangère ; mais justement, celui d'utile entremetteur ou de « boîte postale » entre Londres et Washington est en train de mourir. Nous avons, un temps, cru réclamer le titre de « puissance moyenne » avec ces autres continents-pays, l'Inde, l'Australie, le Brésil ou ces autres pays stratégiquement localisés ou économiquement développés, la Suède, la Yougoslavie, Israël ou l'Égypte. Nous en avons rabattu, avec d'autres, de ces prétentions. Mais notre vanité n'en est pas sortie froissée dès lors que des instances internationales nous accordent des tâches qui ne peuvent être remplies que par des « puissances moyennes » : Commission d'Armistice pour l'Indochine, l'U.N.E.F., etc.

De la guerre de Corée à l'expédition de Chypre, le vieux réflexe de l'antimilitarisme des Canadiens français n'a pas joué puisque c'était pour la bonne cause et qu'était maintenu le système de volontariat.

Notre politique étrangère est au total fort montrable et défendable. Il n'y a pas lieu d'en rougir, ni de la magnifier. Si l'on peut risquer une critique globale, ce serait de trop prendre a priori en considération les éléments d'inhibition, les facultés de manoeuvre restreinte, les raisons qui motivent l'attente prudente ou des précautions exagérées. Mais nous savons en contre-partie nous déterminer avec une certaine sagesse ou un brin d'astuce à des situations créées par d'autres. La pensée ne nous viendrait pas d'être déterminateurs de situations nouvelles. À certains moments, nous aurions même la tentation d'être ébahis par la considération au moins provisoire qu'on nous porte. Nous pouvons même arborer quelques trophées qu'un certain recul historique nous permettra de mieux apprécier : le rôle de M. Saint-Laurent dans la création de l'O.T.A.N., celui de M. Pearson dans la crise de Suez. Si ce n'était du trop encombrant voisinage avec les États-Unis, qui nous gêne aux entournures ou qui est toujours susceptible de nous gêner, nous pourrions dire que « tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes de la guerre froide (s'achevant) possibles » !

La Confédération s'est faite contre les États-Unis, rappellerions-nous au début ; elle se maintiendra contre eux. Ce n'est pas d'abord un problème de politique, de diplomatie au sens technique ou conventionnel. Ce n'est pas une question de forces qui s'affrontent ; dans l'ensemble, elles tirent dans le même sens et pour les mêmes objectifs. C'est une question d'inégalités trop marquées qui semblent ne vouloir que s'accroître et qui ouvre sur des avenir incertains. L'artificialité, davantage, le caractère contre-nature géographique des aménagements territoriaux et politiques de l'Amérique du Nord éclate. Au surplus, les données fondamentales sont très exactement celles d'il y a un siècle ; il s'agissait de naître ; il s'agit de savoir si l'on peut tous ensemble perdurer.

Il y aurait beaucoup à épiloguer sur le « dialogue de sourds » par delà *l'unguarded frontier* de 3,000 milles. Le contentieux des « hard issues » ne pourra jamais être liquidé - ne serait-ce que pour cette unique question que des problèmes de cette nature ne peuvent être *réglés* : ils se déplacent plutôt, se transforment, toujours gardant leur potentiel d'insoluble.

Le nationalisme pan-canadien, qui a pris goût à son auto-affirmation sur le plan international, tend même à prendre l'allure d'un anti-américanisme, non pas certes virulent mais systématique. Rien n'agace plus l'Américain - agacement qu'il cache habituellement en voisin de bonne compagnie - que ce réflexe naturel des Canadiens à s'inquiéter dans les relations économiques, de la mesure grandissante de leur « dépendance », sans la considération des avantages qu'ils en tirent, ou, en arrangements de défense conjointe, à s'inquiéter en quoi la souveraineté (idée fort « abstraite ») de leur pays est mise en danger, sans tenir compte de la protection réelle qu'ils en tirent. Brebner a déjà comparé les deux pays à des « jumeaux siamois ». C'est le propre des jumeaux siamois de ne pouvoir se séparer pour continuer à vivre. Il faudrait peut-être ajouter que l'un des jumeaux a démesurément grandi, qu'il a un appétit gigantesque et qu'il affiche de forts instincts d'indépendance et de puissance, d'autant qu'il s'estime défenseur de la liberté à travers le monde, tandis que le second jumeau voudrait bien continuer de mener sa vie de « petit garçon bien sage », sans grande ambition dans la vie...

Dans cet anti-américanisme de beaucoup de Canadiens anglophones, il y a le sentiment d'une très vive insécurité. Ils se sentent à trop peu de *distance* psychologique et culturelle des Américains. La langue ne constituant pas une barrière, mais bien un utile canal, les influences jouent à fond. Au Canada français, l'anglais reste toujours appris, une langue seconde, quelque chose d'artificiel, de plaqué. *L'American Way of Life* a enlevé depuis longtemps l'*Unguarded Frontier* de la culture anglo-canadienne - qui n'a guère que des sources « politiques » au sens étroit de « constitutionnelles ». Aussi l'Anglo-canadien, se sentant trop identique à l'Américain, n'a guère d'autre ressource, quant à lui, que de réaffirmer son « canadianisme ». Mais à l'examen, il s'aperçoit que le canadianisme consiste en des différences négatives et assez superficielles d'avec l'américanisme (« être canadien, c'est n'être pas américain ») et il est amené tout naturellement pour établir ce contraste, à exagérer la portée des oripeaux britanniques de sa culture : les rites westminsteriens, l'Union Jack, les visites de la reine, etc. Cette affirmation de son identité par l'appel aux symboles de son ancienne sujétion fait littéralement enrager ou... rire le Canadien français, imperméable à un certain aspect pathétique d'une telle bonne volonté contradictoire. Le Canadien de langue française, lui, n'est pas plus foncièrement inquiet depuis que la puissance amé-

ricaine est devenue déterminante dans l'équilibre du monde ⁹. L'influence américaine ne le presse pas plus proportionnellement que par le passé. N'ayant jamais eu les moyens de sa puissance économique virtuelle, il continue de ne pas les avoir. Tandis que l'anti-américanisme de l'Anglo-canadien s'est constitué de pressions diverses, informes, involontaires mais toujours croissantes provenant de la coexistence inégale avec les États-Unis - d'autant plus ressenties que se relâchaient dans le même temps les liens avec Londres, -le Canadien français, lui, a, depuis toujours et de tous côtés, été soumis à des pressions continues. Il a l'habitude de l'inégalité pour ne pas dire de l'« infériorité ». La situation d'État protégé, qui semble être le destin du Canada, pour un temps indéfini encore, ne l'humilie pas. On s'habitue au protectorat.

L'Anglo-canadien trouve moins en sa substance profonde ce qui donne au Canada sa configuration culturelle propre que dans le fait de l'existence de Franco-canadiens formant le tiers de la population totale. Certains vont jusqu'à dire que l'existence du Canada français est le seul véritable signe de distinction entre le Canada et les États-Unis. Cette conscience devrait être une bonne chose pour l'unité nationale et, secondement, pour les relations canado-américaines. Mais c'est un fait qu'au delà des invocations à la « dual culture », au « bilingual country », aucun gouvernement canadien, jusqu'à celui qui vient d'instituer la Commission Dunton-Laurendeau, ne s'est donné comme objectif majeur de traduire ces dualismes dans les faits de la vie se vivant et non plus seulement dans des colifichets symboliques et... ambigus comme tous les symboles. On commence à se demander s'il n'est pas trop tard.

Il a fallu que se lève au Québec une génération du refus global, qui rejette tout à la fois le système de la Confédération, pourtant susceptible de se transformer même radicalement, et l'entité politique Canada, aussi capable d'évolution, mais avec ses composantes essentielles, c'est-à-dire lentement et très partiellement. Cette menace de dislocation par l'intérieur est d'autant plus sérieuse que des Canadiens anglais s'interrogent eux-mêmes sur le bien-fondé de leur canadianisme obstiné. Ce serait à peine une boutade que de définir un Canadien anglais comme un « Américain qui veut les avantages de vivre à l'américaine sans les inconvénients d'être un Américain ». Mais,

⁹ Il lui serait même plus sympathique s'il faut en croire une récente enquête du Maclean (6 juin 1964). 33% de Québécois seraient favorables à l'annexion aux États-Unis et 78% d'entre eux seraient en faveur d'une union économique avec la république américaine : ce qui est sensiblement plus que les moyennes canadiennes, respectivement 29% et 67%.

entre autres « inconvénients » d'être un Canadien, il y a celui que cela coûte très cher à tous égards pour une rentabilité qui risque d'apparaître de plus en plus douteuse.

Aujourd'hui, a déjà écrit l'historien James Eayrs, la principale préoccupation d'un premier ministre du Canada est qu'il continue d'y avoir en Amérique du Nord deux gouvernements souverains, et non pas trois. Ajoutons que s'il y en avait trois, ce ne serait pas pour bien longtemps : il n'y en aurait bientôt plus que deux, et le second serait le Québec, promis par la grâce prophétique d'Arnold Toynbee ¹⁰ à une durabilité égale à celle des Chinois, même dans l'hypothèse d'une hécatombe atomique...

C'est ce dont semble s'être récemment convaincu un certain général-président de la Ve République.

¹⁰ If the future of mankind in a unified world is going to on the whole a happy one, then I would prophesy that there is a future in the Old World for the Chinese, and in the island of North America for the Canadiens. Whatever the future of mankind in North America, I feel pretty confident that these French speaking Canadians, at any rate, will be there at the end of the story » (Civilization on Trial, New-York, 1948, p. 161). Dans sa version française de La Civilisation à l'Epreuve, ce passage se lit comme suit : « Si c'est un avenir heureux dans l'ensemble qui attend l'humanité, alors je prédirais volontiers qu'il y a de l'avenir dans le vieux monde pour les Chinois et dans l'Amérique du Nord pour les Canadiens. Quel que soit l'avenir de l'humanité en Amérique du Nord, je suis sûr que ces Canadiens de langue française, en tout état de cause, seront encore présents au dénouement de l'aventure. »

Incertitudes d'un certain pays.
Première partie. Dimensions extérieures

Chapitre 2

Le Canada français : du provincialisme à l'internationalisme *

[Retour à la table des matières](#)

Note liminaire : Ce petit travail ne vise pas à établir une thèse. Il se borne à indiquer les caractères plausibles d'une hypothèse nouvelle. En fait, l'hypothèse est invérifiable actuellement. Les processus historiques, qu'elle présente sous son éclairage propre, sont trop récents, leur ambivalence actuelle est trop accusée pour qu'on n'accorde pas son dernier mot à l'Événement sans doute inconnu et peut-être imprévisible.

D'ailleurs, ce travail est beaucoup trop court pour un sujet de cette ampleur. Il reste à souhaiter que d'autres (comme certains jeunes sociologues et historiens du Canada français que nous connaissons personnellement) reprendront peut-être cette hypothèse, moins pour en décanter la part de vérité qu'elle contient, que pour contribuer au renouvellement de l'attirail des idées reçues, et donc, de toute (et fausse) sécurité sur le Canada français. Il nous semble que l'idée reçue de l'isolement culturel et politique des Canadiens français doit être actuellement révisée.

* De l'ouvrage collectif publié sous la direction de John S. Gillespie, *The Growth of Canadian Policies in External Affairs*, Duke University Press, Durham, North Carolina, 1960. Ce texte avait été originellement présenté en anglais lors d'une séance du Commonwealth Seminar and Research Group de l'Université Duke à l'été 1959.

L'auteur procède à ce début de révision. Il le fait à sa manière. De par sa formation et ses centres majeurs d'intérêt qui se sont toujours axés sur l'étude des relations internationales, l'auteur a pu être amené à maximiser les facteurs et indices qui rendent l'hypothèse vraisemblable. C'est un risque normal de l'opération pour la raison générale que la proposition d'une hypothèse nouvelle peut, autant que pour l'établissement d'une thèse complète, amener à « forcer » les faits. Mais aussi pour la raison particulière que l'auteur, abordant son sujet sous l'angle de sa spécialité, voit, initialement et davantage, le phénomène « Canada français » dans ses dimensions internationales que sous l'angle de ses structures et de ses dynamismes internes. Cette dernière optique a toujours été celle de ceux qui ont écrit sur le Canada français, à l'exception peut-être de certains analystes étrangers, tel un Siegfried (et encore le faisaient-ils selon un caractère de généralité et d'impression, pour ne pas dire d'impressionisme, qui étaient bien loin d'être toujours significatifs).

* * *

1

Commençant un cours au Collège de France, Jules Michelet disait : « Messieurs, l'Angleterre est une île. Vous en savez maintenant autant que moi sur son histoire. » La boutade de Michelet soulignait fortement l'inspiration et la tradition insulaires de toute la politique britannique.

J'éprouve la tentation de commencer cet article par la boutade désenchantée, et si souvent citée, de Sir Wilfrid Laurier : « La province de Québec n'a pas d'opinions ; elle n'a que des sentiments. » À quoi il conviendrait d'ajouter : « Vous en savez maintenant autant que quiconque sur son histoire. » Mais cette phrase n'aurait pas l'à propos qu'elle avait dans la citation de Michelet. Pourquoi ? Parce qu'elle n'exprime pas une donnée objective, indiscutable comme « L'Angleterre est une Île... » Dire des Canadiens français qu'ils n'ont pas d'idées en politique, mais seulement des sentiments, c'est qualifier des attitudes psychologiques, déterminer des dispositions subjectives. C'est interpréter.

Il vaudrait mieux se servir de la même métaphore que l'historien romantique : « Le Canada français est une île au milieu d'un océan anglo-saxon, » - comme la Roumanie est une île de latinité au sein d'un univers slave.

Cela n'apprend pas tout sur l'histoire du Canada français. Mais c'est donner une bonne idée de ses perspectives.

Le Canada français, c'est aussi un important segment du Canada tout court (environ 30% de la population totale). De ce point de vue, c'est beaucoup plus qu'une « île. » Mais quelles que soient les sphères d'extension des « grands tous » (nord-américain ou, restrictivement, canadien), où l'on localise le Canada français, il conserve toujours une homogénéité optima et une pleine individualité. Il est le groupe minoritaire le plus vivace, différent et cohérent de l'Amérique du Nord. De fait, il a été, est, et sera sans doute pour longtemps encore, le seul viable. D'où son intérêt unique comme objet d'analyse.

Politiquement, le Canada français correspond assez exactement à la province de Québec ¹¹. D'où un caractère marqué de « provincialisme » dans la vie politique et culturelle du Canada français. Mais ce n'est pas là un caractère spécifique. On sait l'importance du sectionnalisme aux États-Unis, du régionalisme ¹² au Canada. On pourrait même voir l'Amérique du Nord composée d'une série de provincialismes juxtaposés : contre les impératifs nord-sud de la géographie, on a établi artificiellement des unités politico-économiques selon l'axe est-ouest, aboutissant ainsi à des quadrillages provinciaux, mi-naturels, mi-artificiels.

Le Canada français est un cas parmi les divers provincialismes nord-américains. Un cas plus accusé que d'autres, non seulement à cause de cette quasi-concordance avec les cadres territoriaux d'un État provincial, mais surtout à cause d'une communauté ethnique culturelle et religieuse dont l'homogénéité et la permanence détonnent si curieusement dans le continent du melting-pot. *Il* s'ensuit chez les Canadiens français - même chez ceux qui se prétendent dégagés des oeillères d'un nationalisme étroit, stérile ou irréel - un involontaire ethnocentrisme, ou mieux, un provincialo-centrisme. C'est fatal peut-être, normal certainement.

Mais d'autre part, à l'ère des fusées intercontinentales et des satellites artificiels, les Canadiens commencent à prendre conscience pour la première fois en temps de

¹¹ Si, culturellement, cette seule province n'épuise pas toute la réalité canadienne-française, tout comme la réalité culturelle québécoise n'est pas exclusivement canadienne-française.

¹² De l'Ouest, des Maritimes, etc.

« paix »¹³ des grandes réalités internationales et singulièrement de l'inconfortable double voisinage des U.S.A. et de l'U.R.S.S. Les Canadiens d'expression anglaise qui donnent au Canada sa configuration principale, ont, par le sentiment d'appartenir à la famille britannique mondiale, toujours eu le sentiment actif - même à l'époque coloniale - de participer à un internationalisme de fait. Les Canadiens français, eux, n'ont jamais eu jusqu'à une date récente le sentiment de devoir s'ouvrir largement à la vie internationale. Et même : ils n'ont pas encore pris une conscience active de la réalité étatique canadienne.

D'emblée, ils sont à faire le grand écart entre le provincialisme d'hier et l'internationalisme d'aujourd'hui sans le passage intermédiaire du nationalisme pancanadien¹⁴. C'est, pensons-nous, l'observation fondamentale que nous commande notre sujet. Imbus, faits d'esprit provincial (et conservés tels, dans leur individualité profonde, par cet esprit), les Canadiens français ne semblent pas avoir été médiatisés par le sentiment d'appartenance au grand État canadien avant d'être forcés d'accéder à la vie internationale.

Du provincial à l'international sans passer par le national. Ou de la partie aux relations entre tous, sans passer par le tout qui englobe la partie. C'est là un hiatus culturel aussi large (et qui se serait produit beaucoup plus rapidement) que celui du passage d'une société rurale-agricole à celui d'une société urbaine-industrielle. Ce dernier phénomène a attiré l'attention studieuse de la première génération de social scientists

¹³ Si l'on peut dire...

¹⁴ L'auteur ne se dissimule pas les difficultés méthodologiques qu'il soulève, sans les résoudre, par l'emploi de concepts comme « provincialisme » (distingué et partiellement opposé à celui de « nationalisme » canadien-français) et « internationalisme » (opposé à « nationalisme » et « supernationalisme » et distingué d'« universalisme »). Ce serait précisément l'objet d'un travail plus satisfaisant, que nous souhaitons en note liminaire, de préciser ces concepts, de leur donner, au minimum, une validité opératoire, et, à son défaut, de les remplacer par d'autres.

Mais pour les fins du présent travail, contentons-nous de dire que ces mots auront une valeur plus vulgairement sémantique que proprement conceptuelle. Ajoutons aussi qu'ils ont ici une faible densité idéologique, surtout si on dégage - dans la mesure où la chose est possible ou permise - le contenu idéologique des faits, attitudes et sentiments collectifs qui le supportent et l'expriment, ainsi que des comportements individuels qui réfléchissent ou conditionnent ces faits, attitudes et sentiments collectifs.

que le Canada franais se soit donne ¹⁵. Personne encore n'a sembl avoir eu conscience du premier phnomne.

Le trait marquant du nationalisme canadien-franais a t de s'exprimer politiquement en un provincialisme s'opposant moins aux Canadiens d'autres origines qu' l'imprialisme britannique, donc un surnationalisme d'origine extrieure. Depuis 200 ans, les articulations matres de l'histoire de ce nationalisme se situent aux grandes phases de l'mancipation constitutionnelle du Canada. Et, dans la mesure o ce nationalisme s'opposait celui des Canadiens d'expression anglaise, c'tait pour leur reprocher un loyalisme britannique trop fervent ou mme une connivence imprialiste. Le nationalisme pancanadien d'un Bourassa faisait exception ce provincialisme national, nationalisme basique des Canadiens franais.

Aussi « l'autre, » « l'extrieur » par rapport au Canadien franais, c'tait l'Anglais, indistinctement celui de Londres ou celui de Toronto ou celui d'Ottawa qui faisait, sur place, la politique impriale. Nos relations internationales taient des relations intra-impriales, constitutionnelles, des relations de famille, imposes, de raison. Ce n'taient pas de vritables relations internationales. Elles n'initiaient pas les Canadiens franais une politique trangre.

 l'autre point d'angle de ce fameux « triangle nord atlantique » ¹⁶ se trouvent les tats-Unis. Du Trait de Paris, 1763, la Dclaration d'Indpendance, 1776, les Canadiens franais firent un bout d'existence commune avec les futurs Amricains. Encore numriquement majoritaires au Canada, ils prenaient conscience de la prcarit de leur position par rapport leurs « voisins du sud » ¹⁷, mais ils savaient que, quoi qu'il advint, la mtropole les prenait en charge. Ils jourent le jeu de la nouvelle mtropole impriale, se refusant de se donner de nouveaux matres, fussent-ils librateurs. D'o leur « loyalisme » aux invasions de 1776 et 1812 : loyalisme cependant qu'il conviendrait de ne pas trop sublimer ¹⁸.

¹⁵ Cf. Jean-Charles Falardeau, d., *Essais sur le Qubec contemporain* (Qubec, 1953).

¹⁶ Cf. John Bartlet Brebner, *North Atlantic Triangle* (New Haven, 1945), et Edgar McInnis, *The Atlantic Triangle and the Cold War* (Toronto, 1959).

¹⁷ Cf. Gustave Lanctt, Jean Bruchsi, et al., *Les Canadiens franais et leurs voisins du Sud* (Montral, ditions Bernard Valiquette et New Haven : Yale University Press, 1941).

¹⁸ *Ibid.*, chap. iii, « Le Qubec et les Colonies amricaines ».

Dans l'histoire de ces relations triangulaires, les intérêts canadiens sont pris en charge par l'Angleterre et représentés par elle. Pour un Canadien anglais, qu'il soit plus ou moins teinté de colonialisme, cela représentait un jeu concret d'intérêts réels, au moins pour l'avenir, pour l'avenir d'une grandeur impériale ou d'un hypothétique Canada indépendant. Pour un Canadien français, pourvu qu'on ne le dépouillât pas de son patrimoine, cela représentait un jeu abstrait et lointain d'intérêts qui, de toute façon, lui seraient extérieurs. Aussi, à chaque rivalité d'intérêts, à chaque marchandage, il est fort heureux de ne pas trop écopier, de n'être pas le seul à faire les frais de l'opération. C'est un spectateur, éventuellement une victime, non un acteur.

Donc, dans ses relations avec la Grande Bretagne, le Canada est dans un réseau de dépendance puis d'indépendance graduelle, mais lente : relations d'ordre constitutionnel, non d'ordre international. Dans ses relations avec les États-Unis, le Canada est l'objet, la matière, le point de rencontre des rapports, eux décisifs quant à lui ¹⁹, de la Grande Bretagne et des États-Unis. Le Canadien français, à qui la grandeur impériale ne dit très exactement rien, non plus qu'une chimérique indépendance complète comme celle des 13 Colonies révoltées, le Canadien français, lui, consacrera tous ses efforts à prendre sa place « provinciale » au sein de ce Canada, construit contre nature et, de toute façon voué irréversiblement à être à prépondérance anglo-saxonne. Ce provincialisme n'a jamais eu, jusqu'à l'époque récente de la guerre froide, l'idée d'un internationalisme pratique : et même, il n'a jamais fait sa conversion active à un nationalisme pan-canadien, si ce n'est que comme à un statu quo qui lui est toujours apparu aussi fumeux qu'inévitable.

Mais il faut donner à ce provincialisme sa double dimension, ou mieux sa double présence. Il ne s'affirmait pas seulement dans la politique du gouvernement du Bas-Canada ou, plus tard, de la Province de Québec en ce qu'elle s'opposait à celle de l'autorité centrale ou de l'opinion prépondérante du Canada anglais. Les Canadiens français furent aussi présents et actifs, et de façon presque continue, dans l'élaboration des politiques canadiennes d'ensemble. Comme l'écrivait le professeur Frank H. Underhill :

¹⁹ « Anglo-American understanding was henceforth to be, if not always acknowledged, the cardinal principle of Canadian foreign policy, for if Great Britain and the United States began to pull in opposite directions the vulnerable Dominion of Canada was bound to be the first casualty. » Brebner, op. cit, p. 197.

Ever since the late 1840's, when Responsible Government was put into practice in Canada, members of the French-Canadian group have sat to the right of Mr. Speaker in the Canadian legislature and Parliament, save for ten unhappy years from 1911 to 1921. That is, they have formed part of the government. They have brought it about that no major decision in Canadian policy can be taken without their consent. They have established, in other words, the principle of concurrent majorities. Every French Canadian is a practising John C. Calhoun. ²⁰

Mais, le fait est notable, quand des Canadiens franais assument des responsabilits gouvernementales canadiennes, ils le font toujours comme des espces de « fonds de pouvoir » de la province franaise du Canada et, parfois mme, de la faon la plus claire au moment o ils s'en dfendent le plus. Sans remonter jusqu' Georges tienne Cartier, il apparat dj que l'ide directrice des grands leaders canadiens a toujours t celle-l : un Laurier, un Lapointe, un Saint-Laurent ²¹.

Il n'est certes pas facile de dmler la part proprement canadienne-franaise dans l'laboration d'une politique extrieure commune. Cela impliquerait la possibilit de discerner des points de vue et attitudes spcifiques. videmment, il y a des cas clairs : mais ils ne sont pas plus nombreux que 3 ou 4. Dans l'opinion, les journaux, au Parlement, les Canadiens franais ont toujours rclam un drapeau et un hymne national authentiquement canadiens, l'adhsion l'Union pan-amricaine ²², la prsence d'un ambassadeur canadien au Vatican. Par-dessus tout en matire de politique militaire,

²⁰ Frank H. Underhill, *The British Commonwealth* (Durham, N. C., 1956), pp. 25, 26.

²¹ Il est assez curieux de constater que ces hommes politiques canadiens franais ont parfois jou un rle de premier plan dans la politique trangre du Canada : Laurier qui, le premier, prend la dcision d'envoyer un corps expditionnaire canadien dans une guerre coloniale de l'Empire Britannique (Transvaal, 1899) ; Lapointe, le signataire du premier trait international du Canada (Halibut Treaty, 1923) ; St-Laurent, le premier secrtaire aux affaires extrieures aprs que la fonction ait t dtache de celle de premier ministre (1946). On pourrait aussi mentionner les rles de premier plan qu'ont jou un Rodolphe Lemieux ou un Raoul Dandurand. James Eayrs, dans ce mme volume, rappelle que lors de l'incident Riddell la Socit des Nations en 1935, le principal intress, W.A. Riddell, expliquait partiellement le dsaveu de son attitude par le gouvernement canadien par le fait que deux Canadiens franais, Ernest Lapointe et Laurent Beaudry, taient, au moment de l'incident, responsables par intrim du ministre des affaires extrieures. Cf. page 67.

²² Devenu depuis l'aprs-guerre l'Organisation des tats amricains.

ils ont été anti-conscriptionnistes et anti-participationnistes aux guerres extérieures. De fait, les deux grandes crises de désunion nationale survinrent lors des deux guerres mondiales, alors que la question de la levée en masse des soldats canadiens s'est dramatiquement posée.

Hormis ces questions où il existe un point de vue particulier aux Canadiens français, il faut encore dire que notre jeune ²³ politique étrangère a toujours montré un rare degré d'unanimité. La spécificité de la politique étrangère du Canada laissait peu de place à de vives controverses entre partis non plus qu'entre groupes ethniques, sauf sur la question très cruciale de la participation aux guerres extérieures. En fait, on n'épuiserait pas les 5 doigts de la main si l'on comptait les cas de divergences sérieuses entre partis en matière de grandes décisions de politique étrangère ²⁴.

Mais cela accroît d'autant l'importance provinciale du Québec :

But, [comme dit le Professeur Soward] when there was a weak and divided opposition in Ottawa, the federal government was inclined to keep a watchful eye on the provincial government and their views, if any, on foreign policy.

Normally the provinces avoid controversy in this field with the federal government, except upon immediate economic interests such as wheat, fish, or power. However, the attitude of one province on broader issues must always be kept in mind. That province is, of course, Quebec. The cautious attitude displayed towards Quebec exists not only because it sends seventy-five members to Ottawa, the overwhelming proportion

²³ Il n'est peut-être pas inopportun de rappeler à des lecteurs américains que le Canada n'est un pays souverain que depuis peu. En 1923, le Canada signait seul, sans la ratification britannique, son premier traité international. Il n'eut son premier représentant diplomatique, hors du Commonwealth, qu'en 1927 avec M. Vincent Massey en poste à Washington. La pleine et officielle indépendance du Canada ne date que de 1931 avec le Statut de Westminster qui entérinait les recommandations du Rapport Balfour en 1926. Enfin, ce n'est que la seconde guerre mondiale qui devait conférer au Canada une véritable « stature » internationale.

²⁴ Le parti du Crédit social - pour des raisons de doctrine monétaire partisane - s'opposa à la participation canadienne aux grands organismes de Bretton Woods en 1944. Le parti CCF critiqua fortement l'insuffisance de la classe de collaboration économique-sociale (article 2) du Pacte de l'Atlantique Nord. Pendant la crise de Suez, les Conservateurs firent une lutte acharnée au Ministère Saint-Laurent. Ce fut certainement un des éléments déterminants de la défaite du parti libéral en 1957.

being almost invariably Liberals, but because Quebec is the home of French-speaking Canada. Its people, long separated from France, deeply rooted in the soil and devoted to their language and Church, cannot be expected to respond in an international crisis as English-speaking Canadians have often done to what a French-Canadian Cabinet Minister once described as , the call of the blood. » As a people, until recently largely rural and immersed in the affairs of the parish, they are naturally inclined to isolationism and wary of being drawn into what one of their greatest leaders, Sir Wilfrid Laurier, described fifty years ago as « the vortex of militarism, the curse and blight of Europe. » When another French-Canadian Prime Minister, Mr. St. Laurent, angrily inveighed against « the super-men » of Europe in the debate on the Middle East last winter, he unconsciously demonstrated a vestigiary survival of that attitude. If an American can think of the Democratic South (perhaps I should add of pre-Eisenhower days) often voicing the sentiments of the more isolationist parts of the Middle West, but in French rather than English, he will find a parallel to the question role of the province of Quebec in Canadian policy. It is Quebec more than any other province that necessitates the raising of the Canadian armed forces by voluntary methods, a method not followed by any other NATO country with a military establishment. But it cannot be stressed too much that this attitude would be the same whether Canada were a federal or a unitary state. The fact is that Canada is and will remain a bicultural state, the product of history and environment and increasingly her people have become accustomed to that phenomenon. ²⁵

2

Le Canada est né et s'est maintenu par un refus global : celui d'être annexé par les États-Unis. D'autre part, il s'est affirmé par une dissociation graduelle de la Grande-Bretagne. Il est le résultat de deux refus. Il doit son indépendance à deux dépendances. Dans cette lutte pour l'existence, le Canada français a refusé plus tôt et plus fort que le Canada d'expression anglaise. Il avait toujours une avance dans ses refus qui étaient au niveau de l'instinct. C'est le cas classique de tous les groupes minoritaires qui veulent survivre si cela n'explique pas tout.

²⁵ F.H. Soward, « External Affairs and Canadian Federalism », in A.R.M. Lower, F.R. Scott et al, *Evolving Canadian Federalism* (Durham, N. C., 1958), pp. 158-159.

Le nationalisme canadien, qui s'analyse de plus en plus en un anti-américanisme - tant sont fortes les multiples pressions américaines sur les divers aspects de la vie canadienne -, est en disponibilité d'opérer une jonction avec le provincialisme nationaliste (ou le nationalisme provincialiste) du Canada français. Il est possible que, dans un avenir imprévisible, ces deux nationalismes aboutiront en un surnationalisme pan-canadien, par où seraient affirmée la double configuration culturelle du Canada et... assurée encore provisoirement son indépendance ²⁶. Si ce jour vient, et quand il viendra, cessera l'écart énorme entre le *provincialisme* de fait qui caractérise toute l'histoire du Canada français et l'aspiration à un *internationalisme* obligé qui le sollicite actuellement. Alors les Canadiens français auront été médiatisés par un *nationalisme pan-canadien*. Ce ne semble pas être le cas actuellement. Mais c'est là faire des projections dans le futur.

Il vaudrait mieux, sans doute, interroger le passé. Pour donner un caractère probant à notre proposition fondamentale, il faudrait que l'étude de l'histoire culturelle du Canada français soit plus riche que les quelques matériaux dont nous pouvons faire état ²⁷.

C'est une histoire curieuse que celle des relations du Canada français et des États-Unis après 1763. Au départ il y avait autant de chances que le Canada français s'appuie sur les colonies américaines nouvellement émancipées pour conquérir lui-même sa propre indépendance qu'il y en avait que le Canada français sauvegarde sa survie ethnico-religieuse en affirmant son obéissance à ses nouveaux maîtres métropolitains. Il y eut deux fortes tentations d'annexion aux États-Unis en 1849 et au moment de la construction du Canada moderne en 1867 ; mais ces tentations furent repoussées comme de mauvais risques.

Les circonstances favorables à une étroite collaboration avec les États-Unis étaient qu'après avoir été délaissés par une métropole européenne, les Canadiens fran-

²⁶ Croit-on qu'advenant une « explication » ultime entre l'U.R.S.S. et les U.S.A., il subsisterait quelque chose de cette « indépendance » canadienne ?

²⁷ Dans la version originale de ce travail pour les fins du Summer Seminar and Research Group de Duke University, l'auteur avait retracé en quelque vingt-cinq pages les lignes principales de l'histoire des « relations extérieures » du Canada français, jusqu'à 1914. Il s'agissait là d'un « background material, » pouvant servir à la compréhension de notre sujet, mais qui en débordait les cadres. C'est pourquoi ces pages ne sont pas reproduites ici.

ais risquaient encore de l'tre par la nouvelle ou d'tre compltement assimils ou « dplacs » comme leurs frres acadiens quelques annes auparavant. Aprs que fut apparu viable le nouvel tat fdral du sud, il pouvaient y trouver le modle de leur prochaine mancipation et de leur ventuelle constitution tout en exerant une douce revanche contre les conqurants. Mais il y avait au bout de ce risque le danger d'une absorption complte. Ils risquaient de se donner de nouveaux matres.

Les lments dfavorables taient non moins importants. Ce sont eux qui l'emportrent. Mme pendant l'poque de leur vie commune, du trait de Paris, 1763, la Dclaration de l'Indpendance, 1776, les oppositions entre colons anglais et franais n'avaient cess de s'affirmer. Les premiers, barrs par la muraille des Apalaches, avaient t forcs de se livrer au commerce maritime et la pche, de cultiver la terre sur place. Cet emprisonnement gographique, joint une immigration qui avait t autrement importante, avait cr des colonies densment peuples sur des territoires relativement restreints. La Nouvelle-France, quoique largement ouverte sur l'Atlantique par le golfe Saint-Laurent, exploitait, depuis les origines, la fourrure et, axe sur la voie du Saint-Laurent, tait entrane toujours pntrer plus profondment l'intrieur.

Ainsi, presque continuellement, le territoire de l'une s'tend et la population de l'autre s'augmente, de sorte que chaque fois que la population anglaise veut se donner du champ, elle se heurte la colonie franaise qui se hte de pousser plus loin sa frontire. De l surgissent, d'abord, rivalit et mcontentement, ensuite empitement et agression, et finalement guerre et conqute. Cette formule rsume, d'tape en tape, toute la suite des relations des colonies anglaises et franaises, du dbut au trait de Paris de 1763. ²⁸

Le choc de la premire grande guerre mondiale fut la premire exprience vraiment internationale du Canada, et des Canadiens franais en particulier. Jusque-l le Canada prenait des dimensions nord-amricaines qui, sauf au sud, taient celles de la gographie naturelle jusqu'aux bords des grands ocans : l'ide d'annexionnisme s'teindra aprs 1850 et, avec la Confdration de 1867, elle ne sera plus gure, dans le Qubec qu'

un argument idologique dans les mains d'une faction minoritaire et radicale n'ayant aucune perspective d'assumer un jour une responsabilit

²⁸ Lanctt, op. cit., p. vii.

dans le gouvernement. Elle lui sert surtout à critiquer le ministère en opposant la situation canadienne à la démocratie et à la prospérité américaine. La majorité québécoise ne l'a jamais envisagée comme une éventualité possible, mais l'a toujours repoussée instinctivement et consciemment, parce qu'elle répugne à son premier leitmotiv qui est la survie canadienne-française. ²⁹

Jusque-là le Canada « prenait ses distances » constitutionnelles avec la Grande-Bretagne. Mais la première fois que le Canada est amené à remplir un rôle international d'envergure, il apparaît aux Canadiens français moins un devoir de solidarité humaine au service de la paix que l'accomplissement d'une fatalité impériale. Le Canada français s'estime menacé dans sa substance même ; on veut envoyer ses fils à la boucherie ! Cette crise de la conscription de 1917, rendue plus grave par mille gaucheries d'un gouvernement spécialement maladroit, allait empêcher la jonction des deux nationalismes canadiens pendant encore une génération.

La chose était d'autant plus regrettable que le Canada, en sa totalité, en était arrivé à la fin de la période, que clôt la première grande guerre, au point d'équilibre économique à peu près parfait dans les relations triangulaires que lui commande son double destin nord-américain et britannique. Ce phénomène fait l'admiration de Brebner :

During this expansive quarter century (1896-1920), the economic triangle of buying and selling, investing and dividend-paying, migration and production, into which Great Britain, the United States, and Canada poured their efforts, became the mightiest thing of its kind on earth and seemed destined to remain so. Individualism was still practically unbridled, so that competition was the order of the day, but the three areas proved to be complementary in so many ways that they cooperated in spite of themselves. ³⁰

Dans la période de l'entre-deux guerres, la politique étrangère du Canada fut par-dessus tout conditionnée par la nécessité de refaire, puis de consolider, enfin, de ne pas défaire la précaire unité nationale. Dans une première période qui va jusqu'au statut de Westminster de 1931, le Canada français n'a pas de point de vue tellement différent de celui du groupe majoritaire en politique étrangère. Ou plutôt, il l'approuve dans la mesure où s'affirme un nationalisme pan-canadien dans les affaires internationales, qui apparaît, dès le sortir de la guerre, à la Conférence de Versailles, à la

²⁹ Ibid.. p. 275.

³⁰ Brebner, op. cit., p. 225.

Société des Nations, à la Conférence navale de Washington. C'est là le début d'un internationalisme pratique qui apparaît l'heureuse négation de l'impérialisme britannique traditionnel. Mais encore ici, ne nous y trompons pas : chaque étape graduelle vers la souveraineté extérieure du Canada est applaudie par les Canadiens français, mais ils veulent bien conserver des anciens liens impériaux, ce qui sauvegarde certains droits constitutionnels que leurs compatriotes peuvent mettre en péril ³¹.

Dans la seconde phase de cette période, qui va du Statut de Westminster à la déclaration de guerre, il y a plusieurs reprises du provincialisme nationaliste des Canadiens français, qui se trouvera sensibilisé, inquiet, et à certains moments, exacerbé par la misère de la grande crise économique. Quand les nuages menaçants s'amoncellent sur le ciel européen à partir de 1935, les sympathies naturelles des Canadiens français ne se porteront pas du même côté, comme on l'a vu lors des guerres éthiopienne et espagnole, que celui de leurs compatriotes. Ajoutons à cela une tradition renforcée d'anti-militarisme, ou plus exactement, d'anti-conscriptionnisme qu'a cultivée avec succès le parti libéral fédéral, au pouvoir à Ottawa pendant la plus grande partie de cette période, et l'on comprendra que le Canada français était aussi mal préparé qu'en 1914 à affronter la grande crise mondiale de 1939. Comme un quart de siècle auparavant, le Canada menacera de se scinder en deux blocs rivaux.

Au sortir de la guerre, le Canada affirma nettement son indépendance des deux systèmes collectifs dont il faisait partie. D'abord à la Société des Nations en s'efforçant, à plusieurs reprises à partir du projet du Covenant, d'amoindrir la portée de l'article X ³² et y parvenant presque ³³. Un ministre canadien-français, Rodolphe Lemieux, disciple de Laurier, exprimait clairement la logique ultra simple du nouveau nationalisme canadien : « In military matters we are governed also by and from Otta-

³¹ Par exemple, quand les Anglo-Canadiens favoriseront l'abolition des appels au Conseil Privé de Londres, comme instance judiciaire suprême, les Canadiens français y verront une sauvegarde contre de possibles abus des instances judiciaires suprêmes du Canada.

³² Les membres de la société s'engagent à respecter et à maintenir contre toute agression extérieure l'intégrité territoriale et l'indépendance politique présente de tous les membres de la Société. En cas d'agression, le Conseil avise aux moyens d'assurer l'exécution de cette obligation.

³³ À une voix près - celle de la Perse -, la dernière résolution canadienne faillit être votée, à l'unanimité. Mais comme la règle de l'unanimité prévalait, la résolution canadienne fut battue.

wa, and not by and from London ; and we do not want to be governed by and from Geneva. » À diverses reprises, comme lors de l'incident de Chanak alors que le Canada refusa de participer automatiquement à une opération militaire aux côtés de l'Angleterre, comme lors de la signature du Halibut Treaty avec les États-Unis sans le paraphe de l'ambassadeur britannique, s'affirma le désir du Canada de conquérir sa majorité internationale. Le Canada sous Meighen et Mackenzie King pratiquait la politique de Laurier³⁴ et même celle de Bourassa³⁵. Aux élections de 1925, King parlait le langage de Bourassa, non pas seulement dans le Québec, mais même en Ontario³⁶.

À la conférence impériale de 1926, fut élaborée la définition désormais classique de cette chose qui n'avait pas eu d'équivalent historique : un « Dominion »³⁷. Le Canada est maintenant à même d'exercer une politique étrangère à la fois autonome, mais solidaire - et d'une libre solidarité - avec ce qui allait devenir le Commonwealth. Dans ce processus, il faut rappeler le rôle de précurseur de Bourassa, d'initiateur de Laurier, et d'actuel réalisateur de Lapointe, bras droit de King et successeur de Laurier comme fondé de pouvoir des Canadiens français au gouvernement fédéral.

³⁴ « In the decade before the Great War the gentle but firm 'No !' of Laurier had defeated centralizing tendencies at London. In the post-War decade the ghost of Laurier was not less audible at Geneva. » R.A. MacKay and E.B. Rogers, *Canada Looks Abroads* (Oxford University Press, 1938), p. 97.

³⁵ Après sa retraite, Borden « did much to formulate the new English-Canadian nationalism which he had helped to crystallize in the latter part of a career which had begun in the imperialist camp. In the end he had led in the realization of many of Bourassa's ideals for Canada. With the slow postwar development of English-Canadian nationalism, French Canadians were left less isolated politically, though the chasm between the races remained deep, thanks to the blood shed in Quebec in 1918, » Mason Wade, *The French Canadians 1760-1945* (New York, 1955), p. 775.

³⁶ « Just as we have gained self-government in domestic affairs, so in foreign affairs... we contend that they should be managed by our own people, » cité par Wade, qui commente : « The thinking of both Bourassa and King on these matters had felt the common influences of Laurier upon his bright young men. » Ibid., p. 807.

³⁷ « They are autonomous Communities with the British Empire, equal in status, in no way subordinate to one another in any aspect of their domestic or external affairs, although united by a common allegiance to the crown, and freely associated as members of the British Commonwealth of Nations. »

Quand, quelques années plus tard, le Statut de Westminster (1931) vint consacrer officiellement et juridiquement l'évolution constitutionnelle de l'Empire depuis la fin de la guerre, d'anciennes voix nationalistes canadiennes-françaises se firent entendre au Parlement d'Ottawa, un Bourassa ³⁸, un Lavergne ³⁹, qui parlèrent un langage à peu près identique à celui du premier ministre Bennett et d'Ernest Lapointe.

Le Statut de Westminster, qui passa à peu près inaperçu au Canada, était un événement considérable. L'Acte de l'Amérique du Nord britannique, qui créait la Confédération en 1867, donnait au Canada une réalité étatique ; le Statut de Westminster lui accordait une plénitude internationale. Les relations canado-impériales, dans le cadre plus souple et plus pragmatique du Commonwealth, allaient de moins en moins constituer un objet de dissension entre Canadiens des deux langues. Mais, rançon d'une jeune indépendance extérieure, le Canada allait, comme malgré lui, prendre conscience plus aiguë de toutes les implications que comportait le voisinage des États-Unis. Il allait surtout être attiré dans le tourbillon des malaises internationaux croissants, qui préludaient à la seconde guerre mondiale. Le premier ministre King disait en février 1936 : « Our country is being drawn into international situations to a degree that I myself think is alarming. » La prudence, qui caractérisait encore plus qu'aujourd'hui la politique étrangère du Canada, incitait les hommes d'État canadiens moins à adopter des politiques efficaces que des attitudes variables et jamais trop définies pour ne pas risquer le fragile équilibre de l'unité nationale.

³⁸ « ... je fais des vœux pour voir progresser non pas trop vite mais d'une façon constante le principe contenu dans cette loi et pour voir venir le jour où le Canada sera de nouveau à l'avant-garde, et non plus à l'arrière-garde, en ce qui concerne son affranchissement et son autonomie. » Michel Brunet, Guy Frégault et Marcel Trudel, *Histoire du Canada par les Textes* (Montréal, 1952), p. 258.

³⁹ « Je suis un de ceux qui autrefois s'intitulaient « nationalistes, » et je crois encore en la politique du « Canada d'abord, » mais je suis également un de ceux qui reconnaissent leurs devoirs envers le roi et l'empire. » Et Lavergne de proposer que le Canada contribue avec d'autres Dominions à la liste civile du roi et de la famille royale ! Ibid., p. 258.

3

Cet état de choses général ne signifie pas qu'on ne pouvait pas dégager un point de vue spécifiquement canadien-français sur telle ou telle question. Mais ce n'était pas toujours dans l'enceinte du Parlement, ou au sein des partis. Le Canadien français n'a jamais eu une foi très vive en la Société des Nations. Pour lui, la doctrine Monroe le protège bien plus efficacement surtout depuis que le président Roosevelt vient de déclarer, en 1936, que les États-Unis sont toujours prêts à défendre leur voisinage américain.

La raison essentielle de cette attitude, c'est qu'à l'encontre de l'Anglo-Canadien qui a une mère patrie en Europe, le Québécois, séparé de la France depuis un siècle et demi, est devenu un continental, un autochtone, comme l'Américain lui-même : rien ne l'intéresse nationalement en dehors de ses frontières. Enfin, autre attitude nord-américaine, il éprouve une certaine impatience devant ces nations d'Europe qui se ruinent en rivalités et en armements, lorsque lui, sans forteresse et sans armée, a su garder une paix séculaire avec son voisin. ⁴⁰

À l'époque des sanctions contre l'Italie, à peu près tous les journaux canadiens-français s'y opposèrent, suspectant la pureté d'intention des responsables de la décision, en particulier de l'Angleterre. Et Jean Bruchési, analysant l'attitude de ses compatriotes, disait en 1936 : « Canada did of course vote for sanctions, but if the Province of Quebec had had to make the decision alone she certainly would not have adopted the line of conduct which was actually followed. With practical unanimity our French-Canadian press refused to dissimulate its sympathy with Italy by reason of sanctions. » ⁴¹ Il en fut de même lors de la guerre civile d'Espagne. Les Canadiens français étaient, en grande majorité et manifestement, favorables aux forces du géné-

⁴⁰ Lanctôt, op. cit., pp. 277-278. On reconnaît là le symbole de l'« Ungarded frontier. » Un député canadien-français qui allait pendant de nombreuses années jouer le rôle d'un espèce de ministre suppléant aux affaires extérieures, Paul Martin, écrivait dans les années avant la guerre : « A purely European problem can best be settled by Europeans. If they cannot settle it ; we cannot. » Cité par MacKay et Rogers, op. cit., p. 269.

⁴¹ Cité par F.H. Soward, *Canada in World Affairs : The Pre-War Years* (Toronto, 1941), p. 24.

ral Franco. Le corporatisme italien n'était pas loin d'être présenté comme modèle politique que le Portugal de Salazar toutefois réalisait avec encore plus de perfection. Même le national-socialisme allemand, malgré ses abus manifestes, n'avait pas que des vices. Mason Wade décrit assez justement cette atmosphère très spéciale où baignait le Canada français :

It was also difficult for the French Canadians, traditionally anti-imperialists, not to be skeptical of the new anti-imperialism of the English and the Americans as the Germans and Italians sought the empires which the other great powers had long enjoyed.

Preoccupied with its own economic and social troubles, French Canada had not shared the general Western development towards a belief in collective security : and as world conflagration came ever nearer, French Canada had lapsed more and more into isolationism. The old dream of a separate French Catholic State, a Laurentia, had never been more popular than in the immediate prewar period, thanks to the provincialist trend of Groulx' nationalism and to fears of the outside world. ⁴²

Pourtant, au moment de la déclaration de guerre, les Canadiens français étaient acquis au camp franco-britannique. L'alliance Molotov-Ribbentrop y était bien pour quelque chose. L'espèce de sympathie qu'ils portaient à l'Italie de Mussolini, en ce moment-là justement neutre, était bien compensée par l'antagonisme qu'ils portaient à la Russie, communiste et athée, coupable de la trahison suprême de s'allier à l'Allemagne hitlérienne. Le Canada n'allait déclarer la guerre aux forces de l'axe que le 10 septembre, marquant ainsi, par un acte distinct et plusieurs jours après Westminster, que le Canada n'était pas automatiquement en guerre du seul fait que la Grande-Bretagne l'était. Entre le 25 août et le 9 septembre, le gouvernement canadien louvoyait à travers les événements qui se bouscullaient à un rythme dramatique. Le cabinet King se refusait à prendre carrément position pour ou contre l'opposition conservatrice, favorable à la déclaration de guerre et à l'envoi d'une force expéditionnaire, ou pour ou contre un groupe de députés canadiens-français libéraux à tendance nationaliste qui prônaient l'abstention du Canada à toute guerre extérieure. Le premier ministre se rallia à une politique de « neutralité agressive », qui ménageait une retraite ou d'autres pas en avant, selon les fluctuations des deux opinions publiques canadienne-anglaise et canadienne-française.

⁴² Wade, op. cit., p. 916.

Ce sera le numro 2 du cabinet, Ernest Lapointe, qui fera tomber les dernires rsistances canadiennes-franaises dans une argumentation en deux points : 1 dans les circonstances actuelles, le Canada ne peut pas rester neutre ; 2 notre participation devra exclure toute conscription. Sur le premier point, le Canada n'a pas le droit par sa neutralit d'encourager les ennemis de la France et de la Grande-Bretagne, et, d'ailleurs, « no government could stay in office if it refused to do what the large majority of Canadians wanted it to do » (i.e. l'envoi d'une force expditionnaire). Quant au second point, Lapointe disait avec beaucoup d'insistance :

The whole province of Quebec - and I speak with all the responsibility and all the solemnity I can give to my words - will never agree to accept compulsory service or conscription outside Canada. I will go farther than that : When I say the whole province of Quebec I mean that I personally agree with them. I am authorized by my colleagues in the cabinet from the province of Quebec... to say that we will never agree to conscription and will never be members or supporters of a government that will try to enforce it. ... May I add that if my friends and myself from Quebec were forced to leave the government, I question whether anyone would be able to take our place. ... And those in Quebec who say that we will have conscription, in spite of what some of us saying, are doing the work of disunity, the work of the foe, the work of the enemy. They weaken by their conduct and their words the authority of those who represent them in the government. ... I will protect them against themselves. I believe the majority in my province trusts me ; I have never deceived them, and I will not deceive them now. I have been told that my present stand means my political death. Well, at least it would not be a dishonourable end. But let me assure you... that if only I can keep my physical strength, fall I shall not, and my friends shall not fall, either. ⁴³

« L'opration sincrit » de M. Lapointe produisait ses effets la chambre et dans l'opinion. Systme de volontariat du service militaire, envoi d'un contingent militaire outre-mer, mais aussi participation modre selon nos moyens ⁴⁴ : telles furent les

⁴³ Cit par Wade, pp. 920, 921.

⁴⁴ Un dput canadien-franais, J.H. Blanchette exprimait ainsi cette exigence qui allait prendre la forme d'un slogan : « I have reason to believe that I am expressing the opinion of the majority of electors in my province, in fact in all provinces, when I say that I am in favor of a reasonable and moderate cooperation, consistent with our interests and resources. » Un autre dput, Georges Hon prit les pouls, par un sondage, de ce que pensaient les lecteurs de son comt : « 15 per cent favored conscription to the last man and dollar, 20 per cent favo-

leitmotive de la politique canadienne au dbut de la guerre. Les Canadiens franais, dans leur ensemble, semblrent accepter comme un pis-aller cette politique. Mais des groupes de provincialistes qubcois s'exprimant dans leurs publications, *Le Droit*, *Le Devoir* et *l'Action nationale*, continurent prcher la non-intervention ou annoncer les pires calamits, dont la conscription, du fait du principe de la participation canadienne.

La position du gouvernement fdral se vit renforce par les lections provinciales du Qubec, qui furent annonces par M. Duplessis deux semaines aprs la dclaration de guerre. Durant la campagne, le parti de l'Union nationale plaa la lutte sur la question de la participation et la conscription. Son calcul fut djou. Ce fut une victoire clatante du parti libral de M. Godbout, aid par les ministres canadiens-franais du cabinet fdral qui y avaient engag tout le poids de leur prestige. Les Qubcois s'en remettaient leurs protecteurs fdraux et un chef provincial qui ne prenait aucune attitude extrmiste au sujet de la guerre et de l'unit nationale. Mais M. Godbout, pour mriter cette confiance, dut faire un serment aussi solennel que celui de M. Lapointe : « I pledge myself on my honour to quit my party and even to fight it if a single French Canadian, from now till the end of hostilities, is mobilized against his will under a Liberal regime, or even under a provisional regime in which our present ministers in the King cabinet participate. »⁴⁵ Le Qubec choisissait de ne pas se tenir l'cart de la Confdration⁴⁶ une heure particulirement grave.

Il n'y a pas que les gnraux faire la « guerre prcdente » : les hommes politiques et les peuples, surtout s'ils sont loin du thtre des hostilits. Avec *la blitzkreig* et la dfaite de la France, les Canadiens en ressentirent un vif choc.

red complete isolation, 65 per cent 'for cooperation within our means and resources, preferably by the extension of credits, gifts of provisions and foodstuffs, and the manufacture of planes and munitions,' while there was 'a very strong and earnest sentiment against conscription of man-power' and opposition to an expeditionary force. » Wade, op. cit., pp. 919, 921-922.

⁴⁵ Cit par Wade, op. cit., p. 930.

⁴⁶ Il y avait videmment d'autres facteurs dans cette campagne, dont d'administration provinciale.,, By its autocratic and extravagant regime which had doubled the debt of the province in three years, l'Union Nationale had alienated labor and offended the French-Canadian instinct for the way of moderation. » Ibid., p. 930.

From that moment the character of Canadian participation in the war was completely transformed - a change derived in part from the abrupt realization of the national danger, and also from the desire (particularly outside Quebec) to save the mother country and the ideals for which she stood. English-speaking Canada grasped more quickly the menace inherent in the situation, though the disaster to France soon brought conviction to French Canada also. In the latter instance, kinship with the motherland proved to be an unexpectedly poignant factor, and the French Canadians were themselves surprised at the depth and extent of their sympathies for the defeated and humiliated France. ⁴⁷

Le 24 juin, journe de Saint-Jean-Baptiste, fte nationale des Canadiens franais, le premier ministre King leur disait qu'ils avaient « the duty of upholding the traditions of French culture and civilization and the French passion for liberty in the world. » ⁴⁸

Peu aprs le Parlement d'Ottawa passait une loi qui tait un acte de mobilisation gnrale, la restriction que les forces militaires du Canada ne seraient pas contraintes servir en dehors du Canada ou de ses eaux territoriales. cause de cette garantie, mme Maxime Raymond, le plus influent des dputs canadiens-franais fdraux s'tre prononc contre la dclaration de guerre, vota pour la mesure. La Lgislation du Qubec eut bien considrer une rsolution de deux de ses dputs ultra-nationalistes contre la loi de mobilisation ; mais elle la repoussa par un vote de 56 13. Les autorits religieuses, le cardinal Villeneuve de Qubec en tte, demandrent leur clerg d'expliquer la mesure leurs fidles et de les enjoindre s'y soumettre. Le maire de Montral, Camillien Houde, dans un geste d'une dmagogie mal calcule, donna le conseil ses administrs de ne pas se soumettre la loi. Aussitt intern pour cet acte de sdition, il fut dsapprouv par l'crasante majorit de ses compatriotes.

Le recrutement volontaire des Canadiens franais tait depuis le dbut de la guerre beaucoup plus considrable qu' l'autre guerre. Ce fut mme un rgiment canadien-franais de Montral qui fut le premier complter ses effectifs pour service outre-mer. L'acceptation relativement facile de la dclaration de la guerre et de la conscription aux seules fins de service sur le territoire canadien, jointe de trs honntes chiffres de recrutement pour service volontaire outre-mer, crrent une certaine illusion

⁴⁷ Robert MacGregor Dawson, *Canada in World Affairs : Two Years of 'War, 1939-1941* (Toronto, 1943), p. 30.

⁴⁸ Cit par Wade, op. cit., p. 932.

chez beaucoup de Canadiens d'expression anglaise. En effet, les Canadiens français « marchaient » jusque-là, mais c'était à la condition sine qua non qu'on n'établirait jamais la conscription pour service outre-mer.

On allait s'en rendre compte bientôt. À la fin de 1941, mourait inopportunément Ernest Lapointe, le « rempart » des Canadiens français à Ottawa. Après Pearl Harbor, les États-Unis allaient entrer en guerre avec la totalité de leurs ressources. La guerre prenait des proportions planétaires. Prévoyant des disettes d'effectifs, le gouvernement canadien tenta de se faire délier de ses promesses du début de la guerre. Il annonça un plébiscite national sur la question. Ce fut une étrange histoire. Le gouvernement fédéral faisait campagne pour le « oui » en argumentant qu'il ne s'agissait pas d'établir la conscription pour outre-mer immédiatement, mais seulement d'avoir le droit, le cas échéant, de considérer la question. La Ligue pour la Défense du Canada, d'où sortira plus tard le parti du Bloc populaire Canadien, fit la campagne au Canada français. Le 27 avril 1942, le Québec vota « non » à une proportion de 72%, tandis que les autres provinces votèrent à 80% pour le « oui » ⁴⁹. Les deux Canadas, comme en 1917, se retrouvaient face à face en radical désaccord sur une question décisive.

Mais ce ne sera qu'en novembre 1944 que la crise de la conscription éclatera véritablement. Dans l'intervalle, le Canada français aura vécu une existence agitée : sentiment d'insécurité, révolution socio-économique d'une industrialisation ultra-rapide, bouillonnement d'idées politiques diverses, y comprises, à la marge et de façon provisoire, celles du fascisme et de l'anti-sémitisme ⁵⁰. Avant même que les lourdes pertes des forces canadiennes en Europe n'aient causé une sérieuse crise des effectifs de notre armée, ce qui devait faire planer une fois de plus le spectre de la conscription, il y avait eu bien des attaques d'abord chuchotées, puis dites bien haut au sujet de l'« inégalité de sacrifice » entre soldats des deux groupes. Les éléments de la crise étaient aussi graves que ceux de 1917.

Mais beaucoup de choses étaient changées. Le ministère King se voyait accusé de manquer à ses solennelles promesses de 1939 dont le peuple canadien - sauf celui du Québec, au sujet duquel les promesses avaient été faites - l'avait délié quelques an-

⁴⁹ D'après une enquête Gallup en août 1942, 90% des Canadiens français s'opposaient à la conscription tandis que 78% des Canadiens d'expression anglaise la favorisaient. Ibid., p. 956.

⁵⁰ Cf. Wade, op. cit., chap. xv dont une soixantaine de pages sont consacrées à la description de cette situation.

nées plus tôt. Valait-il la peine de risquer une fois de plus une désunion nationale, peut-être celle-là définitive ? Coup sur coup, King perdait deux ministres pour deux raisons contradictoires. Le cabinet était divisé. Les autorités militaires auraient considéré la possibilité d'un putsch si l'on ne trouvait pas les moyens de compenser pour les pertes subies au front ⁵¹. La tension était extrême à travers tout le pays. Les cris de race avaient depuis quelque temps une âpreté qui rappelait la pire époque de 1917-1918 ⁵².

Au moment du vote décisif, le gouvernement King put s'assurer d'une confortable majorité de 143 à 70, mais 32 députés canadiens-français avaient voté contre le gouvernement. Après une analyse minutieuse de ces fameux débats, Mason Wade ne peut s'empêcher de conclure :

... Mackenzie King had won an overwhelming and incredible victory over Tory and nationalist opposition. These two poles of Canadian politics were not brought together in 1944 as they had been to defeat Laurier in 1911. ... The support of the C.C.F. and Social Credit groups offset the defections of Quebec Liberals who broke with Mr. King and Mr. St.-Laurent. The result of the conscription debate was an index of the enormous development of Canadian national feeling in a third of a century. It was also a tribute to the consummate political skill of the man who had won a victory out of what had generally been regarded as certain defeat when the special session met on November 22. ⁵³

Le commun dénominateur de l'opinion et de la presse était exprimé par l'Action Catholique de Québec qui écrivait : « ... we like a government that is conscriptionist 'in spite of itself' better than a conscriptionist government angry because compulsion has not been used sooner ; we like a government which has reluctantly sacrificed Quebec better than a government which might have sought to sacrifice us still more, if not to be revenged upon us for our anti-conscriptionist stand. ... » ⁵⁴ On se souvient

⁵¹ Le moins qu'on puisse dire, c'est que ce point d'histoire n'a pas encore été éclairci.

⁵² Pour les épisodes de cette crise extrêmement complexe nous nous contentons de renvoyer le lecteur à F.H. Soward, *Canada in World Affairs : From Normandy to Paris, 1944-1946* (Toronto, 1951), chap. II, pp. 31-50 ; et Wade, op. cit., pp. 1022-1076.

⁵³ Wade, op. cit., pp. 1068-69.

⁵⁴ Cité par Wade, op. cit., p. 1073. Du point de vue d'un observateur étranger, cette sagesse pratique n'avait été possible que parce que le gouvernement d'Ottawa

que l'imposition de la conscription en 1917 n'avait gure amlior la situation de notre arme canadienne. La mme observation peut tre faite au sujet de la crise de 1944. Le Canada aurait mme pu, selon Mason Wade, faire l'conomie d'une crise inutile ⁵⁵.

Et notre mme auteur de conclure :

The 1944 conscription... provided another example of the periodic clashes of two very different Canadian mentalities. While the French Canadian frequently relieves his pent-up emotions, he does not allow emotion to sway him from following a reasonable course of action dictated by logic, although he may nurse bitterness long afterwards. On the other hand the English Canadian is much less given to emotional reactions, but when he does let common sense and reason yield to them, the outbreak is much more serious, though shortlived. The 1944 crisis was fortunately marked by less violence than the 1917-18 one, and hence its aftermath was much milder and shorter than was anticipated at the time. It is probable that the issue of conscription will never again split the peoples of Canada, who have twice learned the cost of trying to ride roughshod over the deepest emotions of French and English. ⁵⁶

avait su ne pas attaquer de front les convictions canadiennes-franaises. « Although most of French Canada was still shackled by an almost incurable isolationism and by a compulsive need to assert its separatism in many kinds of dissidence, it had been forced by external and domestic circumstances to look outward and to take some painful steps towards the acceptance of world citizenship. A cautious, sympathetic Government was prepared to shield it in the hope that it might shed enough of its defensive intransigence to learn the satisfactions which could be derived from voluntary contribution to an all-Canadian cause. Canadian national unity after 1939 was largely a formal unity, for it involved the difficult task of persuading the English-speaking majority to exercise their imaginations and their tolerance instead of their prejudices in thought, word, and action where French Canada was concerned. No one on either side expected miracles, but the thoughtful knew that every minute gain in conscious collaboration was worth far more than years of lip service toward making Canada more of a nation. » Brebner, op. cit., p. 319.

⁵⁵ The reinforcement crisis of 1944 was in great measure an artificial one brought on by the unscrupulous efforts of a party long in opposition to win power at any cost. The stake was not military victory in Europe, which was already assured, or the defense of Canada's reputation and honor, which had already been upheld beyond imputation, but control of Canada in a postwar full of dangers for the conservative-minded. » Wade, op. cit., pp. 1075-1076.

⁵⁶ Ibid., p. 1076.

Si l'avenir vérifie cette dernière assertion, il est plus que probable que ce soit pour une autre raison que celle que signale notre auteur : l'internationalisme nouveau des Canadiens français l'aura emporté sur les progrès de l'unité nationale.

4

Dans son histoire, l'indéfectible - parce qu'instinctive - résolution de rester soi-même a toujours animé les Canadiens français. Il est arrivé que cela ait coïncidé avec l'intérêt du Canada à venir ou existant : en 1775, 1812, 1849, 1867. Il est arrivé que cela ait semblé contredire l'unité nationale à faire, ou le degré d'unité réalisée : en 1899, 1911, 1917, 1942, 1944. Dans les premiers cas, le monde extérieur auquel on disait « non » était les États-Unis. Dans les seconds, c'était un monde extérieur, mal défini, menaçant, et d'autant plus inquiétant qu'il fallait intervenir principalement à cause de notre appartenance à la grande famille britannique. En ces derniers cas, le refus était noble : à l'internationalisme et au britannisme. Dans les premiers cas, le refus était simple : à l'américanisme, mais il comportait acceptation du britannisme, au moins de ses formes politiques institutionnelles. Quand il y avait refus du britannisme, c'était contre l'autorité britannique qui se faisait sentir le plus lourdement, soit de Londres, soit d'Ottawa.

Cette volonté de durer tout en restant différent a été baptisée « nationalisme ». Nous préférierions dire plutôt « provincialisme », parce que, selon nous, un « nationalisme » aux XIX^e et XX^e siècles tend par sa nature à être d'émancipation et, à une phase ultérieure, de domination ⁵⁷. Il ne peut se contenter d'être un simple nationalisme culturel. Il y eut presque toujours de petits groupes qui ont prôné un nationalisme *d'émancipation*, un « séparatisme » du Canada français. Mais ce furent toujours et ce sont encore des groupes à très maigres clientèles sans influence aucune sur les événements. Mais le « provincialisme » canadien-français est une réalité historique d'une toute autre importance : il s'agissait d'avoir une « province » française bien à soi en cette Amérique du Nord, ce qui s'accomplit en deux temps en 1791 et en 1867. À

⁵⁷ Il est de plus en plus frappant de constater qu'un parti nationaliste n'ait pu se maintenir au Canada. Au contraire, un parti dont le provincialisme est aussi accentué que celui de l'Union nationale se maintient au pouvoir depuis 16 ans. après avoir été le gouvernement de la Province de Québec de 1936 à 1939.

partir de là, la vie collective canadienne-française prenait les caractères du *provincialisme*, i.e. repli sur soi, au nom de valeurs estimées transcendantes ⁵⁸, le moins de perméabilité aux influences extérieures ⁵⁹, cohésion et homogénéité de l'ensemble pour pouvoir, à l'occasion, mieux se défendre, etc. Ce *provincialisme* se rattachait à un cadre plus vaste : un état bi-ethnique où la province française acceptait d'être, à perpétuité, minoritaire. Ceux qui, dans la politique ou l'administration fédérale, accomplissaient des rôles d'importance au niveau de l'État canadien se défendaient mal de ne pas agir en « fondés de pouvoir » ou en « ministres Plénipotentiaires » de la province française, puisqu'en outre de leur psychologie profonde qui ne se démentait pas, ils savaient qu'ils seraient jugés ultimement par leur fidélité française. Enfin le Canadien français se cantonnait principalement dans une des deux grandes provinces centrales. Il y a au Canada juridiquement 10 provinces ou « États provinciaux, » 4 ou 5 régions géographico-économiques naturelles, mais il y a, cliniquement, deux *provinces* : celle qui parle français et celle qui parle anglais.

Sans moyens d'accès direct à l'internationalisme qui se présentait presque exclusivement sous les couleurs de l'Empire britannique, autofermé systématiquement à la sollicitation américaine estimée encore plus périlleuse pour la communauté de destin, toujours conscient du danger d'être absorbé par un grand tout canadien, le nationalisme canadien-français trouvait son point d'insertion politique par l'affirmation continue d'un *provincialisme* très accusé à l'intérieur de la vaste réalité canadienne. L'histoire canadienne jusqu'à 1945 ne confirmerait que la première partie de notre hypothèse : le fait du provincialisme. En fait, l'hypothèse complète (passage du provincialisme à l'internationalisme) ne prendrait corps qu'après, vers 1950, sans qu'on ne puisse dire avec certitude si la guerre de Corée est une cause ou une simple coïncidence du processus d'éclatement de ce provincialisme. Mais il importe assez peu de déterminer avec précision le point de repère. Ce qui importe, c'est de voir le curieux processus par où les Canadiens français, dans la mesure où ils cessent d'être « provinciaux », ne semblent pas devenir plus « pan-canadiens », mais bien, plus cosmopolites, « internationalistes » d'esprit et d'attitude. C'est là la nouveauté, l'intérêt de la situation nouvelle. En matière de politique officielle, il en est actuellement comme dans la période de l'entre-deux guerres : les Canadiens français ne peuvent aller plus loin que la politique

⁵⁸ Catholicisme et culture française.

⁵⁹ Et l'extérieur commençant aussi bien à l'ouest de la rivière Ottawa qu'au sud du 45^e parallèle.

canadienne elle-mme. Leur influence est principalement ngative, de freinage et se fait sentir l'intrieur du parti ⁶⁰ au pouvoir. Mais les processus dont nous faisons tat sont plus diffus et incomparablement plus vastes que les attitudes ou les prises de position de politiciens canadiens-franais en regard des politiques officielles du gouvernement canadien.

Quand le Canadien franais est confront par les ralits internationales les plus pressantes : les guerres mondiales, celle de Core, l'expdition de Suez, il transpose comme tout naturellement les schmes politiques ultra-simples (« nous » et « les autres ») par lesquels il dfinit sa position de provincial minoritaire dans un continent prpondrance anglo-saxonne. Son attitude en chaque cas est conditionne par l'extension qu'il peut donner au « nous » et par la dtermination exacte du point o commencent « les autres ».

Le « canadianisme » ⁶¹ a fait des progrs normes depuis 1945. Plus d'un observateur l'a not. Mais ce « nous » dit par un Canadien franais, quand il cesse de vouloir dire « nous Qubcois » ou « nous Canadiens franais », dit tout autant volontiers « nous Nord-amricains », « nous pays atlantiques », « nous du monde libre » etc. que « nous citoyens canadiens » ou que « nous tat canadien ». Ce phnomne n'est curieux qu'en apparence. On se sent plus « nous » avec un tranger lointain qu'on ne connat pas mais qui est un partenaire invitable qu'avec un concitoyen qu'on a considr sculairement comme ennemi ou, tout au moins, comme un rival. Le canadianisme a marqu des points depuis une douzaine d'annes ; mais nous voudrions proposer que l'internationalisme, l'ge de la fuse intercontinentale et de la Bombe H ⁶², en a marqu de plus rapides encore dans la psychologie politique du Cana-

⁶⁰ Depuis 1896, ce parti est principalement le parti libral ; l'influence dans et par le parti conservateur n'a jamais t forte ni continue. l'heure actuelle, elle est sous M. Diefenbaker son plus bas niveau depuis 60 ans, sauf pendant la dcennie de 1911 1921.

⁶¹ Formule commode pour parler du nationalisme pan-canadien et de la place qu'y tient le provincialisme canadien-franais. Ou mieux : de leur complmentarit ncessaire, de plus en plus clairement ressentie, et, consquemment de leur attraction rciproque qui *commence timidement* se faire sentir.

⁶² Le Canada franais dcouvre depuis peu qu'il est situ sur la ligne droite qui relie Washington Moscou.

dien français. L'élargissement du provincialisme canadien n'attend plus la médiation d'un canadianisme satisfaisant ⁶³ pour passer au stade de l'internationalisme pratique.

Le nationalisme pan-canadien s'affirme de plus en plus sur le plan international. Il tend même à prendre l'allure d'un anti-américanisme, non pas certes virulent mais systématique. C'est dû à l'énorme attraction économique et militaire qu'exercent les États-Unis sur le Canada ⁶⁴. [...]

Dans cet anti-américanisme de beaucoup de Canadiens anglophones, il y a le sentiment d'une très vive insécurité. Ils se sentent trop peu de distance psychologique et culturelle d'avec les Américains. Ce n'est pas seulement une question de langue, mais la langue ne constituant pas une barrière, mais bien un utile canal d'influences, ces dernières jouent à fond. Au Canada français l'anglais reste toujours appris, une langue seconde, quelque chose d'artificiel, de plaqué. L'American Way of Life a enlevé depuis longtemps l'Unguarded Frontier de la culture anglo-canadienne. Un fonds commun d'anglo-saxonnisme, transformé par le climat nord-américain, rendait l'involontaire conquête naturelle et facile. Aussi l'Anglo-canadien, se sentant trop identique à l'Américain, n'a guère d'autre ressource, quant à lui, que de réaffirmer son « canadianisme ». Mais à l'examen ⁶⁵, il s'aperçoit que le canadianisme consiste en des différences d'avec l'américanisme (« être canadien, c'est n'être pas américain ») et il est amené tout naturellement, pour établir ce contraste, à exagérer parfois les sources britanniques de sa culture. Ce qui n'interdit pas des accommodements à la John C. Calhoun ! L'histoire des partis en offrirait quelques exemples : en 1945, les Canadiens français continuèrent, moins d'un an après la « trahison » de l'imposition de la cons-

⁶³ Il est assez curieux de constater que lorsqu'ils défendaient âprement leur provincialisme, les Canadiens français arboraient souvent les couleurs d'un canadianisme d'anticipation. Maintenant que ce canadianisme tend à s'inscrire de plus en plus dans la réalité canadienne, ils ne semblent pas être pressés de profiter des nouvelles chances qui leur sont offertes. En fait, ils ne les voient guère.

⁶⁴ Le Seminar de Duke University de 1958 portait précisément sur « The American Economic Impact on Canada. » En 1959, les communications des professeurs Bladen et MacInnis évoquaient le fait de la grande dépendance du Canada par rapport aux États-Unis dans la conduite de sa politique étrangère.

⁶⁵ « Dans cette poursuite après soi-même, dans cette course à l'auto-découverte, le Canada rencontre à chaque virage la grande ombre des U.S.A. » Hans J. Morgenthau, « Les Relations canado-américaines, » *Rapport de la cinquième Conférence annuelle de l'Institut canadien des Affaires publiques*, (Sainte-Agathe, P.Q., Canada, 1959) p. 12.

cription, à faire la bonne fortune du parti libéral fortement majoritaire, et ce jusqu'en 1957 ; de même, en 1958, ils ne manquèrent pas la nouvelle vague conservatrice qui déferla surtout le pays et se rallièrent massivement au parti avec lequel ils avaient été en relations tendues depuis plus d'un demi-siècle. Comme le disait l'humoriste canadien, Stephen Leacock : « Le Canadien est un homme qui passe la moitié de sa vie à montrer aux Américains qu'il n'est pas un Anglais et l'autre moitié à montrer aux Anglais qu'il n'est pas un Américain, ce qui ne lui laisse plus de temps pour être canadien. » ⁶⁶

Nous semblons nous éloigner de notre sujet. Pas tant que cela. Les réflexes primaires tout autant que les attitudes raisonnées en politique étrangère découlent des faits culturels les plus constants et les plus profonds. Prenons un exemple concret : la collaboration militaire entre les deux pays nord-américains. Depuis l'accord d'Ogdensburg de 1940 jusqu'aux accords récents de NORAD en passant par l'établissement des réseaux transcontinentaux de radar, les Anglo-canadiens voient rétrécir la zone de leur libre disposition en matière de défense, et, de façon générale, dans toute leur politique étrangère. En cette même université, le Professeur Underhill pouvait dire il y a quelques années : « They [the Canadians] are aware that they spent one hundred years, from 1839 to 1939, in achieving their independence from Great Britain ; and they wonder whether they will have to spend the hundred years from the Ogdensburg agreement of 1940 in maintaining their independence against the United States. Some of them fear that the United States is already building up an empire over them in a fit of absence of mind. » ⁶⁷ Ils sont plus que jamais méfiants des entreprises américaines en matière économique ou militaire. Car très souvent, elles les heurtent. Il s'ensuit une atmosphère de récriminations presque perpétuelles. Les Canadiens ne s'en privent pas d'autant que les Américains ont autant besoin du Canada que vice-versa ⁶⁸.

Le Canadien français, lui, n'est pas plus foncièrement inquiet depuis que la puissance américaine est devenue déterminante dans l'équilibre du monde. Sur lui, comme

⁶⁶ Citation de mémoire.

⁶⁷ Underhill, *op. cit.*, pp. 97-98.

⁶⁸ « Canadians, no matter how we behave, are not expendable. The United States must defend us to the last. If Canada is ever abandoned to the enemy, it will be on the day before Chicago and Detroit are abandoned. Hence the remarkable freedom and frequency with which our Secretary of State for External Affairs delivers public lectures to the State Department. » Ibid., pp. 71-72.

groupe, l'influence américaine ne le presse pas plus proportionnellement que par le passé. Tandis que l'anti-américanisme de l'Anglo-canadien s'est constitué des pressions diverses et sans cesse croissantes, qui provenaient de la coexistence inégale avec les États-Unis, - d'autant plus ressenties que se relâchaient dans le même temps les liens d'avec Londres -, le Canadien français, lui, a depuis toujours, et de tous côtés, été soumis à des pressions diverses. Il a l'habitude de l'inégalité pour ne pas dire de l'« infériorité ». La situation d'État protégé qui semble être son destin, pour un temps indéfini encore, ne l'humilie pas. On s'habitue au protectorat. Culturellement, le Canadien français est bien plus protégé que son concitoyen de langue anglaise de la contagion de l'américanisme - même si, en surface, et même un peu plus en profondeur, il vit à l'américaine ⁶⁹.

L'attraction réciproque de ce nationalisme canadien-anglais et de ce provincialisme québécois peut être très prometteur pour l'unité nationale et la constitution d'un nationalisme pan-canadien. Mais nous n'en sommes pas là. Aux préjugés anciens succèdent les abîmes d'ignorance mutuelle. Et les dernières réticences risquent de venir du côté canadien-français. Le Canada français ne refuse pas la réalité Canada, il en a à peine conscience. Et dans la mesure où il en prend conscience, un certain vertige le prend : celui d'être dissout ou digéré dans un tout qui sera de moins en moins à sa mesure démographique. Tandis que les exigences de la vie internationale ne comportent pas le même risque : l'internationalisme se déroule à l'enseigne de la solidarité et de la coopération et l'unité représentative, l'agent de négociation, est le Dominion du Canada. Dans l'ensemble des complexes (Canada-États-Unis, Communauté Atlantique, Commonwealth, O.N.U.) où se déroulent les plus importantes des relations internationales du Canada, le Canada français ne se sent pas menacé, n'étant même pas identifié. Il y a là une condition négative utile à un sain internationalisme, à une ouverture sur le monde.

Laquelle de ces aspirations (vers un canadianisme ou vers un internationalisme) que subit le provincialisme canadien-français l'emportera ultimement ? Évidemment, on n'en sait rien. Notons d'abord qu'elles ne sont pas contradictoires, mais qu'elles seraient plutôt complémentaires : un sain nationalisme, relativement achevé, pouvant prédisposer à un internationalisme mesuré et efficace. Notre hypothèse ne nous per-

⁶⁹ Cela serait un beau sujet que nous ne pouvons toucher. Car, « c'est une autre histoire. »

met que de saisir que les Canadiens franais sont au dbut d'un processus ambivalent o l'attraction de l'internationalisme les solliciterait, davantage et un rythme plus rapide, que celui du canadianisme. Les Canadiens anglais auraient pass selon un ordre logique du colonialisme au canadianisme. Les Canadiens franais seraient en train de passer du provincialisme l'internationalisme, sans la mdiation logique du canadianisme.

On le verrait plusieurs signes : les intellectuels et les milieux tudiants dfinissent leurs proccupations majeures selon des dimensions humaines, universelles d'intention. la trilogie de la gnration prcdente : « nationalisme, patriotisme, ordre, » ils ont substitu la trilogie : « dmocratie, civisme, libert. » Leurs campagnes en matire d'ducation se font au nom du droit fondamental de l'homme l'instruction et non pas pour la dfense de la culture canadienne-franaise, envisage comme rsultat dsirable et non pas comme objectif atteindre. Il y a plus : il faut parler d'un mpris presque systmatique - et qui, dcidment, va trop loin - du nationalisme enveloppant dans une commune dsapprobation ceux qui, au nom de cette ide, mnent des combats d'arrire-garde ⁷⁰. On les considre comme des anachronismes vivant ⁷¹.

L'clatement du provincialisme de nagure serait, thoriquement, aussi favorable l'closion d'un sain et ncessaire canadianisme qu' une ouverture plus large vers

⁷⁰ On objectera que des petits groupes de jeunes, habituellement runis autour d'une revue, se sont multiplis ces dernires annes. S'intitulant plus farouchement encore « de droite » que « nationalistes » ces groupes n'ont gure d'audience notable, ni du point de vue qualitatif, ni quantitatif. C'est d'ailleurs un phnomne « cyclique » de l'histoire des ides politiques au Canada franais que la rsurgence de ces petites chapelles.

⁷¹ Le projet de clbration du bi-centenaire de la bataille des Plaines d'Abraham de 1759 (qui scellait le sort de la Nouvelle-France) a permis encore rcemment l'expression de certaines vieilles idiosyncrasies sur la mentalit de « vaincus ». Un homme qui, pendant toute sa carrire, s'est identifi ce qu'il y avait de vivant dans le nationalisme canadien-franais, Andr Laurendeau, crivait ce sujet : « ... on aurait tort de vouloir tirer une politique d'une nostalgie... je me demande pourquoi nous nous installerions dans une posture de vaincus. Et continuer, aprs deux sicles, de regarder une dfaite militaire comme une tache et un dshonneur, il me semble que c'est un peu cela. ... Ou bien c'est regarder les perspectives d'avant 1759 comme faciles reprendre et raliser dans l'avenir. ... Mais alors, on dtourne son peuple des tches possibles au profit d'une chimre : celle de l'indpendance politique totale du Canada franais. » *Le Devoir*, 25 juin 1959, p. 4.

l'internationalisme. Il n'est pas dit que, dans ce processus ambivalent, ce ne soit le canadianisme qui marque des progrès dans la phase prochaine. Les Canadiens français, même enveloppés dans leur provincialisme, ont toujours été plus canadiens que leurs compatriotes de langue anglaise. Le canadianisme de ceux-ci n'a guère d'autre expression que celle de contrastes, parfois assez tenus, avec l'américanisme et le britannisme. Au niveau des associations nationales et des fédérations d'associations, la collaboration entre Canadiens des deux langues s'est considérablement accrue, en étendue, en fréquence et en sérieux, depuis une dizaine d'années. Mais c'est là le fait des dirigeants supérieurs des dites associations ; et il est moins que prouvé que le « rank and file » soit au même degré d'évolution.

Si un canadianisme adulte et vivace doit un jour prendre forme, il devra s'exprimer en un sur-nationalisme ou en un pluralisme de nationalismes ⁷². Encore une fois, plus me frappe, à l'heure actuelle, l'aspiration vers un internationalisme, bien sûr vaporeux et d'essence plutôt négative, qui semble suffisant toutefois pour faire craquer les cadres provincialistes traditionnels des Canadiens français, que leur contribution positive à un canadianisme encore très hypothétique.

De nouveau, je ne fais qu'établir le caractère plausible d'une hypothèse qu'il est, de toute façon, trop tôt de vérifier dans un sens ou l'autre. Je n'ignore pas que l'élite intellectuelle du Canada français ne porte qu'un intérêt très, très relatif aux affaires internationales, que dans nos universités l'étude des relations internationales (et de la science politique) en est encore à ses premiers balbutiements. Mais je vois, d'autre part, que nos journaux sont en train d'améliorer nettement leurs pages internationa-

⁷² Dont le trait commun essentiel sera que ces nationalismes devront être dénués de ce qu'un collègue de l'auteur, Maurice Tremblay, appelle « charges affectives » de part et d'autre. Gérard Filion écrivait récemment : « 200 ans de vie commune, c'est bien peu pour bâtir un pays : il en a fallu quatre ou cinq fois plus pour faire la Suisse. Cessons de nous faire des compliments et d'essayer de nous faire accroire que nous nous aimons ; ce n'est pas vrai. Mais nous représentons de part et d'autre assez de qualités solides pour faire un mariage de raison. C'est sans doute moins chaud, mais ça peut être plus durable, » *Le Devoir*, 20 juin 1959, p. 4. À quelques jours d'intervalle, un autre directeur d'un journal influent, Jean-Louis Gagnon, écrivait aussi : « On a dit de la Chine ancienne qu'elle avait été moins une nation qu'une civilisation. N'est-ce pas un peu le sort qui nous échoit ? » *La Presse*, 23 juin 1959.

les ⁷³, que notre télévision française a trouvé un auditoire massif et infiniment curieux à un programme de commentaires internationaux ⁷⁴. Nos étudiants universitaires montrent une curiosité active vraiment étonnante au sujet des problèmes que pose le sous-développement des régions déshéritées du globe. L'expérience personnelle de l'auteur comme conférencier devant des groupes fort divers ou comme participant à des émissions de radio-télévision confirme un état d'extraordinaire réceptivité pour la compréhension des questions internationales. D'autre part, c'est devenu presque un snobisme pour le jeune canadien-français « brillant » de se diriger vers la carrière diplomatique ; le ministère des Affaires extérieures est probablement le seul où les Canadiens français détiennent, à tous les niveaux, une influence proportionnelle à leur nombre. M. Saint-Laurent fut notre premier ministre des Affaires étrangères ; plus que quiconque il fut responsable de l'élaboration de la politique étrangère canadienne dans l'après-guerre et on sait le rôle majeur qu'il tint dans la phase préliminaire de l'OTAN. De jeunes députés canadiens-français, MM. Lesage et Cardin, sont devenus assistants-parlementaires aux affaires extérieures. Il y a un assentiment de base des Canadiens français sur les grandes politiques de l'OTAN, de la défense conjointe avec les États-Unis, du Commonwealth, du Plan de Colombo, de l'O.N.U. Lorsqu'il s'est agi de fournir des soldats canadiens aux forces internationales, lors des conflits de Corée et de Suez, le réflexe instinctif de l'anti-militarisme de naguère n'a pas joué. C'est là une conquête de l'internationalisme, non du canadianisme.

Pouvons-nous aller aussi loin que de dire que le service militaire obligatoire ne constituerait plus une pierre d'achoppement comme par le passé ? Nous serions tentés de répondre : « oui. » Et pour plusieurs raisons : 1° l'épouvantail de la guerre impériale n'existe plus ; 2° l'armée s'est canadianisée et a même fait quelques efforts de bilinguisme ; 3° le Canadien français s'est habitué à considérer la vie militaire comme

⁷³ Le journal qui présente les meilleures chroniques internationales au Canada est le journal canadien-français, dit « nationaliste, » *Le Devoir*. Et des journaux à fort tirage comme *La Press.*, de Montréal et *Le Soleil* de Québec font depuis peu un effort plus que louable dans le sens indiqué.

⁷⁴ Point de Mire, animé par René Lévesque. La nouvelle de la suspension de cette émission a soulevé de très vives et nombreuses protestations de la part des téléspectateurs. Ce programme, fort bien fait, était dans la catégorie des émissions dites « sérieuses » qui ne font pas de concessions de facilité. Le talent hors pair de l'animateur n'aurait pu utilement s'employer sans une « faim, » sans doute peu commune chez un aussi grand nombre de téléspectateurs, de connaître l'évolution de la situation internationale.

carrière, et il ne voit plus en elle une école de perdition morale ou une antichambre de « boucherie » ; 4° l' « éventuel ennemi » n'éveille plus aucune sympathie pour les valeurs qu'il incarne comme c'était le cas pour, sinon l'Allemagne hitlérienne, du moins le fascisme de Mussolini et autres dictatures latines comme l'Espagne et le Portugal. Où l'on voit que l'anti-conscriptionnisme systématique de naguère recouvrait beaucoup moins un antimilitarisme ou même un anti-bellicisme qu'un anti-impérialisme (en autant que celui-ci était ou apparaissait être négateur de canadianisme).

5

Depuis 1945, il est assez difficile de dire très exactement ce qui est changé par rapport aux années de guerre dans la psychologie canadienne-française. Il faudrait - ce qu'à Dieu ne plaise ! - des crises ou des chocs comparables à ceux de 1944 ou 1917. Ce dont on peut faire état, ce sont des séries d'indices, qui n'existaient pas dans les périodes qui précédaient les crises antérieures ; c'est une ambiance ou un climat, beaucoup plus larges, pour ne pas dire plus généreux, qui tend à faire se dilater le provincialisme de naguère. Mais contrairement à une opinion reçue sur le sujet, je dirais que ce provincialisme en s'ouvrant, est aspiré par un internationalisme plus encore que par un canadianisme, qui n'est encore trop, du reste, qu'une forme de régionalisme culturel d'essence principalement négative. Cette aspiration est d'ailleurs inscrite dans la nature des choses : voisinage immédiat des mondes américain et soviétique ; imprégnation, mais non absorption, par l'américanisme ; refus et crainte non morbide du soviétisme ; adaptation des valeurs et institutions politiques britanniques ; liens intellectuels profonds, qui n'ont jamais été rompus, quoiqu'ayant toujours manqué de vivacité, avec la plus universelle des cultures nationales, la française ⁷⁵ : c'est là un lourd héritage ⁷⁶.

⁷⁵ L'auteur voudrait dire au lecteur qu'il est pleinement conscient que le langage qu'il faut pour exprimer ces choses peut sembler quelque peu ampoulé. Un extraordinaire carrefour d'influences ne prédispose pas à devenir le centre du monde !

⁷⁶ Il y aurait lieu d'ajouter aussi le fait du catholicisme de l'écrasante majorité des Canadiens français. L'oecuminisme de la religion catholique - « catholique » voulant dire, étymologiquement, « universel » - incline-t-il à une forme d'universalisme politique, qui serait ce que nous avons appelé « internationalisme » ?

Je voulais simplement appuyer l'ide principale qui est : de mme que les ncessits de l'internationalisme d'aujourd'hui ont fait clater l'esprit colonial de nagure de beaucoup d'Anglo-canadiens, ces mmes ncessits sont en train d'largir, et, ventuellement, de fconder en internationalisme le provincialisme du Canada franais. Qu'il sorte, comme sous-produit de ce double processus, un canadianisme viable, cela ne peut tre qu'un enrichissement, ou un complment, pour l'amricanisme lui-mme.

Nous ne saurions dire : mais nous accepterions, par hypothse, une correspondance d'une certaine nature entre les modes de perception des valeurs religieuses et des valeurs politiques. Il y aurait, par exemple, tudier la signification politico-religieuse du fait que le Canada franais est un des peuples les plus missionnaires du monde.

Incertitudes d'un certain pays.
Première partie. Dimensions extérieures

Chapitre 3

« Vive le Québec... libre ! » : un cri au retentissement universel. *

[Retour à la table des matières](#)

[...] La visite du président de Gaulle devenait une reprise, infiniment amplifiée à l'âge de l'électronique du voyage de La Capricieuse, cent douze ans plus tôt, avec le reliquat des feux de joie sur les rives du Saint-Laurent au passage du Colbert pour ne pas évoquer les tours Eiffel et Arc de Triomphe et, par-dessus tout, le défilé triomphal sur notre voie appienne du Chemin du Roy ! Le coeur des riverains y était, comme les chœurs du RIN ! Mais ce sont M. Masse et ses assistants qui ont orchestré tout cela pour permettre le dégagement des spontanités et frémissements populaires (vous savez, toujours cette vieille fibre française de notre population, qui a si peu d'occasions de vibrer !). Tous les éléments y étaient pour un déploiement aussi gigantesque que sincère. Les plus grandes espérances se virent dépassées comme le furent, en corollaire, les plus vives méfiances qui n'avaient guère osé s'avouer par avance. Ce fut un grand « show », même à l'échelle gaullienne. C'est tout dire. [...]

C'est M. Drapeau qui sort grand vainqueur de cette confrontation à trois. (À cause, d'une part, du grand nombre d'interviewés qui ne se sont pas prononcés et, de l'autre, que les choix étaient mutuellement exclusifs, les pourcentages de préférence sont

* Extraits d'une analyse faite du sondage en profondeur de la société CROP, sur la visite du général de Gaulle au Québec en 1967 (Le Soleil, les 26, 28, 29 et 30 août 1967).

naturellement faibles, absolument. Mais ils gardent toute leur validité, relativement.) 41.8% des opinions émises sont favorables au maire de Montréal, contre 22.5% au premier ministre du Québec et seulement 4.6% au chef de l'opposition. Pour la question-verso, « lequel des trois hommes politiques pense le moins comme vous », on aboutit naturellement à des proportions inverses, relativement identiques, compte tenu du plus fort pourcentage de « non-réponses » dans la huitième question qu'on vient de signaler : M. Drapeau, 3.6%, M. Johnson, 19. 1%, M. Lesage, 32.9%. Ces résultats n'ont pas fini d'étonner !

Essayons quand même d'y voir plus clair. D'abord en n'oubliant pas qu'il s'agissait d'une consultation portant sur l'attitude des trois hommes au sujet de l'Affaire et non pas sur l'ensemble de leur politique et de leur popularité au moment du sondage. Les trois intéressés eux-mêmes n'interpréteraient certes pas ces chiffres de façon absolue : M. Drapeau s'estimant deux fois plus « populaire » que M. Johnson, qui se verrait lui-même quatre fois plus « populaire » que M. Lesage ! Tout doit être rapporté au grand protagoniste de l'Affaire. Mais justement, M. Johnson, non pas seul mais principal instigateur de la visite, hôte de presque tous les instants et parlant très souvent, aurait dû bénéficier, par ricochet, de la cote d'amour dont jouissait le prestigieux visiteur. Si ce « bénéfice » semble lui avoir été massivement octroyé aux dépens de M. Lesage, M. Drapeau, par un seul discours, en recueillit le double. Pourquoi ?

Les résultats du sondage ne nous permettent pas plus que de conjecturer. Je sou mets une série de propositions qui s'enchaînent sans pouvoir faire plus qu'affirmer - sans preuves -leur caractère de plausibilité et certaine logique, au moins apparente, de leur enchaînement :

1. MM. Johnson et Lesage sont deux chefs politiques québécois dont la « clientèle » fixe et les adhérents occasionnels constituent, en deux blocs plus ou moins friables, 90% du corps électoral québécois.
2. Dès qu'une opinion est sollicitée à leur endroit, ils éveillent des réflexes d'opposition ou d'adhésion dans leur clientèle fixe et des approbations ou réticences, toutes deux raisonnées et conditionnelles, dans la frange mobile de l'opinion flottante et discriminatoire.
3. En l'occurrence, l'Affaire ou l'Événement transcendait ces lignes de clivage.
4. M. Johnson, approuvant inconditionnellement tout ce que le général avait dit ou fait, recevait, en contre-partie, l'approbation des citoyens qui estimaient

majoritairement que le général avait « bien fait de venir » (66.9%) et qu'il avait aussi bien fait de dire « Vive le Québec libre ! »

5. Sur l' « impopularité » manifeste de M. Lesage, deux hypothèses pourraient être vérifiées. Bien qu'elles ne soient pas mutuellement exclusives, elles doivent être séparées pour en déterminer la dominante :

- a) En donnant l'impression de se solidariser avec la déclaration du gouvernement fédéral, il recevait la désapprobation de tous ceux qui estimaient que le gouvernement fédéral avait répondu « durement » (58.9%) et même « trop durement » (50.5%) « aux propos du général » [...].
- b) Bien qu'il n'ait attaqué nommément et frontalement que le gouvernement Johnson pour avoir mal informé le général, il se trouvait à lui porter atteinte - la croyance populaire étant que le général ne pouvait être que bien informé, ou même qu'il est quelqu'un qui n'a pas à être informé, d'autant que son information lui avait permis d'emblée « d'aller au fond des choses » ⁷⁷.

Je crois à la valeur dominante de cette dernière hypothèse, à cause du contexte général de l'Affaire. L'autre hypothèse me semble n'avoir qu'une validité *seconde*, mais non secondaire, venant renforcer celle-ci. (À quoi, il faudrait ajouter que, depuis un an, M. Lesage est d'autant moins maître dans sa maison qu'il tente de l'être, entraînant un processus d'érosion dans son parti dont quelques démissions ne sont que les signes les plus éclatants : mais ceci, qui « est une autre histoire », déborde notre propos actuel.)

6. M. Drapeau, lui, n'a pas à subir les handicaps structurels et épisodiques d'un chef de parti, signalés aux propositions 1 et 2. Comme maire de Montréal (sa cote de préférence y est de 46.4% contre 37.3% et 37.0% à Québec et Trois-Rivières respectivement), comme symbole vedette de l'Expo et constructeur du métro, il est au-dessus de la mêlée électorale québécoise - se contentant d'être plébiscité dans la métropole.
7. En une circonstance - « choc », il a à prononcer les dernières paroles. Il fait un discours ambivalent, « deux discours », commente Claude Ryan, et « chaque

⁷⁷ Selon l'expression du général de Gaulle de retour en France.

société (du Canada anglais et français) a pigé, dans le tout, la partie qui lui plaisait » (Le *De voir*, le 14 août 1967).

8. Cette même ambivalence, on la retrouve également dans les résultats du sondage : d'une part, « Vive le Québec libre » mais qui, d'autre part, ne veut pas dire un Québec séparé du Canada. La mythologie gaulliste, qui a dépassé et parfois transcendé des contradictions réelles ou apparentes, Jean Drapeau, ce midi-là du banquet de la ville de Montréal, l'a pour ainsi dire assumée, à sa façon et à l'échelle locale. Bien que selon un autre ordre de grandeur, lui aussi n'aura été qu'un homme des circonstances qu'il n'avait pas choisies, mais qu'il aura tantôt forcées, tantôt refrénées, ne se satisfaisant pas d'être seulement porté par elles [...].

Le point qui eut été le plus intéressant à élucider, c'est l'interprétation des gens qui concluent, dans la forte proportion de 40.3% qu'après la manifestation de fermeté du gouvernement Pearson, de Gaulle aurait quand même dû aller à Ottawa. Aucune donnée du sondage n'indiquant une voie d'explication particulière, on est réduit aux conjectures dont certaines sont contradictoires.

On peut poser d'abord qu'il y avait une méconnaissance ou une sous-estimation volontaire, assez partagée, des usages diplomatiques et de l'importance particulière qu'a toujours accordée la politique gaulliste au principe de la non ingérence dans les affaires internes d'un État étranger (53.7% l'absolvent contre 31.9% qui lui en ont fait le « reproche »). Mais justement, tout s'est passé comme s'il y avait deux États, l'« État du Québec », l'hôte principal et pour lequel le voyage s'est fait à l'occasion de « notre » Expo, et l'autre État, « étranger » même s'il se trouve à englober le premier. De Gaulle n'est pas venu au Canada, en faisant un itinéraire privilégié au Québec ; il est venu au Québec, spécialement dans sa capitale et au siège de l'Expo, qui se trouve à être aussi la métropole du Canada. Il n'est même pas venu au Canada français. (Le « Vive le Canada français » ne soulevait que des applaudissements mitigés en comparaison du « Vive le Québec », jusqu'au tonnerre prolongé qui contresigna le « Vive le Québec libre ! »). Le crochet à Ottawa n'était qu'une concession diplomatique à la capitale internationale et n'avait guère d'autre signification que protocolaire (à peine plus que la préséance du gouverneur-général, du ministre des affaires extérieures,

etc., au quai de l'Anse au Foulon). Tout ce qui avait été programmé comme minimum ne pouvait avoir qu'une signification minima.

Les interviewés, quinze jours après la visite, n'ignoraient probablement pas l'animosité de la presse anglophone qui pointait dès avant l'arrivée du général, qui se faisait déjà hargneuse dans ses éditions du lundi et qui explosa de rage le lendemain du célèbre discours de l'hôtel de ville de Montréal. Aller à Ottawa pour ces 40.3% d'interrogés aurait pu être l'occasion pour le général :

- a) de montrer qu'il n'est pas homme à se dérober devant les orages ;
- b) de démontrer que c'est injustement que les autorités fédérales lui avaient fait un traitement « dur », fondé sur un malentendu qui pouvait être dissipé, quoique de Gaulle ne consente pas aisément à des « explications » ;
- c) d'aller porter son message de « libération » à qui de droit dans la capitale stratégique ;
- d) de donner ainsi une publicité nationale et internationale encore plus grande au « cas » du Québec ;
- e) de s'« engager » encore davantage pour la cause du Québec en territoire « hostile » ;
- f) de prendre une mesure plus exacte de l'incompréhension de « tout ce qui grouille, grenouille, scribouille » et qui « n'a pas de conséquence historique », etc.

Surplombant toutes ces interprétations, il pouvait y avoir la curiosité diffuse de voir seulement ce qui aurait pu se passer : de l'accueil officiel glacé et de l'algarade derrière les portes feutrées -qu'on n'aurait pas pu tenir secrète, « les choses étant devenues ce qu'elles étaient alors » jusqu'aux manifestations publiques hostiles. On s'arrête devant l'hypothèse d'un vague sentiment morbide de l'éventualité d'un essai d'assassinat de l'homme qui a, pourtant « cible parfaite », échappé à une douzaine de tentatives pour le supprimer.

Le général n'a pas saboté l'unité canadienne

Ottawa, d'après les résultats du sondage, se serait excité indûment, puisqu'à 79.8% les interviewés étaient d'avis que le général, au nom de son pays, est venu se solidariser avec le destin du Québec sans toutefois prôner une séparation de l'ensemble fédératif où il s'enserme. C'eût été un acte de grande diplomatie de la part d'un ancien diplomate de réputation, prix Nobel de la Paix par surcroît, de contribuer à dissoudre les apparentes conséquences négatives dans l'immédiat du « coup » du général, semblent avoir cru une bonne partie des personnes interrogées par CROP. (Sur cette « opération » diplomatique de grand style pour « noyer en douce le poisson », qui était en l'occurrence une baleine, l'imagination politique peut se donner libre cours, ou aurait pu s'exercer... si certaine ambiance psychotique n'avait pas régné dans les cercles officiels de la capitale fédérale qu'alimentait la presse canadienne-anglaise, volontiers « biaisée » et parfois même haineuse.) C'est une question théorique intéressante de se demander si le gouvernement Pearson aurait émis le même communiqué, ou s'il n'aurait pas fait de déclaration du tout, en sachant que 7 québécois sur 10 n'avaient pas entendu le slogan comme une incitation directe à la séparation du reste du Canada.

Car, enfin, le général n'a pas dit quelque chose comme : « Je vous encourage à la sécession directe pour vous réaliser pleinement. Et si on vous refuse l'Indépendance qui vous est due et que vous avez méritée devant l'Histoire, notre pays mettra tout le poids de ses divers moyens pour l'obtention de cet objectif vital, etc., etc. » Il n'a rien dit de cela. Il a parlé « d'affranchissement » en termes généraux, ou si l'on veut ambigu : quel politique, grand ou petit, ne le fait pas couramment ? On a cru bon à Ottawa s'en remettre au sens littéral et menaçant du slogan des porteurs de pancartes du RIN, qui, avec les années, commencent à jouer avec dextérité du noyautage des manifestations publiques. Après l'Événement, la sobre fermeté de la déclaration du gouvernement fédéral apparaîtra de plus en plus comme une erreur d'appréciation de la situation globale en ces jours enfiévrés. Il ne fut pas l'instigateur de la crise ; il l'a gonflée.

Car il y avait une autre dimension de la situation : passons vite sur les interprétations psychologiques de la personnalité du général, de son âge, de la tournée harassante, de l'ambiance d'exaltation qui ne pouvait perdurer à la brève visite, etc., pour

en arriver à ce que de Gaulle représentait effectivement : cette France de juillet 1967, avec son régime présidentiel parlementaire et son système de partis, ses structures économiques et ses engagements européens, la position affaiblie de son leader charismatique depuis sa mise en ballottage des élections présidentielles de décembre dernier et l'espèce de « match nul » auquel ont abouti les législatives de mars.

Tenant compte de l'intérêt efficace relatif et des très faibles « compromissions » matérielles que le gouvernement français manifeste depuis 1961 pour l'aide économique et culturelle au Québec, comment, à moins d'ignorer totalement les données fondamentales de la vie et de la politique françaises, « partir, comme disent nos gens, en peur » ? Oui, mais... le « Québec libre », l'« affranchissement », les « Français canadiens », ou les « Français du Canada », etc. ? Pas « oui, mais... » ; plutôt « mais, non ! », ce n'était pas si grave que cela au delà du surchauffement de l'enthousiasme de circonstance, lorsqu'il s'agit de célébrer des retrouvailles qui se font attendre pendant deux siècles ! [...]

En bons « Français du Canada », nous n'avons peut-être pas la tripe révolutionnaire. Mais pour ce qui est de la cocarde, des applaudissements bien nourris, de la manipulation de pancartes aux slogans explosifs, nous sommes un peu là ! En deux brèves journées nous avons réhabilité - malgré eux - les concepteurs et organisateurs des annuels « défilés de nos chimères » du 24 juin, aussi bien de l'ère ante que post - moutonnaire. Nous manquions d'une super-vedette ; elle, c'est-à-dire, lui, est venu. Et ça a été un beau tintamarre en France, en Nouvelle-France, en Navarre et un peu partout dans le monde ! Vérité en deça de l'Outaouais, de la 45e ligne parallèle, de l'Atlantique ; erreur au delà. Une vérité du « fond des choses... »

La mythologie gaulliste - tous les grands hommes politiques ont la leur de leur vivant, de Churchill à Kennedy qui eut une vie deux fois plus courte - a d'autant plus joué à fond au Québec qu'elle s'est manifestée sur le tard. Lors de la visite du général en juillet 1944, les « Français du Canada » commençaient à peine à se dépouiller de leur pétainisme. En avril 1960, le général-président rendit ses hommages à la capitale « étrangère », fut reçu à Montréal par M. Sarto Fournier, à Québec par M. Antonio Barrette. Aucun déferlement d'enthousiasme ; un acte de politique étrangère. Nous étions pourtant à quelques mois du début de la révolution que « tranquille » on appellera [...]. Une mythologie, parce que fondée sur l'histoire, ne meurt pas. Elle peut connaître des soubresauts en dents de scie. Nous en avons fait la preuve en une re-

montée éclatante au moment où la popularité du général était en déclin en France et presque partout ailleurs.

Ce fut un beau spectacle. Haut en couleurs et en contrastes : peut-être le plus prestigieux homme d'État contemporain dans le sobre uniforme d'un général de brigade, dont la protection était assurée par notre très photogénique R.C.M.P., qui passait en revue les soldats du « Vandoo » en tuniques écarlates et casques à poils des grenadiers de Buckingham Palace, etc.

De Gaulle, un prophète ? Peut-être. Les grandes étapes qui ont ponctué cette invraisemblable carrière ne sont-ils pas des « non possumus » pour proclamer, seul ou presque, une sur-légitimité dont il devait, dans la suite, se faire le protecteur de la légalité ? Une anonyme dépêche d'agence, que personne ne remarqua, aurait pu nous apprendre qu'au Quai d'Orsay « on » croit que l'indépendance du Québec est fatale d'ici dix ans. Comment s'étonner que le général y soit allé d'un efficace « coup de pouce » pour un destin politique qui se cherche. « ...et quant au reste, tout ce qui grouille, grenouille, scribouille, n'a pas de conséquence historique dans ces grandes circonstances pas plus qu'il n'y en eut jamais dans d'autres. »

De Gaulle, prophète du « Québec libre » ? Un prophète est toujours cause seconde de l'événement qu'il devance. D'ordinaire, longtemps, très longtemps d'avance. L'ennui pour le chroniqueur d'actualité - et d'occasion - est que les prophètes ont la fâcheuse habitude de n'avoir raison qu'après-coup !

De Gaulle et Drapeau - quel rapprochement ! - ont joué de l'ambiguïté consciente, sinon pleinement volontaire. Et par elle, ils ont gagné : de Gaulle au Québec et perdu peut-être partout ailleurs ; Drapeau n'a pas perdu à Trois-Rivières, Québec et davantage à Montréal, mais il a peut-être surtout gagné à Ottawa, Toronto et Westmount. Que tant de Québécois de langue française aient émis des opinions favorables à Drapeau, que si peu d'entre eux aient donné une nette interprétation séparatiste au slogan « Vive le Québec libre ! », cela prouve que l'indépendance du Québec n'est pas pour après-demain. À moins que... ce que vous ignorez, vous comme moi, qui ne sommes pas « prophètes ».

La tournée du général de Gaulle, c'est peut-être encore la fin d'un de nos plus insidieux complexes collectifs, d'autant plus insidieux qu'on avait appris à n'en plus parler : celui de l'enfant délaissé par une mère, insoucieuse et oublieuse mais non mâtresse. Après deux siècles, cet enfant-là retrouve un père qui le reconnaît et se manifeste.

te en aussi clatante que chaleureuse affection. vocation du « meurtre du pre », mais l'inverse !

Comme une rsurrection soudaine de Louis XIV qui, en grande pompe, serait venu inaugurer le Chemin du Roy (uvre de Talon « notre » Colbert), dcor pour la circonstance de fleurs de lis sur fond de vert d'asphalte dlav, avant d'aller contempler « notre » Versailles : Expo 67...

Et effacs du coup de nos manuels d'histoire le navrant Louis XV et « sa » Pompadour et, puisqu'on y est, pourquoi par le ricaneur Voltaire ?

Ses « arpents de neige » seront quand mme au rendez-vous de la premire « borde » de la sainte Catherine...

Incertitudes d'un certain pays.
Première partie. Dimensions extérieures

Chapitre 4

Les conséquences politiques de la prépondérance américain *

[Retour à la table des matières](#)

C'est toujours un terrible risque que de s'administrer une « minute de vérité ». Nous l'avons fait cette semaine, volontairement. Lucidement, avec courage, sans masochisme. ni complaisance ? C'est une autre question.

Il y a des introspections qui pèsent vraiment trop. Une pirouette dans la bousculade du quotidien, qui étourdit, et l'on se donne l'impression d'un soulagement relatif et provisoire. Ce n'est pas le jeu de l'autruche, ni la fuite en avant : c'est la fugue dans l'immédiat.

Beaucoup de peuples ont eu des histoires autrement plus tragiques que les destins des deux nôtres. Bien d'autres ont victorieusement relevé des « défis » - challenges au sens de Toynbee -, et sont propulsés dans l'histoire par la tension chronique d'une ou deux contradictions fondamentales. Mais nous, Canadiens, sommes probablement les grands champions mondiaux - et involontaires - de l'accumulation des paradoxes historiques. Nous sommes un des plus vastes pays du monde et, aussi, probablement le moins peuplé - ce qui nous vaudrait la médiane confortable, puisque en partie fictive, d'être considérés comme une « puissance moyenne ».

* Conférence présentée à l'université Laval lors du IVe Congrès des Affaires Canadiennes, le 20 novembre 1964, et publiée dans *La Dualité canadienne à l'heure des États-Unis*, Presses de l'université Laval, 1965.

Nous avons accordé l'existence d' « États fédérés » à cette petite île (de rien du tout) du Prince-Édouard et à cette grande île, mais presque vide, de Terre-Neuve, à l'égal de l'Ontario et du Québec qui, en population et étendue, sont dans la bonne moyenne des quelque 120 États mondiaux.

Nous nous payons le luxe raffiné d'avoir deux villes métropolitaines, nullement complémentaires et inutilement concurrentes, sans l'appui équilibrant d'une capitale politique, dont le moins qu'on puisse dire c'est que son caractère congénitalement terne n'a aucun pouvoir de polarisation, ni même de simple représentation, de la diversité canadienne.

Nous sommes bien fiers de notre standard de vie, mais nous n'en jouissons guère qu'en usufruitiers et la nue propriété échappe progressivement aux propriétaires d'origine que nous avons été et voudrions bien redevenir.

Nous avons dû pendant cent ans, du Canada-Uni de 1840 à la Seconde guerre mondiale, faire la preuve progressive que nous n'étions pas que des Anglais et des Français émigrés en Amérique. Nous devons montrer, pendant probablement un autre cent ans, que nous ne sommes pas que de simples Américains, auxquels on pardonne volontiers l'inoffensive bizarrerie de se sentir attachés à certain folklore - par définition, bien anachronique - d'origine monarcho-britannique, d'une part, et culturo-française, de l'autre.

Nous avons été, sans liberté de choix de notre part, mis ensemble comme deux peuples fondateurs du Canada, à la suite des avatars des guerres de succession d'Espagne et de Sept-Ans avec le résultat biculturaliste de la coexistence forcée de « parlant français » et de « parlant anglais » - dont on sait que, de Guillaume le Conquérant et Jeanne d'Arc, en passant par Marlborough et Wellington, jusqu'à Clemenceau et de Gaulle, ils sont faits pour se parler comme pour ne pas se comprendre.

J'arrête ici l'énoncé de ces paradoxes. Il y en aurait d'autres. L'important, c'est que leur faisceau est en train, pour la première fois de façon aussi claire en notre histoire, de produire des effets cumulatifs et non plus de s'entre-neutraliser. Pourquoi ? Bien sûr à cause du Québec et de sa révolution que « silencieuse » ou « tranquille » on nomme. On s'interroge copieusement à son sujet depuis trois ans, mais sans qu'il en sorte, à la vérité, des résultats proportionnés à l'effort cérébral et émotif engagé.

Pourquoi encore ? À cause de ce que les organisateurs de ce colloque ont appelé la « prépondérance américaine ». On a pu se rendre compte cette semaine que cette

« prépondérance », qui est à l'échelle planétaire, est encore plus « prépondérante » au Canada que partout ailleurs. Et cela, « par la force des choses » américaine, d'une part, canadienne, de l'autre. C'est en considérant tout ce qui est en cause par le voisinage des États-Unis qu'on prend conscience d'une certaine irréalité des questions qu'on voudrait circonscrire comme exclusivement ou même proprement « canadiennes ». Les approches uniquement historiques, ou culturelles, ou économiques, même la juxtaposition de leurs résultats sont bien insuffisantes à nous faire saisir, non pas seulement l'envergure, mais la nature même de la question. C'est ensuite, et surtout, un fait géographique sans exclure son implacable détermination géostratégique. Dans cette impossible géographie de l'Amérique du Nord, le Canada est soudé aux États-Unis comme un second étage l'est à un premier. Et, avec une plus grande acuité que jamais, on prend conscience que tout ce qui se passe ou presque au premier étage, sans parler de ce qui s'y trame parfois, conditionne plus ou moins étroitement l'ensemble de la vie des résidents du second étage.

Dans une première et longue phase qui s'achève, le Canada s'est formé en continuant de se sentir rattaché à l'Europe, puis en se détachant avec timidité et lenteur, mais pas encore totalement. Nous sommes entrés dans la phase où le Canada voudrait bien affirmer son identité, mais sans parvenir à se détacher des États-Unis, privé qu'il est maintenant du support effectif de son ancien rattachement à l'Europe. D'où sentiment d'une très vive précarité, doublé de l'angoissante constatation des fissures intérieures qui, sournoisement et depuis longtemps, faisaient leur chemin.

Ce n'est plus l'ungwirded firontier qui est un mythe ; c'est la frontière qui n'est plus guère qu'une fiction. Les preuves ne manquent pas ; et je fais l'économie d'un passage qui en contiendrait le bilan. Le sujet ayant quelque chose de prométhéen, on ne se fait pas faute d'accumuler les métaphores. Les caricaturistes emploient parfois, pour illustrer des coexistences trop inégales, la métaphore suivante. Sur une banquette pour deux personnes de gabarit moyen, le Canada est ce gringalet de 110 livres qui cherche à n'être pas écrasé par le géant débonnaire de 340 livres qui, c'est bien malgré lui, prend presque toute la place ! Théoriquement, le gringalet pourrait changer de banquette, mais justement, l'hypothèse est exclue. Élargir la banquette ? Mais, en restant assis avec, pour ainsi dire, une liberté de manoeuvre restreinte, comment y arriverait-il ? Prendre du poids et se faire des muscles ? D'abord, il y a des retards qui ne se rattrapent pas. Et puis le gringalet n'est nullement antagoniste. Il aime son voisin, le géant débonnaire qui le lui rend bien. L'historien Brebner, Canadien devenu Améri-

cain, a déjà proposé l'image de jumeaux siamois qui ne peuvent se séparer et continuer à vivre. En gardant l'idée de la précédente disparité de taille entre le géant et le gringalet, devenus ainsi, par la grâce de notre imagination, des jumeaux siamois, les deux parties apparaissent comme indissolublement liées. Si l'image suggère que le jumeau géant porte pour ainsi dire le jumeau gringalet et lui communique son surcroît de vitalité, le tonus même du petit reste néanmoins vitalement nécessaire au plus gros.

Aussi, les Américiens sont-ils bien placés pour nous dire : « Puisque vous avez les avantages, endurez aussi les inconvénients » ou : « You can't eat your cake and have in too ! » Aussi, les Canadiens ont-ils souvent l'impression de vivre comme par procuration, de bien vivre mais comme au-dessus de leurs moyens. Aussi nos aimables voisins découvrent-ils littéralement l'Amérique quand on leur parle de l'angoisse canadienne au sujet de ce trop inégal voisinage. Pour eux, nous ne sommes qu'un de leurs problèmes ; et Dieu sait qu'ils en ont qu'ils ne choisissent pas et de combien plus pressants ! Pour nous, ils sont *le* problème, l'unique problème venant de l'extérieur. Les quelques « libertés » que nous prenons en politique étrangère du côté de la Chine ou de Cuba ne mettent jamais en péril l'indissoluble union, et l'idée même d'un schisme est impensable. C'est justement l'idée inverse d'une absorption ou annexion qui est, elle, très pensable.

Mais elle est pensable, pensée positivement, non pas par la partie absorbante mais par celle qui serait absorbée. Ce n'est pas le moindre des paradoxes canadiens dont je n'ai pas épuisé la liste au début. Dans l'histoire politique des États-Unis, on relèverait passablement de cas de velléités d'annexions partielles ou totales du Canada. Mais c'est du côté canadien que ce qu'on pourrait appeler la disponibilité annexionniste s'est toujours trouvée. Du manifeste des Marchands anglo-écossais de Montréal de 1849 jusqu'à la dernière enquête du *MacLean's Magazine* et de son homologue le *Magazine MacLean*, de larges couches de la population canadienne ont toujours pensé que l'annexion aux États-Unis serait une affaire mutuellement favorable. Selon *Maclean*, 29% des Canadiens, dont 33% de Québécois et 39% de *Maritimers*, désiraient passer sous la houlette d'*Uncle Sam*. Un sondage plus récent de l'Institut canadien d'opinion publique donne des chiffres un peu moins effarants : 13% pour l'ensemble des Canadiens et 20% pour les Canadiens de l'Est, c'est-à-dire, les gens des Maritimes et du Québec. Une enquête faite en octobre auprès de 200 *undergraduates* de McGill révèle que 20% désirent l'union politique du Canada et des États-Unis. Ces sondages doivent être interprétés, bien sûr. Leurs résultats divergent passablement du

reste, si tous trois ont été faits alors qu'aucune question particulière ne tendait les relations entre les deux pays. Il y a toute une marge entre les 29% de *Maclean* et le 13% de Gallup ou le 20% de McGill. Et, pour l'interprétation, tout dépend du point de vue où l'on se place. Ainsi le *Montreal Star*, d'où je tire les résultats de ces deux dernières enquêtes, titre, pour le *Gallup* Poli : « 81% Rule Against Canada Joining U. S. »..., et pour le sondage de McGill : « McGill Poll Shows 80 p. c. Oppose Union with U.S. »

Pour ma part, je trouve ces chiffres effarants. Qu'un Canadien sur cinq, ou même sur trois selon *Maclean*, veuille ou consente à devenir Américain, c'est la statistique la plus brutalement déprimante de la réalité canadienne. Cela se produit dans un pays du second standard de vie au monde, malgré son fort chômage ; dans un pays où il n'y a pas, du moins pas encore, de guerre civile. Encore là, je crois bien que nous détenons un record mondial que seul Berlin-Est pourrait inquiéter... C'est cela, pour une bonne part, des Canadiens : des gens qui ne seraient nullement inquiets de voir remonter le 45e degré parallèle...

Ce paradoxe se double d'un autre paradoxe américain : nos voisins veulent - j'ai écrit : veulent - *d'autant* moins nous avaler qu'il leur serait plus facile de le faire. « Pourquoi, pensez-vous déjà, le feraient-ils ? » Le Canada, tel qu'il est, les *sert* suffisamment bien : nous leur fournissons gratis un gigantesque espace aérien, un *back-store* apparemment inépuisable de x, y, z matières premières et des montagnes de papier-journal. C'est entendu : les Américains ont tort de nous prendre, en tout et pour tout, « as granted ». Et s'il est vrai que, sans montrer les dents, ce qui serait risible, nous grommelons parfois, nous devons bien admettre que nous sommes voués, à tous égards, à être leurs alliés ultimes. Un deuxième étage n'a pas le choix de ne pas reposer sur le premier.

La solution globale ? Elle n'existe pas, non pas seulement pour la raison générale qu'un problème politique ne se *résout* pas mais se règle seulement de façon provisoire ou partielle, mais encore parce que les données fondamentales du problème sont invariables : ce que j'ai appelé tout à l'heure cette « impossible géographie nord-américaine » et, aussi, ce fait que nul ne peut faire que ce qui a été n'ait pas été. Je parle de solution *globale* autre que la fusion pure et simple des deux pays. Au plan des solutions *individuelles*, il reste la fugue : huit millions de Canadiens l'ont déjà faite. Sans compter leurs descendants, ce chiffre représente 40% de la population actuelle du Canada. Et il paraît que nous manquons d'immigrants... Il paraît aussi que nous manquons de « talents »... Si l'on pouvait rapatrier ceux des nôtres qui ont choisi

de faire carrière aux États-Unis ou en Angleterre, peut-être apparaîtrions-nous moins pauvres. Dans *The Atlantic Monthly* de ce mois, un *Canadian scholar*, diplômé de Harvard qui fait maintenant carrière à Cambridge, s'en est ouvert librement : « Canadians, admittedly, have been failures... I would be loyal to Canada if only she possessed the one basic quality necessary for every country ; a sense of *patria*... The Canadian heritage is schizophrenic ... The longer I stayed away, the more the idea of Canada *bored* me ... Canada gave me everything : health, money, erudition - but she failed to give me the one thing essential : a sense of identity, without which everything else is unessential... I have no solution to offer for the problem, except the personal one, which is to go on living for what matters most to me. » Au fond, ces lignes sont-elles plus déprimantes que les statistiques au sujet du désir d'annexion que je citais tout à l'heure ?

Au-delà des solutions strictement individuelles, il y a une solution collective, partielle mais non globale. C'est celle de mon collègue de ce soir, M. Bourgault. Elle consiste à vouloir défaire le Canada pour faire le Québec. Les adversaires de cette position disent qu'elle implique de crier aussi : « Après nous, le déluge ! » Comme ce n'est ni l'objet de ce colloque ni le thème de cette soirée de prendre le problème par ce bout, je m'abstiens de poursuivre en cherchant, par exemple, à prévoir certaines conséquences. Au surplus, le temps me manquerait.

Il n'y a pas de solution globale, mais il y a des ajustements tactiques à cette situation globale. Nous ne faisons même que cela, sans véritable plan directeur, c'est-à-dire sans stratégie. Pouvons-nous être autre chose que le second étage de la maison États-Unis ? On a déjà parlé du « miracle » historique du Canada français. En n'oubliant pas qu'un miracle de cette sorte n'est rien d'autre qu'un défi victorieusement, bien qu'en grande partie inconsciemment, surmonté, on peut se poser la question : la survie d'un Canada souverain à l'heure de la prépondérance des États-Unis sera-t-elle le miracle complémentaire ? Les Américains ne veulent pas nous annexer ; mais si des Canadiens de plus en plus nombreux veulent l'être ?

Je me prends parfois à penser que, dans cette situation de surréalisme politique hautement accusé, il nous serait peut-être utile d'avoir des hommes d'État visionnaires. Si vous croyez que j'exagère, je vous mets au défi de rendre intelligible à un esprit non surréaliste l'actuel débat hémorragique sur le drapeau... Dans le passé, on peut enregistrer suffisamment de bonnes occasions manquées pour ne pas craindre le

jugement de l'historien de l'avenir : « Un grand pays mort par dfaut... » Allons-nous
manquer la prsente occasion pour faire le Canada enfin ?

Incertitudes d'un certain pays.
Première partie. Dimensions extérieures

Chapitre 5

Un marché commun avec les États-Unis : une idée folle qui deviendrait sage... ? *

[Retour à la table des matières](#)

La course au leadership de l'Union nationale aura été l'occasion d'élargir le champ des avenir possibles d'un Québec incertain. Dès février 1970, M. Mario Beaulieu avait lancé l'idée d'une association économique avec les États-Unis car « si rien n'avance d'ici deux ou trois ans, il nous faudra prendre une décision grave... peut-être, la plus grave que le Québec ait jamais connue ». Tout le monde comprit qu'il s'agissait de l'option pour l'indépendance. M. Beaulieu ne le niait point tout en se défendant d'en préconiser le projet, pour l'instant du moins. Puis il y eut la tourmente électorale du 29 avril... et la mise en question de la survie même de l'Union nationale. L'ancien directeur de ce parti sous Daniel Johnson, surmontant sa cuisante défaite personnelle, se relancera dans la course au leadership et sera le premier inscrit officiel. Sa thèse, sans la confirmation préalable d'une hypothèse, pourrait se résumer ainsi : pas nécessairement l'indépendance, mais l'indépendance si nécessaire. Auquel cas, une association économique avec les États-Unis la rendrait possible, viable et même bénéfique. En deçà de l'indépendance acquise, une telle association amortirait par avance les soubresauts inévitables. « En effet, déclarait-il en août dernier, sur le plan économique, ne serait-il pas plus logique de traiter directement avec les États-Unis plutôt que

* Le Magazine Maclean, mai 1971.

de négocier par l'intermédiaire des financiers de Toronto ou des politiciens d'Ottawa ? » Et de paraphraser l'ancien chef de son parti : « États-Unis, Canada pu Québec, là où la nation québécoise trouvera la liberté, là sera sa patrie. »

Une idée qui n'a rien de folichon

À première vue un peu folle, l'idée n'a pourtant rien de folichon. À condition de la situer d'emblée au plan du Pourquoi pas ? Si on tente de la poser à celui du Pourquoi ? ou du Comment ? on risque de s'y engloutir dès le départ tant elle est complexe, tant sont multiples les éléments à interrelier pour un début de réponse quelque peu probante. C'est par son caractère de globalité simplifiante que l'idée vaut peut-être d'être retenue. Pourquoi pas cette troisième échappée vers un futur imprécis ? Par-delà l'option d'un « fédéralisme rentable » à réactiver par une transformation suffisante à la Bourassa, par-delà celle, plus radicale, de la « souveraineté-association » à la Lévesque, M. Beaulieu indique la direction nord-sud comme une espèce de nouveau destin ouvert. Ainsi l'Union nationale aurait enfin une pensée économico-constitutionnelle ont la carence aurait été, d'après le chef démissionnaire de l'UN, une des causes principales de l'humiliante défaite du 29 avril. M. Beaulieu, notaire de profession, semble vouloir nous suggérer : puisque de toute façon nous sommes voués à vivre comme par procuration de la richesse américaine, pourquoi n'en pas expliciter le *contrat* pour en tirer toute la « rentabilité » justement ? Mais il ne nous dit pas encore si cela impliquera la rupture du contrat fédéral pour cause de bris par l'autre partie. Ou s'il s'agira de renégocier un autre contrat d'association (Lévesque) ou sa reconduction à la suite d'explications conséquentes (Bourassa) ?

Rencontre de l'économie et de la politique

Toute cette discussion autour d'un hypothétique marché commun Québec-États-Unis repose sur un double fondement plus ou moins subconscient : premièrement, c'est la forme à la fois pudique et très pragmatique (*matter of fact*) de ne pas nommer l'annexion politique d'un Québec, éventuelle 51^e étoile sur le drapeau de l'Oncle Sam ; deuxièmement, c'est un phénomène compensatoire d'une *indépendance*, trop difficile,

ou possible seulement sous quelque forme de protectorat de Washington, qui ne pourrait du reste permettre que se passe n'importe comment ce qui est en train de se produire au nord du 45^e parallèle. La géographie est tout autant muette qu'immuable.

C'est l'histoire politique qui a parlé, décisivement. Et voilà que l'économique proclame qu'elle a aussi quelque chose à dire. La ligne nord-sud a toujours recoupé l'horizontale politique de notre histoire : la discussion économique actuelle nous place au centre de l'axe.

Quels sont les sentiments des gens ?

Pour donner substance à ces considérations trop abstraites, parlons chiffres. Colligeons les réponses à trois sondages tenus en 1964, 1968, 1970. Lors du premier sondage effectué pour le compte de ce magazine, 78% des Québécois interrogés étaient favorables à une forme de marché commun entre les États-Unis et le Canada. Quatre ans plus tard, un sondage de l'Institut canadien de l'Opinion publique (Gallup) rapportait que ce chiffre baissait à 69%.

Au début de décembre dernier, un sondage de CROP révélait encore une réduction du nombre de réponses favorables pour un total de près de 60% (exactement 59.7%) : d'où une déperdition globale de 18% depuis six ans. Dans l'intervalle, il y avait eu la naissance et l'extraordinaire poussée du Parti québécois et, plus récemment, le débat plus récent portant sur l'éventualité d'un marché commun Québec-États-Unis, qu'avait relancé opportunément le petit livre de l'économiste Rodrigue Tremblay (*Indépendance et Marché commun Québec-États-Unis*, éd. du Jour, 1970). Lors du dernier sondage, si 60% de Québécois se déclaraient en faveur d'une forme d'union économique entre le Canada et les États-Unis, un Québécois francophone sur deux (49.8%) prônait une semblable association entre le Québec même et les États-Unis. C'est la grande révélation de ce sondage, d'autant que les Québécois anglophones sont beaucoup moins favorables (38% au lieu de 50) à cette idée. Quant à l'annexion pure et simple du Québec aux États-Unis, seulement 18.4% des Québécois interrogés la désireraient, contrastant avec le chiffre à vrai dire effarant du sondage de *Maclean* en 1964, qui s'établissait à 34% ! (C'était bien au-dessus de la moyenne nationale, 29% mais en-dessous de celle des *Maritimes*, encore plus défavorisées, 39%). Ce n'est pas le lieu de faire une étude au fil du rasoir de telles données grossières.

Relevons les tendances générales : au terme d'une décennie d'affirmations, à divers plans, de l'entité Québec, l'idée d'une association économique entre elle-même et les États-Unis y progresserait dans la mesure où régressent la tentation de l'annexion pure et simple ou le caractère désirable d'un type d'association plus large Canada-États-Unis, avec un Québec qui ne serait qu'un morceau d'une des parties contractantes. De plus en plus de Québécois francophones envisageraient leur avenir à l'intérieur du jeu triangulaire Québec-Canada-États-Unis.

Pour se marier, il faut être deux...

À ce niveau, on ne s'embarrasse pas d'analyses économiques quelque peu exigeantes. Il y a du rêve, du mirage, de l'évasion dans ces attitudes ... ; mais cela même est une donnée politique qu'on ne gagne pas à nier parce qu'elle est dérangeante ! Voyons du côté des politiciens. A part M. Beaulieu, tout le monde continue de s'enfermer dans une dialectique dualiste. Pour M. Trudeau, un vaste marché commun canado-américain ne serait un projet éventuellement intéressant que dans un avenir lointain. Après avoir noté l'imprécision du projet Beaulieu, M. Bourassa opinait naturellement que le Québec est tout de même plus à l'aise pour négocier à l'intérieur du régime fédéral canadien que dans l'ensemble nord-américain -le pou sur le dos du bocuf.. M. Parizeau, bien au fait des très ardues transactions tarifaires et douanières des vastes ensembles, n'envisage un marché commun Québec-États-Unis qu'après que serait franchie l'étape préalable d'un nouveau - et vrai ! - marché commun Québec-Canada. Jugeant la formule de M. Beaulieu « extrêmement improvisée », M. René Lévesque estime, en un demi néologisme joual, qu'avant de « s'accoter » ailleurs il faudrait d'abord décider si on « se décote »... En effet. Voyons du côté des économistes. Pour M. Kimon Valaskakis (*Le Devoir*, 2, 3 décembre 1970), le livre de son collègue Tremblay rétrécit l'avenir québécois qui résiderait dans un ensemble transatlantique, Québec-Canada-Europe. Mais l'antithèse la plus complète de la thèse de Rodrigue Tremblay se trouve dans le livre de M. Roma Dauphin (*Les Options éconoiniques du Québec*, éd. Commerce et éd. du Jour, 1971). La « solution élégante » aux problèmes du Québec consisterait dans l'insertion d'un encore plus vaste marché commun Canada-Tiers Monde ! Encore une fois, pourquoi pas, surtout si l'on lorgne du côté de l'an 2000 ?

Dans l'immdiat, une question premire mais aussi ultime se pose : les Amricains veulent-ils de notre association, avec nous, Qubcois et/ou Canadiens ? Jusqu' maintenant, le Qubec et le Canada, tels qu'ils sont, les ont plutt bien servis ! Il en est d'un march commun comme d'un mariage : il faut tre au moins deux, que les deux partenaires veuillent la mme chose, et en mme temps....

Incertitudes d'un certain pays.
Première partie. Dimensions extérieures

Chapitre 6

Un quart de siècle de politique étrangère (1950-1975) *

[Retour à la table des matières](#)

La belle magie des chiffres ronds : de l'année du demi-siècle à celle des trois quarts de siècle... C'est suffisant pour justifier un numéro-bilan de cette revue. Mais je déplacerais quelque peu les dates de départ et d'arrivée pour des bornes plus naturelles. Au lieu de 1950, malgré l'importance capitale de la guerre de Corée et de notre contribution à l'armée (dite) des Nations unies, il conviendrait de partir de l'année de la fin de la guerre, 1945, moment de l'entrée sur la scène internationale du *citoyen majeur* Canada. Au lieu de 1975, qui n'a d'opportunité que la rondeur du chiffre du moment présent, je proposerais 1970 comme date d'arrivée.

Ce fut l'année où les autorités centrales ont eu recours à l'armée, ou moyen ultime de politique *étrangère*, pour pallier une grave crise de politique interne. « Loi des mesures de guerre »..., « Insurrection appréhendée » ..sont des expressions dont la disproportionnalité flagrante à l'événement apparaît à plus d'un encore plus tragique ou ridicule qu'il y a cinq ans. Toute l'opinion internationale fut saisie de ce singulier et interminable week-end des militaires au Québec. Cette bizarre inversion de l'acte

* Numéro spécial, « Revue du quart de siècle 1950-1975 », de Perspectives Internationales, novembre-décembre 1975. Texte anglais dans l'édition anglaise, *International Perspectives*, « Third Quarter Report 1950-1975 », November-December 1975.

type de défense extérieure est peut-être le phénomène politique majeur de notre histoire globale, aussi bien internationale qu'intranationale.

Débuts d'une politique extérieure

On peut, on doit parcourir vite les trois premiers quarts de l'histoire internationale du Canada - on n'ose dire de l'histoire de sa *politique* internationale pour l'évidente raison que telle chose n'existait pas. Le premier quart, qui s'achève avec l'arrivée de Laurier au pouvoir (1896), fut une phase de conquête du territoire et de liaison entre ses morceaux discontinus, épars. Le deuxième quart (1896-1920), marqué par l'entrée de la colonie canadienne dans le monde international via la solidarité impériale obligée, aura comme arrière-plan le bel équilibre du *triangle nord-atlantique* avec la Grande-Bretagne et les États-Unis, analysé et célébré même par l'historien John B. Brebner. Du Congrès de Versailles de 1919 à Yalta, le Canada, à la faveur de la transformation de l'Empire en Commonwealth dont il est à la fois principal agent et premier bénéficiaire, pose timidement les premiers jalons d'une présence au monde international.

La véritable politique extérieure ne commence qu'en 1945 : enfin l'âge de la majorité agissante et responsable ; toute l'organisation diplomatique est à faire et se fait très vite dans les premières années. Période d'épanouissement *des* nationalismes canadiens convergeant sur la nécessité d'une présence active au large monde ; mais ce monde est déjà ombré par les nuages de ce qu'on allait tôt appeler la « guerre froide ». Vingt-cinq ans plus tard, ce sera octobre 1970 au Québec avec l'arrivée des *touristes* kaki, en service commandé et y déployant toute leur quincaillerie devant des badauds plus médusés qu'inquiets. Même aux pires jours de la crise de la conscription pendant la guerre, les *pageants* militaires se faisaient plus discrets.

Que pouvait penser le jeune Canadien de langue française qui avait 20 ans à l'époque de Yalta, de San Francisco, de Hiroshima ? S'il n'était pas obsédé par sa *québécoiserie*, ses visions étaient les mêmes que celles du jeune Canadien de langue anglaise, si ce dernier n'était pas lui-même trop tiraillé par sa *canadianité* incertaine. Nous existions internationalement. Et ça faisait tout étrange. Le titre de l'ouvrage d'André Siegfried publié avant la guerre, *Le Canada, puissance internationale*, paraissait moins ampoulé. Au second étage de l'Amérique du Nord, nous avions cons-

truit un gigantesque arsenal dont les armes avaient peut-être sauvé la Grande-Bretagne à l'heure du péril extrême et servi utilement à la libération de l'Europe. De l'expédition de Dieppe aux plages normandes, à divers points des fronts italiens, des Ardennes aux polders de Hollande, nous avions fait le coup de feu : *nous*, volontaires, *nous*, volontaires puissamment condition-nés ; *nous*, un très faible nombre de conscrits contraints... Tout cela était déjà oublié à l'heure de l'armistice de Reims. Nous allions nous plaire à nous reconnaître - sans trop le dire à l'extérieur - la moindre des grandes puissances alliées qui avaient amené les forces de l'Axe à la reddition.

Quelqu'un avait absorbé d'abord, puis dirigé, de façon prudente jusqu'à l'ambiguïté, la crise de désunion nationale qu'avait entraînée la question de la conscription. Cet homme, Louis Saint-Laurent, devenait la voix extérieure du Canada et pouvait faire état d'une toute fraîche unanimité nationale sur les grands problèmes d'un après-guerre sans paix. Une nouvelle défense du « monde fibre », dont l'OTAN sera le bouclier, arrivait à point nommé pour nous faire secouer nos complexes traditionnels : celui de *l'anti-impérialisme* (sinon de l'antibritannisme) chez les Canadiens français ; celui du *colonialisme*, prolongé au delà de sa nécessité, chez les Canadiens d'ascendance britannique. Il n'y aurait plus que les seuls néo-Canadiens à vivre un canadianisme d'adhésion totale.

Mais un troisième complexe allait se substituer en douce aux anciens : tout ce qui est canadien étant par essence modéré, notre *anti-américanisme* aux uns et aux autres allait être tempéré, mais sans cesser d'être consubstantiel à notre nature profonde. N'est-ce pas un syndrome aussi implacable que la force tellurique de notre hiver *insistant* ? Nous allions nous habituer à cette impression fluide de vivre comme par procuration de l'immense prospérité de notre seul voisin, tout en y contribuant de façon si importante. Comment expliquer cela à un étranger à qui il manque l'analogie historique, même grossière, pour y comprendre quelque chose ?

Une diplomatie présentable

Nous faisons tout de même une diplomatie fort présentable : est-ce celle du prototype de la plus importante des petites puissances ou de la plus typique des moyennes puissances ? Quelle que soit la formule avec sa nuance, notre vanité, elle aussi « modérée », y trouvait son compte. Le mythe de trait d'union ou de boîte postale entre

Washington et Londres, que notre rhétorique avait inventé et qu'entretenaient à l'occasion de façon intéressée les « diplomates » des deux capitales, ne nous illusionna qu'un temps. Aura plus de réalité notre rôle d'intermédiaire entre Washington et les nouveaux pays du monde afro-asiatique, surtout avec ceux que notre appartenance au Commonwealth nous avait fait côtoyer et connaître plus intimement. Mais n'exagérons rien. Nous étions des spécialistes des « petits pas », bien feutrés, avant que ne soit popularisée l'expression plus tard par quelqu'un d'autre et dans un tout autre contexte. Nous sommes encore très, très polis : « Sans vous déranger... » ; « ... s'il vous plaît » ; « Excusez-nous ! »

Ce rôle de moyenne puissance ne se jouait pas par interposition entre les deux Grands dont nous reconnaissons que le second était aussi, par delà les solitudes nordiques, notre voisin. Nous n'étions pas membres que de la grande famille occidentale ; par la géographie et en pénétration économique, le Canada paraissait comme intégré à l'une des deux hégémonies de l'heure. Les distances diplomatiques que nous prendrions avec les États-Unis étaient fâcheusement interprétées au loin comme la forme un peu bougonne de la réaffirmation de deux destins irréductiblement fiés. Quoi qu'on fasse, quoi qu'on dise... Le Canada n'aurait jamais les moyens de devenir un Cuba castriste à supposer qu'il en eût la tentation assez incongrue. Il aurait peut-être pu avoir l'intention (et les moyens ensuite...) de devenir une espèce de Mexique de l'ère Cardenas-Echeverria.

Réseaux concentriques

Nous faisons partie de réseaux concentriques. Le réseau le plus court nous posait en situation dissymétrique, à la fois contraignante et bénéfique, avec les États-Unis. La prépondérance économique n'emporte pas comme conséquence la perte de l'indépendance politique ; mais elle a tout au moins comme corollaire de restreindre le champ des possibles internationaux. On n'aime jamais être pris comme acquis par l'autre. Nos premiers ministres et secrétaires d'État aux Affaires extérieures se font un devoir d'aller le répéter de temps à autre à Washington. Mais on en revient toujours au canevas du rapport-tandem Heeney-Merchant. Ce qui varie, c'est l'insistance sur tel point plutôt que sur tel autre.

Au début des années 50, le jeune professeur de relations internationales que j'étais s'était imposé un stage au ministère des Affaires extérieures pour voir comment se fabriquait sur place notre politique internationale afin de pouvoir l'exposer à de jeunes étudiants qui découvraient littéralement le monde. Je me souviens surtout de l'agacement que j'éprouvais lorsque mes interlocuteurs de *l'East Block* me fournissaient des réponses presque toujours affectées du « facteur américain ». C'était tout comme si l'on ne pouvait *coinprendre* quelque affaire internationale sans la visualiser d'abord à travers ce prisme. C'était beaucoup d'auto-inhibition au simple niveau de la perception première de questions diverses qui n'avaient rien à voir avec le *partnership* obligé avec les États-Unis. Lorsqu'il s'agit de NORAD, des ogives nucléaires, du pacte de l'auto ou du bétail nourri aux hormones, etc., on comprend une telle habitude. On la comprend moins bien quand il s'agit de la politique étrangère dans son ensemble. Évidemment, j'exagère ; mais c'est le souvenir très précis qui m'est resté de ces conversations dont j'attendais probablement trop.

Dans le réseau intermédiaire, nous sommes plus à l'aise du fait de la diversité des partenaires et des interlocuteurs. À l'OTAN, en des temps où celle-ci avait d'autres raisons d'être que celle d'assurer sa survie symbolique, nous prenions figure de bon jeune homme de famille, prometteur et fiable, dont les « grandes personnes » appréciaient l'avis et le désintéressement. Nous fûmes même promus à la distinction d'un des « trois sages ». Nous avions un air de modernité américaine sans en soulever les ressentiments dans les capitales de l'Europe de l'Ouest ou des pays dispersés du Commonwealth. Nous étions en bonne compagnie. La marque « Canada » se trouvait à bénéficier de l'impopularité ou des réticences que d'autres estampilles oblitérées suscitaient. La pensée ne nous serait pas venue de déterminer des situations nouvelles. Mais en des états de crise créés par d'autres, nous savons faire montre d'un brin d'astuce et du sens de la responsabilité : en Corée, en Indochine, au Congo, à Chypre, au Moyen-Orient. Pour ces expéditions lointaines, le vieux réflexe antimilitariste des Canadiens français n'a pas joué puisque c'était pour une bonne cause et qu'on maintenait le système du volontariat.

Dans le plus vaste réseau des Nations unies, on nous fit un temps une réputation de maîtres *del'ajustement* dans la diplomatie de couloirs ou de bars. En une époque marquée par le déclin de la diplomatie, c'est peut-être une façon de courir le risque d'être quelque peu utile surtout si l'on sait se comporter sans insistance fâcheuse. Nous avons su nous inventer *a posteriori* des rationalisations, à fondement de valeurs

canadiennes, pour justifier des attitudes et même des engagements qui ne nous laissent guère de fibre choix. On peut même soutenir que nous avons montré un tout petit peu plus d'« imagination créatrice » en politique internationale que dans le règlement de nos graves problèmes internes. Mais notre politique étrangère a probablement déçu beaucoup des attentes diffuses qu'on fondait validement sur nous naguère dans les pays du Tiers monde. John Holmes a déjà parlé du danger qu'une active détermination au *middle powermanship* puisse désappointer ou amuser même certains membres de la communauté mondiale, « dissipant par là la réputation de bon sens et de jugement dont dépend le succès du rôle ». À trop vouloir ne pas « se prendre pour un autre », on en vient à passer pour quelqu'un d'autre.

Puissance moyenne ou médiane ?

De l'image de prototype de la puissance moyenne, je me demande si nous ne sommes pas en train de paraître la plus médiane (et la plus grise ?) des puissances moyennes. Ce brouillage de notre image et surtout des rôles qu'elle permet, n'est pas très conscient, certainement pas voulu. Par analogie, une « classe sociale moyenne », qui sent trop le besoin de rappeler qu'elle en est une, signale par là qu'elle est en train de se transformer en autre chose - qui n'est ordinairement pas selon la montée.

L'idée dominante de la pensée de Walter Lippmann dans la dernière partie de sa vie était que la politique étrangère américaine ne devait pas excéder les moyens, limités quoique énormes, des États-Unis. On peut se demander si les dirigeants de la politique étrangère canadienne n'entretiennent pas trop la préoccupation contraire. Ultra-conscients du caractère limité de nos moyens de toutes espèces, nous oublions peut-être de nous donner une politique extérieure qui ait un peu plus de... disons de personnalité, canadienne ou pas. Les deux jeunes Canadiens des deux langues qui avaient 20 ans en 1945, que j'évoquais fictivement au début de cet article, en ont vite rabattu de leur enthousiasme de la fin des années 1940. J'avoue d'ailleurs que c'est certainement un bien. Nous subissions tout l'attrait d'un mirage qui, comme on le sait, est une illusion d'optique causée par le vide désertique.

Mais ce qui est plus symptomatique, c'est que les jeunes de 1975 trouvent très peu de stimulant intellectuel à l'étude de ce qu'on continue d'appeler la politique extérieure du Canada. L'ACDI ? Bien sûr, on s'y intéresse. Comment échapper à la fascination

du Tiers monde et aussi à la mauvaise conscience que sa seule existence suscite ? L'oeuvre de cette agence suscite leurs préventions à l'instar de celle des institutions gouvernementales analogues à travers le monde, ce qui est sain. Nous allons aider les pays les plus pauvres au cours des années 1975 à 1980, bien ; nous reconnaissons notre responsabilité particulière comme grands producteurs de denrées alimentaires, bien. Mais aussi, nous nous assimilons aux pays du Tiers monde comme grands exportateurs de matières premières, ce qui est excellent comme franchise. Pour compléter, les entreprises privées du type OXFAM ou SUCO rallient des adhésions actives plus spontanées chez les jeunes Canadiens - ce qui est encore excellent en ce pays où un secteur public doit toujours être concurrencé par un secteur privé.

Une politique étrangère de style binationale ou biculturelle ? Mon premier réflexe est de répondre (et je biffe tout de suite cette réponse cavalière) : « Faites-moi rire ! » On ne projette pas à l'extérieur avec quelque aise et véracité ce qu'on n'est pas à l'intérieur, en réalité. Qu'en est-il aujourd'hui des projets de politique extérieure binationale qu'esquissaient il y a une dizaine d'années un Stephen Clarkson, un John Holmes, un Louis Sabourin ? Il aura fallu les agitations de la Révolution tranquille, quelques raids de commandos diplomatiques par des gouvernants et administrateurs québécois, et surtout, certain cri d'un illustre général en mal d'une retraite politique trop tardive, pour qu'Ottawa s'avise qu'il y avait tout un domaine lointain à exploiter... Sous les règnes de Giscard, de Trudeau et de Bourassa, tout est entré dans l'ordre ; aucune crainte que ne surgissent de nouvelles esclandres diplomatiques ; les relations franco-canadiennes sont normalisées. Au moment d'écrire cet article, on apprend la nomination de Gérard Pelletier comme ambassadeur à Paris. C'est un événement d'une grande importance que l'arrivée à l'avenue Montaigne d'un homme qui se considérera plus que le gestionnaire d'une ambassade dite prestigieuse. Bien avant son entrée en politique, Pelletier a toujours été conscient de l'importance interorganique de ce trio Ottawa-Paris-Québec. À surveiller de près, sans illusion comme sans complaisance, du triple point de vue...

Du triangle au rectangle

Sous la nécessité de me résumer, me revient à la conscience l'image du triangle nord-atlantique qui avait *bercé* l'adolescence internationale des Canadiens de ma génération. Cette géométrie n'a plus aucune pertinence. La figure qu'il faudrait évoquer serait plutôt celle d'un rectangle : États-Unis, Europe, Tiers monde (y compris l'Amérique latine), Japon. Et selon des questions d'actualité éphémère, sortent du filigrane l'URSS, les pays d'Europe centrale et orientale, la Chine, l'Indochine, Cuba, le Congo, le Chili, etc. ; mais, fait marquant, même du point de vue canadien, nous ne sommes plus un point d'angle comme nous l'étions dans le triangle nord-atlantique de jadis. Il n'y a certes pas lieu de le déplorer, ce qui consisterait à regretter que le monde ait changé et que notre politique extérieure se soit élargie aux dimensions de ces changements planétaires. Il ne s'agit pas de regrets, ni même de critiques. On constate seulement que, ancien point d'angle (colonial) d'un triangle restreint et presque rigide, la pleine souveraineté de l'après-guerre nous place en situation de point mobile à l'intérieur d'un beaucoup plus vaste rectangle.

La variabilité de ce « point mobile » n'est étroitement contrainte que dans le rapport qu'il a avec le point d'angle que représentent les États-Unis. Notre mobilité par rapport aux trois autres points d'angle (Europe, Tiers monde, Japon) est plus grande mais sans jamais pouvoir faire complètement abstraction de la pesée de notre destin nord-américain, auquel on revient toujours finalement. En somme, notre diplomatie fait penser à ce jeu des cours de récréation dit des « quatre coins ». Nous courons d'un coin à l'autre ; mais nous revenons plus souvent et de préférence à un coin, toujours le même, plutôt qu'aux trois autres. Quand Chou En-lai interpelle monsieur Trudeau à Pékin « mon vieil ami », c'est moins compromettant que le « mon ami Johnson » du général de Gaulle.

Efforts d'élucidation

Les dernières années ont montré de sérieux efforts d'élucidation de notre politique étrangère. Il n'est pas certain qu'en matière de relations humaines, et surtout de relations internationales (où la part de ce qui ne dépend pas de nous, mais des « autres » est si grande), on soit plus efficace ou plus simplement « heureux » en voyant plus clair. Le champ de nos choix alternatifs ne sera jamais très large, mais ce n'est pas peu que nous les percevions en plus grande clarté. La contrepartie d'une trop grande prudence a déjà été signalée. Une autre faiblesse consisterait à absorber toutes nos énergies dans la recherche de règlements de nos problèmes intérieurs.

Après avoir justement fait le procès du nationalisme, on assiste en divers pays d'Occident à sa réhabilitation comme « style », sinon fondement, de politique étrangère. Je veux bien. Comme je consens, par hypothèse, que la conjonction de deux nationalismes soit d'un étai encore plus solide. Mais les deux nationalismes canadiens sont moins divergents que dissynchroniques. Au moment où le nationalisme canadien-anglais s'exprime résolument en canadianité, le nationalisme canadien-français, hier pancanadien, tend à se contracter en québécoisité. Leur seul point commun est de défense : contre l'américanité dans le premier cas ; contre la majorité toujours plus grande des « parlant anglais » dans le second. Ces deux précarités n'additionnent pas leurs forces de défense. Au point de vue international, la globalité canadienne n'en apparaît pas affaiblie dès lors qu'elle contient « son » problème. Mais pour combien de temps et avec quelle élégance, si je puis dire ?

Les données essentielles sont les mêmes que pendant les crises de la conscription de 1942, 1944, se rappellent mes deux jeunes canadiens de chaque langue qui avaient 20 ans à l'époque de Hiroshima. Seulement, tous les deux étaient d'accord sur « la défense du Canada », quitte à diverger avec beaucoup d'émotivité sur le front le plus approprié. Aujourd'hui, il n'est plus question du choix des fronts mais tout carrément de l'enjeu global. Avec un système fédératif dont la grande qualité aura été de durer, mais qui présente le vicieux inconvénient de générer ses propres maux, des urgences nous sollicitent : le bill C 132, la *stagflation*, le pétrole... Y a-t-il encore une politique dite « extérieure » ?

Incertitudes **d'un certain pays.**
Le Québec et le Canada dans le monde (1958-1978)

Deuxième partie

Dimensions intérieures

[Retour à la table des matières](#)

Incertitudes d'un certain pays.
Le Qubec et le Canada dans le monde (1958-1978)

Deuxime partie. Dimensions intrieures

A. - l'enclenchement de la « Rvolution tranquille »

[Retour la table des matires](#)

Le premier texte de cette section avait t demand par la direction de *l'University of Toronto Quaterly*, qui publiait en avril 1958 un numro spcial portant sur « Quebec Today » (d'autres articles traitaient du nationalisme, de l'conomie, de la dmocratie, des syndicats ouvriers, de la culture, de l'ducation). C'est un article pionnier sur les partis politiques au Qubec l'poque du duplessisme encore triomphant dont il rappelle l'ambiance politique trs particulire.

Le texte suivant tait la rponse de l'auteur la vaste enqute que Jean-Marc Lger avait mene dans *Le Devoir* au printemps 1959 auprs d'une douzaine d'intellectuels qubcois : « O va le Canada franais ? » On aura not que c'tait alors les derniers jours de *l'Ancien rgime - l'homme* qui l'incarnait, Maurice Duplessis, allait mourir en septembre de cette anne-l, ce qu'ignoraient videmment les rpondants l'enqute du journaliste du *Devoir*.

Suivent deux textes de commentaires Radio-Canada. Le premier est un commentaire radiophonique portant sur le congrs de la Fdration librale provinciale en octobre 1959 : c'tait donc pendant cette courte priode qui allait passer l'histoire sous le nom des « cent jours » de Paul Sauv. Le texte suivant est un commentaire,

la télévision de Radio-Canada, portant sur la formation du premier ministère Lesage après la victoire libérale du mois de juin 1960.

Cette ambiance de *Nouveau régime* est évoquée dans une allocution que l'auteur fit devant *Les Amis du Devoir* à Québec à l'automne 1960. À cette époque, le journal montréalais organisait des rencontres annuelles pour des échanges de vues avec ses lecteurs - histoire d'entretenir, en même temps que l'amitié, la fidélité monnayable par des campagnes de souscription publique afin de garantir la vie financièrement précaire de l'institution. La rencontre de cette année-là avait été également l'occasion de célébrer le cinquantenaire du journal, fondé en 1910 par Henri Bourassa.

Incertitudes d'un certain pays.
Deuxime partie. Dimensions intrieures
A. l'enclenchement de la « Rvolution tranquille »

Chapitre 7

Les partis politiques qubcois la fin de la priode duplessiste *

[Retour la table des matires](#)

Il faut partir de notre ignorance.

M. Ostrogorski et R. Michels n'ont eu, dans la science politique contemporaine, que de tardifs disciples. Au Canada, on ne relve gure sur le phnomne « partis » que des chapitres, la synthse rapide, de manuels comme ceux de Dawson et Corry ou des monographies historiques du type de celles de Morton ⁷⁸, de Mallory ⁷⁹ et de Williams ⁸⁰.

Tout cela constitue une masse de renseignements utiles, mais rien qui ne s'assimile un certain cadre analytique auquel on puisse utilement se rfrer pour des tudes spcifiques sur nos partis.

* Originellement publi en anglais sous le titre : « Political Parties in Quebec » dans *University of Toronto Quaterly*, numro spcial « Quebec Today », vol. XXVII, no 3, April 1958.

⁷⁸ Morton (W.L.), *The Progressive Party in Canada*, Toronto 1950.

⁷⁹ Mallory (J.R.), *Social Credit and the Federal Power in Canada*, Toronto 1954.

⁸⁰ Williams (John R.), *The Conservative Party of Canada 1930-1949*, Durham North Carolina, 1956.

Depuis 1950, le Canada français, ordinairement circonscrit à ses frontières provinciales, est devenu un thème d'essais divers groupés à l'enseigne de « l'industrialisation du Québec » ou de « la crise de conscience du Canada français »⁸¹. Mais il est déjà symptomatique qu'aucun de ces essayistes n'ait été tenté d'axer son point de vue sur le phénomène « partis politiques ». Par une recherche plutôt « impressionniste » et « intuitive » des courants de fond d'une société en apparence déjà plus stable, la plupart de ces essayistes n'ont guère eu une approche scientifique et analytique devant l'étude d'un état social qui, les intégrant, les rend manifestement insatisfaits.

Cette littérature est le plus souvent aux confins du « témoignage d'une génération », de l'« engagement dans une action » actuelle ou possible, de l'« introspection à voix haute », du journal intime qu'on livre involontairement en tranches sous la forme d'articles de revue ou de symposium.

Les notes précédentes ne minimisent pas la validité de cette littérature - sur le plan où elle se situe consciemment ou non - ni sa très grande importance comme introduction à un état de société en évolution accélérée. Car ces auteurs appartiennent à une génération nouvelle de 30 à 45 ans dont la maturité intellectuelle et le sens d'un humanisme social constituent un phénomène culturel inédit au Canada français. Il faudrait ajouter un « sens de l'inquiétude » qui est commun à la naissance de toute élite sociale et qui est propre à cette génération d'après 1945, née des chocs consécutifs de la crise de 1929 et de la guerre de 1939.

Mais même si beaucoup de ces auteurs ont reçu une formation en Sciences Sociales - ou s'y sont frottés - le caractère commun de ces essais est ordinairement a-scientifique ou para-scientifique. Il y a à cela des causes applicables à la situation de *social scientists* sous tous les climats. Au Canada français, il y a des causes spécifiques : 1° l'appel au service dans une action intellectuelle estimée utile ou nécessaire ; 2° le relatif retard de l'enseignement et des recherches en Sciences Sociales ; 3° la particulière jeunesse de la science politique parmi les autres sciences sociales. Qu'on considère qu'avant 1954 (date de la fondation du département de science politique à

⁸¹ Mentionnons : le numéro spécial de la revue française *Esprit* sur le Canada français, août-septembre 1952 ; *Essais sur le Québec contemporain* édités par Jean-C. Falardeau, Presses de l'université Laval, Québec, 1953 ; *La Grève de l'Amiante*, en collaboration sous la direction de Pierre Elliott Trudeau, Les Éditions Cité Libre, Montréal 1956.

Laval ⁸²), il ne se donnait aucun enseignement universitaire intégré en science politique au Canada français, que les quelques cours d'appoint à un tel programme - droit constitutionnel, droit international, philosophie politique - avaient figure de parents pauvres et négligés dans des cycles d'études axés sur une autre science sociale que la science politique. Au niveau académique, la primauté d'urgence revenait aux départements de sociologie et d'économie ou à ceux, plus pragmatiques, de relations industrielles et de service social. Aussi si nos universités hébergent en assez grand nombre des philosophes sociaux, des sociologues, des psychologues, des géographes humains, des économistes, des statisticiens etc., combien en est-il qui répondraient à la définition normale d'un « political scientist » ?

Donc, nos universités canadiennes-françaises n'ont pu offrir des chercheurs qui œuvreraient en science politique proprement dite. En particulier sur les partis et les phénomènes électoraux, la bibliographie se restreint probablement à un seul titre ⁸³. Qui s'occupe des partis politiques québécois part très strictement de zéro. Il faut même se méfier d'une série de lieux communs déformants à ce sujet comme ceux que véhiculent historiens politiques, journalistes et essayistes, et les politiciens eux-mêmes. Difficulté supplémentaire qu'il convient de rappeler, le fait politique lui-même au niveau supérieur du parti s'enveloppe toujours d'un certain caractère occulte ou clandestin qui en rend la perception très difficile. Par exemple, qui oserait prétendre connaître un parti politique s'il ignore à quelles sources et selon quelles proportions sa caisse s'alimente ? Ce n'est pas tout d'affirmer, sans pouvoir le démontrer, leurs structures plutocratiques ou leurs « tendances oligarchiques » (Ostrogorski). Or les finances d'un parti sont un « Saint des Saints » où ne pénètre pas le publiciste du seul fait qu'il s'intéresse à la vie des partis. La chaîne du commandement hiérarchique et le degré de libre discussion sur l'orientation, sinon sur la « ligne », d'un parti non idéologique, sont également des choses qui nous échappent presque entièrement. À un échelon inférieur, les adhésions de collaboration et les options de vote ne nous sont que très mal connues et nous n'avons guère pour nous renseigner là-dessus que des instruments aussi grossiers que les rapports officiels des élections et les sondages

⁸² L'Université de Montréal n'a pas encore de département de science politique au sein de sa faculté des Sciences Sociales.

⁸³ Lemieux (Vincent), *Esquisse d'une sociologie électorale du comté provincial de Lévis (1912-1952)*, essai inédit de maîtrise au département de Science politique de Laval, 1956.

de l'organisation Gallup. C'est entre ces deux nuages de clair-obscur que le publiciste doit éclairer sa propre lanterne. [...]

Équilibre fédératif

Le parti de l'Union nationale donne l'impression d'une force invincible. Sauf l'intervalle de 1939-1944, il tient le pouvoir depuis 1936. En 1956, une nouvelle victoire de M. Duplessis lui permettait d'abattre successivement tous les records de l'autre « homme fort », M. Taschereau, dont il avait amené la déchéance en 1936. La période des derniers vingt ans a montré une égale permanence des succès libéraux à Ottawa (et le vote québécois à l'élection fédérale de 1957, quoique moindre que par le passé, est resté fidèle aux libéraux, dans la proportion de 57%) et des succès conservateurs à Québec. En termes de statistiques électorales, l'emprise libérale-fédérale a toujours été bien plus forte dans le Québec que l'emprise conservatrice-provinciale. Depuis 1944, le parti de M. Duplessis jouit d'une majorité absolue des suffrages : 1948, 51% ; 1952, 50% ; 1956, 52%. En 1944, il était minoritaire en suffrages quoique majoritaire en sièges parlementaires (38% et 45 sièges pour 40% et 37 sièges en faveur des libéraux). La très grande stabilité de ces majorités frappe. Mais il s'agit aussi d'une majorité numérique très faible surtout si l'on tient compte de la force négligeable - sauf en 1944 - des tiers-partis. (On n'a pas ici à démontrer les distorsions qu'amènent le scrutin uninominal à un tour et la sous-représentation des circonscriptions urbaines : ce qui n'est pas un fait spécifiquement québécois. Mais il convient de souligner pour n'y plus revenir que les 75 ou 80% des sièges parlementaires du parti de M. Duplessis ne doivent pas nous faire illusion puisqu'ils ne s'appuient depuis 1948 que sur environ 50% des suffrages.) La force de l'Union nationale est marginale : à 4 ou 5% des suffrages près, qui vont aux Indépendants et aux tiers-partis, les libéraux recueillent presque autant de voix que le parti de M. Duplessis. Cette belle majorité est friable.

On invoque souvent l'explication du vote contradictoire à Québec et à Ottawa par la conscience canadienne-française de ménager un équilibre fédératif entre les deux allégeances de l'État fédéral et de l'État provincial. C'est trop simple et trop court ; c'est aussi ingénieux et trop savant puisque l'explication présupposerait une connais-

sance au moins sommaire du jeu de l'équilibre fédératif et donc, un minimum de maturité politique.

Il s'agit là, à mon avis, d'une fausse idée claire qui procède d'une rationalisation a posteriori. À cause de la vacuité idéologique de notre politique, une explication rationnelle de la sorte m'apparaît artificielle. On vote dans le Québec selon un « réflexe » qui, depuis vingt ans, est devenu « conditionné ». Ce réflexe primaire n'est pas l'équilibre à ménager au sein de la fédération canadienne, ni celui de l'autonomisme qui en serait le corollaire essentiel et l'application politique immédiate, mais bien le conservatisme. « Pourquoi changer, puisque, dans l'ensemble, ça va bien ! »

Au tournant de 1935-36, le peuple québécois a eu un seul réflexe de changement qui s'est manifesté bilatéralement : sur le plan fédéral par l'approbation, en 1935, de la promesse libérale contre l'inaptitude du régime Bennett à conjurer les effets de la grande Crise ; et, en 1936, sur le plan provincial, par le rejet du régime libéral, qui était moins vermoulu et corrompu que singulièrement dépassé par les événements alors que pointaient des forces nouvelles. Mais depuis 20 ans, le Québec (en mettant de côté l'ambiguïté de l'élection provinciale de 1939) vote pour le *statu quo*. Il le fera indéfiniment à moins qu'un spasme qui le prenne sérieusement au ventre ne lui donne la colique réformiste.

Mais le Québec, votant fédéralement et provincialement pour le *statu quo* depuis 20 ans, se trouve, par la même occasion, à participer au jeu de bascule de l'opposition des gouvernements provinciaux au gouvernement libéral d'Ottawa (ceci du moins jusqu'au 10 juin 1957) qui apparaît être l'un des principes majeurs de l'équilibre fédératif canadien⁸⁴. Dans la province de Québec, on a tendance à exagérer et à simplifier la portée du phénomène à cause du rôle personnel de M. Duplessis.

⁸⁴ Les trois autres étant : 1° les équilibres divers au sein des partis, y incluant leurs masses d'inertie : opposition des cinq régions géographiques et économiques ; opposition des deux groupes ethniques, opposition des groupes d'âge : les « jeunes turcs » et les « vieux bonzes » ; oppositions d'intérêts matériels et professionnels ; agriculteurs, ouvriers, gens de profession, collets-blancs, « capitalistes », industriels et commerçants, syndicalistes, rentiers, etc. ; 2° celui d'un fonctionnarisme dont la lourdeur, la tradition d'esprit de corps et les exigences de compétence ne mènent pas qu'aux seuls excès bureaucratiques mais aussi au contrôle fonctionnel sur le gouvernement : 3° celui d'une opinion publique qui peut trouver à s'exprimer ou à être saisie grâce aux moyens de diffusion par les associations représentatives d'intérêt et la propagande des partis eux-mêmes.

On dit : les provinces ne sont pas satisfaites d'Ottawa, spécialement en rapport aux ententes fiscales. L'erreur consiste à faire du « prétexte » l'impulsion dynamique. Cette impulsion, elle provient d'un double fait : 1° *dans la mesure où le parti libéral fédéral était nationalement fort, les législatures provinciales établissaient des gouvernements non ou anti-libéraux, à fonctions strictement provinciales ou régionales ;* 2° *notre système électoral qui est aussi absurde dans les provinces qu'au fédéral, amenait jusqu'à l'insignifiance incluse les oppositions dans les législatures.* Reprenons l'un après l'autre ces deux facteurs.

La Colombie-Britannique, l'Alberta et la Saskatchewan sont gouvernées par des tiers-partis qui conservent avec mélancolie le souvenir de leur radicalisme de naguère (C'est un peu moins vrai pour le parti de M. Douglas). L'Ontario et le Québec sont en pleine ère conservatrice depuis MM. Hepburn et Godbout.

La Nouvelle-Écosse vient, après 23 ans de régime libéral, de se convertir au conservatisme comme sa soeur atlantique, le Nouveau-Brunswick qui l'avait fait en 1952. Que reste-t-il de législatures à prépondérance libérale ? L'Île-du-Prince-Édouard qui est une grande municipalité rurale s'offrant le luxe de structures provinciales ; Terre-Neuve dont le cordon ombilical politique n'est pas encore coupé de la mère outaouaise ; le Manitoba dont le statisme régional contraste fortement avec le dynamisme de ses voisines de gauche et de droite. Mathématiquement, c'est environ 1-15 de la population canadienne.

Sept provinces sur dix ou les 14-15 de la population canadienne se dédoublent politiquement lorsqu'ils votent provincially. Tout se passe comme si l'électorat canadien menait une vie double. C'est probablement sain ; c'est certain, en tout cas. Cela rend disponible une forte opposition provinces-État central. Elle se manifeste sur le plan des ententes fiscales ? Bien sûr, mais c'est trop court comme explication. Les gouvernements provinciaux sont les représentants des solidarités et des intérêts locaux. Ils sont là pour ça.

Toute politique nationale, parce que nationale, ne peut convenir à toutes les régions. Qui plus est : l'impossibilité d'établir une politique ayant ce caractère à la fois universaliste et pluraliste est certaine. Conséquence : les gouvernements provinciaux, ayant toujours à se plaindre d'Ottawa pour quelque raison et sous quelque aspect que ce soit, sont en état de tension avec le gouvernement central ; et ils le lui font bien sentir. D'autant plus facilement, s'ils n'ont pas de filiation partisane avec les libéraux

fédéraux. Ce qui a fait le succès permanent des libéraux fédéraux a fait la faiblesse corrélative des libéraux provinciaux. Le cas est suffisamment clair dans le Québec, même si ceux-ci n'en ont pas tiré, jusqu'à ce jour, les conséquences pratiques.

Mais il y a le second facteur que j'exposais plus haut. Il y a actuellement dans les législatures provinciales une carence aiguë d'opposition parlementaire. Le cas est plus grave parce que les nombres sont plus petits. Une opposition globale de 60 à 75 députés est trop faible à Ottawa. Les législatures connaissent des oppositions qui ne sont que symboliques : 4 ou 5 députés.

À la prochaine rentrée parlementaire à Québec les libéraux n'auront, par suite du résultat des récentes élections complémentaires et de deux défections, que vingt députés à opposer au groupe compact de M. Duplessis. Le cas de l'Ontario est pire : 83 conservateurs contre 13 oppositionnistes. En Colombie-Britannique : 39 contre 12 ; à Terre-Neuve : 32 contre 4. Au Nouveau-Brunswick : 37 contre 15 ; en Alberta : 37 contre 24, le déséquilibre est moins marquant. Seule la Nouvelle-Écosse a un Parlement équilibré : 23 contre 20.

Ce n'est pas un fait récent. Il y a 8 ans la situation était pire. Dans les 10 législatures provinciales il y avait seulement 89 députés oppositionnistes (une moyenne de 9 par province) pour faire face à 446 députés ministériels. C'est un rapport d'un oppositionniste contre cinq gouvernementaux.

Du point de vue de l'opposition province-État central, cela entraîne la conséquence flagrante : que le trop plein de pouvoir (qui est l'énergie politique) de la plupart des gouvernements provinciaux doit trouver à s'employer ailleurs. C'est la « politique extérieure » des provinces, et des Canadiens, par-dessus tout et partout au Canada, de grands provincialistes. Le résultat net est l'inefficacité, la stagnation, la corruption. Que le premier ministre provincial ait un tempérament d'Ancien Régime, c'est la dictature virtuelle. Les dictateurs après avoir écrasé ou rendu fictive l'opposition interne ont besoin du « bouc émissaire » extérieur. Il sert à voiler les carences et les échecs de leur politique intérieure. La plupart des gouvernements provinciaux l'ont trouvé : c'est Ottawa. C'est pour la grande majorité des Canadiens la seule « politique étrangère » qui leur soit intelligible.

Aussi, il est compréhensible que 7 premiers ministres provinciaux aient fait activement, et deux mollement, la campagne fédérale. Seul leur maître à tous - et pour quelques siècles à venir ! - M. Duplessis est resté, personnellement, chez lui : c'est la

preuve de sa supériorité ! Son prestige intérieur reste intact. Il s'est contenté de donner le visa à quelques-uns de ses hommes-liges pour quelques « règlements de compte ». En effet, lors de l'élection provinciale de 1956, des fédéraux étaient intervenus dans la lutte contre certains candidats de l'Union nationale. On peut même attribuer à la machine électorale de M. Duplessis les quelques rares gains que le parti conservateur fit dans la province de Québec à l'élection fédérale du 10 juin 1957.

Après avoir situé dans son cadre pan-canadien le jeu des partis politiques québécois, il convient d'en restreindre l'étude à leurs limites provinciales.

L'Union nationale de M. Duplessis

L'Union nationale, c'est un homme sans parti... C'est sa force et sa faiblesse. Les libéraux provinciaux sont un parti sans homme. C'est leur faiblesse sans être leur force.

Chez les conservateurs provinciaux, un agrégat d'intérêts sert de succédané au parti. Pour être de bon compte, il faut préciser qu'il ne s'agit pas uniquement d'inaouvables intérêts platement matériels ; qu'on songe par exemple au nombre de dupes que rallie l'autonomisme verbal, démagogique et inefficace à la Duplessis, et qui transcende, chez eux, les tares les plus flagrantes du régime.

Chez les libéraux provinciaux, il y a tous les éléments d'un parti cadres fidèles et clientèles qui ont, théoriquement, les moyens de lui permettre d'accéder au pouvoir. Certaines valeurs de tradition qui, même si elles ne sont pas très relevées et traînent derrière elles le boulet d'un passé assez lourd, subsistent malgré tout qui peuvent donner libre cours à un dynamisme jusque-là insuffisamment ou mal employé. Mais ce parti manque d'hommes. (Je me place sur un plan qui déborde de beaucoup le leadership officiel ou la personnalité de M. Lapalme, que celui-ci demeure ou non chef nominal ou effectif du parti.) Or, il n'y a pas de succédané pour les hommes.

M. Duplessis c'est l'Union nationale et vice-versa. Mais qu'est-ce que M. Duplessis ? C'est un « boss ». Et j'ajoute immédiatement pour ne pas restreindre le personnage, c'est un « autocrate », ou si l'on veut, un « boss sincère ». Il n'est pas autocrate seulement par efficacité comme l'était M. C.D. Howe, il l'est par credo. Il aime, recherche, veut être ce qui est fort. C'est un personnage d'Ancien Régime qui croit hon-

nêtement que l'ordre établi, parce qu'« établi », est bon, doit durer. Il a une conception hiérarchique de la vie sociale : tout ce qui tend à un égalitarisme ou du moins à une promotion sociale lui cause un profond malaise comme quelque chose qui va contre l'ordre naturel des choses. Son anti-syndicalisme, qui lui fait prendre de forts risques, ne découle pas d'une foi dans le capitalisme ou dans les vertus de la « free enterprise », mais bien de la non-acceptation qu'un groupe social aspire à commander une influence politique supérieure à sa force économique. Pour lui, la démocratie c'est un moyen de sélection des espèces politiques fortes, et non pas une règle de « fair play » et une mesure de protection des faibles. Le fort, c'est celui qui réussit par travail ou par ruse ; c'est celui qui est arrivé. Son prototype, c'est le grand entrepreneur capitaliste qu'il admire, non parce qu'il est riche, mais parce qu'il commande. Sous d'autres cieux, un tel homme serait Peron - dont il a un peu de l'audace -, Tito - dont il a un peu du charme -, Huey Long - à qui il fait penser par son absence de scrupules.

Il est craint, par ses principaux lieutenants d'abord à qui il ne cache pas qu'ils ne sont ce qu'ils sont que par lui : cela crée des liens de fidélité d'une nature spéciale. Il a su museler, intimider ou rendre inefficaces les oppositions, y compris l'opposition libérale qui souffre manifestement du complexe de l'échec. Il a réduit à un simulacre la procédure parlementaire depuis 1948. Il y aurait matière à vingt « débats de pipeline » à chaque session de la Législature de Québec. Le grand scandale ce n'est pas que cela ait lieu, c'est qu'une population entière ne se scandalise pas.

Le personnage est pittoresque. Il ne joue pas les grands seigneurs comme son prédécesseur, M. Taschereau. Il a su lors de ses premiers succès se créer un langage sans apprêt et une personnalité qui, non seulement tolérât, mais appelait une certaine familiarité affectueuse : « Maurice », disait-on dans la population. Avec l'âge, il est devenu pontifiant. Il fait la leçon à tout le monde. On pourrait composer une collection savoureuse de ses phrases à la Joseph Prudhomme : « La meilleure terre, c'est le cerveau humain » ; « La meilleure assurance-santé, c'est la santé » ; etc. Il a le culte du travail et se donne volontiers en exemple.

Ces larges traits d'une esquisse trop sommaire montrent que l'originalité forte de l'homme est à la mesure de son succès persistant. Son habileté suprême consiste à maintenir une résonnance avec le sentiment nationaliste de ses compatriotes, tout en ayant, effectivement, une politique anti-nationaliste : cf. sa collusion avec le grand capital étranger dans l'exploitation des richesses naturelles, l'absence de toute politique cohérente et progressive en matière d'éducation - pourtant culturellement vitale

pour les Canadiens français. Il sait jouer habilement la corde du sentiment cléricliste et anti-communiste ; et à cet égard, selon une technique éprouvée ailleurs, il ne recule pas devant le « gros mensonge » : mitrailleuses d'Abitibi, trésors polonais, sabotage communiste du pont de Trois-Rivières, etc. Il sait le pouvoir d'attache des chaînes d'or et joue avec habileté du chantage aux subventions publiques. Dans ses alliances du début, il a « roulé » tous ceux qui ont été l'occasion de ses premiers succès.

Le pouvoir qu'il détient est à la fois simple et complexe. Il est au courant de tout ; il décide sur tout ; il ne fait pas confiance à ses collaborateurs, fussent-ils de rang ministériel. Une session à la Législature québécoise prend facilement l'allure d'un « one man show ». Les succès électoraux montrent jusqu'à quel point un tel régime peut dégager, au moment opportun, « l'attraction de la plus grande force ». Ce phénomène fut facilement perceptible lors de l'élection de 1956. À tel point que l'ampleur des « moyens » employés amena un sursaut éphémère mais assez généralisé qui s'est cristallisé autour de la lettre des abbés Dion et O'Neill, qui fit son grand tour de presse au Canada.

Mais l'homme est courageux, il sait même être obstiné. Il sait retraiter, laisser oublier (pas de conférences de presse hebdomadaires pendant plusieurs semaines après l'affaire Dion-O'Neill), mais il ne cède jamais. Je crois sa politique foncièrement et généralement néfaste pour la collectivité québécoise ; mais je n'ai aucun indice pour douter de sa bonne foi. Avec tous ses défauts, il incarne à un degré de prototype les tares d'une démocratie simplement formelle et démagogique, mais aussi l'état de sous-développement politique d'une trop grande partie de la population québécoise dont il a été dit qu'elle n'avait « que des sentiments ». Ce n'est que partiellement qu'on peut souscrire à ces lignes de J.B. McGeachy : « He represents, as probably no other politician has ever done since the days of the late Henri Bourassa, the determination of the French-Canadians to remain themselves and to preserve, in the heart of North America, their special and distinctive culture, their faith and language, their reverence for the family as the proper source of instruction and compassion, their Gallic high spirits and gaiety, their belief that the material rewards of this mundane life are as nothing compared with spiritual grace, their attachment to ancestral acres and houses.

Mr. Duplessis represents all this but he does so, let it be noted, less militantly than he did in the late 1930s when this correspondent met him as a comparatively young

politician flushed with success, rambunctious in his social behavior, self-confident to the point of arrogance. » ⁸⁵

Nous avons préféré montrer quelques aspects de l'homme plutôt que d'essayer de démontrer la « machine » électorale et administrative qu'il a créée. Nous pouvons voir assez facilement les effets de son fonctionnement si son mécanisme en est occulte. Elle est sans doute la plus parfaite et la plus riche ⁸⁶ que le Canada ait connue. Par plus d'un côté, le « bossism » de M. Duplessis offre des analogies remarquables avec d'autres expériences démagogiques américaines : l'anti-communisme mythique et l'anti-syndicalisme militant, travaux publics subventionnés (hôpitaux, ponts, écoles) et inaugurés à grand tapage publicitaire - comme Hague dans le New-Jersey ; formes démocratiques extérieures et grandes déclarations de foi civique, contrôle du fonctionnarisme et de la police, quasi-anéantissement des libertés parlementaires - comme Long en Louisiane ; restrictions diverses au mécanisme électoral, procédés frauduleux et « bourrage des boîtes » avec utilisation notoire de membres de la pègre - comme Pendergast à Kansas City ; maniement du patronage avec suffisamment de subtilité pour que n'éclatent pas trop souvent - ou soient cachés - des scandales susceptibles d'amener une impopularité au régime - comme Murphy et Flynn à Tammany, Byrd en Virginie ou Dewey dans l'État de New York. Ce qui est étonnant c'est que les majorités de l'Union nationale ne soient pas plus grandes, c'est que son emprise politique ne soit pas plus forte. Il y a là un facteur « espace » sans doute. Pour relativement faible qu'elle soit, la population québécoise est répartie sur un territoire beaucoup plus vaste qu'une grande municipalité ou un État américain. Il y a aussi l'intégration à un système constitutionnel fédératif qui empêche cette autocratie de devenir plus qu'une dictature virtuelle et restreinte à certains plans de la vie publique.

⁸⁵ The Financial Post, 6 avril 1957.

⁸⁶ En période électorale, les dépenses encourues par l'Union nationale en frais de publicité dans les journaux et à la radio et à la télévision laissent loin derrière elles celles des deux grands partis nationaux lors d'une élection fédérale.

Le parti libral provincial

« L'Union Nationale, venons-nous de dire, c'est un homme sans parti. » Cela semble impliquer que lorsque M. Duplessis disparatra, il n'y aura plus d'Union nationale. Erreur : la transmission non dynastique du pouvoir dans une formation totalitaire ne se fera pas sans heurt ; mais rien n'interdit de penser qu'un nouveau Duplessis, temprment moins ouvertement autocratique, ne s'affirmera pas qui recueillera une clientle qui croit, confusment mais pratiquement, l'autocratie politique et au statisme social comme en des valeurs en soi dsirables.

Ceux qui pensent que la fortune des conservateurs provinciaux est lie l'tat de sant ou la longvit politique de M. Duplessis mlangent deux choses : la prcarit d'un pouvoir personnel trop fort avec les larges conditions idologique-sociales qui font, non seulement le lit de la russite de ce pouvoir personnel, mais encore la justification de ses abus mmes. Autrement dit : le duplessisme, sous quelque forme altre en surface que ce soit, survivra M. Duplessis parce qu'il pouse remarquablement bien une tendance sociale essentielle de notre milieu qubcois, savoir : un autocratie statique, vaguement thocratique-nationaliste, o l'exploitation immorale des mythes -version qubcoise- de l'autonomisme et de l'anti-communisme est lectoralement rentable.

Les libraux, sur le mme plan, sont en vidente infriorit : ils ne sont pas ou n'apparaissent pas suffisamment diffrents du duplessisme qui n'a, d'ailleurs, que pouss un degr de perfectionnement de prototype, dans un autre contexte, le gunisme ou le taschereauisme de nagure dont, dans le dernier cas tout au moins, se souviennent encore les plus de 40 ans. Contre la tendance si sre du statisme que reproduit si clairement le duplessisme, les libraux n'pousent pas clairement et avec de suffisantes garanties l'autre tendance, non moins essentielle et quantitativement importante, du rformisme.

Une loi lmentaire du succs politique est la simplification : il faut tre blanc ou noir, pour ou contre, pour le « oui » ou pour le « non », aim ou ha. Depuis 1948, les libraux provinciaux apparaissent plutt sous un jour gristre, o le « pour » et le « oui » sont mlangs de « contre » et de « non », ce qui leur vaut des sentiments de vague sympathie qui ne commandent pas des dcisions bien fermes ou des adhsions

sans pensée de retour. Avant de s'élargir à leur périphérie, les libéraux doivent se retrouver à l'intérieur et montrer ensuite à l'extérieur ce qu'ils sont.

Rarement parti politique aura été aussi substantiellement fort et aura tant donné impression de faiblesse. Son premier élément de force est d'être seul et de jouir, au départ, sans aucun travail d'organisation et de propagande d'une clientèle d'environ 700,000 votants, soit environ 40% de l'électorat actif. Notre système électoral-parlementaire, nos mœurs politiques et une conjoncture générale de prospérité relative se conjuguent pour nous enfermer dans la camisole de force de la bi-partisanerie. Pour un avenir encore lointainement prévisible, deux seuls partis sont biologiquement possibles : en dehors d'eux, tout n'est que romantisme mélancolique où les appelés à la vocation d'impuissance peuvent se complaire. Non seulement il est seul dans l'opposition, mais il est toute l'opposition. L'opposition qu'il est n'est pas constituée de 20 députés contre 73, mais de 47% des votes d'opposition contre 52% : c'est là sa taille exacte.

Cette force numérique, que lui assure l'impossibilité de toute concurrence dans l'opposition beaucoup plus que ses propres mérites, est plutôt passive, informe, capricieuse (à preuve les 2% de « libéraux » qui ont voté Duplessis en juin dernier). Mais une clientèle massive aussi fidèlement acquise ne peut être considérée que comme une puissance de premier ordre dans la planification d'un avenir. Qu'on se rappelle les 40% de voix libérales lors de la défaite de 1944, les 36.5% lors de l'effondrement de 1948 ; qu'on n'oublie pas la remontée de 1952 avec 46%, si la dernière élection a montré un recul d'environ 1.5% ; et l'on comprendra que j'aie déjà fixé à 40% le vote sûr actuel des libéraux. Rien d'aussi catastrophique en cette stagnation provisoire. Tout organisme vivant risque de passer par des phases de stagnation. Ce qui est dangereux, fatal même, c'est l'état stagnant, accepté ou non.

On peut s'en prendre aux maléfices du duplessisme qui a fait flèche de tout bois dans l'ambiance d'amoralisme où baigne notre « catholique province ». Mais si les libéraux ont stagné depuis une couple d'élections, c'est que leurs classiques moyens électoraux ont montré un point de saturation. Assommés depuis le 20 juin 1956, rien ne laisse voir extérieurement qu'ils soient en train de récupérer. Comme un boxeur victime du « punch-drunk », ils semblent sans contrôle sur leur propre initiative. Ils prennent davantage conscience de l'obstacle que de leur puissance, à eux, pour l'abattre. Et surtout, ils ne semblent pas encore persuadés qu'on ne lutte pas contre le duplessisme avec des armes où le duplessisme est, au départ, à avantage de 5 contre un.

L'occasion se présente maintenant de régler deux de leurs grands problèmes : 1° la tutelle équivoque des libéraux fédéraux ; 2° leur grande pauvreté. Si presque toute politique se résout, d'une certaine façon, en compromis, il n'est pas entendu que le compromis doive toujours être négocié dans une ambiance d'équivoque. Quand M. Lapalme prend énergiquement parti sur la question des ressources naturelles, quelle créance populaire peut-il trouver dès lors que le camp adverse lui répliquera que MM. St-Laurent et Howe trouvent que M. Duplessis a fait un bon marché ? Quand M. Lapalme proclame sa future liberté de manoeuvre en matière de difficultés fiscales, il s'entend dire par MM. Lapointe, Lesage, Pinard : « Nous sommes avec vous M. Lapalme ! » Au moment où M. Lapalme concentre ses efforts sur le plan de l'organisation locale, il ne sait même pas combien d'organisations de députés fédéraux vont « pactiser » avec les duplessistes contre ses propres candidats. Comment se mouvoir à l'aise sous la menace de tels coups de poignard fratricides ?

Le dilemme se rompra lorsque les libéraux provinciaux se détacheront clairement de la tutelle, nuisible et contradictoire pour leurs fins, de leurs grands frères ou-taouais ; mais, dans le même temps, comment cesser d'être le parti libéral » provincial ? Un jour le parti conservateur provincial qui n'était rien est devenu quelque chose en se provincialisant (je laisse de côté toute l'hypocrite imposture de ce provincialisme démagogique et tournant en rond) ; pourquoi le parti libéral provincial, qui est quelque chose, ne deviendrait-il pas un parti à franche et opérante « fonction provinciale » s'il avait le courage de sa rénovation par l'intégration d'éléments vivifiants qui lui font défaut et qui, en disponibilité, n'attendent de lui qu'un signe d'amitié et d'hospitalité sans arrière-pensée ?

Autre point plus important : le parti libéral provincial est pauvre et de sa pauvreté il se contente de tirer un titre de gloire devant l'organisation duplessiste cousue d'or. Cela suffit-il ? Il y a là un état de fait sanitaire dont il devrait politiquement profiter. Il traîne un autre grand boulet qui est celui d'une dépendance de 5 ou 10 gros souscripteurs à sa caisse. Par eux, il est encore dans l'ornière. Aussi pour « démocratiser » un parti, il ne suffit pas de lui plaquer une structure fédérative, d'inventer une organisation pyramidale jusqu'au noyau de la paroisse ou du quartier, d'introduire les cotisations des militants. Tout cela peut même rendre soupçonneux si l'on ne sent pas le sang qui circule là-dedans. Il faut jouer franc jeu.

L'existence de la Fédération libérale provinciale n'a été jusqu'à maintenant qu'une promesse sonore et non pas un mécanisme d'efficacité politique ni le lieu de la démo-

cratisation des « cadres » dont on fait grand état. La Fédération libérale provinciale doit être le parti dans sa direction, son organisation, ses cadres, sans quoi elle sera un appareil alourdissant le parti.

Dans l'état actuel, une solution radicale devrait être prise : ou détruire ou bâtir la Fédération afin qu'elle ne soit ni une fausse représentation ni une nuisance pour l'action. C'est là que se trouve l'espoir d'un auto-financement du parti qui lui laisserait une suffisante faculté de manoeuvre par rapport à l'aide fédérale et aux gros souscripteurs à sa caisse. Les cotisants fédérés peuvent-ils alimenter la caisse du parti ? La Fédération compterait à l'heure 35,000 membres dont le taux de cotisation est de 2 dollars. Il n'est pas exagéré de prévoir qu'une campagne un tant soit peu agressive triplerait ce nombre en 12 mois : 100,000 cotisants avec une moyenne de 10 dollars (un minimum de 2 et un maximum de 100 dollars) ferait déjà 1 million de dollars, et 4 millions en 4 ans ! Sur les 700,000 votants libéraux, est-il illusoire de prévoir qu'au moins 100,000 y iront de leur écot ?

Allant davantage en profondeur, on voit que le problème n'est pas simple. Les libéraux ont besoin de jeunes équipes sociales et intellectuelles pour opérer leur oeuvre d'auto- démocratisation. Or celles-ci sont en marge non seulement du parti libéral, mais de la politique. Et le plus grand aveu de faiblesse libérale, ce n'est pas de se faire « rouler » en chaîne par l'homme le plus roué de toute notre histoire politique. C'est de permettre la constitution, à leur marge, de forces d'opposition au duplessisme auxquelles ils ne procurent ni le lieu de leur rencontre ni les armes politiques pour mener un combat efficace. On tourne en cercle vicieux. Ce qui est en cause ce n'est pas seulement les lacunes d'un parti, mais aussi un phénomène culturel de dévalorisation du politique au Canada français. Au sortir de la guerre, une nouvelle génération de jeunes Québécois prit conscience des très rapides transformations de l'industrialisation et de l'urbanisation dans notre milieu. Elle s'engagea dans l'action sociale ou syndicale, le journalisme ou l'enseignement universitaire. L'administration fédérale, la diplomatie, Radio-Canada et l'Office national du Film, la magistrature offrirent en plus grand nombre que jamais des débouchés moins soumis aux aléas divers de la vie politique et, surtout, moins mentalement déprimants que l'action politique en pleine ère duplessiste. La conséquence en est certaine : des jeunes gens - dont un certain nombre en une époque antérieure auraient opté pour une carrière politique - se trouvaient engagés dans des carrières où ils étaient amenés à agir selon un ordre de primauté du « so-

cial » ou du « culturel ». Le « politique » était déserté. Les problèmes des libéraux sont, en profondeur, ceux d'une génération politique absente.

Depuis un an ou deux, on assiste à un retour encore timide au politique. On commence en divers milieux à vouloir se grouper pour une action politique encore déterminée mais dans le sens d'une démocratisation de la vie publique québécoise. C'est à quoi répondent certains mouvements comme le Rassemblement et les Liges de Moralité. Les syndicats ouvriers recommencent à se faire plus agressifs dans leur « action politique » comme conséquence des derniers conflits ouvriers de la province de Québec. Mais ceci demande un développement spécial. Quant aux libéraux eux-mêmes, la partie n'est pas perdue. Un des critiques les plus acerbes de l'aspect « vieux parti » que présentent encore les libéraux provinciaux, Pierre Elliott Trudeau, ne pouvait s'empêcher de constater : « Et pourtant je ne puis m'empêcher d'admirer la ténacité du petit groupe d'hommes qui entreprit d'infuser un sang démocratique dans les veines d'un parti qui n'a jamais été qu'un syndicat d'intérêts... Mais puisqu'ils ont accepté la gageure libérale, il est juste maintenant qu'ils jouent la partie jusqu'au bout. Et il faut reconnaître que dans cette lutte contre la mort, ils n'ont pas perdu la première manche. La machine libérale, je veux dire la coterie de la finance et de la réaction, n'a pas réussi à tuer la Fédération. » ⁸⁷ Un autre observateur indépendant, Lorenzo Paré, écrivait aussi dans le même temps : « Les libéraux du Québec n'ont pas à se cacher sous un masque. Ils peuvent tourner leur déconfiture actuelle en facteur de force.

« Par exemple, les cadres libéraux souffrent de la défection de certaines catégories professionnelles, où se recrutaient depuis toujours nos politiciens de carrière. Tant mieux si ces derniers préfèrent les fruits du pouvoir au devoir de l'action politique : le champ de la représentation parlementaire et la signification de notre démocratie s'en trouveront élargis.

« Tant mieux si les jeunes et les intellectuels donnent des signes d'impatience : leur présence et leur influence seront mieux accueillies au sein des partis. Par contre, les intellectuels et la jeunesse doivent réaliser qu'ils se vouent à l'impuissance - en se dissociant de la masse des citoyens - s'ils refusent de s'incorporer aux partis traditionnels et d'animer ces communs dénominateurs du peuple tout entier ». ⁸⁸

⁸⁷ Vrai, Montréal, 3 novembre 1956.

⁸⁸ *La Réforme*, 14 novembre 1956.

Tiers-partis et mouvements para-politiques

L'effondrement du Bloc populaire canadien a consacré l'échec, non seulement d'un parti nationaliste, mais d'un tiers-parti dans la province de Québec. La tradition est longue de ces mouvements éphémères, nés des circonstances, et qui disparaissaient avec elles. En 1872, un mouvement national se formait à l'occasion des affaires des Métis de l'Ouest et des écoles du Nouveau-Brunswick ; en 1885, Honoré Mercier faisait la quasi-unanimité dans son mouvement national créé pour protester contre l'exécution de Riel ; le mouvement nationaliste de 1911 est une réaction de jeunes libéraux, ayant à leur tête Henri Bourassa, contre la politique jugée impérialiste de Laurier ; en 1935, même réaction des jeunes libéraux contre le leadership provincial de M. Taschereau avec la fondation de l'Action libérale nationale. En 1877 et 1911, ces mouvements s'exerçaient principalement sur le plan fédéral, mais les mouvements d'Honoré Mercier et de son petit-fils Paul Gouin étaient des mouvements provinciaux. Il y a des traits communs entre ces expériences politiques : elles prenaient naissance à la suite d'une scission sur une question de principes et les dissidents du parti majoritaire - les conservateurs avant 1900 -faisaient temporairement alliance avec l'autre parti, qui apportait ses ressources humaines et financières. Et c'était le groupe le mieux organisé et le mieux pourvu qui, la bataille de circonstance passée, absorbait l'autre. C'est ainsi que le chétif parti conservateur de M. Duplessis devint la puissante Union nationale à la suite de son alliance avec la jeune et dynamique Action libérale nationale. Le génie démagogique de M. Duplessis a réussi à maintenir cette double imposture d'un régime né dans le nationalisme et le réformisme social et qui est sans doute à la fois le plus anti-nationaliste et le plus réactionnaire du monde occidental.

L'originalité du Bloc populaire canadien consistait à naître, non pas par la dissidence d'une aile se détachant d'un parti traditionnel, mais grâce à un groupe d'hommes qui, pour la très grande majorité, n'étaient pas des praticiens de la politique. Mais, comme les autres mouvements, il naissait sous la pression des circonstances (plébiscite et menace de conscription), et ne leur survécut guère. De plus, il voulut maintenir son identité à l'encontre des deux partis traditionnels. Quant à l'idéologie dont il s'inspirait, on y relèverait des éléments assez incohérents, pour ne pas dire contradictoires ; mais il n'est que juste de souligner que le Bloc populaire, comme

l'Action libérale, nationale, fut un mouvement essentiellement réformiste, axé sur la prise de conscience de problèmes nationaux. Le nationalisme originaire de ces deux partis prétendait se transfigurer par un réformisme social qui n'était sans être teinté d'un certain radicalisme.

Depuis l'effondrement du Bloc populaire canadien, le Québec a été une terre ingrate pour les tiers-partis. Le C.C.F. dont l'aile québécoise a été récemment baptisée à la mode européenne de « Parti social démocrate » n'a jamais pu prendre sérieusement pied dans le Québec. Grâce à une prolifération de candidatures, il a pu faire élire un député dans un comté de l'Abitibi il y a quelques années. Il ne présente habituellement pas de candidats en dehors de l'agglomération métropolitaine de Montréal et de quelques comtés urbains. En 1952, il récoltait 1% des suffrages populaires mais en 1956 il régressait à 0.5%. Ce parti serait le parti préféré de la jeunesse, des milieux sociaux et syndicaux, des nationalistes-sociaux. Mais comme il est voué à l'impuissance dans le milieu québécois (à cause de ses origines étrangères et socialistes), il recueille plus de sympathies passives que d'adhésions actives. Ici, nous touchons un apparent paradoxe : les survivants des équipes de l'Action libérale nationale et du Bloc populaire admettent eux-mêmes que le nationalisme ne saurait être la pierre d'angle d'une tierce formation, mais c'est précisément l'incapacité du parti social démocrate à prendre une livrée provinciale qui le rend non « vendable » dans le milieu québécois. Et l'on retourne à l'option que présentent les libéraux ⁸⁹.

Ici, nous retrouvons les problèmes fondamentaux évoqués plus haut. Il y a toujours eu dans ce parti une aile avancée et une tradition de libre discussion : l'une et l'autre subsistent encore. Mais si cela est suffisant pour permettre une certaine perméabilité, elle ne confère pas à ce parti une force d'attraction auprès des jeunes élites qui lui manquent encore.

Une partie de ces jeunes élites se trouve actuellement groupée dans le récent mouvement du Rassemblement qui se définit « mouvement d'éducation et d'action

⁸⁹ Nous laissons de côté le parti *ouvrier-progressiste* qui, dans le Québec, plus qu'ailleurs, est quantité négligeable ; également, deux phénomènes de psychopathologie politique, les fascistes d'Adrien Arcand, dont les duplessistes se servent à l'occasion, et les créditistes, qui ont dissout leur parti et n'existent plus que sous la forme d'une « Union des Électeurs » dont l'allure « congréganiste » présente des aspects pittoresques, pour ne pas dire ridicules, qui n'ont pas été sans nuire aux libéraux qui les avaient intégrés dans leur « Front uni », lors de leur campagne de 1956.

démocratiques ». Les équivoques qui ont entouré la naissance et la courte histoire de ce groupe ne permettent encore de dire dans quel sens il évoluera, ni si simplement il subsistera. L'originalité de ce groupe consiste en un effort d'insertion dans la politique provinciale, mais en dehors des partis. Mais encore là, il y a des sous-groupes qui font exception : les membres du P.S.D. ont déjà opté et se trouvent logés. Leur intérêt dans le Rassemblement en est d'élargissement : ils se cherchent des alliés naturels. Même ils dissimulent mal une inquiétude d'être, un jour, dévorés. Quelques personnes, qui n'ont jamais été actives dans les rangs libéraux, croient que, seule, une rénovation difficile mais possible du parti libéral puisse changer quelque chose à quoi que ce soit. Enfin, d'autres attendent confusément qu'il se passe quelque chose d'indéterminé encore et dont le Rassemblement pourrait être le germe. Dans ces deux dernières catégories, on juge le P.S.D. mort-né : d'où un état de plus large disponibilité.

Le rassemble-type est un homme dans la trentaine qui a connu la crise, enfant, la guerre, adolescent. Dès l'âge mûr, il y a une dizaine d'années, il s'est engagé dans l'action sociale, ordinairement syndicale. Il y a développé une conscience sociale aiguë qui s'est révoltée plus d'une fois contre l'incroyable médiocrité politique du milieu. Le duplessisme l'écoeure et les libéraux, qui l'ont déçu, ne lui disent rien qui vaille. Il ne serait pas canadien-français s'il n'avait pas hérité du solide mépris de la politique (« politicaillerie ») que des générations lui ont légué. Aujourd'hui il se réveille politiquement : dans les années d'après-guerre, il a cru, y ajustant sa conduite, au « social d'abord » ; mais aux feux de la lutte, il s'est progressivement rendu compte que tout problème social se pose initialement et se résout finalement en « politique ». Mais comment agir en politique ? Deux grandes formations existent, sont viables et il les rejette indistinctement, « sans autre forme de procès ». D'autres n'ont qu'une existence marginale ou symbolique, tel le P.S.D. Politiquement, notre homme est déboussolé inquiet, amer. La force sociale qu'il est n'a pas d'expression politique. Elle fonctionne à vide.

Si l'on demande en quel sens évoluera le Rassemblement, il faudra pouvoir répondre quel choix politique immédiat fera la jeune génération qui sent le besoin de réintégrer un parti politique. Au présent auteur, il apparaît que la démocratisation du

parti libéral est une tâche moins difficile que la constitution d'une troisième force, que le P.S.D. ou le Rassemblement en soit le noyau ⁹⁰.

L'évolution du duplessisme lui-même comporte aussi une part d'inconnu. Sa politique anti-ouvrière a suscité une nouvelle levée de boucliers des dirigeants syndicaux lors des grèves de 1957. Au moment de la grève de Murdochville, M. Gérard Picard déclarait dans une manifestation publique : « Après tout ce qui vient de se passer dans notre province, il ne faut pas s'étonner que les ouvriers songent maintenant à une action politique pour faire respecter leurs droits. Et nous prendrons tous les moyens mis à notre disposition pour faire triompher la cause du travailleur.

« Dans une démocratie, les trois pouvoirs, exécutif, législatif et judiciaire, se trouvent dans des mains différentes, mais ici, dans le Québec, un seul homme les détient, M. Duplessis, qui fait les lois et qui décide ensuite si elles doivent ou non s'appliquer à tel ou tel cas. Cette forme de gouvernement est bien plus dangereuse encore que la dictature, parce que l'on veut faire gober à la population que c'est une démocratie alors que c'est une véritable dictature.

« On a dit que les peuples ont les gouvernements qu'ils méritent. Nous avons un gouvernement pourri, et je crois qu'il est temps d'entreprendre une lutte politique valable et déterminante.

« La bataille que nous menons se gagnera dans la rue et je demande aujourd'hui à tous nos intellectuels et à notre clergé de prendre les mesures qui s'imposent pour participer à cette lutte et de descendre dans la rue avec nous pour que soient respectées la justice et la liberté du travailleur. »

M. Roger Provost, président de la Fédération des Travailleurs du Québec, qui depuis longtemps donnait l'impression d'être au mieux avec M. Duplessis en dépit de sa politique anti-syndicale, disait dans le même temps : « Il nous faut de nouveau reprendre l'ardeur des pionniers et, cette fois, puisque l'ennemi de la classe ouvrière se cache derrière les partis politiques qu'il engraisse pour mieux nous écraser, c'est au parti politique qu'il faudra nous substituer.

⁹⁰ Nous n'avons pas parlé des « ligues de moralité » qui, sauf à Montréal, sont des mouvements d'éducation civique La « ligue d'Action civique » soutient à Montréal le maire Drapeau et un groupe d'échevins et se comporte comme un parti municipal. Plusieurs autres ligues ont essaimé dans la province surtout à la suite de la publicité donnée à la déclaration des abbés Dion et O'Neill à l'été de 1956.

« Travailleurs, quoi nous serviront nos victoires, nos luttes sur les lignes de piquetage tant que nous lirons des gouvernements contrls par les patrons qui, d'un trait de plume, ou par une dcision administrative, rayeront d'un seul coup tous nos gains passs.

« Il n'y a qu'un endroit o nous gagnerons le droit d'association dans cette province et c'est au Parlement de Qubec. »

Ces accents sont nouveaux depuis la fameuse grve de l'Amiante de 1949. Mais trois ans plus tard, M. Duplessis faisait encore lire 70 dputs dans une Chambre de 93 siges...

Incertitudes d'un certain pays.
Deuxième partie. Dimensions intérieures
A. À l'enclenchement de la « Révolution tranquille »

Chapitre 8

« Où va le Canada français ? »*

[Retour à la table des matières](#)

Question : A l'heure actuelle, y a-t-il, au total, selon vous, plus de motifs d'espoir ou plus de motifs d'inquiétude pour l'avenir du Canada français ?

- Si je cédaï à un optimisme de convenance, je dirais : « Plus de motifs d'espoir... » Et je m'appuierais sur quelques indices récents. De larges secteurs d'inertie commencent enfin à bouger un peu. La question de l'enseignement, par exemple, à tous ses degrés et sous tous ses aspects est en train de nous « saisir » comme un problème d'importance capitale et d'urgence première. Mais ce progrès, dans la mesure ou nous pouvons le mesurer actuellement, n'est que relatif. Ce n'est en rien diminuer le mérite de ceux qui se sont faits les propagandistes dévoués, et parfois compétents, de la cause de l'enseignement que de noter que, d'une part, la poussée démographique et la détérioration graduelle du côté financier du problème, et, d'autre part, le « complexe spoutnik », qui a saisi tout le monde occidental et spécialement l'Amérique de Nord, de noter, dis-je, que ces deux facteurs, indépendamment de notre inquiétude ou de notre action, devaient fatalement mettre la question « à l'ordre du jour ». Ce pourquoi il faut féliciter nos « spécialistes » de l'éducation, c'est d'avoir suffisamment mû-

* Réponse à l'enquête de Jean-Marc Léger « Où va le Canada français ? », Le Devoir, le 14 mai 1959. Nous avons omis de reproduire le lead de l'article, la présentation du répondant par le journaliste du Devoir ainsi que les intertitres du journal, pour mettre plutôt en valeur les questions de l'enquête.

ri le problème pour que, le jour étant venu - qui est maintenant arrivé - où l'opinion publique serait « sensibilisée » à ce problème, on ait quelque chose de concret et de précis à lui dire. L'étude des questions d'enseignement est suffisamment avancée en notre milieu pour qu'on puisse déjà, non seulement faire des projections généreuses ou esquisser des solutions d'ensemble, mais encore transposer en termes de « politiques » cohérentes, nos solutions diverses, en nous accordant tels délais ou l'option élastique de tels moyens.

Mais je voudrais encore souligner un autre élément de relativité de ce « progrès ». Pour qu'une réforme de l'enseignement s'opère, il faudra un « déblocage » du politique chez nous. Le duplessisme a tout vicié ou galvaudé dans notre milieu. S'imagine-t-on qu'on puisse marquer un progrès important en ce secteur sous un régime de duplessisme triomphant ? Ici, une illusion généreuse nous guette. S'imagine-t-on que, par hypothèse, un régime de médiocrité libérale, qui serait l'autre partie (celle du « moindre mal ») de l'alternative, serait l'instrument adéquat à une telle tâche ? Encore une fois, je ne veux pas contribuer à éteindre des enthousiasmes nécessaires ; mais un véritable « motif d'espoir » charroie toujours des « motifs d'inquiétude », et ce n'est pas nier l'un que de reconnaître les autres.

Question : C'est donc dire que vous faites de l'enseignement au moins un de nos problèmes majeurs ?

- L'importance que je viens d'accorder à la question de l'enseignement vous indique que j'y vois un « problème majeur » et selon un ordre premier d'urgence. Mais il y en a d'autres : la « question sociale » ; notre fonctionnarisme provincial qu'il faudra bien « faire » un jour, et sur la base d'un « statut de la fonction publique » ; le développement de nos richesses naturelles, dont la « terre » (i.e. l'agriculture) ; la distribution et la circulation de notre population sur notre gigantesque territoire dont l'« aménagement » ne peut plus se faire au petit bonheur (et ici l'on touche à l'urbanisation, aux transports, etc.) ; la réforme juridique des relations du travail pour ne pas forcer nos ouvriers syndiqués à se lancer dans l'illégalité pour s'intégrer activement au corps social : voilà bien quelques « problèmes majeurs » et dont la solution presse. Mais je crois être conscient autant que quiconque de la futilité de dresser une pareille liste. Tous les problèmes, non seulement se touchent, mais se compénètrent : notre situation est un complexe d'éléments dont certains sont intégrateurs ou réacteurs par rapport à d'autres. Dans l'« ordre d'urgence », notre « problème majeur », en ce sens qu'il *domine et conditionne tous les autres, c'est le problème politique*. Sur l'ensemble

de nos problèmes, ou sur un problème en particulier, nous n'avons guère manqué de progrès que sous l'angle de l'expression, ou même de la « verbalisation » (dans le secteur enseignement, nous sommes plus avancés ; mais c'est une exception) ; tout cela est fort bien, qui est un début ; mais il faut plus : c'est-à-dire accéder au plan de l'« instrumentation » et de l'action. Et c'est ici que le politique devrait nous solliciter, nous aspirer. C'est ici que la coupure commence.

Question : Il faudrait alors commencer par vaincre l'apathie politique chez les masses...

- Mais cette « apathie » a toujours existé au Canada français comme partout ailleurs. Même dans les démocraties les plus avancées, y a-t-il plus d'un pour cent de la population qui s'intéresse activement ou d'une façon intelligemment passive à la vie politique ? Ne nous frappons pas : nous ne sommes, sur ce point, ni plus mal ni mieux partagés que d'autres.

Les éléments les plus valables de toute une génération d'active maturité ont été plus conscients que leurs prédécesseurs d'un « enseignement social » à la fois exigeant et efficace. Ce fut la belle génération sociale de 1946, issue de la guerre et de la crise. Pendant 10 ans, ils ont œuvré dans les secteurs de leur choix : ils avaient tout à faire, tout à bâtir. En général, ils ont bien fait ce qu'ils ont entrepris. L'ensemble de notre « paysage social » en a été complètement transformé. Aujourd'hui, ces hommes qui sont dans la force de l'âge ont dû bien en rabattre de leur enthousiasme initial. Aujourd'hui, ils ne peuvent plus guère aller de l'avant. Leur action para-politique ne « mord » pas sur le politique : et c'est le politique qui les « bloque », enserrant même quelques-uns dans une véritable camisole de force, au moins mentale. C'est le drame d'une génération d'où est sorti le Rassemblement, le P.S.D. et, selon un éventail plus large, les ligues d'action civique et combien de frustrations isolées ! Ici, il faut, en pleine conscience, enregistrer une impuissance collective. Le dernier mot n'est pas dit : il n'y a jamais de dernier mot en politique. Tant que la politique ne sera pas vue aussi sous son aspect instrumental, la politique et singulièrement les partis qui la véhiculent seront pour nous un objet et un univers de frustration. C'est à mon sens le point de fixation de ce qu'on appelle de plus en plus la « crise de conscience du Canada français ».

Ici, où nous arrivons au point le plus insaisissable du mystère de la vie sociale qu'est l'engagement politique, nous devons nous garder d'une impatience hargneuse

ou d'une bonne volonté illusoire. Mais le temps presse. Quand toute une génération dit « plus tard », cela risque d'être un « trop tard », au moins pour la génération en question. Et la génération qui nous suivra trouvera devant elle le même mur épais de notre médiocrité politique qui n'est peut-être pas pire qu'ailleurs, mais qui est inconcevablement plus bête qu'ailleurs. En ce sens que nous aurions en mains tous les éléments pour en sortir ! Pensez qu'il n'eut fallu depuis deux ans qu'une poignée de cinq ou six hommes à la « tête politique » dans les rangs libéraux pour qu'il en sorte d'abord un parti, puis un parti d'opposition au duplessisme et, éventuellement, les éléments de base d'une équipe gouvernementale. Mais non, chacun a sa petite voie d'évitement... en grignotant son petit mythe préféré : les « vieux partis », Philippe Brais, l'anticapitalisme, le centralisme d'Ottawa, le Québec arriéré démocratiquement, les curés etc.

Pendant ce temps, les 15 ou 20 hommes très concrets que j'ai à l'esprit ne remplissent pas leur mission pour laquelle tout leur passé les prépare : apprendre à *cette province le dur combat de la démocratie militante*. Il faudrait bien qu'ils finissent par se décider : ou continuer d'être des « témoins » à la marge ; ou s'enfermer dans les impasses de droite de la L.A.C. ou de gauche du P.S.D. ; ou tenter le pari dangereux de faire débrayer vraiment la démocratisation du parti libéral.

Il ne s'agit donc pas d'« apathie », ce qui est l'indifférence épaisse des grands nombres. Il s'agit d'un « désenchantement », non totalement inconscient ce qui ne l'allège pas. Désenchantement sur les voies fermées à l'action politique et qu'on déclare fermées sans jamais avoir essayé de les ouvrir ! Ce phénomène d'auto-paralysie de jeunes élites est quelque chose d'immensément triste. Là aussi, nous n'avons rien inventé : de l'Argentine au Pakistan en passant par la France, nous pourrions relever combien de situations analogues. Combien de vocations politiques l'anti-duplessisme a-t-il suscitées ? Sur cette base minima, où l'accord serait théoriquement possible, rien encore n'est sorti. Du moins pas pour l'instant...

Question : Il me tarde de savoir la nature de votre position devant la bataille pour l'autonomie.

- Je pourrais répondre - et ce serait à peine une boutade - la « bataille pour l'autonomie » n'a jamais eu de sens ! Ici, j'aurais tant de choses à dire qu'il ne faudrait pas escamoter. Si l'on doit se battre pour quelque chose, ce doit être pour le « fédéralisme », dont le principe d'autonomie n'est qu'une moitié : il y a aussi le principe de

« participation » des parties, c'est-dire des provinces, l'entit commune qu'est le Canada. Les « centralisateurs » et les « autonomistes » ont les uns et les autres une conception uni-jambiste du fdralisme. Si vous me dites que les fdralisants d'Ottawa se chargent du principe de « participation » au point que les provinces risquent de disparatre comme entits autonomes, je vous arrte parce que cela n'est pas vrai : l'volution gnrale de notre rgime a bien accentu dans les faits l'inspiration fdrative trs timide des dbuts. Aujourd'hui, il y a un tat de tension, propre l'esprit mme du systme, au sein du fdralisme canadien. Tout tourne autour de l'allocation des sources fiscales. Comme Ottawa en peroit les 3/4, on dit que les provinces sont en danger de disparatre devant le Moloch outaouais.

Je ne dis pas : « Applaudissons deux mains », parce que M. Diefenbaker ou M. Pearson vont quand mme administrer moins mal - dans tous les sens - que M. Duplessis l'argent qui sort de nos goussets. Je dis : « Cela m'inquite un peu : nous avons probablement atteint un point limite. » Mais s'imposent une srie de dmystifications si l'on veut vraiment *bien poser* le problme. Ne dissimulons pas nos lecteurs que c'est un petit cours de fdralisme qu'il faudrait. Ici, je dois avouer que nous n'avons pas de grand livre sur le fdralisme canadien, pas plus en anglais qu'en franais. Permettez-moi de ne pas entrer dans les dtails...

Sur ce problme complexe, je ne vous propose pas quelques tours de passe. L'ensemble du problme est reprendre de A Z. Je crois au fdralisme, mais jamais amput de ses parties essentielles. C'est affaire de jugements de ralit avant que de jugements de valeur. Or les « autonomistes » et ceux qu'ils se donnent comme adversaires ne me satisfont pas avec leurs jugements de ralit. Comme Qubcois et Canadien franais, j'ai l'piderme sensible sur l'autonomie. Mais comme rflexe de conservation, c'est un instinct primaire. La vision intellectuelle qui en dcoulera sera dformante. Je ne sais rien de plus intellectuellement dprimant que nos polmiques locales entre « autonomistes » et leurs adversaires. Par exemple, cette « tribune libre » fleuve, dans vos colonnes il y a une couple d'annes sur l'aide fdrale aux universits. Au simplisme des « gros canons » autonomistes rpondait un gal simplisme des « non autonomistes » (pas, forcment « centralisateurs ») qui se donnaient bonne conscience dans leur anti-duplessisme qui leur tient lieu de pense politique, ou leur intellectualisme dsinstitutionnalis. En ces choses, il faudrait partir vraiment de trop loin ! Quant moi, c'est vraiment la raison pour laquelle - provisoirement - je me suis abstenu de participer cette foire d'empoigne politique, si bien de « chez nous ».

Question : Et la crise du nationalisme ?

- Je ne m'étonne pas de cette question en suite de la quatrième. S'il y a une « crise du nationalisme » chez nous, c'est en grande partie à cause des miroirs déformants des mythes autonomistes et de leurs contreparties. C'est, davantage en profondeur parce que le nationalisme est « bloqué », lui aussi, par le politique. *Un nationalisme doit déboucher sur l'action politique. Sans quoi, il est lyrique ou académique* : la vie le broie ou l'use. C'est ce qui arrive présentement. Notre nationalisme s'est toujours cherché lui-même. Il est bien loin de se retrouver. Ce n'est pas une « crise » : c'est un éclatement. Ça peut être salvateur. Quand les choses les plus traditionnelles sont remises en question, il y a possibilité d' « imagination créatrice ». C'est ce qui nous manque. Axé sur un passé dont il crut pouvoir sortir des « leçons » - comme si l'expérience des autres servait à soi-même -, notre nationalisme interprète peu du présent dont il est incapable de suivre le mythe d'évolution et ne propose rien pour l'avenir. Ici, nos nationalistes sont dans la même situation que nos jeunes gauches sociales. « Tout ce qui pense » en notre province tourne actuellement en rond comme l'écureuil à l'intérieur de son rouleau. À cause du refus ou de la sous-estimation du politique.

Quand on appartient à un groupe culturel minoritaire, on n'a pas le choix de n'être pas ou d'être nationaliste. On l'est forcément, dès qu'on se refuse à se nier soi-même. Mais il y a les nationalistes qui s'étiquettent ou qu'on étiquette tels : ce ne sont pas toujours les plus efficaces des nationalistes. Plus d'un Canadien français que les « nationalistes » répudient a fait plus pour la nation canadienne-française que ses critiques. (J'ai des noms, des initiatives, des oeuvres à l'esprit que je ne précise pas pour ne pas allonger indûment ma réponse.) Je rêve d'un nationalisme à l'optimisme tragique, qui obéisse à un sens de l'histoire mais qui ait encore le sens de l'actualité et de l'opportunité politique, ce qui est une sagesse pratique et non un vil opportunisme ou un arrivisme de circonstance ; je rêve d'un nationalisme fonctionnel, je veux dire : qui ne fonctionne pas à vide ; d'un nationalisme opératoire, je veux dire : qui produise des résultats.

Ici encore, une oeuvre préalable de démystification s'impose. Qu'on cesse une bonne sainte fois de voir dans le nationalisme une vertu ou l'aspiration d'un idéal désincarné. Le nationalisme n'est pas le patriotisme, qui existe sans problème de nationalité ; c'est encore moins le civisme, qui est la première des vertus politiques, et à cause de cela « une grande chose ». *Le nationalisme c'est un style de vie axé sur le culturel, ou mieux sur la conscience collective de participer à une « ethnie »*. À partir

de là, on ne brouille pas tout. Basé sur un fait, l'« ethnie », le nationalisme indique des voies générales, de fait également, vers des idéaux et des aspirations, encore de fait et non de pure transcendance. Ce n'est pas une orthodoxie, un unanimité. *C'est au moyen vers l'accomplissement humain* ; ce n'est pas *l'accomplissement humain lui-même*. Le nationalisme, basé sur des différences, se définit le plus souvent « contre ». C'est normal. Mais quand il est le plus « contre », il n'est pas nécessairement le plus « pour » la nation. Si nous ne pouvons pas neutraliser la démagogie au petit pied de M. Duplessis, parlons au moins un autre langage et non pas le même, à peine plus relevé.

Le nationalisme, ou mieux les caractères nationaux peuvent être des éléments d'intégration de la personnalité individuelle et de la culture, collective par tradition. C'est quelque chose de riche ; mais ce n'est pas la fin d'une vie, ni de tout. Il y a même des valeurs bien supérieures. Entre un démocrate non nationaliste et un nationaliste non démocrate, ma préférence va d'emblée au premier.

Je vois quatre groupes distincts de nationalistes, cinq si l'on en établit un pour les nationalistes prébendés de l'Union nationale. Il y a plus de distance entre chacun de ces groupes qu'entre l'un de ces groupes, qu'à défaut de mieux j'appelle « nationalistes-humanistes », et beaucoup d'hommes qu'il ne viendrait à l'esprit de personne de qualifier de « nationalistes ». C'est tout dire ! Si vous insistez, mes autres catégories sont : nationalistes-totalitaires, nationalistes-apocalyptiques, nationalistes-visionnaires. Je ferai l'identification des groupes et des individus sous chacune des catégories un autre jour et avec preuves de textes à l'appui. Car aujourd'hui je devrais être trop expéditif ; et comme, en surcroît, je ne veux faire de peine à personne... Quand il y aura « une pensée canadienne-française », ce sera le temps de choisir entre le cercueil sur place ou la valise pour l'Afghanistan ou la Papouasie !

Question : Et la tâche qui s'imposerait à une équipe gouvernementale dynamique ?

- Je note que vous parlez d'une « équipe gouvernementale dynamique » : c'est donc que, dans votre esprit, le politique aurait « débloqué », pré-condition essentielle qui n'existe pas encore. Sur quels principes établir une grande politique ? Le premier principe a une double face, négative et positive : *il ne faut pas être trop doctrinaire pour que les choses ne perdent pas leur utilité, il faut l'être suffisamment pour que leur utilité contribue à un « grand dessein »*. Ensuite, éviter les erreurs et s'inspirer

des bonnes choses : mais ce serait des points de repère et non des impératifs. Par dessus tout, opérer des ajustements de circonstances, de milieu et d'époque. Enfin, quant aux « relations d'ordre constitutionnel avec Ottawa », ce n'est pas une question parmi tant d'autres, à mettre sur le même plan. C'est un cadre, un « conditionnement » institutionnel qui vaut pour toutes les questions, y compris la « question constitutionnelle » au sens strict, elle-même.

Question : Croyez-vous, enfin, à un regroupement efficace des éléments novateurs ?

- Je crains qu'il faille répondre : « Non ». D'abord, la chose ne s'est pas faite, ce qui ne veut pas dire qu'elle ne puisse se faire. Mais voyons les obstacles. Ceux que vous appelez les « éléments novateurs du Canada français » ont innové ailleurs qu'en politique. Encore aujourd'hui, ils sont occupés et utiles ailleurs, mais dans des secteurs para-politiques. Il y a l'impasse du P.S.D., la salle d'attente du Rassemblement et des lignes d'action civique, et surtout beaucoup d'impuissances politiques qui, à force de se perpétuer, figeront des disponibilités précieuses, mais, jusqu'à ce jour, inutilisées. Théoriquement, il y a là la possibilité d'un éveil.

M. Duplessis a suffisamment bafoué la démocratie, entravé le progrès social et trahi l'« Union nationale » elle-même, pour qu'un groupement s'opère sur cette base. Attendons.

Et puis, qu'on cesse de tomber dans le panneau du « bouc émissaire », que dévoient à toutes les sauces tous les nationalismes qui ne réussissent pas. Qu'on cesse de grossir l'« ailleurs » et l'« autre » : cet autre qu'il soit anglais, le « Canadien » ou l'Américain. C'est bon d'avoir conscience de la fragilité d'une culture : la nôtre l'a toujours été, l'est et le sera toujours. Mais *notre fragilité, elle est en nous : c'est nous* qu'il faut consolider. Nos problèmes essentiels, vitaux, ils ne s'enracinent pas en ce qu'Ottawa ou Washington ou Londres font ou ne font pas, mais *bien en ce que Québec ne fait pas, mal, ou trop lard.*

Observez notre politique provinciale, croyez-vous vraiment que nous soyons « nés d'une race fière » ?

Incertitudes d'un certain pays.
Deuxième partie. Dimensions intérieures
A. À l'enclenchement de la « Révolution tranquille »

Chapitre 9

Les libéraux provinciaux après la mort de Duplessis *

[Retour à la table des matières](#)

Si l'on se place du point de vue de la situation générale de la politique provinciale, si l'on se rappelle l'état de prostration dans lequel se trouvaient les libéraux à la suite de la défaite de 1956, ainsi que le stade embryonnaire de leur fédération il y a un an à peine, on ne peut, si l'on veut être de bon compte, que dire que ce congrès fut un succès, qu'il fut de beaucoup le meilleur des congrès à date, par son sérieux, par l'efficacité de son travail, par la nature singulièrement progressive de la plupart de ses résolutions, et par la cohésion nouvelle des rangs libéraux qui semble en être sortie.

Je le dis d'autant plus facilement que votre commentateur a, plus que tout autre peut-être, depuis quelques années, diagnostiqué sans ménagement les faiblesses, les timidités, les contradictions, l'absence d'imagination politique et le manque d'une stratégie cohérente et continue, pour qu'aujourd'hui, au lendemain de ce cinquième congrès, je n'enregistre pas, avec tous les observateurs non partisans, les progrès réels et flagrants même en certains secteurs que ce congrès a marqués la fin de semaine dernière. Pour le dire d'un mot, ce congrès a fait la preuve d'un début de maturation

* Texte dit à l'émission radiophonique Commentaires de Radio-Canada, le 20 octobre 1959.

politique, qui était enfin indispensable, mais dont on ne retrouvera pas l'équivalent dans notre histoire provinciale.

Comme toile de fond à ce congrès, trois éléments qu'il convient de rappeler : 1° les futures élections provinciales générales avant probablement la tenue du prochain congrès ; 2° la mort de l'homme qui, non seulement incarnait, mais assumait totalement en sa personne la réalité de l'Union nationale ; 3° la décision de M. Jean Drapeau et des Ligues d'Action civique de ne pas se lancer, au moins pour l'instant, dans l'arène provinciale.

Le premier facteur, soit la tenue des prochaines élections, agissait un peu à la façon d'un réacteur d'enthousiasme. À certains moments, il y avait de la « poudre dans l'air », surtout, et comme il convenait, au discours de clôture de M. Lesage, que les journaux ont abondamment rapporté. Mais, encore là, et si l'on fait la part de l'enthousiasme officiel et un peu soufflé, on ne rencontrait chez les principaux leaders aucune illusion naïve sur la force de l'Union nationale nouvelle manière. Plus exactement, il y avait deux écoles de pensée. Et cela nous amène à la considération du deuxième facteur : la mort de M. Duplessis. D'une part, disaient les uns : le mythe de l'invincibilité de cette personnalité prestigieuse disparaît, ce qui rendra plus mobile une partie de l'électorat. Mais d'autre part, répliquaient les autres : M. Sauvé est en train de réhabiliter l'Union nationale, sans diminuer en rien l'efficacité électorale de la formidable machine et de la somptueuse caisse que M. Duplessis avait constituées. C'est d'ailleurs le thème du discours de clôture de M. Lesage : « L'Union nationale renie M. Duplessis mais elle demeure fidèle au duplessisme. »

C'est notre avis que la façon intensive et accélérée avec laquelle M. Sauvé procède à ce qu'on pourrait appeler une « cure de dé-duplessisation » de l'Union nationale est le plus audacieux risque personnel qu'aucun homme public n'ait pris en cette province. D'un tel processus, le premier ministre ne peut sortir que comme suffisamment grand pour chausser les souliers de son illustre prédécesseur ou comme étant celui qui aura sabordé l'Union nationale, dont beaucoup d'augures prédisaient qu'elle ne survivrait pas à son fondateur. Attendons, nous verrons bien dans quel sens, bénéfique ou non pour lui et son parti, agira le « risque calculé » de M. Sauvé.

Quant au troisième facteur, la non-entrée au moins provisoire de M. Drapeau et des Ligues de moralité sur la scène provinciale, a rassuré des libéraux qui étaient inquiets dans le passé de cette grande inconnue dans notre paysage politique. Cette dé-

cision a aussi enlevé beaucoup de l'importance au problème du regroupement des « forces démocratiques », qui avait été un des thèmes majeurs du congrès de l'an dernier.

Le temps me manque pour donner une idée même superficielle des diverses résolutions qui, de congrès en congrès, constituent, pièce à pièce, les éléments d'une doctrine libérale. Disons que, cette année, ces résolutions forment un ensemble particulièrement impressionnant et que certaines d'entre elles étonnent même par leur avant-gardisme social, surtout si l'on considère l'état d'évolution générale du milieu. Un parti qui, au pouvoir, ne transformerait que la moitié de ces résolutions en politique concrète, n'aurait certes pas l'air d'un parti réactionnaire.

Bien sûr, subsistent encore bien des contradictions traditionnelles entre les forces vraiment démocratiques et des pouvoirs et des factions occultes qui sont loin de lâcher le morceau. Cette dialectique, d'ailleurs, n'est pas près de disparaître. Mais ce qu'il faut dire, c'est qu'ouvertement du moins, ce qu'on est convenu d'appeler la « vieille garde » marque un recul constant pendant que s'affirme la « jeune génération » qui croit sincèrement en la démocratisation du parti et qui, plus qu'activement, a agi effectivement et conduit le congrès. À cet égard, il conviendrait de signaler l'élection à l'unanimité, à l'exécutif de la Fédération, d'hommes nouveaux à la vie politique comme Me Alphonse Barbeau de Montréal et M. René Tremblay de Québec, ainsi que la splendide pièce de pensée politique du discours de M. Lapalme, qui apparaît de plus en plus comme le « grand sage » du parti.

Tel qu'il est, avec toutes ses insuffisances, et l'inquiétude que suscitent légitimement plusieurs de ses animateurs, le parti libéral reste notre seul instrument d'éducation politique de *masse* dans notre milieu. Ne serait-ce que pour cette seule raison que, mise à part l'Union nationale, il a vraiment une possibilité de rejoindre concrètement les *masses*.

Incertitudes d'un certain pays.
Deuxième partie. Dimensions intérieures
A. À l'enclenchement de la « Révolution tranquille »

Chapitre 10

Le premier ministère Lesage *

[Retour à la table des matières](#)

D'abord, quelques commentaires sur la composition du nouveau gouvernement ; ensuite, à quoi faut-il s'attendre de la part d'une telle équipe, qui se proclamait du « tonnerre ? »

* * *

La composition du nouveau gouvernement est sans surprise. Avec une précision croissante, la rumeur publique l'avait déjà faite. Tout au plus l'affectation à tel poste a quelque peu étonné, comme celle de monsieur René Lévesque à un ministère technique (travaux publics) ; mais l'Hydro-Québec, qui est un gros morceau, relèvera de lui. C'est encore un ministère jeune dont les titulaires ont entre 40 et 50 ans. Certains sont encore dans la trentaine, comme les deux Lévesque, René et Gérard D. ; monsieur Gérin-Lajoie a tout juste 40 ans. Il s'agit d'un cabinet restreint et peut-être provisoire, où l'on retrouve les hommes dont l'importance était flagrante dès avant les élections. À mesure que le programme du parti se concrétisera en législation et en administration, il faudra sans doute prévoir des réaménagements substantiels.

* Texte de commentaires présenté à la télévision de Radio-Canada le 6 juillet 1960.

Nous pouvons parler d'une équipe bien équilibrée. Voyons son noyau fort : d'abord, le premier ministre se réserve le ministère-clé des finances ; à ses côtés, monsieur Lapalme incarnera la fidélité au libéralisme et au progressisme social et, quoique encore jeune, il apparaîtra en expérience politique une espèce de *great old man* ; mais aussi monsieur René Hamel, député laborieux et combatif, et monsieur Alcide Courcy, pour qui la politique est presque une mystique.

Enfin, messieurs Gérin-Lajoie et René Lévesque. Sur les deux terrains d'importance majeure des problèmes constitutionnels et éducatifs, le premier pourra apporter une contribution essentielle tout en servant de modèle à beaucoup de jeunes libéraux. Quant à monsieur René Lévesque, il s'agit d'une espèce rare dans notre politique : il est de cette faune qui inquiète des intérêts bien nourris et des fausses sécurités plutôt frileuses. Son élection a montré qu'aujourd'hui *être intellectuel* n'est pas une tare sociale et qu'on n'est pas nécessairement porteur de dynamite. Son arrivée dans la politique fait crever les ballons de l'intellectualisme, du gauchisme, du socialisme, du communisme, de l'anarchisme : vous connaissez la chanson...

Je regrette de ne pouvoir dire un mot de tous. Certains ont fait leurs classes parlementaires au provincial : MM. Lafrance, Couturier, Gérard D. Lévesque, Pinard ; d'autres, dans l'arène fédérale : en outre de MM. Lesage, Lapalme et Hamel, MM. Bertrand, Cournoyer et Arsenault ont déjà été députés à Ottawa. Tout ce beau monde devrait pouvoir donner un style parlementaire sérieux en comparaison de l'atmosphère qui prévalait à l'Assemblée législative entre 1948 et 1959.

* * *

À quoi faut-il s'attendre ? D'abord que les libéraux soient fidèles à eux-mêmes et à leur programme. On peut l'espérer car monsieur Lesage s'est *compromis* devant ses partisans sur ce cancer (ou cette hémorragie permanente) du patronage, la tare véritablement la plus écœurante de notre démocratie tolérante... Les circonstances sont favorables : aucun des ministres ou des députés n'a été « gâté » par le patronage ; tout au contraire, ils ont subi l'odieux du régime de patronage disons « intensif » de l'Union nationale. En outre, monsieur Lesage a accordé des postes-clé à des hommes qui sont parmi les plus forts de son équipe, à l'inverse de ce qu'avait fait monsieur Duplessis en 1936.

Comme mesure d'urgence, il faudra d'abord mettre de l'ordre dans l'administration de la Justice et la Police provinciale. Monsieur Lapalme se proposait de se faire aider d'experts de la Gendarmerie royale. Ensuite, par la dignité et l'efficacité du travail parlementaire, il s'agira d'amener une revalorisation de la politique. S'imposera encore une réforme de tout le régime électoral et non pas seulement de la carte électorale, ce qui aurait toutefois l'avantage de faire procéder à une étude de notre milieu et du territoire. Hier, *La Presse* écrivait : « Le temps est venu de démocratiser notre appareil électoral, c'est-à-dire de prendre les moyens voulus pour que le scrutin soit moins une course au trésor qu'une véritable consultation populaire. » Pour sa part, *Le Soleil* disait : « La dernière campagne électorale nous a donné un changement de gouvernement, mais il semble que ça ne sera pas son unique résultat. Le plus important, on ne peut encore en mesurer toute la signification, serait un changement radical dans nos mœurs politiques. »

Parmi les points majeurs de la réforme on pense encore à la fonction publique ; il s'agit de la *décompresser* et même de la créer. S'impose encore le regroupement des ministères en leurs fonctions culturelles, économiques, techniques. Dans le secteur de l'Éducation, on aura à discuter de la gratuité à tous les degrés, de la fréquentation obligatoire, du financement des universités. La population est maintenant prête pour l'assurance-hospitalisation. Dans l'important champ des relations fédérales-provinciales, se tiendra une importante conférence dans quelques semaines. Une révision s'impose aussi dans le statut et le financement des municipalités, sans oublier la Ville de Montréal. En matière de richesses naturelles (comme en éducation et en régime électoral), il s'imposera de procéder à de vastes enquêtes, tout en utilisant l'acquis de certaines études faites, par exemple, dans le cadre de la Commission Tremblay.

Bref, le nouveau gouvernement a du pain sur la planche ! Surtout à la fin du règne de monsieur Duplessis, notre politique provinciale présentait le tableau ou d'un *statisme intégral* ou d'une mobilité vraiment trop lente ou trop partielle.

* * *

Il faut encore mentionner le rôle capital de l'opposition dans les circonstances. Selon monsieur Barrette, l'Union nationale reste un « parti fort ». On voudrait le croire, mais il faudrait en faire la preuve. Il s'agit en fait d'un parti vieilli, usé par la longueur, et surtout par la nature même de son administration. Certains députés, comme mon-

sieur Jean-Jacques Bertrand, auraient faire leurs preuves. la vrit, il s'agit d'une opposition forte par le nombre plutt que par la qualit de ses effectifs. Et je le dirais autrement qu'en boutade : c'est un Duplessis qu'il faudrait comme chef d'opposition !

Rappelons en terminant le rle irremplaable de l'opinion publique, c'est--dire de vous, de moi, de tout le monde. De ce point de vue, nous sommes tous dans l'opposition. Un parti au pouvoir ou un gouvernement se juge ses oeuvres. Wait and see !

Incertitudes d'un certain pays.
Deuxième partie. Dimensions intérieures
A. À l'enclenchement de la « Révolution tranquille »

Chapitre 11

Le Devoir a la chance inouïe de devenir une officine de pré-législation *

[Retour à la table des matières](#)

Dans la situation politique présente, « Le Devoir » a la chance inouïe de devenir un officine de pré-législation sans cesser d'être une tribune d'opposition. Il doit sauter sur cette chance.

C'est ce que disait M. Gérard Bergeron, professeur de sciences politiques à l'université Laval, au début de la journée d'étude organisée à Québec par les Amis du Devoir. M. Bergeron parlait du « Devoir et la politique provinciale ».

Pour juger de l'attitude du « Devoir » en regard de la politique provinciale, il faut au préalable porter un jugement d'attente sur ce qu'est devenue la politique provinciale depuis le 22 juin, dit M. Bergeron.

Avant le 22 juin, la tâche d'un rapporteur dans une circonstance comme celle-ci était relativement facile : après avoir taquiné « Le Devoir » et les membres de son équipe sur tel ou tel point, on pouvait toujours leur décerner un certificat général de bonne conduite. On savait alors sur qui viser, et on jugeait que « Le Devoir » visait ou trop fort ou pas assez, ou pas en plein dans la cible.

* Allocution présentée lors de la rencontre des Amis du Devoir de Québec, le 28 novembre 1960. Le conférencier ayant parlé à partir de notes, est reproduit ici le texte *in extenso* du compte-rendu du journal le 29 novembre 1960.

Aujourd'hui, c'est le progrès, mais aussi la gêne d'un rapporteur dans ma situation, nous sommes en passe de devenir « une province comme les autres ».

« Je veux dire une province... où la démocratie est en voie de se réhabiliter,

... où le parlementarisme est devenu quelque chose de digne,

... où la politique commence à montrer une face décente,

...où un gouvernement qui s'installe au pouvoir transpose en son discours du trône les premiers chapitres de son programme électoral,

... où le chef du gouvernement s'entoure, comme en un noyau dur, des éléments les plus forts et les plus sûrs de son parti,

... où le gouvernement emploie un scalpel implacable pour extirper ce cancer de toujours de notre démocratie tolérante : le dégoûtant patronage, cancer qui ne pouvait d'ailleurs proliférer qu'avec notre connivence à tous,

... où le premier ministre gouverne sans écraser, dirige son parti sans apeurer ni faire chanter.

Nous sommes, depuis le 22 juin, dans une province où l'autonomie est devenue quelque chose qui se négocie à Ottawa en collaboration avec les autres provinces...

... dans une province où tout est devenu politiquement beaucoup moins « joual ».

Agréablement décontenancés

Ça a changé depuis le 22 juin ? Tout n'est pas fait, ou plutôt tout reste à faire. Je ne veux quand même pas décerner un chèque en blanc à l'actuel gouvernement, dit M. Bergeron. Nous verrons bien.

Mais « Le Devoir », et avec lui les esprits démocrates et progressistes, sont agréablement décontenancés devant le nouveau style de la politique provinciale. Et il semble même, cinq mois après la prise du pouvoir, que la désillusion de 1936, si elle doit venir, viendra beaucoup plus tard.

Que faire devant un gouvernement qui montre de façon flagrante une telle bonne volonté et même un début d'efficacité politique et administrative ?

À ce jour, la politique provinciale n'a rien de révolutionnaire : on perçoit même une certaine timidité et peut-être des prudences qui le sont moins qu'elles en ont l'air.

Nous sommes agréablement décontenancés parce que, comme les choses nous étaient présentées pendant 15 ans à l'envers, et qu'on nous disait que cet envers était l'endroit, nous avons été atteints d'un torticolis chronique. Et maintenant que l'endroit est devenu l'endroit, on n'a pas l'habitude. Nous avons d'ailleurs pris conscience de notre torticolis pendant l'interrègne de Paul Sauvé.

« Le Devoir », lui aussi, est agréablement décontenancé et cet agrément nouveau lui est très désagréable, lui qui a toujours fait carrière en lançant ce qu'il estimait être des vérités désagréables.

Pierre Trudeau écrivait il y a quelques mois : « Le paradoxe actuel où se trouve le pouvoir, c'est qu'il doive s'appuyer sur ceux-là mêmes qui peuvent constituer sa seule opposition efficace. »

« Le Devoir », comme nous tous, ne peut pas faire autrement qu'enregistrer ce progrès évident. Mais ses rédacteurs n'ont pas la vocation de thuriféraires ; d'où son visible embarras.

Partir de ce qui doit être

M. Bergeron indique ensuite qu'il y a selon lui deux façons de mesurer et de réclamer un progrès : partir de ce qui est ou partir de ce qui doit être.

Dans le premier cas, dit-il, on risque une attitude de bénissage, par contraste avec une situation de stagnation généralisée, où l'immobilisme était promu au, rang de vertu, où la corruption était courante. Tout changement ne peut être maintenant que pour le mieux.

Dans le deuxième cas, une opposition critique joue un rôle de propulsion nécessaire. Nous sommes tous des chiens de garde de la démocratie et, pour continuer la métaphore, des aboyeurs du progrès social. Mais cela ne veut pas dire qu'on doive devenir des chiens hurlants. Nous aurions mauvaise grâce de ne pas reconnaître que les 150 jours écoulés sont un changement pour le mieux. Mais nous serions de piètres citoyens de nous en tenir là.

Et « Le Devoir » dans tout cela ? Renseigner objectivement et critiquer sans ménagement : on est d'accord là-dessus. « Le Devoir » remplit-il ces deux tâches ? En gros oui, et mieux que les autres journaux. Mais ce n'est qu'un journal, et chaque livraison nous fait voir ses limites au triple point de vue tirage, finances et personnel.

Le dialogue avec ses lecteurs doit s'amplifier en tribune libre et dans des circonstances comme celle-ci. Et à ce compte, « Le Devoir » c'est beaucoup plus qu'un journal.

Ici, M. Bergeron fait au journal une suggestion pratique.

Dans la tâche de critique dite constructive, dit-il, « Le Devoir » devrait pouvoir faire plus : organiser des sondages, des référendums auprès des lecteurs, devenir un carrefour d'opinion publique ouvert à tous vents, permettre aux associations, aux chercheurs et aux hommes d'action de s'exprimer et à l'occasion, les inviter formellement à le faire. Beaucoup de gens des milieux les plus divers et même des plus inattendus ont quelque chose à écrire au moment opportun.

« Le Devoir » doit aussi appuyer à fond les éléments réformistes du parti au pouvoir, les aider dans leur lutte contre le poids mort des vieilles barbes et de la vieille garde et surtout continuer le dynamitage des habitudes acquises.

C'est surtout un nouveau style de vie qui s'impose. De plus, il faut empêcher un nouveau monolithisme, fût-il celui de l'honnêteté et du progrès social. Il faut que l'Union nationale puisse un jour redevenir un efficace parti d'opposition, qu'elle se retrouve. Ici, « Le Devoir » a déjà commencé son rôle d'éveilleur. Le conservatisme social est une attitude politiquement défendable. Mais une ploutocratie en faillite mérite à peine un haussement d'épaule.

Faire confiance, mais...

« Le Devoir » se doit d'être à la fine pointe du mouvement politique. Il ne peut pas tout faire, ni tout dire ; mais il doit être celui qui mesure le chemin à parcourir ; qui discute des options à prendre ; qui fait confiance au gouvernement, mais ... ; qui l'appuie mais... ; qui l'assure de sa collaboration à venir, mais...

C'est dans ce « mais » qu'est la fonction d'opposition nouvelle du journal. C'est d'autant plus important de jouer ce rôle d'opposition efficace que l'Union nationale sombre non seulement dans la corruption, mais dans l'incohérence : il y a un vide à combler.

Le nouveau premier ministre, qui a entre autres originalités celle de ne pas répéter le même discours en toutes circonstances, disait récemment au congrès de l'UCJLF : « Par leur origine commune, la presse et le pouvoir sont des frères siamois, engendrés tous les deux par l'opinion publique. Par leur fonction différente, ils ont souvent l'occasion, et ils ont parfois le devoir de s'affronter en frères ennemis. »

« Le Devoir » n'est pas une épée de Damoclès, ni la mouche du coche, c'est une épine au flanc du pouvoir et celui-ci, pour se conserver juste, efficace et respectable, doit toujours en sentir l'aiguillon.

Il faut faire reculer, dit plus loin M. Bergeron, les limites de la peur collective, qui n'est qu'une auto-peur généralisée. Et « Le Devoir » aura un rôle de plus en plus nécessaire à jouer.

On a beau se dire : Ce n'est qu'un journal, ce n'est pas un parti, une institution, un « pressure group », une université populaire, son rôle dans le passé l'a fait un peu tout cela, et spécialement aux périodes de reprises, comme en 1936, en 1944, durant l'inter règne Sauvé, et maintenant depuis le 22 juin.

Son inquiétude de n'être pas trop pro-pouvoir ne doit pas devenir obsédante : quoi qu'en pensent certains chiens hurlants, son passé d'indépendance est certain.

Mais l'indépendance du « Devoir » n'est pas la neutralité. L'indépendance est active, courageuse, dynamique et se garantit par sa toujours possible réversibilité. La neutralité, elle, est faite d'une dépendance trop étroite ou de deux dépendances qui s'annulent.

Je me trouve par rapport au « Devoir », a terminé M. Bergeron, comme celui-ci l'est devant le nouveau gouvernement. C'est avec beaucoup de regret que je ne peux guère, du moins pour l'instant, que lui décerner sinon un prix d'excellence, du moins un certificat de bonne conduite.

Éclairer d'abord

Après une brève discussion, M. Gérard Filion, directeur du « Devoir », a dit que l'agressivité du « Devoir » est une habitude acquise. On a pris l'habitude de voir en lui un journal de combat. Les circonstances l'ont amené en effet à combattre beaucoup.

Mais M. Filion dit qu'il préférerait que « Le Devoir » soit beaucoup plus un journal qui éclaire. Cela demande plus de recherches, plus d'études, plus de consultations.

« Le Devoir », tout en restant agressif, devra peut-être à l'avenir appuyer davantage sur la fonction d'éclairer. Il espère ainsi que tous pourront à l'avenir discuter des gestes de nos hommes publics pour ce qu'ils valent.

Incertitudes d'un certain pays.
Le Québec et le Canada dans le monde (1958-1978)
Deuxième partie. Dimensions intérieures

B. - À la fin de la « Révolution tranquille »

[Retour à la table des matières](#)

On a davantage évoqué la « Révolution tranquille » après qu'elle ait eu lieu qu'on n'en parlait au moment de la vivre. Il est plus facile d'en marquer les bornes, d'entrée et de sortie, que de définir la réalité d'un slogan en forme de paradoxe historique. Et en vérité, lorsque la « Révolution tranquille » fut terminée, on en prit davantage conscience que lorsqu'elle commençait.

Les élections québécoises du 5 juin 1966 ont marqué la fin de cette période faste qui perdait déjà du lustre depuis une couple d'années. Les textes qui suivent visent à rendre compte de certaines dimensions fédérales de la « Révolution tranquille », qu'il est assez d'usage de trop considérer comme un phénomène exclusivement intra-qubécois.

Le premier de ces textes reproduit des passages d'introduction et les conclusions interprétatives d'un rapport de recherche fait pour le compte de la Commission Laurendeau-Dunton : Les Partis libéraux du Canada et du Québec (1955-1965) : aspects bilingues et biculturels. Il s'était produit la « désaffiliation » des deux partis libéraux le 5 juillet 1964 comme conséquence et reflet de l'extraordinaire tension entre les gouvernements outaouais et québécois, surtout après que les libéraux de monsieur Pear-

son eussent repris le pouvoir le 8 avril 1963. L'étude de cette crise, dont le dénouement fut estimé bénéfique par les leaders des deux partis, fournit l'occasion de démontrer les ressorts d'équilibration du fédéralisme canadien, que permet la grande alliance libérale au Québec.

On passe ensuite à l'analyse du scrutin fédéral du 8 novembre 1965, ces « élections sans nécessité » qui répétaient un résultat identique à celui du 8 avril 1963, soit en reconduisant le même gouvernement fédéral une fois de plus minoritaire. Moins d'un an plus tard, le 5 juin 1966, le grand ministère de la Révolution tranquille allait connaître une défaite, ambiguë et amère, devant les forces nouvellement aguerries de l'Union nationale.

Le rapprochement dans le temps des deux consultations électorales suggère des considérations synthétiques sur la crise constitutionnelle canadienne à la veille de la célébration du glorieux Centenaire et de l'ouverture d'Expo 67. Ça n'allait être qu'une trêve. Une dizaine d'années plus tard, on le voit encore plus clairement.

Avant de passer à l'examen de la situation politique des années 1970, il importe de jalonner la décennie précédente, très chargée : ce à quoi s'applique un texte synthétique, publié dans le numéro spécial de la revue *Relations* de décembre 1969 : « Québec : bilan 1960-1969 ; Projet 1970-1979 ».

Incertitudes d'un certain pays.
Deuxième partie. Dimensions intérieures
B. À la fin de la « Révolution tranquille »

Chapitre 12

Désaffiliation des partis libéraux fédéral et provincial *

[Retour à la table des matières](#)

C'est un des phénomènes marquants de notre politique canadienne des dernières années que les tendances à la scission (ou à la distinction) des partis canadiens et de leur « aile » québécoise.

À sa fondation, le Nouveau Parti Démocratique vit naître le Parti Socialiste du Québec. Pas plus qu'au temps de la C.C.F., rebaptisé dans le Québec, les dernières années de son existence, Parti Social Démocrate, le N.P.D. n'a pu « mordre » vraiment sur le corps électoral de la province française lors des dernières élections fédérales. Quant au P.S.Q., dont le socialisme était affecté d'un fort coefficient séparatiste (ou indépendantiste), il semble, très tôt, s'être mis en veilleuse comme parti pour un temps indéfini. Et les rapports qu'il ou ses adhérents ont avec d'autres mouvements ou partis indépendantistes du Québec (sauf le Regroupement National, parti « de droite », et qui est lui-même le produit d'une scission d'avec le Rassemblement pour l'Indépendance Nationale) sont flous ou peut-être même inexistantes.

* Extraits de l'Introduction et de la Conclusion d'un rapport de recherche fait pour le compte de la Commission Royale d'Enquête sur le Bilinguisme et le Biculturalisme, Les Partis libéraux du Canada et du Québec (1955-1965) : aspects bilingues et biculturels, 1966, pp. i-iii, 292-311 et p. 393.

Le parti du Crédit social, après avoir été balayé de la carte électorale en 1958, a opéré une remontée sensationnelle en 1962, qui s'est stabilisée en 1963 (perdant quelques sièges mais augmentant son nombre de votes absolu dans le Québec). Mais l'inégalité des troupes qui se trouvaient derrière les deux leaders a amené une scission entre « thompsonistes » et « caouettistes ». Aujourd'hui, le Ralliement des créditistes, ne se réclamant plus de l'autorité du chef « national » du Crédit social, n'a pu faire élire qu'une dizaine de députés fédéraux à l'élection du 8 novembre 1965. Mais il se prépare à envahir la scène provinciale, passant outre à l'autorité de M. Caouette qui a tenté, autant qu'il a pu, de juguler cette tendance. D'ailleurs, les députés créditistes depuis 1962 ont fait à Ottawa une politique plus « nationaliste » ou « provincialiste » que proprement « créditiste », i.e. axée sur leur « idéologie » de la réforme monétaire.

La mauvaise fortune du parti conservateur, sur le plan canadien, en corrélation avec la trop bonne fortune du parti libéral dans le Québec, est trop bien connue pour être longuement rappelée. De 1896 à 1957, les conservateurs n'ont pu prendre le pouvoir solidement à Ottawa à moins de recueillir 40% des sièges du Québec (ce que fit M. Bennett en 1930). La « stratégie Churchill » de 1957 a démontré qu'on pouvait prendre le pouvoir sans tenir compte de l'apport du Québec, mais en consentant à n'être qu'un gouvernement minoritaire. Puis, ce fut le raz de marée de M. Diefenbaker en 1958 ; et le Québec sut « se mettre au pas » en fournissant le quart (50 sièges sur 75) des effectifs conservateurs qui dépassaient, fait inédit dans notre histoire politique, le cap des 200 sièges électoraux. La faiblesse des ministres canadiens-français dans les cabinets Diefenbaker, certes aggravée sinon causée, par la confiance mesquine que leur leader leur accorda, fut une de causes du rapide retrait de l'appui québécois au parti conservateur. Le long règne de M. Duplessis avait d'abord absorbé, puis stérilisé le parti conservateur québécois. Mais, même pendant les années de son écrasante majorité de 1958 jusqu'à 1962, le parti conservateur n'a pas réussi à prendre racine dans le Québec et à mettre sur pied une véritable organisation, distincte de celle de l'Union nationale. Nous n'avons pas à évoquer ici les malaises, brouilles, tensions ou aveux post facto des ministres canadiens-français, dont l'épisode le plus spectaculaire fut la démission de M. Léon Balcer. « Il n'y a pas de place pour un Canadien français dans le parti de M. Diefenbaker. » Au moment d'écrire ces lignes, M. Georges Valade, député conservateur de Montréal, vient de protester contre la présence de son chef au caucus de Saint-Jean et l'importance qu'il semble vouloir accor-

der à M. Paul Beaulieu, ancien ministre de l'Union nationale, élu dans le comté de Saint-Jean à l'élection de novembre 1965.

Les libéraux ont aussi eu, ces dernières années, leur crise bi-ethnique ou bi-culturelle. Mais c'est un « cas » en quelque sorte spécifique, à cause de la longue tradition « nationale » ou « pancanadienne » de ce parti, caractère que n'ont jamais eu les autres partis. La désaffiliation de la Fédération libérale du Québec de la Fédération libérale nationale se produisit en 1964, au moment où les libéraux étaient au pouvoir dans les deux capitales : précairement à Ottawa, et en force à Québec, il est vrai. Ce n'est pas tant le caractère imprévisible de l'événement, ni l'accélération de son processus qui constituent la spécificité de ce « cas ». Nous la trouvons plutôt dans le phénomène paradoxal, tout au moins en apparence, de l'éclatement d'une espèce de postulat ou de stéréotype de notre vie politique depuis 70 ans : cette désaffiliation se produisit dans le parti de l'unité ou de la « moyenne » canadienne. Comme l'écrivait un analyste français, il y a une douzaine d'années : « Il y a pour les partis canadiens une fonction fédérale à remplir qui n'est pas aisée. Dans l'état actuel de la société canadienne, ce n'est pas un parti d'idées, de programme ni de classe qui peut l'assumer : seul un parti de cadres, suffisamment neutre pour être accepté par tous et suffisamment multiforme pour s'adapter aux différentes provinces, peut assumer cette fonction. Il lui faut des hommes de gouvernement (les libéraux n'en manquent pas), de bons comités électoraux (il y a longtemps que les libéraux les ont constitués), une caisse électorale solide (on y a pourvu pour les libéraux). Cela ne suffit pas ; il faut encore qu'il ait pour lui la tradition, qu'il ait ménagé dans ses cadres l'équilibre franco-anglais et qu'il réajuste constamment, selon le moment et le lieu où il opère, des doses raisonnables de canadianisme et d'ouverture à la vie internationale, de conservatisme et de libéralisme, de centralisme et de particularisme... Ce parti, précisément parce qu'il ne plonge pas de racines profondes dans les particularismes locaux, parce qu'il est abstrait comme un lien géométrique de forces divergentes, peut ainsi assumer une fonction très particulière : la fonction d'unité. Moins anglais, moins impérialisme (sic) que les conservateurs, doté d'une machine mieux huilée, sa domination incontestable demeure cependant limitée à la vie politique fédérale. » (G.-E. Lavau, *Partis politiques et réalités sociales*, no 38 des Cahiers de la Fondation nationale des Sciences politiques, Paris, Librairie Armand Cofin, 1953, pp. 59-61).

Notre étude porte sur une composante importante de la crise de l'unité canadienne. Les rapports entre les partis libéraux du Canada (« aile » québécoise incluse) et du

Québec n'ont évidemment pas été la cause de cette crise ; mais on pourra se demander, en fin d'étude, si ces rapports n'en constitueront pas le principal facteur politique de solution relative ou d'atténuation. Et, à la phase particulièrement turbulente de ces dits rapports, nous constaterons que la Fédération libérale du Québec a été l'un des lieux des tensions aiguës de la crise bi-ethnique [...].

* * *

1. - De notre « dossier-chronique », tentons de dégager quelques lignes maîtresses... Notre période générale de 10 années se subdivise en 4 phases, où nous voyons d'abord, en une première phase (1955-1957), les libéraux fédéraux au pouvoir et les provinciaux dans l'opposition, puis, une situation complètement inversée dans la troisième sous-période (1960-1963). Entre ces deux phases, s'intercale la deuxième (1957-1960), pendant laquelle, les deux familles libérales, partageant une commune infortune, font, selon le cliché en usage, « une cure d'opposition » - les fédéraux en ayant perdu jusqu'au souvenir, les provinciaux cherchant désespérément à sortir des « travées sombres » de l'opposition. À la quatrième phase qui dure encore (depuis 1963...), les deux partis sont au pouvoir dans leur capitale respective.

Une première observation générale s'impose d'évidence : c'est dans cette dernière phase que les « difficultés » entre les deux partis libéraux atteignent leur point le plus aigu, menant à la désaffiliation de la Fédération libérale du Québec à la Fédération libérale « nationale » (ou « du Canada », comme on l'appellera désormais), puis à la constitution de la Fédération libérale du Canada (Québec), autonome et distincte de la Fédération libérale du Québec. Cette première observation commande deux interprétations, en apparence seulement, contradictoires : « on » ne se dissocie généralement pas dans une situation de commune bonne fortune ; mais c'était, pour parodier George Orwell ⁹¹, peut-être parce que certaines « bonnes fortunes » sont meilleures que d'autres que la dissociation s'opéra, en prévision des tensions et combats passés et à venir au sujet du contentieux durable des relations fédérales-provinciales, surtout en matière de répartition fiscale. Il faut nuancer et peut-être tempérer l'observation générale et son interprétation faussement paradoxale par la considération des trois phases précédentes, présentant des situations gouvernementales différentes.

⁹¹ « All animals are equal, but some animals are more equal than others », écrit-il dans son second classique, *Animal Farm*.

Quand commence notre chronique, les libéraux fédéraux sont au pouvoir sans interruption depuis 20 ans. Et l'on pourrait même dire que leur « bonne fortune » est bien antérieure, en considérant comme un interlude, causé par la crise économique, le régime Bennett de 1930 à 1935. Au leadership fort et efficace de Mackenzie King a succédé le leadership plus souple et non moins efficace de M. Saint-Laurent depuis 1948. Connaissant une espèce d'apogée depuis l'élection de 1953, les libéraux apparaissent plus forts que jamais deux ans plus tard et rien ne laisse présager l'« accident » de 1957. « Rien »..., si ce n'est la longue et pernicieuse usure du pouvoir que connaît un parti devenu plus « d'administration » que « de gouvernement » et auquel la « chance » sourit de façon continue. L'accusation d'« arrogance » (crises du pipeline, de Suez, etc.), que porteront les conservateurs sous le leadership nouveau et dynamique de M. Diefenbaker, aura trouvé un écho plus favorable que prévu auprès du corps électoral canadien, tandis que le Québec continuera à réaffirmer sa traditionnelle fidélité libérale.

Les libéraux provinciaux du Québec, qui avaient été bousculés par le tourbillon de 1935-1936, avaient pris une revanche hâtive dès 1939, grâce à un « risque mal calculé » de M. Duplessis et à l'appui massif des fédéraux. Sous la direction de M. Godbout, ils avaient « fait » la guerre et peut-être empêché que le Canada ne se scindât à jamais en deux parties - ce que, peut-être, les historiens de l'avenir établiront de plus exacte façon. Mais, dès avant la fin de la guerre, ce furent les libéraux provinciaux qui subirent l'odieuse de l'impopularité de la politique de guerre des libéraux fédéraux, quand le corps électoral québécois, lors de l'élection de 1944, remittra au pouvoir l'Union nationale de M. Duplessis. Et les libéraux se verront à nouveau confirmés à Ottawa l'année suivante, en grande partie grâce, une fois de plus, aux citoyens du Québec, « travaillés » les années précédentes par des mouvements autonomistes et fortement « anti-politique fédérale de guerre » surtout au sujet de la conscription. Battus en 1944, effondrés en 1948, les libéraux provinciaux ne pouvaient que faire une remontée en 1952 sous le nouveau leadership, depuis 1950, de M. Lapaire - ancien député à Ottawa et membre du « petit Chicago »... En exécution tardive d'une résolution de la convention de 1950, la Fédération libérale provinciale naîtra à la fin de 1955, à quelques mois de la prochaine élection de 1956.

Le rapport des forces libérales aux deux paliers de gouvernements montre, en cette phase, une évidente inégalité : les fédéraux sont trop forts et depuis trop longtemps ; les provinciaux, trop faibles et depuis trop longtemps. Après l'élection de

1956, où les libéraux allaient régresser légèrement devant l'Union nationale, ce parti aurait peut-être été aussi désespéré qu'en 1948. Mais il y avait tout au moins la jeune FLQ, qui affirmait, à son deuxième congrès, une présence libérale devant l'Union nationale, présence d'autant nécessaire que la maladie contraignait M. Lapalme à abandonner provisoirement un leadership, devenu, en ces circonstances, encore plus ambigu que vacant. Les libéraux du Québec ne s'étaient pas encore remis du coup de massue subi en juin lors de leur congrès d'automne 1956. Et, autour de l'équivoque congénitale du slogan « La Fédération, c'est le parti », et sans la présence du leader, les libéraux connaissaient une épreuve collective presque aussi pénible que celles de 1948 et 1936. Les rancoeurs accumulées, dans les années précédentes, au sujet des fédéraux « collabos » et du manque de coordination (pour ne pas dire, des politiques contradictoires) entre les leadership de MM. Saint-Laurent et Lapalme, sur des questions fondamentales, éclatèrent en tensions assez vives et durables. Depuis 1948, du point de vue québécois, deux hommes semblaient assumer toute la réalité de la politique canadienne : les deux « grands chefs », pourtant adversaires mais canadiens-français, Saint-Laurent et Duplessis. Les Québécois avaient deux « grands protecteurs » dans leurs deux capitales. Fait d'équilibre fédératif, ou besoin de stabilité conservatrice pour continuer à jouir de la prospérité d'après-guerre, relancée après une récession maligne par la guerre de Corée ? Probablement les deux facteurs entremêlés. « Nous digérons », écrivait André Laurendeau dans *Le Devoir* après l'élection de 1956.

1957 : c'est l'année du grand tournant. Les deux partis vont se donner un nouveau chef à quelques mois d'intervalle l'année suivante. Les fédéraux choisissent comme leader le plus « extérieur » et prestigieux de leurs ministres ; les provinciaux iront chercher, de nouveau à Ottawa, leur chef dans la personne du plus dynamique et « fédéralisant » - jusque-là - des ministres canadiens-français, et qui deviendra dans la suite le plus efficacement « autonomisant » des premiers ministres de la vieille province française. Ce n'est ni au congrès de fondation de 1955, ni à celui des grands malaises de 1956, mais au troisième congrès de la FLQ, celui de 1957, que sera prise la décision d'affilier la fédération libérale « provinciale » à la « nationale ». Aussi bien sur les plans fédéral que provincial, l'avenir, incertain, n'inclinait pas alors à l'optimisme. Mais, pour les libéraux provinciaux, une esquisse d'espoir : l'Union nationale et son chef vieillissent et, surtout, « l'hypothèque fédérale » est levée puisqu'ils cesseraient de faire les frais de la politique anti-outaouaise de M. Duplessis.

Mais avant de « démocratiser » la province, les libéraux prétendaient démocratiser leur propre parti. L'Organisation, noyau dur et fort du Parti, était à la fois omniprésente et clandestine dans la Fédération. Celle-ci apparaissait être ni mère, ni fille, ni tutrice du Parti, mais le symbole et l'instrument de sa démocratisation en même temps qu'elle fournissait le lieu d'une catharsis annuelle pour les « militants de base ». Il était déjà question de la « vieille garde » et des « propriétaires du parti »⁹². Dans un rapport de la Commission politique, ratifié à l'unanimité, le principe de distinction des deux partis provincial et fédéral était posé, mais ce n'est que 7 ou 8 ans plus tard que la « double allégeance » deviendra une question cruciale. Enfin, comme indice d'une recherche pour une idéologie sociale plus ferme, une résolution fut lue à un congrès, mais non formellement présentée, qui proposait de substituer l'appellation de « Fédération libérale provinciale » pour celle de « Parti libéral populaire ». Quant au slogan, « La Fédération c'est le parti », il exprimait plus un idéal qu'une réalité. Comme preuve que les deux organismes étaient distincts, la Fédération, par exemple, parlait au nom du parti dans la lutte contre les « collabos ».

Dans la deuxième phase (1957-1960), les deux partis sont dans l'opposition. Mais tandis que le fédéral, qui vient de se donner un nouveau chef, M. Pearson, est tout éberlué par l'ampleur de sa défaite de 1958 (recueillant toutefois dans le Québec seul la moitié de ses faibles effectifs), le parti provincial a du vent dans les voiles : le dynamisme et le sens de l'organisation du nouveau chef n'a guère le temps de se manifester qu'il est fort opportunément servi par le scandale du gaz naturel. Et si les « ouvertures » que M. Lesage fait aux ligues d'action civique et au Rassemblement n'entraînent pas de véritable dialogue, si le projet de l'Union des forces démocratiques avorte, il n'en demeure pas moins que le parti libéral et sa fédération, en même temps qu'ils manifestent une combativité nouvelle, avaient pris les risques d'un élargissement à leur gauche intellectuelle et d'une intégration d'éléments d'un nouveau nationalisme réformiste. Quand mourut le premier chef de l'Union nationale, les 100 jours du « sauvisme » la ranimeront et auraient pu la relancer pour plus longtemps. Une lutte entre un parti libéral nouvellement aguerri et une Union nationale ranimée, sous la direction de ces deux forts joueurs, MM. Lesage et Sauvé, aurait certes été un match d'un caractère inédit dans l'histoire politique du Québec ! Tant était encore forte l'emprise de l'Union nationale dans les milieux ruraux, que M. Lesage ne l'emportera toutefois que de justesse, à la suite des épreuves de leadership qui frappèrent ce parti.

⁹² Expressions courantes des éléments progressistes de la FLQ.

L'Union nationale survivra à son fondateur. Les libéraux fédéraux avaient tout lieu de se réjouir de la victoire libérale de juin 1960. En coordination avec leurs frères québécois, il pourraient s'attaquer librement à la politique de M. Diefenbaker. Un parti provincial faible ne les avait pas desservis au temps de leur bonne fortune ; mais le regain du parti québécois, suffisamment fort pour prendre le pouvoir, devenait le signe précurseur de leur remontée au niveau canadien, que confirmait un sondage Gallup. Puis, M. Robichaud installait à son tour les libéraux au pouvoir au Nouveau-Brunswick.

Cette remontée libérale fédérale fut enregistrée lors de l'élection de 1962, qui coupa presque de moitié l'énorme majorité conservatrice. M. Diefenbaker se verra, comme en 1957, à la tête d'un gouvernement minoritaire, exposé à tomber d'un jour à l'autre. Selon la dialectique simple des élections de 1957 et 1958, c'est massivement que les libéraux auraient dû reprendre le pouvoir lors du prochain affrontement électoral qui ne saurait tarder - et qui ne tarda pas en effet (le 8 avril 1963). Dans cette troisième phase, le style « new look » de la « révolution tranquille » devient, à travers le Canada, un sujet de satisfaction, d'ébahissement même, puis très tôt d'inquiétude surtout lorsqu'éclatera l'explosion séparatiste à la fin de 1961. Après avoir hésité un moment à jouer au « Duplessis, seconde manière », le nouveau chef de l'Union nationale, M. Johnson, doit tôt se consacrer à raffermir son leadership vacillant à l'intérieur de son propre parti, ainsi qu'à rendre des points, si possible, à une nouvelle gauche, non pas « nationaliste », mais « séparatiste » ou « indépendantiste ». En pleine agitation séparatiste, qui risque de le déborder sur sa gauche nationaliste, il saura faire une bonne lutte, dans des conditions difficiles, lors des élections de novembre 1962. Cette élection, prématurée à cause de la crise intérieure du cabinet Lesage sur la question de l'électricité, permettra à M. Lesage de raffermir sa majorité, doublant le nombre des sièges de son opposant (63 contre 31) et obtenant un pourcentage du vote (57%) que n'avait jamais eu M. Duplessis au temps de sa plus grande puissance. Dans cette troisième phase, où les provinciaux sont au pouvoir, les citoyens québécois portent une attention très soutenue à leur « révolution tranquille » et l'élection du 18 juin 1962 ne les intéressera guère qu'après coup à cause de la présence opinée de la « troisième force » créditiste. Ainsi donc, le climat de la « révolution tranquille » aura débridé trois forces latentes de la société québécoise : celle du laïcisme qui, pour la première fois depuis un siècle, lutte à visage découvert et de façon organisée ; celle du séparatisme qui avoue moins son nom (préférant celui de l'« indépendantisme ») que ses

objectifs clairs et radicaux en une campagne d'agitation qui touche principalement des couches importantes du monde étudiant et un certain nombre d'intellectuels ; enfin, le créditisme ou le caouettisme, phénomène de télévision atteignant les régions déprimées et économiquement retardées, qui étonne tout le monde avec son contingent de 26 députés du Québec sur 30.

Cette phase, par contraste avec la simplicité des deux précédentes, se présente en un tableau de « brouillage », où trop de processus, disparates et simultanés, sont engagés dont on ne sait pas quelle en est la trame directrice à part, bien sûr, la « révolution tranquille », y compris sa frange mythique. De toute façon, cette trame n'est certes pas à rechercher dans les rapports entre les deux partis libéraux, mais bien entre le parti au pouvoir et sa fédération, fondée et conçue lors des jours les plus sombres du parti. La récurrence du thème du « patronage » montre bien que le mal est loin d'être extirpé. On assiste aussi à la naissance d'un vedettariat politique : René Lévesque, le plus anticonventionnel de nos hommes politiques et idole d'une nouvelle jeunesse, qui a su « forcer » la solution au problème de l'étatisation de l'électricité ; Gérin-Lajoie, qui s'attaque à une gigantesque et radicale réforme de l'éducation ; le chef du parti, lui-même, véritable « bête politique » qui sait vite faire pardonner des maladresses verbales et capitaliser à son profit les gains des mouvements lancés par d'autres. Le bouillonnement d'idées au sein de la FLQ est souvent l'expression des courants profonds de la société québécoise. La fédération, en certains cas, les explicite et les cristallise, « compromettant » le parti et même l'équipe ministérielle. Par exemple, au 7^e congrès, l'ATTENDU d'une résolution proclame que le Québec « possède le droit fondamental de décider de sa destinée et que ce droit est généralement reconnu ». Bref, « le Québec bouge » mais le parti libéral moins vite que sa fédération et que le gouvernement. L'ensemble donne l'impression de forces engagées en plusieurs directions, dynamisme contrastant avec la faiblesse de la représentation canadienne-française chez les libéraux oppositionnistes à Ottawa.

Les élections fédérales ne pouvaient tarder, elles eurent lieu le 8 avril 1963. Comme M. Diefenbaker en 1957 et en 1962, M. Pearson prendra le pouvoir mais avec des forces minoritaires. La situation se répétant le 8 novembre 1965, le Canada se voit installé pour un temps indéfini dans l'instabilité. C'est sa crise, ou peut-être mieux une conséquence et un reflet de sa crise. C'est aussi la crise du parti libéral canadien. On annonce des élections provinciales pour le début du printemps 1966. Le parti libéral, qui trouve dans le Québec le gros de ses appuis, aura à subir le contre-

coup des élections québécoises, quels qu'en soient les résultats. Pour l'instant (janvier 1966), les relations entre les deux partis libéraux sont encore celles d'un parti moindre et plus fort avec un parti plus « gros » et plus faible. Les positions autonomistes de M. Lesage dans les négociations avec le pouvoir central n'ont été en rien inhibées par la présence à sa tête de son ancien « patron », M. Pearson, dont il fut un court temps assistant parlementaire aux affaires extérieures. Ce n'est pas le lieu de gloser sur le film des événements qui se sont déroulés en 1963 et 1964. Dans l'histoire antérieure, nous avons relevé suffisamment d'indices annonçant la nécessité d'une « clarification » qui se produisit avant d'être entérinée au congrès officiel du 5 juillet 1964. Les libéraux fédéraux s'attelèrent à la tâche de se donner des structures correspondant à celles de la FLQ. Patiemment, nous avons tenté de rendre compte du travail de la future FLC (Québec). D'autre part, la série de « scandales », réels, présumés ou grossis, qui touchèrent exclusivement des ministres du Québec dans le cabinet Pearson, créèrent une ambiance morbide, qui ne semble pas plus avoir nui aux libéraux provinciaux qu'elle n'a aidé M. Diefenbaker. Le large remaniement du cabinet Pearson, avec des postes importants accordés à deux des trois « sages », devrait renforcer l'influence du Québec à Ottawa. Mais, écrivant au lendemain du discours du trône, on peut faire état d'une politique de durcissement à venir dans les relations fédérales-provinciales. Dans son discours du 20 janvier 1966, M. Pearson déclarait : « Quoiqu'il en soit, le gouvernement central n'a pas l'intention d'être pris dans un tourbillon de concessions unilatérales et imprudentes qui pourraient détruire notre système fédéral de gouvernement. » À quoi répondra le discours du Trône de la législature du Québec (le 25 janvier 1966) : « Mon gouvernement maintiendra son attitude ferme et positive. En visant à une répartition plus saine et plus efficace des responsabilités, il épaulera avec plus de vigueur que jamais l'effort d'affirmation de sa population dans le respect intégral des droits que la constitution lui reconnaît. »

La quatrième et dernière phase de notre étude est trop importante et chargée d'événements (la désaffiliation, la reprise en main de la FLQ par M. Lesage, les « affaires » Sauvé et Favreau, le travail d'élaboration de la FLC-Québec) pour qu'on puisse en dégager un seul trait dominant... Enfin l'intervalle entre les dernières élections fédérales et les prochaines élections provinciales constituerait cette quatrième phase, en sa plus grande partie, inconnue. Étant donné la tonalité des textes des deux premiers ministres en ouvrant la session en leur capitale respective, on peut prévoir d'autres relations difficiles entre les (faux, dixit M. Johnson) « frères ennemis » du parti

libéral canadien et du parti libéral québécois. Sur cette « projection » inoffensive, on peut passer à une autre ligne d'interprétation.

II. - Comme le rappelait un auteur américain récent, nous n'avons pas encore de théories générales des partis politiques ⁹³. Mais certains analystes politiques élaborent des typologies d'habitude élémentaires, toujours discutables, mais souvent utiles. Telle nous paraît être celle que Giovanni Sartori ⁹⁴ établit entre : a) les partis parlementaires-électorales ; b) les partis électoralistes de masse ; c) les partis de masse organisés. La troisième catégorie est peu pertinente à notre étude. Les partis communistes français et italien, plusieurs partis socialistes en seraient des prototypes. Mais leurs caractères généraux pourraient toutefois rendre compte de quelques traits du N.P.D., du Crédit social (mouture québécoise) et du jeune R.I.N., leur existence même faisant la preuve qu'ils ne visent qu'à une influence politique générale et non à prendre le pouvoir dans l'immédiat. En outre, fortement doctrinaires, ils ont une infrastructure de militants fidèles et dévoués en état de « mobilisation » permanente ; ils s'alimentent en fonds par les cotisations des membres dûment enregistrés ; ils ont encore à leur service exclusif un appareil bureaucratique, plus ou moins imposant mais spécialisé ; et leurs congrès réguliers n'ont rien du « pageant » mais tiennent plutôt beaucoup de la « recollection » pieuse et autocritique.

Pour notre propos, les deux premières catégories sont plus éclairantes. La distinction essentielle entre les partis libéraux canadien et québécois consisterait en ce que le parti libéral du Québec, depuis 1955, par sa fédération et tout ce qu'elle a permis depuis, a passé du stade du pur parti parlementaire électoraliste à celui du parti électoraliste de masse, tandis que ce n'est pas encore le cas du parti libéral fédéral, même depuis la mise sur pied des organismes provisoires de la FLC (Québec). Ce n'est évidemment qu'à son prochain congrès de fondation qu'on verra jusqu'à quel degré de démocratisation la dernière fédération ira dans sa structuration en vue de se donner les militants et animateurs qui lui manquent pour devenir précisément « électoraliste de masse ». Mais déjà s'imposent quelques observations importantes : 1° Ce n'est que forcé par un processus, devenu irréversible, que le parti fédéral a consenti à se distin-

⁹³ Frank J. Sorauf, *Political Parties in the American System* (Boston et Toronto, Little Brown and Company, 1964, pp. 135-136).

⁹⁴ « The Theory of Parties revisited », in D. Easton et L. Binder, editors, *Theory and Methods in Comparative Politics*, Prentice Hall, 1965.

guer, au niveau des structures supérieures, du parti provincial, accusant ainsi une dizaine d'années de retard dans son propre processus de « démocratisation », i.e. en sa conversion en parti électoraliste de masse ; 2° Ce n'est qu'en l'une de ses sections (celle du Québec) que le processus s'est sérieusement engagé, tenant compte du fait que l'élection anticipée du 8 novembre l'a provisoirement enrayé ; 3° Ce fut sous le seul impératif d'une situation-défi à un plan local, ou, si l'on préfère, en suppléance à un vide subitement créé, que le processus s'est déclenché. Dans la mesure où le parti fédéral dans son ensemble et sa fédération se démocratiseront ou opéreront la « conversion » dont nous venons de parler, ce sera encore sous l'impact d'un mouvement en provenance du Québec, car les autres « sections » du parti libéral à travers le pays ne semblent pas « bouger » [...] La demi-victoire du 8 novembre devrait, presque autant qu'une défaite décisive, fournir les incitations indispensables que suscite une « médiocre fortune », presque autant, encore une fois, qu'une « mauvaise fortune » prolongée.

Trop longtemps heureux dans ses tâches « administratives », le parti fédéral se contentait d'une adhésion minimale des membres (lors des élections, y compris de ses « organisateurs », que lui « prêtait » le parti provincial) ; il représentait aussi des orientations assez différentes de son grand adversaire - l'autre « vieux parti » - par ses programmes législatifs et sur certains points de son « style » gouvernemental ; ses organisateurs étaient certains « notables » ambivalents qui se sentaient en général plus à l'aise et « engagés » en politique provinciale ; le facteur personnel de son leadership (« Uncle Louis », « C.D. », « Mike »...) était fortement accusé. La masse allait à lui en période électorale, parce que, selon l'expression de Lavau (cité plus haut), il avait quelque chose d'« abstrait comme un lieu géométrique de forces divergentes. » Récemment, la « masse » québécoise lui fit faux bond en 1957, puis de façon plus partielle, par « l'infidélité créditiste » en 1962 et 1963. Il faut la rejoindre, l'aller chercher. Comme la FLQ y est, partiellement et par soubresauts mais toujours progressivement, arrivée, et que les fédéraux présentent volontiers comme « modèle ».

Il serait injuste de comparer une fédération qui a 11 ans d'existence à une autre qui, encore en sa phase préparatoire, vient de connaître un tourbillon électoral dont les résultats lui furent cruellement décevants. Ce qui sortira du congrès de la fondation de la FLC (Québec) pourra se comparer à ce qu'était la FLQ à la fin de 1955. Mais l'ambiance politique générale ne sera pas comparable. C'était pour « gagner les élections » de 1956 que les libéraux provinciaux, à la suite d'une longue gestation,

mirent enfin sur pied leur fédération. Ils n'étaient pas un parti parlementaire-électorale - comme à l'époque de Gouin et Taschereau - depuis 1944 qu'ils étaient absents du pouvoir. Mais, dans leur conversion en parti électoraliste de masse, toute une série de transformations s'opérèrent lentement : les notables et comités plus ou moins secrets tinrent de moins en moins en place ; des professionnels ou semi-professionnels occupèrent des fonctions officielles qui entretenaient l'esprit de « mobilisation » électorale à chaque congrès annuel et non pas à tous les quatre ans ; le caucus de ses parlementaires, non plus que le chef, n'occupaient toute la place, car ils devaient se montrer, dialoguer avec la FLQ et ses commissions, parfois les affronter ; la commission politique, (ou plus correctement d' « orientation politique »), diverses commissions spéciales furent les lieux et instruments de l'élaboration de « politiques », que les services de publicité traduisirent en « plate-formes » électorales. L' « idéologie » n'avait pas la cristallisation de celles des partis de masse organisés ; mais elle indiquait plus que des « tendances » politiques. Le « maître chez nous » ou le « levier (ou la clé) de notre économie » étaient les expressions-slogans de cet entre-deux idéologique. Les libéraux provinciaux avouaient leur nationalisme et leur autonomisme, tout en récusant le séparatisme ou l'indépendantisme ; ils ne reculaient pas devant des programmes dirigistes tout en ne se présentant pas comme socialistes : ils se situaient au « centre-gauche », comme le disait M. Lesage. À mi-chemin de son histoire, la FLQ était devenue suffisamment réformiste pour avoir réussi à élaborer un plan assez impressionnant de réformes dont certaines entraîneraient des ruptures violentes d'avec une situation de stagnation généralisée.

Et lorsque les libéraux prirent le pouvoir en 1960, ils étaient liés par un programme large et assez généralement explicite, élaboré d'en bas et par pièces détachées. Reportés au pouvoir en 1962, ils se trouvaient devant un mandat précis, qui s'insérait tout naturellement dans leur « programmation antérieure ». Depuis un an, certain « essoufflement » ou besoin de récupérer se fait sentir à quoi répond M. Lesage : « Ce n'est pas nous qui avons ralenti notre rythme, c'est le peuple qui s'est habitué à notre rythme. »

Ce n'est pas le lieu, ni notre propos, d'établir le bilan de la politique gouvernementale depuis 1960, encore moins de fonder ou de valider la prétention des chefs libéraux de l'avoir suffisamment « réalisée » pour devoir se donner maintenant un nouveau programme. Il faudrait, pour cela, considérablement élargir le cadre de l'analyse pour considérer l'évolution générale de la société québécoise depuis quelques années.

M. Vincent Lemieux disait au congrès de l'Union nationale de mars 1965, que « trois transformations sont en train de se produire dans la politique chez nous, et par le fait même, dans la façon de faire des élections ». D'abord, « les secteurs de l'activité collective qui font l'objet des politiques gouvernementales sont de plus en plus nombreux, que l'on aime cela ou non ». Ensuite, « ces problèmes politiques de plus en plus nombreux sont aussi de moins en moins strictement locaux, et de plus en plus régionaux ou provinciaux ». Enfin, « parce qu'ils sont plus complexes ainsi que plus régionaux et plus provinciaux, ces problèmes qui se posent aux partis politiques ne peuvent être compris, étudiés ou résolus qu'avec le concours de gens qu'on ne trouve pas toujours dans les associations locales ou de comté : experts, dirigeants des groupes intermédiaires, en plus bien sûr des conseillers du parti au niveau provincial » ⁹⁵. À son dernier congrès sur le thème de l'économie rurale, la FLQ avait invité un autre sociologue de Laval, M. Gérald Fortin. Plus que partout au Canada, les citoyens au Québec se sentent « près » de leur gouvernement et de leurs partis provinciaux. Depuis peu, leurs « groupes de pression » - dénommés pudiquement et, de façon peut-être involontairement plus correcte (voir Montesquieu), « corps intermédiaires » - se sont fait actifs et très attentifs, revendicateurs et fort critiques. Après avoir évoqué « les facteurs multiples qui détournent les corps intermédiaires du Québec d'une pression efficace sur le gouvernement d'Ottawa » ⁹⁶ le même sociologue politique, que nous venons de citer, constatait que de « quasi impossible qu'elle était il y a quelques années encore, la participation des corps intermédiaires au gouvernement de notre société est soudainement devenue praticable et fort pratiquée ». Il lançait même l'intéressante hypothèse théorique que « les partis, au même titre que les groupes de pression, peuvent être considérés comme des corps intermédiaires, en ceci qu'ils font le relais entre l'individu isolé et l'appareil étatique » ⁹⁷.

Les libéraux et leur fédération ne peuvent, à eux seuls, fournir ce relais ; mais ils sont devenus progressivement - par d'autres voies que celle du contact interpersonnel du « patronage » - des pièces indispensables d'un continuum politique d'organisation sociale. Il s'ensuit un sens de l'appartenance et de l'identification dont les malaises et

⁹⁵ D'après le texte polycopié, fourni par l'auteur, pp. 6 et 7.

⁹⁶ « C'est là un des objectifs d'une recherche qui est à peine commencée et à laquelle je travaille, en parfaite collaboration, avec un professeur de l'Université Queen's » (texte polycopié fourni par l'auteur à la 39e session des Semaines sociales du Canada, Québec, octobre 1964, p. 8).

⁹⁷ Ibid. pp. 12, 14.

tiraillements actuels, en matière d'éducation et de politique agricole par exemple, font précisément la preuve a contrario de sa réalité. C'est, à constituer ce relais, rompu depuis 1957, que la députation libérale du Québec et la FLC (Québec) doivent s'employer dans les prochains mois. Leur tâche est très difficile, non pas seulement à cause de leurs dix années de retard par rapport à la FLQ, ou parce qu'ils doivent justifier une espèce de « dédoublement » qui apparaît artificiel au plan grand nombre des adhérents et des militants libéraux, mais surtout parce que le besoin (ou l'habitude de voir la nécessité) de ce relais n'est pas clairement ressenti. Ici, encore, il faudrait élargir les cadres de l'analyse en nous plaçant devant la conjoncture politique générale du Canada. Lors de la dernière rencontre de la Société canadienne de Science politique (Congrès de l'Acfas, novembre 1965), le professeur John Meisel voyait trois changements majeurs dans le régime des partis du Canada : le « déclin de l'importance du rôle joué par les partis » ; « la consolidation et la normalisation du multi-partisme » et « la montée significative de la régionalisation des partis » ⁹⁸. Les deux premiers facteurs ne sont pas favorables aux tâches qui attendent les libéraux fédéraux du Québec. Et si le troisième leur est en principe bénéfique, il nous fait retrouver en son entier le problème de naguère : un parti politique canadien, avec l'« aile » provinciale œuvrant sur ce terrain et l'« aile » fédérale de ses députés et candidats venant du Québec.

Aussi ne faut-il pas s'étonner que semble s'être accomplie, aux dernières élections fédérales, la prévision de M. André Dubé selon laquelle 80 à 90% des membres de la FLQ travailleraient pour les libéraux fédéraux advenant un scrutin fédéral. Et est-il encore naturel que les nouveaux députés fédéraux du Québec sentent le besoin de justifier en quelque sorte leur utilité devant un parti libéral puissant dans l'État du Québec et qui a pris l'habitude de « négocier » directement avec le gouvernement de « l'autre capitale » - sans évoquer certaines manifestations, qui ont parfois l'air d'incartades (l'affaire de la lettre de M. Kierans protestant contre la politique financière de Washington), de la « politique étrangère » dudit État du Québec ? C'est le principe même du fédéralisme qui se trouve posé au niveau partisan. Pour la première fois peut-être l'état de tension chronique, ponctué de quelques « crises » aiguës, est ressenti aussi clairement dans le « difficile ménage » entre deux partis frères. Leur complémentarité même est gênante pour les deux à leur palier respectif. Et les fédéraux du Québec éprouvent plus de difficultés à justifier le caractère indispensable de leur pré-

⁹⁸ D'après Paule Beaugrand-Champagne et Pierre Olivier, *La Presse*, le 6 novembre 1965.

sence à Ottawa parce qu'ils sont intégrés dans le plus faible des deux partis, même s'il est le plus « gros » et qu'il fut pendant très longtemps le plus fort, tout en étant le plus « distant ».

III. - Ce difficile « ménage » des partis libéraux fut aggravé par le fait de l'inégalité entre les deux leaderships. Dès 1960, dans l'équipe ministérielle de M. Lesage, percèrent deux ministres influents et fortement polarisateurs de l'opinion publique, MM. Gérin-Lajoie et René Lévesque, encore qu'il convient de rappeler que, seul, le premier avait fait ses classes régulières dans la FLQ et le parti libéral. Puis vinrent, mais encore « de l'extérieur », MM. Laporte, Kierans et Wagner. Les ministres forts du cabinet Lesage lui donnent l'allure d'une famille quelque peu turbulente. La solidarité ministérielle, ou « l'esprit de famille » en subit certains contre-coups. M. Lesage doit souvent rétablir l'équilibre en essayant, pour sauver la face, de réaffirmer la ligne commune après coup : lui-même, plus d'une fois, n'a-t-il pas dû replâtrer une situation que des risques mal calculés ou l'impulsivité de son tempérament avaient détériorée ? Faut-il parler d'autorité paternelle du leader qui accepte, sans éclats publics, ces écarts, d'autant que son autorité n'est pas contestée en principe et que ces incartades mêmes, qui sont souvent plus des risques tactiques que des « déviations », se font selon un certain « air de famille » justement ?

M. Diefenbaker a eu la confiance réticente et même mesquine envers ses principaux lieutenants canadiens-français. M. Pearson, par tempérament et par sentiment de nécessité, était beaucoup plus ouvert à une collaboration la plus effective possible de ses collègues du Québec. Mais il ne fut pas plus chanceux. Il n'est qu'à rappeler la lutte entre la jeune et la vieille garde dont « l'affaire Sauvé » ne fut qu'un épisode, l'ambiance des « scandales », grands et petits, réels ou seulement présumés, pour qu'on soit porté à se demander si quelque Némésis ne s'acharne pas, depuis le départ de M. Saint-Laurent, à empêcher un Canadien français de s'élever au-dessus de sa condition de simple ministre. Une espèce de fatalité aveugle a marqué le destin politique d'hommes de valeur comme MM. Maurice Lamontagne et Guy Favreau. Aujourd'hui, on attend beaucoup de M. Marchand et de ses « acolytes », MM. Trudeau et Pelletier, car l'ancien leader syndical n'avait pas fait l'erreur de se lancer en franc-

tireur dans la grande bagarre ⁹⁹. Mais, dans le cas de ces « néo-libéraux », il s'agit encore d'une « importation de l'extérieur ». Moins encore que les provinciaux, les libéraux fédéraux « font des petits ». C'est le cas de nous rappeler ce truisme : les partis ne sont pas des entités organiques qui vivent de leur vie propre. Il leur faut des hommes avant d'en permettre l'épanouissement politique. Devant le sextuor d'hommes forts du Québec, nul ténor n'a été à même jusqu'à maintenant de chanter sa partition en français à Ottawa.

Les hommes, mais aussi l'argent, c'est-à-dire la caisse pour financer le parti. Sur ce plan, les provinciaux sont aussi en avance. La FLQ se finance elle-même, comme le fera la FLC (Québec). Mais le gros des fonds reste au parti, à l'organisation et, ultimement, au chef lui-même. Plus d'une fois, il en fut question à la FLQ. À son sixième congrès, celui « de la victoire » en 1960, une résolution proposait que « tous les fonds du Parti libéral du Québec soient perçus et administrés sous l'autorité de l'Exécutif et de la Commission permanente des finances de la Fédération libérale du Québec ». Sous la présidence de M. François Aquin, au 9^e Congrès, on réduisait le problème à une question de « modalités », selon lesquelles s'opérerait le transfert de la caisse des mains du chef du parti à la fédération. Mais ce n'est que plus tard que M. Lesage fera ses révélations - « Cartes sur Table » - sur le mode de financement de son parti. Des critiques partiels (comme M. Johnson) et impartiaux (comme certains journalistes) soutinrent que toutes les cartes n'étaient pas sur la table... Mais, toutefois, un plus grand nombre étaient étalées que sur la table des fédéraux, qui se décidèrent finalement à remplacer un trésorier provincial unique, du reste en instance de démission, par un comité de quatre membres présidé par M. Jean Ostiguy. Cette décision et son annonce furent englouties dans la nouvelle du prochain fracas électoral du 8 novembre 1965. Depuis lors, dans le public, on n'en entendit plus parler.

Relié à cette question, est évidemment le problème du « patronage », aussi ancien sans doute que la vie parlementaire elle-même. Tout juste au moment d'écrire ces lignes de conclusion, à quelques jours d'intervalles, le gouvernement Lesage vient d'intenter des poursuites contre deux de ses propres députés, présumément coupables de concussion. (Ce n'est pas le lieu de dissenter sur le thème du « bon » et du « mau-

⁹⁹ M. Peter Newman citait récemment le conseil que donnait à M. Marchand son « vieil ami », M. René Lévesque : « Ne répète pas l'erreur que j'ai commise, n'entre pas seul au parti. C'est ce que j'ai fait ; ça a été l'enfer », (La Presse, le 22 janvier 1966).

vais patronage ». Nul autre qu'un ancien ministre du cabinet Lesage, nommé juge par la suite, en avait lancé l'antithèse désormais classique.) L'Union nationale, qui a un passé lourd à ce chapitre, répliquait immédiatement par la voix de son chef, M. Johnson : « Le public est en droit de se demander si on n'est pas en train de lui offrir, en victime expiatoire à la place des véritables requins, un petit poisson des chenaux » ¹⁰⁰. Ce qu'ont révélé les enquêtes Salvas et Dorion peut être à l'origine d'une certaine sagesse prudentielle...

Pendant cette crise d'unité nationale, certains observateurs de langue anglaise ont tenu à préciser que le « patronage » ou certaines formes de corruption administrative ne sont pas la marque distinctive des politiciens ou administrateurs du Québec. Mais lors de la dernière campagne fédérale, on a pu enregistrer deux réactions contraires dans les deux Canadas. Il ne manquait pas de Canadiens français pour croire que, si tant de libéraux fédéraux du Québec avaient été touchés par des « scandales », c'est qu'il y avait eu probablement une espèce de conspiration anti-canadienne-française à Ottawa pour affaiblir, ou même détourner de la carrière fédérale, « nos meilleurs hommes ». D'autre part, après avoir fait au début de la dernière campagne fédérale du « porte à porte en compagnie d'un spécialiste des scrutins d'opinion », M. Philip Deane rapportait que « les protestants auxquels nous avons parlé se disent libéraux mais voteront pour les conservateurs parce que - notez bien ça - les scandales impliquent des Canadiens français », car « il est clair que si ces scandales avaient entaché la réputation des Canadiens anglais, M. Pearson n'aurait pas perdu ces voix ». Le rapport « scandales-traitement de faveur au Québec » était ainsi établi par certains interviewés : « Si l'élection avait lieu aujourd'hui, M. Pearson perdrait des votes d'Anglosaxons, parce qu'il a trop favorisé les Canadiens français... Pearson a ouvert la porte au Québec, et vous avez vu ce qui est arrivé. Scandales. » ¹⁰¹

Il faut dire un mot des jeunes et des étudiants libéraux. Dans la FLQ, ils furent actifs et efficaces et parfois lamentablement absents en leur propre fédération provinciale, étant, surtout ces dernières années, débordés par un plus fort membership de langue anglaise. Les jeunes anglophones québécois ne subissent pas l'attraction qu'exercent sur les nouveaux « jeunes citoyens de l'État du Québec » d'autres mouvements politiques et para-politiques, indépendantistes ou socialisants. Mais, au fil de notre

¹⁰⁰ *La Presse*, le 21 janvier 1966.

¹⁰¹ *La Presse*, le 22 septembre 1965.

chronique, on a pu constater que les jeunesses libérales, étudiantes ou non, furent, comme il convenait, souvent à l'avant-garde politique et socio-économique. Elles furent à l'origine de la rébellion contre le leadership hésitant de M. Lapalme. Elles acclimatèrent les idées nouvelles de dirigisme et de planification, de démocratisation de l'enseignement (gratuité et étatisation), de réformes radicales en matière constitutionnelle ; mais parfois, elles donnèrent aussi un spectacle vraiment peu édifiant de manque de sérieux. Et quand se tinrent des débats portant sur un « statut particulier » pour le Québec ou sur l'unilinguisme officiel ou le français prioritaire, par exemple, par une présence insuffisante en nombre, elles furent débordées par des anglophones, tout à coup paradoxalement majoritaires dans des associations québécoises. À un congrès des Jeunes Libéraux du Canada, M. Pearson fit un aveu sincère, presque pathétique, sur son « unilinguisme » désuet. On ira jusqu'à exiger, à un congrès de la Fédération canadienne des Étudiants universitaires libéraux, que « tout candidat à la présidence devra posséder une connaissance suffisante des deux langues officielles du Canada ». Au moment de la rédaction de ces lignes, les journaux nous apprennent que l'Union québécoise des Étudiants libéraux du Canada préconise « l'abolition de la monarchie constitutionnelle, l'instauration d'un régime républicain... » Partant de la thèse des « deux nations », les congressistes ¹⁰² voient dans le Québec l'État national du Canada français, sa seule expression politique viable, sa seule structure politique qui ait de l'avenir ¹⁰³. D'autres débats houleux sont à prévoir quand l'étude de ces questions sera portée au niveau de la fédération « senior » : La FLC (Québec).

IV. - Il faut résister à la tentation sécuritaire de recourir au facteur unique de causalité pour expliquer la désaffiliation des deux fédérations, ce facteur fût-il aussi global que la crise du fédéralisme canadien et les poussées séparatistes au Québec, qui en sont à la fois symptômes et conséquences. Il faut expliquer comment, en moins d'un an, du 9e congrès d'automne de 1964 au congrès spécial de juillet 1964, ce qui, quelques mois à peine auparavant, eut paru « impensable », devint un impératif majeur et s'imposant d'évidence. L'état de tension, à cette période, entre les gouvernements libéraux d'Ottawa et de Québec dans le réaménagement des compétences constitutionnel-

¹⁰² « ... les congressistes, au nombre d'une trentaine, provenaient des différents clubs libéraux des universités et collèges du Québec, et... ils se partageaient à peu près également entre francophones et anglophones.

¹⁰³ *Le Devoir*, le 24 janvier 1966.

les et fiscales, resserre à peine le champ de l'explication globalisante qu'on vient d'évoquer. Bien sûr, « tout est dans tout » et « rien ne sort de rien ». Ces larges processus sont plus qu'un arrière-plan d'antécédents, qu'une toile de fond. Mais, de soi, ils ne comportaient pas la nécessité d'une distinction des structures supérieures des deux partis. C'est un secret de Polichinelle, qu'en toutes circonstances et à tous égards, M. Lesage aime mieux « négocier », fût-ce âprement, avec M. Pearson qu'avec M. Diefenbaker - et vice-versa : il y a la connaissance mutuelle des deux hommes et, en profondeur, la commune fibre libérale. Et surtout, la foi profonde que le Canada doit subsister en comportant le « risque », désormais ressenti comme inéluctable de part et d'autre, d'un Québec fort et dynamique, et, donc, trublion. Dans ses luttes contre le gouvernement Diefenbaker, M. Lesage ne tirait aucun avantage tactique devant l'Union nationale, non « compromise » officiellement avec le parti conservateur, et qui cherche à rendre au parti ministériel des points en sa politique autonomiste frisant le « cryptoséparatisme ». Les deux premiers ministres ne sont pas seuls : il y a leur cabinet, leur parti, les partis d'opposition ; il y a les diverses couches, secteurs, régions, origines de l'ensemble de la population canadienne. Dans leurs affrontements, réels et non « feints », ils sentent qu'ils doivent jouer une dure partie, mais en deçà du point of no return, ce qui détermine d'instinct la barrière du « jusqu'où il ne faut pas aller trop loin ». Mais, menant cette dure lutte contre un gouvernement libéral, M. Lesage se trouve à donner des gages de sa bonne foi, au risque, pour lui, de brûler ses chances personnelles d'accéder au leadership du parti canadien et de devenir le troisième premier ministre d'origine française, qui serait peut-être requis pour relancer le Canada au lendemain de son centenaire ¹⁰⁴. Son voyage dans l'Ouest, en septembre 1965, l'a plus influencé qu'il n'aura influencé ses auditeurs.

¹⁰⁴ Au moment d'écrire ses lignes, M. Lesage vient de déclarer qu'il n'envisage pas la succession de M. Pearson et que, lorsqu'il aura estimé avoir fait ce qu'il pouvait pour le Québec, il voudra retourner à la « pratique du droit » et pouvoir enfin « vivre comme tout le monde ». Lassitude à la suite d'un travail prométhéen, depuis quelques années, calcul tactique pour être en état de se « laisser faire violence », ou conscience que son amical adversaire, M. Jean Marchand, pourra « grandir » politiquement assez vite - bien qu'« on » ait sorti M. Winters pour contrer peut-être un tel mouvement - afin de devenir ce « grand Canadien français à Ottawa, ou encore pour une éventuelle succession selon le principe de l'alternance ? Peut-être un peu de tout cela... Les tréfonds de la psychologie d'un homme politique ne sont pas plus faciles à explorer chez tout homme à forte personnalité.

D'une part, ses attaques contre le séparatisme sont aussi fermes que ses prises de position autonomistes ou, dirions-nous, violemment pro-québécoises ; mais, d'autre part, tandis que M. Pearson songe à confier l'étude du « rapatriement de la Constitution » à un comité parlementaire, M. Lesage déclare n'avoir nulle intention de répéter cette étude au comité de la constitution de l'Assemblée législative. Et pourtant quelques mois auparavant, M. Lesage avait forcé l'adhésion de l'opinion et des partisans libéraux - l'affaire pendante du Conseil Législatif lui fournissant une fort opportune occasion d'opérer une retraite stratégique. Ce ne sont pas les interprétations générales de ce type qui nous fournissent la clé d'explication de la désaffiliation ; mais, elles gardent une certaine validité pour la compréhension de ses conséquences en grande partie fictives. Il faut établir clairement la ligne de clivage de 1960. Avant 1960, les manifestations et courants « anti-parti fédéral » trouvaient leurs origines dans la « mauvaise fortune » prolongée des libéraux québécois ; après 1960, ils provenaient d'un souci d'assurer leur nouvelle « bonne fortune » contre le vis-à-vis d'Ottawa, que celui-ci fût M. Diefenbaker ou M. Pearson. Pour la première période quinquennale, le coefficient bi-ethnique est faible ; dans la seconde, ce coefficient est toujours plus ou moins fort, mais jamais faible. Depuis 1963, il ne fallait surtout pas que les liens de parentage atténuent l'efficacité et la portée de la lutte constitutionnelle : d'où cette espèce de surenchère d'un « ultimatum » - qui n'en est pas un puisque le mot n'a pas été prononcé, mais qui en est un quand-même... Mais, encore une fois, une explication de ce type est trop courte.

Il y a des éléments accidentels et personnels. D'abord, l'accession à la présidence de M. François Aquin au 8e congrès. Cette fois-ci, M. Lesage avait adopté une politique de neutralité en ne prenant pas partie officiellement pour l'un ou l'autre des candidats. Mais à partir de ce moment les « jeunes éléments » réformistes vont occuper une place de plus en plus grande à la FLQ et la Commission politique, qui avait déjà commencé à grossir presque démesurément, prendra des initiatives de plus en plus hardies. Mais à noter que la désaffiliation n'était pas au programme de M. Aquin et qu'elle n'était même pas, chez lui, un dessein secret. À ce 8e congrès provincial, M. Pearson rend hommage à la FLQ, « qui rend de grands services au parti libéral », et son nouveau Président appuie, quoique sans ferveur, le parti fédéral au début de la campagne électorale de 1963. Ainsi fait M. Lesage un peu plus tard, mais, semble-t-il, davantage pour extirper le chancre créditiste que par solidarité libérale. L'autre élément, très « personnel » et pas complètement « accidentel », fut, au 9e congrès, la

prise de position très ferme de M. René Lévesque, qui, comme dans sa campagne pour l'étatisation de l'électricité, s'embarqua à fond pour appuyer l'amendement proposé par M. Jean Meunier, député de Montréal-Bourget. L'algarade avec son homonyme, M. Gérard Lévesque, premier président de la FLQ, lui vaut, par la force de sa sincérité et de sa dialectique, un succès de prestige et une défaite honorable. Mais, c'est après que les partisans de la « double allégeance » (et tous les « fédéraux » à ce stade) se seront sentis rassurés, croyant avoir abattu décisivement le cheval de la désaffiliation, que vont culminer toutes les rancœurs accumulées et les griefs latents. C'est désormais une question cruciale, pensable et dont l'opinion est maintenant saisie par la large publicité accordée aux thèses des deux débattants homonymes.

Il manquait encore une occasion pour que l'affaire rebondisse. Le président Aquin fut favorable à la proposition Meunier, éloquemment défendue par M. René Lévesque. Mais jusqu'au mois de janvier 1964, il sait qu'il n'a pas l'appui de son propre exécutif pour « forcer » la situation. Quant à M. Lévesque, il attend l'occasion de marquer des points. Les 155 votants en faveur de la désaffiliation étaient, eux, presque étonnés de se trouver si nombreux lors d'un premier test : un congressiste sur trois ! Mais la fusée aurait pu se désamorcer si l'association libérale du comté de Jeanne-Mance n'avait pas censuré M. Lévesque. Lors d'un congrès d'une association de comté qui avait adopté pour thème « l'unité libérale », la FLQ est mise en accusation pour avoir « failli à sa tâche en ne remplissant pas adéquatement son rôle de membre de la Fédération libérale » et en hébergeant « des membres du parti qui ont une tendance séparatiste ». C'en était trop ! La réplique du président Aquin fut cinglante : un véritable réquisitoire qui, en nos propres termes, « équivalait à un cri de guerre suivant une première escarmouche ». Il semble qu'alors M. Lesage ait appuyé officieusement ou tacitement M. Aquin. Nous savons déjà que les rapports entre le chef du parti et le président étaient lâches. Mais le chef du parti ne pouvait présenter la défense de la Fédération « nationale » contre le président de sa propre fédération, alors qu'il avait souvent proclamé « la Fédération, c'est le parti », qu'il lui rendait annuellement compte au début de chaque congrès (les votes de confiance qu'il obtenait toujours facilement comme une espèce de « formalité » allant de soi ; mais sait-on jamais...). Sur tout le premier ministre savait que le diagnostic sévère de M. Aquin n'avait rien d'outré, lui qui avait passé suffisamment de temps à Ottawa pour savoir ce qu'il en était de la Fédération « nationale ». En outre, devant l'opinion, si la « scission » ou « désaffi-

liation » se produisait, il se trouvait à donner des preuves supplémentaires qu'il avait ses coudées franches avec le « grand frère », d'Ottawa.

Les relais de l'histoire du conflit désormais lancé furent le congrès de la Fédération des Étudiants libéraux du Québec ; celui du congrès de l'Association du comté de Montréal-Bourget, où les deux principaux protagonistes, MM. Aquin et Lévesque, enfoncent le clou ; l'attaque en porte-à-faux de M. Yvon Dupuis, suivi du dédaigneux silence de M. Lévesque et de la mise au point de la Commission politique de la FLQ. À partir du moment où M. Favreau se déclarera « non mordu du rouge à Québec, rouge à Ottawa », contre l'opinion de plusieurs de ses collègues-ministres du Québec, et que, de son côté, M. Lesage attachera le grelo en faisant ressortir, devant un large auditoire de télévision, les « inconvénients de l'affiliation » en même temps que l'utilité de « nous entendre pour ne pas nous entendre », à partir de ce moment-là, le mouvement déclenché était et apparaissait être irréversible. La proposition de la tenue d'un référendum sur le principe de la double allégeance ne fit pas long feu, précisément pour éviter les « feux » d'une bataille rangée qui eût divisé les libéraux davantage que la formule de distinction alors envisagée. Après la nomination de M. Favreau comme leader des libéraux québécois, la déclaration de M. Pearson sur la nécessité d'une « collaboration et d'un appui mutuel », « quel que soit le genre d'organisation adopté », constituait la plus haute confirmation de l'irréversibilité du mouvement. Et voilà que s'engage un processus de démocratisation et de structuration de la Fédération « nationale », pendant que les jeunes Québécois optent résolument contre l'automatique « double allégeance ».

Tant fut rapide le processus de désaffiliation, tant furent insignifiantes et rares les prises de position des opposants, qu'on se rend compte que l'affaire, quant au fond, avait été réglée quelques mois auparavant au niveau des leaderships suprêmes. Le rapport plus radical de la Commission politique de la FLQ réclamant une scission complète, ne fut rendu public qu'après la dernière rencontre du congrès du 5 juillet 1964. Eut-il été connu avant ou pendant le congrès, que l'opération désaffiliation aurait risqué de s'enrayer complètement. De part et d'autre, on voulait se séparer dans la dignité et l'amitié, en soulignant les avantages mutuels d'une séparation... relative - dès lors qu'était maintenue la liberté des associations locales de s'affilier à la structure fédérale projetée. Séparation au sommet, mais non à la base, du moins pas forcément : les « ambiguïtés » du passé allaient se trouver constitutionnellement consacrées ; mais tout le monde y trouvait son compte. Ce fut l'habileté de MM. Aquin et

Lévesque, opportunément servie par la « gaffe » de l'Association libérale de Montréal-Jeanne-Mance, de mettre de leur côté, en un temps record, l'opinion libérale, M. Lesage et donc le cabinet. Mais à la fin avril, ce sont MM. Favreau et Lesage qui prennent le mouvement en main, en font leur propre affaire, jugulent par avance une évolution débridée. Mais sans les deux protagonistes principaux, MM. Lévesque et Aquin, aucun mouvement ne se serait déclenché...

Le reste de l'histoire est déjà, en partie, passé (la « double allégeance » efficace lors de l'élection du 8 novembre 1965). Ce qui est à venir sera déterminant : la survie du gouvernement Pearson, le congrès de fondation de la FLC (Québec), les prochaines élections québécoises prévues pour 1966, la force des nouveaux ministres fédéraux (avec une attention particulière pour le destin de M. Jean Marchand). Cela comporte suffisamment d'aléas et d'imprévus pour qu'on ne succombe pas à la tentation de la prospective...

Incertitudes d'un certain pays.
Deuxième partie. Dimensions intérieures
B. À la fin de la « Révolution tranquille »

Chapitre 13

Les élections fédérales du 8 novembre 1965 *

[Retour à la table des matières](#)

Or, nous eûmes des élections le 8 novembre 1965, celles qui passeront à l'histoire comme des élections sans nécessité, qui ne firent, pour la seconde fois en deux ans, que des vaincus. Se croyant sur une remontée suffisante depuis leur demi-victoire du 8 avril 1963, les Libéraux, qui avaient été désincrustés du pouvoir après 22 ans en 1957, estimèrent après de longues hésitations le moment favorable pour s'y incruster à nouveau. Le calcul fut moins déjoué que mauvais le pari. En minoritaires, ils gouvernent tant bien que mal une Chambre qui serait ingouvernable si le corps électoral n'en avait assez, si les caisses électorales n'avaient été trop fréquemment délestées, si, surtout, disent les malins dont je m'exclus, nos chers « élus du peuple » n'étaient pas un tantinet attachés à leurs indemnités parlementaires.

Et puis, nous avons eu l'élection provinciale du 5 juin 1966, qui fit l'effet d'un coup de tonnerre dans le paysage québécois de la « révolution » que « silencieuse » on avait nommée : tout le monde s'y est trompé, de plus fâcheuse façon encore qu'à l'élection fédérale précédente ; le résultat fut numériquement aberrant, le vainqueur, avec près de 47% des voix, devant s'incliner devant le vaincu de 41%. Celui-ci, n'en

* *Du duplessisme à Trudeau et Bourassa*, Éditions Parti Pris, Montréal, 1971, pp. 339-347.

étant pas plus revenu que tout le monde, ajuste comme il peut sa défroque de vainqueur par surprise. En juin 1956, le duplessisme remportait une cinquième victoire dont quatre consécutives. À partir de l'année suivante, il allait devenir intéressant de voir comment Duplessis négocierait avec le nouveau maître de la « capitale étrangère », le conservateur de bonne souche M. Diefenbaker, qui se trouvait à la tête d'un gouvernement d'abord trop faible, puis, quelques mois plus tard, trop fort. « La plus importante crise cardiaque depuis le début de la Confédération » survenant trop tôt dès 1959, une nouvelle dialectique de lutte n'a pu se dégager : on est resté avec le souvenir stéréotypé de l'affrontement-équilibre Saint-Laurent-Duplessis.

Mais le soir du 5 juin 1966, soit dix ans moins deux semaines après la dernière victoire de l'homme-à-la-statue-introuvable, son héritier en ligne doublement collatérale, M. Johnson, en reprenant le pouvoir, se trouvait à remettre en question la « révolution silencieuse » et... fournissait un titre approprié à notre recueil d'essais ! L'événement était à ce point inattendu, le « révisionniste » Johnson avait fait tant de déclarations estimées outrancières à l'enseigne de l'Égalité ou Indépendance, que le rapport figure-fond en politique canadienne s'en est trouvé comme soudainement inversé : phénomène qu'on aurait pu décrire comme la « figure » canadienne sur le « fond » québécois peu après la « révolution silencieuse ». L'expression serait à peine exagérée si, comme aux Communes, le nouveau gouvernement Johnson n'était pas parlementairement si faible. C'est une différence essentielle : M. Pearson est fort relativement à la faiblesse de ses oppositions, tandis que M. Johnson a toute une opposition devant lui !

* * *

On s'habitue à tout, y compris à l'instabilité qui, en politique canadienne, finit par se stabiliser - tout comme selon le dicton : « Il n'y a que le provisoire qui dure. » Depuis bientôt dix ans, la politique fédérale a appris à s'installer dans le provisoire et l'instabilité. Cinq élections (1957, 1958, 1962, 1963, 1965) se sont tenues dont une seule (celle de 1958) a permis le dégagement d'une majorité gouvernementale ; mais, avec ses 208 députés sur 265 et 53, 6% du vote populaire, cette majorité fut précisément trop forte ! L'histoire dira peut-être que l'apothéose du diefenbakerisme aura été l'accident accélérant le processus de déséquilibre du Canada ou des Canadas. Nous sommes entrés dans une nouvelle phase d'instabilité chronique depuis 1957.

D'après les derniers sondages Gallup, le regain du Nouveau parti démocratique serait la mesure de la désaffection à l'égard des deux grands ou « vieux partis ».

Il y eut une autre phase d'instabilité entre 1921 et 1930, certes longue mais plus courte que l'actuelle dont on ne voit pas encore d'indices de la fin. Les Libéraux s'en tirèrent assez bien à trois reprises : en 1921, avec 42,7% des suffrages, ils obtenaient 117 sièges ; en 1925, avec 40,2%, à leurs 101 sièges s'ajouta l'apport de 24 députés « progressistes » et de 4 autres sièges de tiers partis, contrebalançant pendant une huitaine de mois la majorité conservatrice de 116 sièges s'appuyant sur 46,4% des voix ; en 1926, avec 43,8% du vote exprimé, ils n'obtenaient encore que 118 sièges sur 245, mais ils purent gouverner grâce à l'appui des « Libéraux-Progressistes » qu'ils allaient absorber, tandis que les Conservateurs, majoritaires en voix (47,5%), devaient se contenter de constituer l'opposition officielle avec 91 sièges. (À noter, en passant, que c'est en cette période de la faiblesse du gouvernement central que s'affirma l'apogée des autonomies provinciales - tout comme depuis 1962.) En 1945, les Libéraux de Mackenzie King se virent à nouveau minoritaires avec 118 sièges ; mais ils purent gouverner sans crainte jusqu'en 1949, grâce à l'appui des Libéraux indépendants qui réintégrèrent, les uns après les autres, le parti. De ces quelques relevés, on peut tirer l'observation que les Libéraux savent se tirer pas trop mal et sans trop de mal d'une longue passe de « minorité ». M. Pearson, depuis 1963, renoue avec la tradition.

De plus larges observations s'imposent aussi. D'abord, la majorité absolue des voix est un fait rarissime en politique fédérale : ce n'est qu'en 1940 que les Libéraux (50,9%) et en 1957 que les Conservateurs (53,6%) dépassèrent le cap magique du 50% des voix. Ensuite, on remarque que de longues périodes de « majorité » gouvernementale (de 1867 à 1921, pendant 13 élections ; puis de 1930 à 1957) alternent avec des phases plus courtes de « minorité » (de 1921 à 1930 ; de 1957 à ...) Le raz de marée des Conservateurs en 1958, qui semblait empêcher dès le début une phase de « minorité », produisit l'effet de déséquilibre déjà mentionné et fut suivi de deux élections d'où sortit un gouvernement minoritaire qui dure encore. C'est pour une autre raison que la symétrie chronologique que nous estimons que le résultat de l'élection de 1958 fut « accidentel », établissant en outre le double record de la pluralité des voix (53,6%) et des sièges (208).

En cette année du Centenaire l'heure étant aux vastes rétrospectives séculaires, on ne se fait pas faute d'opérer des retours dans le passé. Ainsi donc, pendant le premier

demi-siècle de la « Confédération » jusqu'en 1921, les gouvernements canadiens, par la simplification du strict jeu bipartiste, purent jouir d'une majorité stable ; les gouvernements de la seconde phase de l'ère Mackenzie King à partir de 1935, que perpétua l'ère Saint-Laurent jusqu'en 1957, furent en aussi confortable position malgré l'existence des tiers partis. Mais dans le second demi-siècle, de 1921 jusqu'à maintenant (et pour combien de temps ?), rien n'est assuré : dans l'ensemble d'une période de 46 ans, le Canada aura été gouverné par des équipes ministérielles minoritaires pendant 19 ans. Et cela risque de continuer un certain temps.

Est-on mieux ou plus mal gouverné par un gouvernement majoritaire ? Il n'y a certes pas de réponse globale. Celui qui pose la question connaît la réponse. Si c'est un partisan d'un des grands partis, de celui qui se trouve en position gouvernementale minoritaire tout autant que de celui qui, dans l'opposition, peut le supplanter, la réponse est nette, claironnante, impérative : « Pas de gouvernement efficace sans majorité stable. » Si c'est un partisan d'une tierce formation, l'argument est rejeté du revers de la main, tout en faisant ressortir l'aspect bénéfique de détenir ce qu'on appelle la « balance du pouvoir » : « Ce qui importe, c'est que le peuple soit bien représenté. »

On a reparlé tant et tant des régionalismes ou « sectionnalismes » canadiens (deux Canadas culturels, quatre ou cinq Canadas économico-géographiques) qu'on n'a guère le goût d'y revenir. D'abord parce que c'est un lieu commun ; mais, au-delà du lieu commun, il y a un fait massif tellement flagrant qu'on éprouve bien de la difficulté à le saisir avec toute la relativité des composants de cette totalité invraisemblable. La quasi-impossibilité de rallier autour d'un parti canadien l'adhésion de 50% de Canadiens, la difficulté de mettre au pouvoir un gouvernement pouvant s'appuyer sur une majorité de sièges sont les reflets politiques de cette « totalité invraisemblable ». La remarque est d'autant plus importante que nous jouissons d'un régime uninominal à un tour, qui favorise d'injuste façon les deux partis de tête et réduit souvent à l'insignifiance symbolique ou à la temporaire représentation régionale les tiers partis, et cela dans une société où, en apparence tout au moins, les lignes de clivage idéologique sont peu nombreuses ou très peu formulées.

Si « la une » des journaux n'en a guère que pour les hommes politiques ou, sans révérence respectueuse, pour les « politiciens », il faut bien reconnaître que l'homme est à peu près absent des travaux les moins contestables de la science politique. Pourtant, comment donner réalité dynamique aux observations qui précèdent sans tenir compte des hommes qui furent à l'origine (pour les symboliser dans la suite) de ces

mouvements de vaste amplitude. Considérez la traditionnelle bonne fortune des Libéraux fédéraux depuis 1896. Vous êtes ramené à Laurier et Saint-Laurent et le long interlude de « brillant second » d'Ernest Lapointe. La mauvaise fortune inverse des Conservateurs fut leur incapacité, à défaut de se donner de temps à autre un chef d'origine française, de trouver un numéro deux canadien-français. Considérez la passe difficile de la « minoritude » gouvernementale des Libéraux entre 1921 et 1930, vous trouverez l'extraordinaire habileté manoeuvrière de Mackenzie King dont il fera à nouveau preuve pendant tout le second conflit mondial et qui lui permettra d'inventer à point nommé Louis Saint-Laurent, d'où sortira le mythe « Uncle Louis » pour perpétuer la bonne fortune libérale une autre dizaine d'années. Considérez la poussée conservatrice de 1958, vous voyez la « magie » diefenbakerienne en action aussi dévastatrice que momentanée, échappant presque à l'analyse, même psychologique. Considérez enfin la crise canadienne actuelle dans ses fondements, vous constaterez que c'est après s'être sentis orphelins pendant trois ou quatre ans à Ottawa, alors que se levait l'hypothèse justement mythique de Duplessis, que les Canadiens français du Québec ont senti passer chez eux la brise et, chez certains d'entre eux, le vent de la rébellion anti-outaouaise.

Bien entendu, je ne veux pas imposer la règle du facteur unique d'interprétation, ce qui serait céder, au niveau analytique, à quelque « culte de la personnalité ». La politique est faite tout autant et simultanément par que pour les hommes. Mais il y a encore les conjonctures imposées ou imprévisibles : Borden au gouvernail pendant la première guerre mondiale ; Bennett élu au début de la crise économique, Diefenbaker à son apogée au moment du déclenchement de la « révolution tranquille » du Québec. Il y a encore les traditions et les styles idéologiques des partis. Mais ce qui compte originellement, et aussi ultimement parfois, c'est la saisie précise que tel homme a de la situation, créée par d'autres et à lui donnée, pour lui imprimer sa marque propre plus ou moins profonde et ainsi la modifier en une évolution dont il perçoit, sinon le terme, du moins le sens du mouvement. Ce qui revient à dire qu'en se gardant bien de se donner des allures de « prophète », l'homme politique doit pouvoir jouir, en plus, ou moins grande subtilité et conscience, de dons de prophétisme.

Le « prophète » Diefenbaker, mystique du canadianisme without hyphen, n'exerce plus la « magie » de 1958. Rejeté par les éléments vitaux de son propre parti, il se cramponne à sa barque de façon pathétique, se ménage en tout cas une bien triste sortie. Il n'y a que deux fins possibles pour les prophètes : on les brûle de leur vivant

pour les magnifier après leur mort ou on les magnifie en leur vieil âge - or M. Diefenbaker est septuagénaire. Le « diplomate » Pearson n'a pas de densité colérique du « prophète » dont l'épithète le ferait s'esclaffer et tout le monde avec lui. Mais du diplomate il a la « sensibilité » des problèmes, ce qui le rend en une situation ultra-difficile un très utile amortisseur des chocs qu'il ne peut pas prévenir. Passé l'Expo, ses flonflons, sa cohue, son génial refrain (Un jour, un jour... Hey friends, say friends !), il faudra relancer le Canada s'il mérite sa survie.

Qui peut le faire ?

Les journaux canadiens-anglais n'ont pas fait Jean Marchand, qui existait par lui-même et ses oeuvres avant d'entrer dans la politique. Si ce n'est pas lui, ce devrait être quelqu'un qui ait un sens en quelque sorte visionnaire du leadership à exercer pour la relance de la « chose historique Canada ». À la vérité, je ne suis pas si sûr que l'état actuel de détérioration de la « chose » politique en question permette le succès d'un leader même charismatique ¹⁰⁵.

¹⁰⁵ Fin 1966, lorsque furent écrites ces notes, il n'était pas encore question de M. Trudeau comme éventuel candidat au leadership du parti libéral fédéral.

Incertitudes d'un certain pays.
Deuxième partie. Dimensions intérieures
B. À la fin de la « Révolution tranquille »

Chapitre 14

Les élections québécoises du 5 juin 1966 *

[Retour à la table des matières](#)

On peut s'attendre à ce qu'un organisme vivant ait l'instinct primaire de conservation. Or, par deux fois, le parti libéral du Québec a montré qu'il en était dépourvu alors qu'il occupait le pouvoir : le parti, majoritaire aux voix, est devenu minoritaire en sièges parlementaires en 1944 et en 1966. Seulement la première fois, l'écart était minime ; une vingtaine de mille voix, soit environ 2%. Réflexe d'agronome-fils-de-la-terre (?), M. Godbout n'avait pas tenu suffisamment compte de la rapide urbanisation qui s'était produite pendant les années de la guerre. Un nez en avance dans la course, il se voyait déclaré vaincu ; quatre ans plus tard ce sera l'effondrement, puis le démantèlement de son parti, qu'essaiera de reconstruire à partir de 1950 M. Lapalme.

En 1966, l'écart était beaucoup plus considérable : 130,000 suffrages, soit presque 6%. Réflexe de légiste-en-remords-de-n'avoir-pas-fait-la-« révolution tranquille » - de-l'agriculture (?), M. Lesage a reculé devant la seule réforme décente de la carte électorale. Une tête en avance dans la course, il se voyait, à son grand ahurissement, déclaré vaincu ; ce n'est pas dire qu'il connaîtra l'effondrement ou que son parti sera

* *Du duplessisme à Trudeau et Bourassa*, Éditions Parti Pris, Montréal, 1971, pp. 347-362.

démantelé dans quatre ans ou plus tôt. Mais une carence grave de l'instinct de conservation risque de coûter cher longtemps. C'est déjà commencé.

M. Lesage a battu sa coulpe devant ses propres partisans au début du dernier et tumultueux congrès de la Fédération libérale du Québec : geste d'humilité et de courage. En une circonstance antérieure, lors d'une conférence de presse télévisée, si ma mémoire ne défaille point, il avait en quelque sorte noyé sa responsabilité parmi quelque 80 causes de cette soi-disant « défaite » (d'après des recherches et enquêtes faites par ses partisans ou pour le compte de son parti) : geste moins courageux. Encore auparavant, presque au lendemain de la défaite et visiblement piqué, M. Lesage répondait sur un ton sec au professeur de science politique de Laval, M. Vincent Lemieux, qu'il ignorait le droit constitutionnel pour avoir soutenu que les Libéraux venaient « d'être victimes de leur négligence à opérer une réforme convenable de la carte électorale ». Car, écrivait M. Lesage, « nous avons été dans l'impossibilité de modifier les circonscriptions électorales protégées par l'article 80 de la Constitution » et, quant à l'abrogation du dit article, « là encore, l'obstacle était le Conseil législatif ». Mais il était « clair qu'en inscrivant à notre programme électorale, l'abolition du Conseil législatif, nous entendions nous mettre en mesure de parfaire le remaniement de la division territoriale présenté comme question d'importance primordiale dans le discours du Trône du 15 janvier, 1963 » (La Presse, le 11 juin 1966). La « réforme » de la carte électorale était à venir ; en attendant, il avait fallu se contenter d'une « réformette » - qui fut un vicieux « nez de Cléopâtre » ! J'ai pour le droit constitutionnel et les conseillers en la dite matière de l'ancien premier ministre le plus grand respect, mais, je dois aussi l'avouer, aucun sentiment inhibitif d'idolâtrie. Bien entendu, sur les plans juridique et tactique, il n'est pas aisé d'amener un corps législatif, par son propre consentement, à se suicider. Mais il y a aussi telle chose qu'un consensus général sur le caractère strictement indéfendable à tous égards de cet anachronisme institutionnel qu'est le Conseil législatif, toutes les provinces qui s'en étaient payé le « luxe » l'ayant aboli depuis plusieurs lunes ! Il restera toujours le Sénat du Canada pour les amateurs de vieilleries politiques ! Il y a surtout, sur le plan juridique, que, depuis la conférence fédérale - provinciale de 1950 sur la réforme constitutionnelle, il est communément admis que la Législature du Québec a droit d'abroger seule la clause restrictive de l'article 80.

Ce n'est pas le lieu de refaire un dossier de toute cette affaire ; mais l'explication politique de la question est ailleurs. En accord avec les députés de l'Union nationale,

les Libéraux n'ont pas eu le cran de supprimer ces bourgs pourris des comtés « protégés » par l'Acte de l'Amérique britannique du Nord. C'était une disposition proprement colonialiste à l'origine ; mais quand les Eastern Townships sont devenus les Cantons de l'Est, à majorité francophone sauf pour une couple d'entre eux, il n'y avait rien d'abusif en justice, ni d'exorbitant en droit (depuis 1950) de ne pas se laisser entortiller dans la fiction d'une camisole de force juridique. La « réformette » finalement adoptée ne permettrait que de faire cesser les abus trop criants en ajoutant une douzaine de comtés à la région montréalaise. Le résultat concret, mathématiquement absurde, fut connu le 5 juin 1966 en fin de soirée : 47% du vote accorde 51 sièges et 41% vaut à l'autre parti 5 sièges de plus. À un atelier (justement celui des « réformes électorales ») du dernier congrès de la F.L.Q., le professeur Lemieux établissait qu'avec des écarts ne dépassant que 33 1/3% de la population votante de la circonscription moyenne, les Libéraux seraient encore au pouvoir ; pour des écarts ne dépassant pas 25% (selon la recommandation du comité Grenier, constitué d'universitaires neutres politiquement), ils auraient détenu une majorité d'une dizaine de sièges !

Ce n'est pas instinct sadique de « tourner le fer dans la plaie », mais il faut dire carrément que ce « nez de Cléopâtre » du Conseil législatif (quelle métaphore à visualiser !) a « changé la face du monde » québécois ! Presque toutes les analyses du scrutin du 5 juin 1966 sont faussées en leur principe dès qu'on se contente de signaler en passant le paradoxe numérique pour analyser ensuite les causes du « recul » libéral quand ce n'est pas pour rechercher celles de la « montée » unioniste. En montée l'Union nationale en 1966, alors qu'elle a obtenu son plus faible pourcentage de voix depuis 1947 ? En recul le parti libéral ? Oui, certes, en rapport avec l'élection de 1962 - qui est un mauvais indice de comparaison ¹⁰⁶, alors qu'il obtenait 57% des suffrages (et 63 sièges). Mais le recul n'est que de 4 points (51% - 47%) en rapport avec sa victoire de 1960 ; et l'Union nationale a elle-même reculé d'un point depuis 1962 (42% - 41%) et de deux points depuis 1960 (43% - 41%). C'est la force relative des « deux grands » pendant ces six ans de « révolution tranquille ». On doit encore tenir compte, lors de la dernière consultation, de la force perturbatrice des deux tiers partis séparatistes, le R.I.N. et le R.N. Mais elle n'explique pas tout, ni même une partie de l'essen-

¹⁰⁶ L'élection portant sur la nationalisation de l'électricité avait le caractère d'un référendum qui devait plébisciter M. René Lévesque. Le style et la maestria avec lesquels M. Lesage mena la campagne firent qu'il fut autant et peut-être davantage plébiscité que M. Lévesque. En cette conjoncture, M. Johnson, nouvellement élu chef du parti, était à désavantage à tous égards.

tiel ; c'est un facteur second pour ne pas dire secondaire. Le facteur premier, dominant, pour aboutir à un résultat aberrant, fut l'absurde carte électorale ; et sa cause fut Sa Majesté le Conseil législatif, comme sa motivation fut la perpétuation d'une série de petites féodalités du siècle dernier. En cartographie électorale, l'État du Québec n'est pas encore entré dans le siècle vingtième ! Mettez-vous à la place de M. Johnson, auquel le destin vient de faire un tel cadeau ! C'est le legs le plus archaïque de la « révolution tranquille » auquel il se gardera bien de toucher...

Au temps de la stagnation, je n'ai pas été tendre sans vouloir être injuste envers les Libéraux qui ne se donnaient pas les moyens de débarquer le duplessisme du vivant du Boss, retardant indûment la « révolution tranquille ». Pourquoi, après 10 ans, être plus tendre après une telle aberration ? L'équipe libérale, au pouvoir après 16 ans d'opposition, aurait dû avoir l'instinct primaire de sa conservation. De deux choses, il fallait en faire au moins une : ou donner au corps électoral un régime de représentation qui ne fût pas à la fois ridicule et inique ; ou alors faire une politique agricole agressivement progressive incluant un vaste plan de réaménagement rural pour cueillir une clientèle favorable dans les régions où l'infrastructure de l'Union nationale est si forte depuis plus de vingt ans et où règnent après trente ans encore les mythes du crédit agricole et de l'électrification rurale. Oh ! je sais bien que les quelques éléments dynamiques du gouvernement Lesage étaient, chacun, occupés à la politique de leur spécialité, et qu'ils en avaient gros sur les bras ! Mais, ils croyaient avoir encore le vent dans les voiles, bien que depuis 1964...

La déperdition à prévoir, ils la soustrayaient du chiffre record de 1962, les 57%, alors qu'ils auraient dû avoir à l'esprit le chiffre de 1960, 51%. Dans leur examen de conscience à tonalité masochiste ¹⁰⁷, les Libéraux passent à côté ou minimisent le facteur primordial de leur « défaite », primordial à ce point que tous les autres en conjugaison n'auraient pu le causer : l'inconnu du vote des jeunes ; le facteur de grande nuisance pour eux du R.I.N. et celui de faible nuisance pour les Unionistes du R.N. ; et même la méthode systématique et finaudes des organismes de l'Union nationale qui sont allés à la guerre avec une cartographie exacte du « terrain » et de ses zones critiques, « arrachant » l'élection à la marge, comté par comté, « poll » par « poll »... Leurs « militants de base » ont poussé au degré d'un des beaux-arts leur

¹⁰⁷ De René Lévesque qui évoquait « une certaine suffisance du parti » à Bona qui, parfois ou par distraction, frappe juste : « Les journalistes au cours de la campagne nous ont dit nos quatre vérités et nous avons refusé de les croire. »

sens de la tactique électorale au plan local. Seuls les « apôtres créditistes », avant que leurs « prophètes » ne s'en-tredéchirent, ont montré une maîtrise comparable. Avec la disparition de la génération contemporaine de Louis-Alexandre Taschereau, les Libéraux ont à refaire ou à faire leurs classes électorales...

* * *

Privilégier un facteur primordial par l'ampleur de ses effets, et qui nous apparaît en outre procéder d'une erreur flagrante, n'est pas impliquer qu'on le doive considérer comme unique. Mais d'autres analystes s'étant déjà employés, selon le mode de l'impressionnisme journalistique ou d'après des études systématiques à objet plus restreint ¹⁰⁸, à repérer foule d'autres facteurs, nous craignons de n'avoir rien de bien neuf à ajouter. Les interrelations entre les facteurs seconds ne sont du reste pas faciles à établir surtout au niveau global, et, pour y arriver, il faudrait procéder à des enquêtes collectives et en profondeur. Voici tout de même quelques considérations qui me paraissent plausibles, y ajoutant inévitablement mon propre coefficient de subjectivité.

L'inconvénient majeur d'un régime électoral qui n'impose pas des consultations à date fixe est de permettre à ceux qui en décident de faire de mauvais calculs. C'était un secret de Polichinelle que M. Pearson était réticent à faire des élections en novembre 1965 ; les pressions de son entourage furent suffisantes pour l'y contraindre. Une fois l'élection décidée, il s'efforça d'être le plus convaincant possible sur le caractère nécessaire d'une élection à ce moment-là afin que le Canada ait enfin un « gouvernement stable », c'est-à-dire efficace ! Il ne servit pas la vraie raison : les sondages du type Gallup indiquant une remontée des Libéraux, qui n'était que la face positive du déclin du diefenbakerisme d'abord perceptible à l'intérieur du parti conservateur. Mais, surtout dans des élections sans nécessité, ne tournant pas autour d'une idée ou d'un problème spécifique, l'électeur est davantage motivé par des raisons locales que par l'attraction générale que tel ou tel leader exerce sur lui en période non électorale.

La situation était inverse au Québec en ce printemps 1966. C'est M. Lesage qui força l'adhésion de ses principaux ministres pour des élections hâtives, alors que les circonstances politiques générales ne semblaient pas lui être particulièrement favora-

¹⁰⁸ Voir le remarquable numéro de Socialisme 66 (octobre-décembre), avec des études de Serge Carlos et Pierre Guimond, Paul Cliche, Vincent Lemieux, Daniel Latouche, Robert Boily.

bles. Mais son flair et celui de quelques conseillers intimes (?) l'incitaient à tenter la grande aventure. Toute une série d'aléas étaient pourtant visibles : et hop ! on les mettra dans sa poche, et la magie du « rude campaigning » qu'est M. Lesage fera le reste, en adoptant cette fois-ci le style du président d'une grande société qui livre à ses actionnaires un bilan on ne peut plus favorable. Or, ce jeu de finasserie sur le moment de déclencher des « grandes manoeuvres », autre héritage du siècle précédent, ne prend plus. Les partis d'opposition ne manquent pas de le dénoncer, surtout lorsqu'il est cousu de fil blanc - ou de gros fil rouge ! - ce qui place au départ le parti gouvernemental en situation de défensive alors qu'il croit marquer un effet de surprise. Le corps électoral est devenu méfiant et même blasé. Il n'aime pas être bousculé et considéré comme une « matière » vulnérable ; il n'aime pas non plus voter trop souvent ! Faites le compte depuis 1956 : cinq élections fédérales avaient eu lieu en huit ans ; c'était la quatrième élection provinciale en dix ans et on l'avancait sans raison de six mois ! C'est donc qu'il y avait quelque chose...

Justement la révolution était devenue trop « tranquille » pour les uns et trop « révolutionnaire » pour les autres. Après l'élection « pour rien » de novembre 1965 et l'élection « à qui perd gagne » de juin 1966, les deux partis libéraux devaient être convaincus que la véritable astuce est la grosse et naïve honnêteté : à moins d'être battu en Chambre, un parti gouvernemental doit aller jusqu'au bout de son mandat dont la durée coutumière est de quatre ans. Tout effet de surprise recherché est à double tranchant. Tout « calcul », même s'appuyant sur des sondages, n'a pas plus de consistance que le sérieux d'un tuyau de bourse. En 1960, c'était « le temps que ça change ! » En 1962, il nous était proposé de commencer à être enfin « maîtres chez nous ». En ce printemps 1966, nous étions conviés à un « Québec plus humain, plus efficace, plus prospère » ; pourquoi arrêter l'énuméré à ce trinôme aussi vide de sens ? Pourquoi pas aussi pour un « Québec plus heureux, plus progressif, plus vertueux, etc. ? »

La vérité, c'est, on l'a assez dit, que la « révolution tranquille » s'essouffait dans son rythme, qu'elle s'enlisait dans ses ambiguïtés. Elle venait toutefois d'accoucher de ce qui aurait pu être un « grand dessein » à puissance attractive et à utilité fonctionnelle : la reprise en main de tout le champ de la sécurité sociale par le tandem Lévesque-Kierans. Pierre d'attente, diversion pour ne pas s'attaquer à une oeuvre plus créative ? D'accord, mes bons amis socialistes ; mais on ne peut être créateur à tout propos et tout le temps. Aucun régime proprement révolutionnaire ne l'a jamais été.

Après l'éducation, la nationalisation de l'électricité, la fonction publique (et le ratage en clandestinité de la Sidbec, l'humble conservatisme de la S.G.F., et la foutaise planificatrice du C.O.E.Q.), il y avait là un objectif majeur, à portée humaine certaine, et un progrès d'étape nécessaire pour en arriver à diriger la « révolution tranquille » au lieu de la parler tout le temps - en bien autant qu'en mal. Une société à structures capitalistes se doit, pour se justifier partiellement, d'assurer une sécurité sociale minima, « du berceau à la tombe », et, autant que possible, sans incohérences, lacunes flagrantes et dédoublement administratif. Le printemps et l'été 1966 n'auraient pas été de trop pour mettre un tel programme au point, pour le traduire en slogan accrochant, qui dirait quelque chose de concrètement bénéfique à un quelqu'un si multiple, dont doit s'occuper en bonne décence toute société civilisée.

* * *

Dans les résultats généraux, deux phénomènes frappent d'abord : les Libéraux ont reculé dans à peu près toutes les régions, sauf une, le Bas-Saint-Laurent et la Gaspésie ; les Unionistes ont fait une trouée dans les comtés montréalais « du bord de l'eau » dont les citoyens n'ont que de faibles revenus. Pourtant les Libéraux n'étaient pas spécialement forts en 1962 dans cette région à faible développement économique : on peut présumer que le sérieux du travail du B.A.E.Q. et l'effort récompensé d'animation sociale dans la région a convaincu ses habitants qu'« on » s'occupait d'eux et que, s'il n'avaient guère goûté aux maigres fruits de la « révolution tranquille », ils pouvaient commencer à rêver d'un avenir. À Montréal, le succès des Unionistes chez des populations ouvrières et à bas niveau d'instruction, joint à un plus faible appel du R.I.N. que dans les circonscriptions francophones plus « bourgeoises », montrerait que l'Union nationale est en train de paraître comme l'indépendantisme et/ou le « socialisme » du pauvre. Même phénomène aussi dans le Québec métropolitain : cinq comtés sur sept sont passés à l'Union nationale : inversion de la situation de 1962. Seuls les comtés « bourgeois » de MM. Jean Lesage et Charles-Henri Beau-pré ont survécu à la tornade.

Inutile de revenir sur des faits qui furent rabâchés par les commentateurs : style « culte de la personnalité » de la campagne par les Libéraux ; sélection plus soignée des candidats de l'Union nationale ; organisation et publicité déficientes des Libéraux ; la F.L.Q. et sa Commission politique « chloroformées » après la présidence de M. François Aquin, etc. Enfin, ce phénomène, qu'on sentait plus qu'il n'est aisé d'ana-

lyser même après coup, qui pourrait s'exprimer par la formule : « Le coeur n'y était pas... » chez les Libéraux - peut-être à cause du timing imposé.

Il faut dire un mot des tiers partis. Ici, me frappe plus le résultat global des 200,000 voix séparatistes que l'effet de nuisance du R.I.N. ou du R.N. Les Rinistes jubilèrent d'avoir fait perdre l'élection à Lesage, qui avait refusé de voir en leur chef un « interlocuteur valable ». Il semble bien que ce soit exact, encore qu'il ne faille pas oublier le facteur primordial sur lequel nous avons insisté à cause de son effet aberrant. Mais, même avec cette carte électorale, Michel Van Schendel affirme que « si le parti libéral avait conservé seulement la moitié du pourcentage que le Rassemblement pour l'indépendance nationale a arraché, Daniel Johnson serait resté dans l'opposition » ¹⁰⁹, rejoignant ainsi un commentaire de Claude Ryan : « Le R.N. aurait fait perdre, au plus, cinq sièges à l'U.N. Le R.I.N., au contraire, aurait joué un rôle direct dans la défaite de 11 candidats libéraux. Grand vaincu apparent de l'élection, le R.I.N. aurait été en réalité, l'arbitre ou le catalyseur qui aurait penché la balance en faveur de l'U.N., qui aurait donc fait battre les Libéraux ¹¹⁰. » D'après son organe officiel, le R.I.N. évaluait ses ravages à 14 députés libéraux battus par ses soins ¹¹¹. Il se réjouissait d'avoir obtenu près de 8% du scrutin pour l'ensemble des comtés où il présentait des candidats (et 9,5% pour la région métropolitaine). Aussi célébra-t-il sa « victoire » avec autant d'enthousiasme que l'Union nationale !

On pourrait spéculer longuement sur l'hypothèse interprétative du scrutin du 5 juin que propose M. Marcel Rioux : « ... selon les deux axes majeurs de la politique québécoise des dernières années-socio-économique et national - il me semble que nous avons assisté à un glissement vers l'axe national. C'est-à-dire que le problème national préoccupe plus, me semble-t-il, les Unionistes que les Libéraux. Étant donné le climat actuel du Québec, il était presque fatal que les forces conjuguées des deux partis fortement nationaux (U.N. et R.I.N.) vinssent à bout d'un parti dont le chef - et quel chef - s'était ouvertement affiché comme fédéraliste. Il me semble donc que la signification globale du 5 juin marque, tant à cause des députés que l'Union nationale a fait élire et du pourcentage du vote populaire que le R.I.N. a capté, une accentuation de l'axe national... » ¹¹². Outre que deux collaborateurs, également socialistes, du

¹⁰⁹ Ibidem, p. 22.

¹¹⁰ Le Devoir, le 11 juin 1966.

¹¹¹ L'Indépendance, le 24 juin 1966.

¹¹² Socialisme 66 (oct-déc.), p. 8.

même numéro (MM. Alfred Dubuc et Van Schendel) contestent la validité de cette distinction, je serais plutôt enclin à croire que c'est là un débat dépassé depuis au moins la campagne pour la nationalisation de l'électricité. Comment savoir ? Comment bien identifier le fondement de ces deux axes ? C'était facile avant 1960, au temps de la stagnation. Aujourd'hui, les Libéraux se sont pour le moins autant « nationalisés » que les Unionistes ont appris à se « socialiser » - les guillemets voulant, bien sûr, atténuer la portée des deux processus. Pensons au périple « national » qu'a parcouru M. Lesage qui n'a d'égal que le périple « social », franchi non moins allégrement par M. Johnson : ce n'est pas que de la frime, quoi qu'en pense.

Aussi, le R.I.N. a-t-il fait sa campagne en privilégiant le thème de la planification du développement social ; il s'engage activement dans les conflits sociaux, appuie des grévistes, etc. Le R.N. ? L'enfant prématuré est quand même né de l'accouplement du nationalisme provincialiste d'avant-hier et du créditisme d'hier. Et le nouveau leader, M. Gilles Grégoire, n'a-t-il pas été plus d'une fois un « nationaliste » toujours intransigeant et parfois efficace en « terre étrangère » ? Ce n'est pas dans la bible du major Douglas qu'il a trouvé ces prescriptions.

Si elle a été ce profond phénomène politique culturel que nous pressentons - ce qui n'est pas nous en satisfaire - la « révolution tranquille » a permis l'émergence d'un type humain nouveau : le citoyen québécois. Il assume - ou se fait assumer ! - de façon alternative ou simultanée, des doses de « national » et de « social », au point où il ne s'y reconnaît pas très bien entre les deux, mais, à cause de cela, où il est peut-être en train de se retrouver. Auparavant, il ne se cherchait même pas. « On » lui donnait ; aussi, n'était-il pas qu'une donnée...

* * *

Le 5 juin 1966 ? Une journée des dupes pour tout le monde - sauf pour le R.I.N., qui n'avait rien à perdre, mais qui n'a peut-être pas autant gagné qu'il le croit en accédant à l'existence politique. Il aura tout le temps pour apprendre à n'être pas trop pressé. M. Johnson se gardera bien de réviser le monde du scrutin uninominal à un tour qui passe au laminoir les tierces formations. Chaque soir, il doit faire ses invocations devant l'icône libérale de Sainte Carte Électorale...

Le 5 juin 1966, c'est aussi ce jour fameux où M. Lesage s'est mis « en ballottage », mais sans avoir, dans les deux semaines, le recours de la revanche d'un second tour...

Incertitudes d'un certain pays.
Deuxième partie. Dimensions intérieures
B. À la fin de la « Révolution tranquille »

Chapitre 15

La crise constitutionnelle à la veille du Centenaire de 1967 *

[Retour à la table des matières](#)

La « révolution tranquille » du Québec fut très tapageuse, tonitruante même à certains moments, dans ses relations avec l'autre capitale. Le « lesagisme » fiscal-constitutionnel rendait des points en agressivité et efficience au « duplessisme » verbeux et négativiste. Il le relançait plus qu'il ne le relayait, d'autant que d'autres provinces développaient, elles aussi, des appétits d'États provinciaux et ne se contentaient plus d'être traitées comme des « super-municipalités » en tutelle plus ou moins consentie, bien que naguère, par leur incapacité ou carence, elles l'avaient presque sollicité... Sont sortis de ce procès de révision de la constitution canadienne effective, des aménagements nouveaux : paiements de péréquation, transfert ou déductibilité d'impôts, retraits de programmes dits « conjoints » (ou, en meilleur français : à frais partagés). Il est possible que le rapport de la commission Carter relance les conflits fiscaux, tout autant qu'il soit au principe d'un nouvel aménagement des politiques fiscales.

C'est à ce point qu'apparaît le « johnsonisme ». Dans l'opposition, il lui fallait marquer des points en matière d'autonomisme, étant donné sa tradition jacobine.

* *Du duplessisme* à Trudeau et Bourassa, Éditions Parti Pris, Montréal, 1971, pp. 395-404.

C'était sincère, mais ne pouvait s'exprimer qu'en surenchère : « Il ne reste que deux options possibles, entre lesquelles il faudra choisir avant 1967 : ou bien nous serons maîtres de nos destinées dans le Québec et partenaires égaux dans la direction des affaires du pays, ou bien ce sera la séparation complète. » Avant 1967... » : nous sommes en 1967 ! Il fallait déborder les Libéraux sur ce plan, surtout à partir de l'arrivée au pouvoir de M. Pearson, alors que la tentation était forte d'établir une connivence secrète entre les deux chefs libéraux : « La communauté québécoise ne peut plus être dupe de partis qui se prétendent provinciaux, mais qui ne sont que des succursales dont le bureau chef est à Ottawa... Il en est qui veulent sauver la Confédération même au prix de l'autonomie du Québec. Moi, je suis prêt à sauver l'autonomie du Québec même au prix de la Confédération. » Il fallait se montrer aussi intransigeant que les mouvements séparatistes qui ne parlent qu'à l'impératif : « Séparons-nous. Faisons l'Indépendance. La preuve est faite depuis longtemps, etc. » Le conditionnel de M. Johnson correspondait au conditionnel de M. Lesage et flottait dans les mêmes zones d'indétermination d'au moins une dizaine de déclarations en pointilisme de M. René Lévesque : « Je sais bien que c'est là (l'indépendance) une solution extrême, une solution de dernier recours. C'est un peu comme la grève. Mais pour un syndicat qui entreprend des négociations, il ne serait pas sage d'exclure au départ le recours à la grève, même s'il espère bien l'éviter. »

Le problème est plus vaste, le mal plus grave, le malaise plus généralisé. Le seul mérite indiscutable de la constitution canadienne c'est d'avoir duré... 100 ans : l'année que nous vivons nous le rappelle d'assez insistante façon ! Bon, mais après cela, « en quel état » la trouverons-nous au bout du périple ! Quelle situation crée-t-elle à la longue ? Se garder d'un cartésianisme pur, péché mignon de l'esprit français, paraît-il, n'est pas forcément accepter le tant vanté pragmatisme anglo-saxon, qui a clairement abouti au Canada à une belle ambiance de surréalisme constitutionnel ! Il doit y avoir une attitude mentale moyenne où le sens pratique inspirerait une constitution justement *praticable*, qui n'entraînerait pas de façon presque permanente plus d'inconvénients que d'avantages ! La preuve est faite par neuf que cela est. En attendant, il faut vivre. Ottawa a clairement dit son intention de mettre un cran d'arrêt à la pente savonnée des « concessions » aux provinces. Lesage et Johnson se sont fait des alliées parmi elles. On serait allé vers de nouveaux affrontements sans l'arrivée du johnsonisme au pouvoir.

Ottawa ne se résout pas de bonne grâce au rôle de clearing-house pan-canadien des disparités économiques régionales. Dans le passé, il a été un utile initiateur, un efficace entrepreneur, qui remplissait des « commandites » ou exploitait des terrains vacants. Aujourd'hui, il concurrence encore les provinces sur leur terrain propre et devient encombrant sur les zones mitoyennes. Il s'habitue mal à un transfert des responsabilités et à une nouvelle répartition des tâches : quand il cède, il croit s'affaiblir alors qu'il a autant de chance de se consolider, tant qu'il détiendra ses grands moyens : contrôle de la monnaie, du crédit, du commerce extérieur, très large assiette fiscale, etc. Les temps ont changé : si les Maritimes sont autant de chaloupes à la remorque du bateau outaouais, non pas seulement le Québec, mais encore l'Ontario - n'a-t-on pas parlé d'un axe Robarts-Johnson ? - la Colombie-britannique et, sur telle ou telle question, une ou deux provinces de l'Ouest montrent une agressivité antioutaouaise marquée depuis quelques années.

C'est le Canada, ou les Canadas tout cela ? Bien entendu. Mais il n'est pas nécessaire que son statut d'état civil, sa « constitution », soit à tout propos remis en question. Mais il n'est pas nécessaire que son organe d'unité, le gouvernement central, soit principe de division quand il prend des initiatives législatives majeures. Mais il n'est pas nécessaire que, lorsque tout ce beau monde, que la vox populi a mis à la tête de nos onze gouvernements, se rencontre à nos désormais folkloriques conférences fédérales-provinciales, cela prenne l'allure d'une « foire de maquignons ». Il me semble que nous avons un contentieux bi-culturel assez grave, qui n'est peut-être destiné qu'à s'aggraver ¹¹³, sans que nous ayons à subir longtemps encore les entraves d'une constitution vétuste, devenue carrément vicieuse.

Hier encore, on pouvait avancer la proposition : ce n'est pas parce qu'il a un régime fédératif que le Canada est difficile à gouverner, c'est parce qu'il était difficile à gouverner qu'il s'est donné un tel régime. Aujourd'hui, il faut corriger : c'est parce qu'il a un mauvais régime fédératif que ce pays, difficile à gouverner, l'est encore plus et qu'il risque de l'être toujours davantage. Ça ne veut pas dire qu'il explosera fatalement demain ; mais c'est déjà trop pour qu'au nom d'un pragmatisme mal accordé aux pressions de l'heure, qu'il entende mal ou en retard, ce pays se satisfasse d'une situation où virevoltent des flammèches explosives.

¹¹³ Quels accueil et suites pratiques seront donnés aux recommandations de la Commission Laurendeau-Dunton ?

En plus de déclarer son intention ferme de prendre en main tout le régime des pensions de vieillesse, M. Johnson a annoncé dans son discours du Trône l'adoption de mesures institutionnelles qui lui permettront de réamorcer à temps utile pour lui la lutte contre Ottawa : reprise des travaux du comité de la constitution avec des pouvoirs élargis pour trouver les moyens de sortir de « l'immobilisme constitutionnel en profond désaccord avec les réalités sociologiques d'aujourd'hui » sur les bases non pas d'une « factice unité, mais d'une alliance véritable entre deux nations égales » ; augmentation des compétences du ministère des Affaires fédérales-provinciales (et internationales !) qui aura sa maison (ou sa « Délégation » !) dans la capitale d'au-delà l'Outaouais. Par voie indirecte, la loi-cadre pour la tenue de référendums et l'intention de rassembler les éléments épars de la constitution du Québec, en la modifiant sur quelques points, seraient des armes de combat ou de « chantage » pour tenter de ramener d'Ottawa « beaucoup plus d'argent et moins de liens ». Par le passé de l'Union nationale et les prises de position de son chef actuel, la tentation pour lui de se réfugier dans l'antiottawaisme systématique est constante : les occasions ne manqueraient pas d'opérer de telles diversions quand « ça chaufferait » un peu trop dans la marmite québécoise... Bien amenées, ces diversions seraient à triple rentabilité pour le nouveau premier ministre : il alimente sa réputation naissante d'efficace négociateur avec Ottawa, surtout s'il a l'appui de quelques autres provinces importantes ; il met les Libéraux du Québec en position de le soutenir au moins sur le principe des grands objectifs poursuivis, sous peine pour ceux-ci de se voir accuser de froideur ou d'ambiguïté ; il pousse plus loin la ligne de contre-feu devant l'incendie séparatiste, encore circonscrite, en épousant la thèse des « deux nations », qui semble rallier une opinion moyenne que l'enquête et les consultations des « États généraux » confirmeront ou dont ils donneront une mesure plus exacte.

En outre, il n'a rien à perdre. L'histoire rendra peut-être ce témoignage à la sincérité « successive » de M. Lesage d'avoir sacrifié consciemment son avenir comme éventuel chef du parti libéral du Canada en menant une lutte à fond contre le pouvoir central, au sein duquel il avait fait pendant 13 ans ses classes politiques. Sa tournée dans l'Ouest à l'automne 1965, très pénible « aventure en pays de mission », a brûlé ses dernières chances, déjà plus minces à cette époque. Même dans l'hypothèse d'une nouvelle étape flamboyante de la « révolution tranquille » du Québec, personne n' imagine M. Johnson à la tête du parti conservateur fédéral. Le Canada se « congoli-

se » peut-être petit à petit, mais il n'est pas encore un Congo qui permette l'émergence d'un Moïse Tshombé dans la capitale d'un autre invraisemblable pays.

* * *

Donner ses opinions sur la réforme constitutionnelle du Canada ? Nous sommes quelques-uns à ne pas y voir très clair entre les deux rejets du *statu quo* surréaliste et la « solution extrême » de l'indépendance, pour l'instant et probablement pour longtemps encore, irréaliste parce que non faisable. Le Canada est peut-être l'envers d'une Autriche-Hongrie, qui n'avait pas su se fédéraliser à temps. Son dernier empereur, François-Joseph, disait : « Mon empire est un édifice vermoulu. Si on y touche, on risque de le faire s'écrouler. » Après l'incident de Sarajevo, il y eut tout le reste que vous savez...

Incertitudes d'un certain pays.
Deuxième partie. Dimensions intérieures
B. À la fin de la « Révolution tranquille »

Chapitre 16

La politique au Québec dans les années 1960 *

Avertissement au lecteur : Dans les limites de ce court article, il faudra équilibrer sans générosité pour mon sujet comme sans rémission pour moi.

1. - « Les révolutions font perdre beaucoup de temps »

(Henry, de Montherlant)

[Retour à la table des matières](#)

Dix ans, automne 1959... C'était, hier, les Cent Jours de Sauvé ; non pas l'Espoir, mais le processus très prosaïque de la quotidienne *dépression* - « Désormais, ça se passera ainsi... » - après la longue compression de 15 ans de duplessisme. Un essai prospectif aurait alors conclu à l'inévitabilité de l'amélioration, sinon du progrès. Les choses étant ce qu'elles étaient, ou plutôt les choses qui auraient dû être depuis longtemps n'ayant pas été, toute politique active et non déraisonnable allait paraître progressive.

* Relations, n° 344, décembre 1969, numéro spécial : « Québec : Bilan 1960-1969 ; Projet 1970-1979 ».

Rebondissement style « happening »

Dix ans plus tard, je crains qu'il faille dire que tout risque de se détériorer. Le rideau d'ombre s'était levé en deux temps : la politique positive du « Désormais », fin 1959, puis, la prise du pouvoir du « Faut que ça change », le 22 juin 1960. Et ce sera relativement clair, sinon positif en tout, pendant la première moitié de la décennie ; après le tournant de 1965, des poches d'ombre de plus en plus nombreuses tacheront le décor jusqu'à rendre confuses les actions dont l'enchaînement tiendra plus *du happening* que du scénario ou du livret. Trop court, le programme libéral était épuisé, ou édulcoré - ce qui est une forme d'épuisement. Il se passe encore des choses, mais non plus cette Chose, rassurante en son ambiguïté même, qu'on avait appelée « *Quiet revolution - révolution tranquille* ». Confusions, tâtonnements, rebondissements sans relance, il n'est plus aujourd'hui personne pour conditionner l'Événement *en le faisant* : tout le monde est conditionné, c'est-à-dire ballotté.

Ce n'est plus une recherche active *pour trouver*, c'est une *latence* d'attentisme affairé comme pour « occuper le temps », sans que personne ne soit sûr de « gagner du temps ». À mesure qu'on dévale le second versant de la décennie, on sent qu'on s'en va quelque part, mais personne ne sait où. Nos politiciens, à force d'avoir le nez sur les choses, ne les voient plus du tout. La « révolution tranquille » n'a jamais eu d'autre principe d'unité que d'être justement une contestation effective du passé. Ce qui la remplace apparaît comme une juxtaposition de contestations cahoteuses et avec hiatus, allant en tout sens parce que sans objet unique. Le fil d'intelligibilité ne pourrait être que la ligne des préférences de celui qui parle ou écrit.

La ronde folle des révolutions manquées

La décennie 1950-1960 avait été celle de la « révolution » *désirable*, demandée et non attendue, mais seulement dans les esprits. Duplessis régnait sans gouverner, décrétait sans légiférer, exécutait sans administrer. La génération qui prendra les pouvoirs après 1960 avait fait ses classes de critique sociale dans la nécessaire « impatience » personnelle des 10 ou 15 années précédentes.

Par contraste, la décennie 1940-1950 apparaîtra comme celle de la « *révolution* » *ajournée*, parce que non ou pas encore nécessaire, davantage impensée qu'impensable. La guerre, « l'effort de guerre », la prospérité économique en partie factice mais galopante, la crise de la conscription atténuée et tôt oubliée grâce au paternalisme de Saint-Laurent, la reconversion d'une économie de guerre en économie de paix prolongeant une prospérité à laquelle on participait goulûment, l'industrialisation et l'organisation accélérées en même temps que l'instauration en pièces détachées du Welfare State : tout cela, propulsant des espoirs et déplaçant des problèmes, portait le Québec en de vastes mouvements sans qu'il eut le temps de souffler, ni la pensée de se déterminer. Saint-Laurent à Ottawa, Duplessis à Québec : nous étions dans l'ère sécuritaire du double protectorat. Gagnant sur l'un et l'autre plan, nous perdions aussi quelque chose d'encore indéterminé sur les deux. Les escarmouches fédérales-provinciales n'émouvaient que la poignée des Québécois de la tradition constitutionnaliste.

Ils étaient gamins ou grands adolescents pendant la grise décennie de 1930-1940 ceux qui sont aux différents pouvoirs aujourd'hui. Ils ne gardent de cette époque que le souvenir de la « *révolution* » *trahie* de Duplessis en 1936. « Trahison » qui se prolongera en un interminable second règne de 16 ans. Pour attendue qu'elle ait été, cette seconde « trahison » les aura plus traumatisés que la première n'aura marqué leurs aînés.

Une « révolution » trahie, la suivante *ajournée*, une troisième *désirable*, une quatrième *tranquille* qui s'achève, le Québécois d'aujourd'hui, en sa belle maturité, ne s'y reconnaît pas aisément dans les substrats « révolutionnaires » de sa psychologie politique. C'est un hésitant qui voudrait donner le change de son hésitation. Le plus inhibitif des complexes, c'est d'exagérer la complexité. La vérité, c'est que le Québécois n'a jamais été révolutionnaire. C'est un « révolutionnaire » entre guillemets qui entretient la nostalgie très confuse des révolutions politiques qui ne se firent pas au siècle dernier, des révolutions technologiques et industrielles, éducationnelles et culturelles qu'il rattrape comme il peut en ce siècle, mais avec quel retard et à quels coûts ! En attendant, il est poussé dans le dos par les « fils de la prospérité », piaffants, contestants, parfois écorchants... Et, comme il commençait à se sentir moins désorienté dans l'espace, notre Québécois se retrouve encore plus déphasé dans le temps. Un jet de yoyo à la verticale, un jet de yoyo à l'horizontale : cela peut faire beaucoup de mou-

vements avec retours, mais pas nécessairement un mouvement d'ensemble. Le Québécois a mal à sa *québécoité*. Il s'y perd en se retrouvant.

II. - La « révolution », qui n'en était pas une, que « tranquille » on appellera.

La « québécoité » des « Québécois »

S'il fallait d'un mot résumer sa signification profonde, c'est ce bizarre mot de « québécoité » que j'emploierais. Nous sommes tous devenus « des Québécois ». Un parti politique nouveau en brandit l'épithète comme une marque d'identité avant que d'être un titre de gloire. « Canadiens », ou même « Québécois francophones », a la froideur d'une catégorie statistique. Le Canada français ou le canadien-français - même avec le trait d'union - revêt une ambiguïté dont les plus intransigeants des Québécois prétendent que nous en crevons ! Les Québécois se sont d'abord aperçus qu'ils étaient propriétaires d'un État, d'un « demi-État » parce que fédéré, disent ces intransigeants qui veulent lui conférer la plénitude avant de l'associer à part égale selon un mode paritaire. C'est Jean Lesage et Daniel Johnson qui ont popularisé l'expression « État du Québec », et non Pierre Bourgault ou René Lévesque. Tous les problèmes n'avaient pas la dimension Québec, mais il devait pouvoir se trouver une « solution-Québec » à la plupart et aux plus importants d'entre eux. S'ensuivit un processus de politisation effrénée... « Québec (ne) sait (pas tout) faire » en politique, ne serait-ce que parce qu'il n'est pas seul : il y a des « à côté » et surtout un « au-dessus ». Québec s'affirme en soi et pour soi, mais politiquement c'est surtout en se dressant contre l'autre capitale. S'ensuivit une dialectique nouvelle de l'Autre, de l'Extérieur, qui se parle, à la limite tôt atteinte par la nouvelle horde des « jeunes loups », comme la dialectique du maître et de l'esclave...

Cela se produisit alors que quatre gouvernements minoritaires sortirent de six consultations fédérales, que les Québécois eurent le sentiment d'être soudain orphelins à Ottawa entre le départ de Saint-Laurent et l'arrivée des « trois colombes ». L'une d'elles effectue encore un vol vertigineux en faisant crisser ses serres... Sous Bertrand comme sous Johnson et Lesage, le contentieux fédéral-provincial exaspère à

point nommé cette « québécoité » politique. Cela va des prosaïques trafics de gros sous aux escarmouches de prestige autour des « compétences internationales du Québec ». Les circonstances historiques ont fait qu'un fédéralisme bâtard, équivoque et boiteux a pu se perpétuer : à cause de cette pérennité, manque l'impact d'un besoin mutuellement ressenti pour une revitalisation radicale et hâtive. Le dossier du contentieux fédéral-provincial n'est pas prêt de se refermer... Québec et Ottawa peuvent-ils mener encore longtemps cette vie d'ennemis complémentaires ? Ou l'accumulation des heurts voile-t-elle pour un temps encore indéfini, l'affrontement décisif ?

L'Union nationale n'a guère à rappeler sa « québécoité » d'origine et de tradition continue. Les plus durs coups portés à Ottawa le furent par les libéraux de Lesage contre ceux de Pearson, et les uns et les autres se virent forcés de se *dés-affilier* aux niveaux supérieurs des structures d'organisation de leurs partis respectifs. Pendant que le « Parti *Québécois* » procède à un inventaire de ses ressources et de ses idées, les plus québécois des parlementaires que nous avons envoyés à Ottawa, les créditistes sans « caouettisme » si nécessaire, rappliquent à Québec pour *québécoiser* complètement les prochaines manoeuvres électorales du printemps. Comme jamais dans le passé, nous allons être terriblement « entre nous » !

Les révélations d'un atterrissage forcé

Sur le plan politique, le Québec débloqua entre 1959-1962, décolla entre 1962-1964, fut pendant deux ans en butte à des perturbations atmosphériques jusqu'au bête atterrissage forcé du 5 juin 1966. Depuis lors, pour prolonger la métaphore météorologique, il faut dire qu'on vole dans le brouillard sans pouvoir discerner un cap précis. Si tout un chacun y va bien de son petit radar préféré, les directions proposées n'ont pas plus de netteté que sur les boussoles grossières qu'on offre comme jouets aux enfants.

La « révolution tranquille » n'avait été qu'une brusque mutation imposée par les circonstances - ce qui n'enlève aucun mérite à des protagonistes qui durent, pour ainsi dire, l'arracher à la force des poignets ! C'était le point d'où nous partions qui donnait en grande partie l'illusion d'une promotion si accélérée. Mais, mutation ou promotion accélérée, elle n'avait encore une fois rien de « révolutionnaire », non plus que rien de « tranquille » ne serait-ce que pour nous avoir donné goût au mouvement. Que peut

être la suite d'une « révolution tranquille » ? - Une « révolution post-tranquille » ? L'expression, après tout, ne serait pas plus ridicule que celles de « société post-industrielle » ou « post-moderne » dont les sociologues font la théorie ou annoncent l'avènement. La « révolution post-tranquille » prend de plus en plus l'allure d'évolutions plutôt tapageuses.

« Finies les folies ! » - Plus d'un Québécois a déjà répondu : « Elles ne font que commencer ! »

III. - Nous aurons les conséquences

Car il y en aura. On ne *prévient* pas des conséquences qu'on ignore. Il faudrait pouvoir *préparer* des conséquences pas trop maléfiques en n'accumulant pas trop d'erreurs. Seulement, les bêtises des uns sont la sagesse des autres...

La nouvelle question ultime

L'épanouissement naturel de la québécoité c'est l'indépendance. Elle n'est pas « irréversible », comme s'en gargarisent trop aisément ceux qui trouvent dans ce dépassement collectif leur « confort intellectuel » (ou psychique) ; mais, inscrite dans « la nature des choses », longtemps impensable, non pensée, elle est maintenant pensable, sinon encore très pensée. La question majeure n'est désormais plus : pour *ou contre* l'indépendance ? Le temps n'est plus aux *critiques* des thèses du fédéralisme renouvelé ou de l'indépendance arrachée. Ni même à un calcul des coûts comparatifs d'une réinsertion dans un fédéralisme à renouveler (« à un moment où les Canadiens français n'ont jamais été aussi forts à Ottawa ») avec ceux de l'aventure à courir d'un Québec indépendant, se réveillant enfin d'une léthargie deux fois séculaire. Ce ne sont pas là des « questions dépassées ». Elles restent des questions préalables, mais qu'on n'aura peut-être plus, bientôt, le temps de se poser. Il faudrait une faculté de sur-objectivité pour y répondre en leur globalité. Personne ne l'a, cette espèce de sur-faculté. Quelqu'un l'aurait-il, qui la lui reconnaîtrait ?

La question essentielle n'est maintenant plus le *Quoi* (ou, vers quoi allons-nous ?), mais le *Comment* (comment ça va se passer ?). « Nous aurons les conséquences », même si c'est surtout « à cause des autres » que ça se passe mal. L'inquiétude visible qui s'exprime chez les Québécois, à la fin de 1969, provient de l'indétermination du *Quoi*. L'angoisse profonde qui ne s'exprime pas, du moins pas encore, loge au niveau de subconscient collectif : « Comment ça va se passer ? ... » Si ça se passe mal, les aspects les plus bénéfiques du *Quoi* risquent d'être annulés pour au moins une génération : nous aurons les conséquences. Au premier chef, les conséquences économiques, mais ce ne sont pas les seules...

Il va se passer quelque chose. *Quoi ?* On ne le voit pas encore très bien. *Comment ?* On ne le sait pas du tout. C'est pourtant la nouvelle question ultime.

Nouveau Congo ou nouveau Biafra ?

J'ai déjà traité ailleurs de la « dialectique des deux fatigues » ¹¹⁴ : celle des Canadiens anglophones « fatigués » de nous, et la nôtre, à nous qui sommes « fatigués » d'eux. Contrôlée, sans escalade de violence tragique, cette dialectique pourrait mener à une évolution où « ça ne se passerait pas trop mal. » Un incident isolé, « de presque rien du tout » à l'échelle globale, peut la transformer en une dialectique de l'exaspération et de la provocation jusqu'à celle de la répression. Dieu nous garde de ces visions de *congolisation* du Canada et de *biafrarisation* du Québec ! Cette « dialectique » va être sous la dépendance d'une autre, plus décisive dans les dix prochaines années. C'est la dialectique des deux inquiétudes québécoises : celles des « sécuriste à court terme » (nos fédéralistes québécois) et des « sécuristes à long terme » (nos indépendantistes) ¹¹⁵. Mais dans « le court terme », ce sont ces derniers qui marquent des progrès. Cela va-t-il durer ? Y aura-t-il, à point nommé, d'autres bourdes du style du « Bill 63 » pour polariser le grand réservoir des contestations potentielles ?

¹¹⁴ *Le Canada-Français : Après deux siècles de patience, Paris, Éditions du Seuil, 1967, p. 258.*

¹¹⁵ *Du duplessisme au johnsonisme, Montréal, Éditions Parti Pris, 1967, p. 368.*

Un réalignement clarificateur

Le P.Q., qui a fourni un lieu, un programme et une tête politique à ces « sécuristes à long terme », aura-t-il le souffle pour tenir et amplifier la cadence devant un jour se précipiter en rupture ? La coalition partisane (Libéraux, Union Nationale) s'opérera-t-elle pour endiguer la marée qui s'annonce, mais qui ne monte pas encore ? Ou cette espèce d'attraction suicidaire, que subissent à tour de rôle les deux « vieux partis », en viendra-t-elle à faire disparaître celui qui est de trop ? Au fait, lequel ? On peut du moins enregistrer ce phénomène important : la ligne de clivage des opinions en des matières fondamentales ne passera plus à l'intérieur de nos partis, mais entre les partis. Ce réalignement clarificateur est déjà commencé. René Lévesque doit appuyer sur l'accélérateur de la souveraineté, sans enlever complètement le frein à main de l'association (à laquelle il pense constamment à cause des exigences du *Comment*). C'est un dur régime pour un moteur : « Il y a du tigre là-dedans ! » Quel que soit le destin personnel de cet homme, la ligne démocratique et « civilisée » que, à son corps défendant, il impose à ses troupes, commande le respect que n'annulent pas ses incartades verbales par-ci par-là.

Cacophonie d'un dialogue de sourds

La « prise de la parole » (et de la rue) d'un segment important des jeunes Québécois nous aura permis d'assister au plus cacophonique dialogue de sourds de notre histoire. *On se parle*, à des niveaux parallèles, mais qui ne pourront feindre encore bien longtemps de s'ignorer somptueusement. Car la dialectique des deux inquiétudes est maintenant bien engagée depuis la navrante affaire du « Bill 63 ». Elle va conditionner la dialectique des deux fatigues et la propulser, du moins en sa branche québécoise. « À force d'em... les Canadiens anglophones, ils finiront bien par nous laisser partir ! » Mais, pas plus que l'indépendance est irréversible, ce *Comment* est fatal. Il faudrait penser par avance un *Comment* bien moins favorable pour avoir chance d'en sortir tout juste après le point de *No Return*.

Le lièvre et la tortue

La Canadianité fut lente, trop lente, va encore au pas de la tortue. La québécoitude, va plus vite, mais en plusieurs directions, au trot sautillant du lièvre. Dans la fable, la tortue arrive la première au poteau. Ce dont les Québécois ont besoin, ce n'est pas tellement de reprendre le rythme de la « révolution tranquille », d'en accélérer le tempo, c'est de re-préciser les deux directions claires. Les prochaines élections auront une portée de référendum.

Les circonstances vont nous entraîner à nous expliquer entre Québécois, avant de forcer l'explication avec le reste du Canada. On ne peut pas être « clair » en tout et à toutes étapes. Mais il arrive un moment où on n'a plus le choix de ne l'être pas. Dans la décennie passée, nous avons assez dit qui nous sommes ; dans la prochaine, nous aurons à dire ce que nous voulons pour devenir ce que nous prétendrons être.

De retour d'un exil volontaire de 15 ans en Angleterre, Mordecai Richler écrit : « Canada, remember, isn't where the action is, it's where it reverberates. » Mais il est des réverbérations aveuglantes ! La réverbération québécoise sera la partie décisive de l'action canadienne dans les années 1970...

Incertitudes d'un certain pays.
Le Québec et le Canada dans le monde (1958-1978)
Deuxième partie. Dimensions intérieures

C. - Les années 1970 ou la non-relance de la « Révolution tranquille »

[Retour à la table des matières](#)

Les textes de cette section portent sur la vie confuse des partis politiques aux débuts des années 1970. Et d'abord ce titre, long, évoquant émiettements et dispersions des pouvoirs politiques : « Des partis qui se fendillent dans un pays qui se disloque ».

Le souvenir du double échec du Bloc Populaire Canadien est resté encore vivace chez les leaders du Parti québécois ; mais certains éléments de ce parti rêvent épisodiquement d'aller mener le combat indépendantiste en terre outaouaise, ou « étrangère ». On en parlait déjà en 1971...

Pendant ce temps, le premier ministre Bourassa proposait les Territoires de la Baie James comme déversoir à l'énergie d'une génération : « Go North Young Man ! » où se trouvent (peut-être ?) les 100,000 emplois et les \$6,000,000,000 - chiffre qui apparaît aujourd'hui dérisoirement erratique.

Le deuxième affrontement électoral Trudeau-Stanfield était l'occasion de rappeler cette espèce de nécessaire symbiose entre les Libéraux et Conservateurs fédéraux qui semblent « accrochés l'un à l'autre comme deux frères siamois », mais « dont on sait qu'ils ne peuvent vivre séparés ».

Le texte final propose une rflexion smantique de notre langage politique, qui nous rvle au moins autant qu'il nous sert, et incite conclure que « nous sommes plus franais que nous ne le pensons ». Pour un peuple qui manque de vocabulaire, nous serions plutt riches en slogans.

Incertitudes d'un certain pays.
Deuxième partie. Dimensions intérieures
C. Les années 1970 ou la non-relande de la « Révolution tranquille »

Chapitre 17

Des partis qui se fendillent dans un pays qui se disloque *

[Retour à la table des matières](#)

Le mois d'août, qui prolonge parfois le court été de juillet, est le moment de traiter d'un sujet léger : les partis. Faites abstraction un moment de ce pourquoi ils existent et de ce qu'ils font ou auraient à faire, vous conviendrez qu'il n'y a pas sujet plus léger.

Si le Canada tient, c'est pour d'autres raisons que la cohésion interne des partis ou la cohérence du tableau des partis canadiens et québécois. Par delà cette image de précarité, il y a bien des facteurs de solidité dont le premier est moins le fait de partis, jouant le jeu, que le caractère indispensable des partis pour jouer le jeu nécessaire. Ce serait l'aspect grave de ce sujet léger - que j'abandonne tout de suite.

Nos partis se fendillent, plus encore dans l'opposition qu'au pouvoir. Vous me direz que c'est normal. Vous aurez raison. Comme je n'aurais pas complètement tort de soutenir que c'est toutefois un indice sérieux d'une crise politique devenue chronique. En apparence du moins, on est plus solidaire au pouvoir, pour y rester. Dans l'opposition on se doit de se serrer les coudes pour avoir chance d'y parvenir.

On dit « l'opposition ». Il y a les oppositions : celles des partis B, C, D, qui s'opposent pour différentes raisons au parti, provisoirement au pouvoir. Ce parti A a tou-

* *Le Magazine Maclean*, août 1971.

jours eu pour habitude de parler au nom de « la majorité silencieuse », bien avant que les ghost writers du président Nixon ne l'appellent ainsi pour signifier qu'elle ne serait muselée que par elle-même. Mais les oppositions sont, par définition, encore plus « parlantes » que le pouvoir qui doit encore décider. Et la décision de ne pas décider n'est pas la moindre des décisions, ce qui fait que les oppositions ne manquent jamais de sujets pour faire entendre leurs voix discordantes à partir d'une base unanime : le refus du pouvoir en place.

Dès avant que M. Stanfield n'ait une seconde chance de racheter l'an prochain sa piètre performance de 1968 devant le plus inattendu des adversaires, on commence à se préparer à lui faire subir le même traitement qu'à M. Diefenbaker. La rébellion du docteur Lasalle, après la sortie ratée de M. Alie, vient encore affaiblir la présence fictive du parti conservateur au Québec. Le *waffle group*, dont la force a étonné tout le monde à commencer par ses membres, est l'opposition au leadership officiel du N.P.D. En attendant d'avoir la force du nombre, il a celle de l'avenir et de la clarté doctrinaire. Un *establishment* qui a sécrété un *anti-establishment* a toujours ses jours comptés. Les *wafflers* recueillent déjà au Canada anglais la faveur d'effectifs électoraux comparables à ceux que rallie ici le Parti québécois.

M. Caouette aura beau *s'escrimer* pour paraître leader d'un parti fédéral *national*. Sa fusée suit maintenant sa trajectoire descendante. « Du Lévesque là-dedans », disait-il en parlant de la récente doctrine constitutionnelle de ses anciens paroissiens émancipés. Son intuition ne le trompait pas. Les créditistes du Québec sont plus à l'aise dans les paroisses québécoises que dans la primatie d'Ottawa. Et comme M. Wagner a su résister à son « complexe Colombey » en restant bien sagement sur son banc ¹¹⁶, le réservoir de votes wagnériens n'ira pas se déverser dans le marais de l'Union nationale.

Au niveau fédéral, M. Trudeau a la partie belle, malgré l'inflation et le chômage. Aux élections de 1972, plus que Madame Trudeau, la crise d'octobre, le voyage en U.R.S.S. ou sa performance de Victoria, les fentes discernables à l'intérieur des partis conservateur et N.P.D. vont l'aider. Les caouettistes québécois continueront à recueillir la négation de droite qui ne pourra s'exprimer autrement. M. Caouette n'a pas plus de successeur que son parti n'a d'avenir au plan fédéral. Les conservateurs fédéraux,

¹¹⁶ Un peu plus tard, c'est aux conservateurs fédéraux que M. Wagner allait se rallier.

eux qui ont pris l'habitude depuis longtemps (Bracken, Drew, Stanfield) de conscrire des *Premiers* provinciaux, commencent à lorgner du côté de M. William (« Bill ») Davis. À la prochaine minute de vérité entre leaders du N.P.D., si M. Laxer ne prend pas plus vite de poids politique que d'âge, le bilingue M. Schreyer serait l'homme du milieu idéologique et géographique pour accomplir ce que l'ancien *Premier* de la Saskatchewan, M. Douglas, n'a pu réussir. En attendant, M. Trudeau gagnera en 1972 devant ces bataillons en ordre dispersé ¹¹⁷. Presque une victoire par défaut.

Au Québec, l'Union nationale peut continuer à mener une vie par sursis jusqu'à 1974. L'espace d'un bel automne, Paul Sauvé l'avait régénérée. Daniel Johnson avait pris quatre ans pour s'emparer de son parti (« assises » de mars 1965) avant de se voir catapulté au pouvoir avec quatre ans d'avance lors de l'absurde jeu électoral du Qui Perd Gagne de 1966. Depuis lors, débordée à sa gauche nationale par les péquistes et à sa droite conservatrice par les créditistes, l'Union nationale aura à se définir un destin, après s'être donné un nouveau chef qui aura à faire la difficile preuve qu'il est plus qu'un légataire universel. M. Samson a su gagner le respect des adversaires et imposer surtout une estime à tonalités affectives comme celle dont jouissait son « père politique » ¹¹⁸. Il y a bien sûr un abîme idéologique entre M. Samson et M. Laxer ; mais il ne doit pas nous empêcher de voir dès maintenant une tendance *waffling* au sein des créditistes québécois, jusque-là considérés comme un bloc caouettisé. Le Parti québécois, opposition populaire numérique et parlementaire malgré son infériorisation en sièges à l'Assemblée nationale, semble avoir rétréci la faille que son congrès de février avait rendue manifeste. Tant que M. Lévesque sera à la gouverne, ce parti pourra surmonter ses virtuelles divisions intestines. Pour combien de temps ? Ce même jour du printemps dernier, MM. Lévesque et Bourgault ont dit clairement à leurs troupes qu'ils n'entretenaient aucune illusion à ce sujet.

Après deux ans de pouvoir de plus, le parti de M. Trudeau a connu des défections éclatantes. Celui de M. Bourassa voile mal ses tensions avec l'émergence de quelques ministres « forts ». L'un et l'autre sont, pour l'instant, en sécurité devant la multiplicité de leurs oppositions qui, en outre, entretiennent un principe de division à l'intérieur de chacune d'elles. Nous avons connu jusqu'à l'arrivée au pouvoir de Diefenbaker en

¹¹⁷ Mais ça n'allait être qu'une victoire très serrée. Aux élections de 1974, il allait toutefois s'assurer d'une majorité confortable.

¹¹⁸ Mais lui aussi allait se trouver en difficultés croissantes - qu'il avait pour une bonne part provoquées lui-même.

1957 et à la mort de Duplessis en 1959, un régime à parti *dominant*. Ce régime se perpétue en quelques féodalités provinciales : les conservateurs en Ontario, les créditistes en Alberta et en Colombie britannique, les libéraux à Terre-Neuve. Est-il destiné à réapparaître sous le double protectorat (du point de vue du Québec) de Trudeau à Ottawa et de Bourassa à Québec ? En politique, de façon plus visible peut-être qu'en toute autre activité humaine, on est surtout fort de la faiblesse des autres.

L'ensemble du tableau de nos partis, dans leurs relations entre eux aussi bien qu'en eux-mêmes, montre des reflets de ce que l'on ne veut pas et non pas l'indication nette de ce que l'on veut. Deux projets trop flous se télescopent : celui d'un Québec indécis dans celui d'un Canada incertain. Cela produit un processus, aussi lent que vaste, de dislocation d'un peut-être trop grand corps politique.

Canadiens anglophones et Québécois francophones ont enfin pris conscience qu'ils existaient les uns par rapport aux autres ; ils en arrivent à devoir savoir ce qu'ils sont pour devenir ce qu'ils seront mutuellement. La feuille de température de cette recherche stressante peut se lire à travers l'actualité cahotante de la vie de nos partis, surtout de ceux de l'opposition. Voilà comment, à partir d'un sujet léger, on aboutit à une conclusion grave qui n'était pourtant pas l'objet de mes propos.

Incertitudes d'un certain pays.
Deuxième partie. Dimensions intérieures
C. Les années 1970 ou la non-relande de la « Révolution tranquille »

Chapitre 18

Un jeu de blocs québécois *

[Retour à la table des matières](#)

« Des partis qui se fendillent dans un Canada qui se disloque » pouvaient-ils se refuser à ce qu'un René Lévesque, peut-être plus rageur que moqueur, appelait un « jeu de blocs » ? Il s'agit du refus, estimé « brutal » par M. Guy Bertrand, de considérer l'avènement d'un Bloc québécois qui irait troubler la quiétude outaouaise au sujet de la Séparation, éventuelle et menaçante.

Les hommes qui oscillent autour de la cinquantaine, et dont certains sont aujourd'hui bien placés sur les structures des pouvoirs, ont manifesté leur première fougue politique en scandant les slogans anticonscriptionnistes de la Ligue pour la Défense du Canada d'où allait émerger le Bloc Populaire Canadien. De Marc Carrière à Michel Chartrand, de Pierre Elliott Trudeau à Jean Drapeau, ça faisait pas mal de jeunes « Canadiens français » (on ne disait pas Québécois alors) qui avaient de l'avenir. Aussi, qu'on se soit mis à parler ces temps derniers d'un « bloc québécois » possible, ce sont d'abord des souvenirs qui remontent en sursauts.

Des souvenirs en forme de contrastes et de similitudes.

* Le Magazine Maclean, novembre 1971.

La plus forte ressemblance, c'est évidemment la nominale : il s'agit de BLOC dans les deux cas. Quand il y a éparpillement d'une multitude isolée, c'est normal qu'on veuille lui conférer une réalité monolithique, faite de dureté et d'unanimité. Ne dit-on pas bloc de pierre, de métal ? Comme en politique, faire bloc ? Pas mal de pays ont connu des blocs nationaux. Notre premier « bloc » évitait la première équivoque qu'eut comportée un qualificatif comme « national » surtout en période de guerre. Il se proclamait, en une formule quasi redondante, à la fois comme « populaire » et « canadien ». Cela ne donnait le change à personne, puisqu'il fut exclusivement québécois et francophone. Il fut moins un bloc qu'un pré-bloc, en ce sens qu'il rallia l'écrasante majorité des parlant français au Québec (plus de 80 p. cent) en 1942 lors de la campagne contre le « plébiscite » de Mackenzie King. La Ligue pour la Défense du Canada, ce « pré-bloc » d'alors, ne s'opposait pas tellement au reste du Canada, gagné d'avance selon une majorité aussi écrasante au principe contraire, qu'aux dirigeants libéraux félons. Les Canadiens des deux langues faisaient, avec une guerre mondiale en retard, leur dernière querelle impériale...

Quand la Ligue se transforma en Bloc partisan, le nouveau parti pour honorer le dernier de ses épithètes se donnait naturellement une aile fédérale. Mais les avatars électoraux firent qu'il dut livrer d'abord bataille au niveau provincial car il avait cru bon de se donner une « aile provinciale » pour lutter contre Godbout, co-responsable de ce qui se passera (car la conscription sera imposée *in extremis*). Le Bloc « provincial » avait contribué à installer Duplessis au pouvoir en 1944 pour le début d'un long moyen-âge... L'année d'après, lorsque King et Saint-Laurent vinrent s'expliquer au Québec, on estima qu'un premier châtiment avait suffi.

Le B.P.C. était un groupement assez hétéroclite, logeant à même enseigne des bataillons de jeunes, des non-conformistes des partis traditionnels et des réformistes sociaux d'alors parmi lesquels d'importants résidus de l'Action libérale nationale, d'abord « trahis » par Duplessis en 1936. Une génération plus tard, les plus jeunes de ces éléments se seraient retrouvés au sein du R.I.N. tandis que les plus mûrs auraient fait le M.S.A. avant de fournir la première équipe dirigeante du P.Q.

Mais les contrastes sont encore plus accusés entre l'éphémère et dualiste B.P.C. et le plus qu'hypothétique « bloc québécois ». Né de circonstances extérieures, le premier Bloc s'affirmait fortement autonomiste pour l'époque mais c'était pour proclamer avec plus de force sa foi fédérale. L'idée d'un « bloc québécois » a encore plus d'ambiguïté entre l'indépendantisme de M. Bertrand et le fédéralisme rénové de M. Alie.

L'inquiétude d'aujourd'hui est strictement intérieure, « québécoise ». Trudeau va passer aisément aux élections du printemps 1972, peut-être auparavant. Doit-on le laisser gagner, presque par défaut ? Où vont aller au niveau fédéral les 24% des votes du P.Q., qui n'a peut-être pas encore fait son plein ? Pour ceux, beaucoup plus rares, qui voient plus loin, avec qui parlera-t-on le jour de la grande négociation arrivé ?

Dans leur ligne de raisonnement, les promoteurs du « bloc québécois » et les dirigeants du P.Q. ont raison, les premiers de lancer l'aventure, les seconds de la refuser, car ils ne regardent pas à même distance. À court terme, servir un coup de semonce à Trudeau lors des prochaines grandes manoeuvres électorales ; à long terme plus ou moins indéfini, habituer les Canadiens anglophones à l'idée de *l'unthinkable* en leur arrachant en « leur capitale » la reconnaissance au moins de fait du principe de l'auto-détermination : à ces deux longueurs de lentilles, le projet d'un « bloc québécois » est plus que défendable, ce qui n'est pas signifier qu'il serait réalisable pour ne pas parler de son efficacité. Le comité directeur du P.Q. a les yeux braqués sur le moyen terme qui s'établit en 1974. Ce serait commettre, à l'inverse, la même erreur que le B.P.C. en 1944 en acceptant de laisser traîner même son emblème sur un champ de bataille défavorable. Son nom l'indique assez, la force du P.Q. est « québécoise » et doit rester à l'intérieur du Québec. Arracher démocratiquement l'indépendance, c'est d'abord s'emparer de l'Assemblée nationale. C'est une affaire de Québécois entre Québécois, même si elle ne peut se livrer que par Bourassa interposé.

Le ton de hargne dans la fin de non-recevoir du P.Q. avait de quoi étonner. Comme si les promoteurs du « bloc québécois », ces « apôtres de la néo-dernière chance », étaient des gens naïfs ou des traîtres en devenir ! Ne pas disperser ses forces, ne pas mouiller d'avance sa poudre en acceptant un combat plus encore dissymétrique qu'ambigu, c'est sécuritaire, surtout sous la considération du dur combat à mener à moyen terme. Un ton plus modéré n'eut pas nui à une analyse de stratégie nécessaire. Au fond, le P.Q. a obéi à son instinct de conservation : la conservation d'abord, pour le renforcement après. C'est louable. Pourquoi doubler cette préoccupation sécuritaire d'une crise de purisme ? « À soir, on fait peur au monde ! »

Et puis a m'tonnerait qu'on n'ait pas voqu le sort des six provinces qui ont chang de gouvernement depuis deux ans. Seulement, lui, Bourassa, il vient peine d'arriver. Le moyen terme peut s'tendre jusqu' 1978 ¹¹⁹.

¹¹⁹ Le « moyen terme » de 1974, voqu ici, tait la date normale des lections sub-squentes aprs la prise du pouvoir des libraux de M. Bourassa en 1970. Ces lections eurent lieu en avril 1973 ; en 1976, de nouveau M. Bourassa raccourcit d'un an l'intervalle coutumier entre deux consultations gnrales.

Incertitudes d'un certain pays.
Deuxime partie. Dimensions intrieures
C. Les annes 1970 ou la non-relande de la « Rvolution tranquille »

Chapitre 19

« Go North, Young Man ! » *

[Retour la table des matires](#)

Nous avons dcidment une vocation nationale hydro-lectrique. C'tait au dbut du sicle les politiques de la porte trop facilement ouverte aux bailleurs de fonds et entrepreneurs trangers sous S.-N. Parent et Lomer Gouin. La « rvolution trahie » de Duplessis en 1936 le fut d'abord par son refus de nationaliser les « trusts » de l'lectricit : furent mis au vert tous les rformistes qui gravitaient autour du docteur Philippe Hamel. Le premier acte spectaculaire, (conclave du Lac L'paule, lections de novembre 1962, l'oriflamme claquant de l'enfin « Matres *chez nous* ») de la « rvolution tranquille » fut l'tatisation des rseaux lectriques que n'avait pas touchs la lgislation partielle du gouvernement Godbout en 1944. L'Hydro devenait notre seule trs grande entreprise, « bien de chez nous » avec l'apport des opportuns 300 millions de dollars de Wall Street. Grce au lyrisme simplet de George Dor, « La Manic » allait devenir un temps une espce d'hymne national. Pendant ce temps, nos jeunes ingnieurs travaillaient de A Z en franais. Jusqu'aux potes de la revue *Libert* qui magnifiaient ce nouveau symbole btonn de « la politique de grandeur ». Comme pour aller de son point d'orgue dans cette partition pique et unanimiste, certain matin de fin septembre 1968 Daniel Johnson vint y mourir en inaugurant le super-barrage portant son nom.

* * *

* Le Magazine Maclean, novembre 1971.

Et voilà qu'en un brusque virage d'est en ouest, nous sommes transportés aux savanes intermédiaires de la demi-douzaine de rivières qui se jettent dans la baie (de ?) James. Un projet mammoth dont les premiers chiffres du coût possible multiplient par dix l'opération de l'étatisation de l'électricité en 1962-63. Et ce butor de René Lévesque, qui avait fait le coup alors, devient l'adversaire le plus acharné du super-projet. Tout est imprécis, du nombre de rivières (sans parler de celui des barrages ...), aux estimations à deux milliards près. Tout est prématuré et non sérieux, etc. ... (je dis tout de suite que n'étant pas ingénieur, ni économiste, je n'ai pas d'opinion personnelle sur la question. J'attends comme tout le monde d'en savoir plus, et surtout plus précis.)

Ce qui est sûr c'est l'aspect compensatoire du lancement du projet. Moins diversion de l'imbroglio fédéral à la suite du NON de l'après-conférence de Victoria que des impossibles 100,000 emplois. Quand M. Gérard D. Lévesque dut avouer, mi-figue mi-raisin, que les 100,000 emplois constituaient un objectif et non un engagement, il aurait pu ajouter que l'expression naquit comme marotte du « critique financier de l'opposition » lorsqu'il attaquait la politique d'imprévoyance économique de l'Union nationale. La marotte devint slogan publicitaire, puis engagement électoral. C'est un cas de plus où le propagandiste s'entortille dans sa propre propagande. Les nuances exégétiques après coup ne font pas oublier que le premier ministre a perdu la face. Moralité : il ne faut jamais jouer de façon inflationniste avec la vérité, surtout quand elle est connue. La crédibilité du premier économiste que nous ayons eu à la tête du gouvernement québécois en a pris un coup. Nous voulons bien croire M. Bourassa quand il affirme à la mi-septembre que « le rythme de création d'emplois, cette année, est quatre fois supérieur à celui de 1969, alors que 17,000 nouveaux emplois avaient été créés. » Mais nous commençons à être nerveux avec les chiffres qu'avance M. Bourassa... Et quand il invoque la surtaxe de M. Nixon pour faire passer l'échec de « l'objectif », qui n'était pas strictement un engagement, on peut se demander s'il n'est pas en train de vieillir politiquement un peu trop vite.

La trop belle chance de Robert Bourassa est d'être arrivé au pouvoir au moins une élection d'avance. Il doit montrer sa pesanteur d'homme avant d'avoir eu le temps d'acquérir du poids politique. L'aspirant premier ministre avait le choix de sa légitime ambition ; il n'eut pas celui du moment de sa réalisation prématurée. Il était pourtant « prêt », tant la chose allait de soi qu'il serait premier ministre un jour. Le « critique financier de l'opposition » n'eut pas à sauter sur l'occasion du départ de M. Lesage

qu'elle l'aspirait déjà... Son élection au leadership, puis sa victoire du 29 avril 1970 lui furent presque trop faciles. Dans la suite, du projet-non-engagement des 100,000 emplois à la faiblesse de son entourage, de la crise d'octobre à l'ultimatum -dilemme de Victoria, tout lui deviendra presque inhumainement difficile.

L'expérience, tant célébrée par ceux qui prétendent en être nantis, ça n'existe pas, en politique ni ailleurs, surtout pas celle des autres. Mais cette graduelle conscience de soi se colletant avec les événements, qu'on appelle aussi maturation, est un lent processus. Les circonstances forcent souvent à l'accélérer mais on ne peut jamais l'escamoter. Tout s'est précipité pour Robert Bourassa à partir de l'automne 1969. Pendant la période normalement accordée par un apprentissage même intensif, c'est de maîtrise qu'on s'attend qu'il fasse montre dans une ambiance d'extraordinaire tension dramatique.

L'inflation est un mal universel. Le chômage, circonstance humaine combien plus aggravante, est plus typiquement nord-américain. Le Québec n'est qu'une brique dans le mur de l'économie canadienne, un des murs qui sous-tendent l'économie américaine qui chambranle ces temps-ci. Dans une conjoncture semblable, la politique québécoise ne peut faire grand-chose. Il n'est personne pour se satisfaire d'un tel état de choses ; il est pas mal de gens pour le comprendre tout en grommelant. M. Trudeau, qui ne saurait être cité en modèle qu'à M. Trudeau, se fait applaudir dans le sud de l'Ontario en annonçant d'autres temps durs et sombres. M. Bourassa grignote lui-même sa crédibilité quand il fait flèche de tout bois. Le col roulé, l'air dégagé, le tutoiement facile, la logique du tic au tac sans monter sur des grands chevaux idéologiques : une nouvelle génération, technicienne plus encore que pratique, s'apprêtait, par lui, à apprendre le pouvoir. Mais tout cela n'a jamais voilé un désir presque anxieux d'approbation, absent chez un Trudeau ou un Lévesque qui trouvent toujours le moyen de choquer même lorsqu'ils s'efforcent de présenter un visage conciliant. Robert Bourassa est en quelque sorte l'antithèse des susnommés qui fascinent en privé ou à la ville et souvent déclenchent malgré eux des sentiments de répulsion d'une égale intensité. Lui, il voudrait se contenter de jouer la sincérité et le charme discret, avec toujours la mèche de cheveux avantageuse.

Ses trente ans qu'il arbore, il ne voudrait surtout pas qu'ils retournent contre lui, d'autant qu'il aurait préféré un noviciat, pourvu qu'il fut court, tout près du pouvoir : mais cela, il ne peut l'avouer en public. Comme tous les grands ambitieux, avec une pointe de Rastignac, il n'est pas modeste, mais il le cacherait bien s'il n'avait dû af-

fronter des obstacles à vous réapprendre la vertu de l'humilité lucide. L'âge ne fait rien à l'affaire : un jeune quinquagénaire qui accomplit, un à un, tous les projets dont il est plein est plus jeune qu'un gars de trente ans satisfait d'être arrivé vite ; puis, il y a l'ouverture sur le monde, qualité qui n'a jamais eu d'âge. Ce ne sont pas les journalistes mais des députés de son parti qui auraient qualifié de « cégépiens » les membres de son cabinet personnel, tous en dessous de la trentaine moins un. « Mon entourage se compose de gens qui sont, pour la plupart, encore dans la vingtaine. Jamais on n'a vu une équipe aussi jeune exercer le pouvoir. C'est un défi qui me tenait à coeur... Plus encore, je crois que dans la prochaines décennies cette tendance se répercutera partout à travers le monde. Nous aurons été les premiers à lancer l'idée. »

Que nous voilà loin de la baie James ! Pas si sûr... Comme tout le monde, je rêve à l'état d'éveil. Cela donne deux rêves politiques en couleurs. D'abord un rêve en couleurs sombres quand je me mets à prendre au sérieux les arguments que développent les adversaires. Bout à bout, c'est impressionnant, entre la démesure même du projet et le luxe d'imprécisions avec lequel il a été lancé. D'autre part, il arrivait trop à point nommé pour renflouer « l'image publique de Robert » depuis la malheureuse affaire des 100,000 nouveaux emplois. Le lancement prématuré du projet avec ses écarts insupportables de coûts et de temps nous a fait nous souvenir de l'ambiance d'ambiguïté du premier projet Sidbec qui devait donner son nouveau souffle à la révolution devenue trop tranquille. Et j'arrive tôt à une vision catastrophique. Une fois de plus, nous allons prendre une révolution technologique en retard. Quand ce complexe de la baie James produira enfin son potentiel de kilowatts-heures, nous serons probablement à l'époque des centrales atomiques. C'est entendu, il n'en pleut pas de l'uranium ; tandis que des rivières toujours gonflées, à énergie perdue, nous en avons à la centaine. Aussi bien de commencer du côté de la baie James avant de remonter jusqu'à celle de l'Ungava. Mais s'il faut amortir une dette sur une telle durée... etc. Le rêve devient cauchemar : d'étranges figures graphiques s'achèvent en point de chute tandis que des colonnes menaçantes de chiffres aussi serrées que les tiges d'une rizière japonaise montent à l'assaut. Et, avec son faiblard latin perdu depuis longtemps, il y a de quoi y laisser ses premiers rudiments d'arithmétique. En couleurs sombres, le projet apparaît comme une aventure à la fois mégalomane (son côté barrage d'Assouan) ou archaïque (les centrales atomiques de demain, nous qui n'avons encore que cette « chose bizarre » à Gentilly).

Mais comme il ne faut pas tre pessimiste, les couleurs se mettent tout coup s'claircir. Si des ingnieurs et des conomistes, aprs tude suffisante, se mettaient plus aisment d'accord entre eux que bourassistes et pquistes ; si la Socit de Dveloppement, nouvellement forme, devenait plus qu'un organe d'enregistrement des partis pris gouvernementaux ; si, surtout, un impact par la jeunesse nouvelle qui n'accepte pas d'tre la gnration des « chmeurs instruits », ; si... Ces conditionnels contrent le fatalisme oppos. La principale faiblesse du rgime, c'tait l'absence d'un « grand dessein », marque de commerce de toutes les anti-idologies technocratiques. Si c'tait cela son « grand dessein », et qu'il ne fut pas si bte ! Nous avons la chance d'avoir un territoire, grand comme trois fois la France, dont les deux tiers sont un petit empire nordique, peine entam. mesure qu'on monte, des forts de moins en moins garnies, mais des cours d'eau de plus en plus imptueux. Mettre l'oeuvre toute une jeunesse la prise de possession de son pays ? Les « calculs de rentabilit » apparaissent tout coup drisoires devant les promesses d'un nouveau plein emploi. L'U.R.S.S. a rgl le sien en colonisant sa Sibrie : mais ce n'est pas un exemple suivre dans les mmes formes ! Le printemps dernier, une vague de pessimisme s'est empare des tudiants en sciences de Laval. Information prise, il y avait derrire cela l'intention d'tre « dans le coup » de la baie James. videmment, tout cela va vite comme un rve ; a ne rgle pas les problmes de l'arrire-pays de Matane et de Rimouski.

Le Qubec prend conscience qu'il est moins haut qu'il ne le pensait dans l'chelle des pays dits « dvelopps ». Beaucoup de Qubcois, en rflexe de dception, se mettent le dire « sous-dvelopp », ce qui est encore plus faux en rapport l'autre chelle. La vrit, intermdiaire, est qu'il est plutt non-dvelopp. Ce *Go North* pour jeunes citadins pas trop frileux *peut* tre une partie d'un avenir pensable. Mais nous butons sur l'ambigut de notre destin, qui nous a toujours fait vivre par procuration de la richesse des autres ? Une fois de plus, nous aurons peut-tre satisfaire notre instinct de proprit avec les capitaux d'ailleurs.

Ce n'est pas compltement exaltant surtout une poque o « l'argent est cher ». Conced. Mais l'autre partie de l'alternative, c'est quoi ? La marche sur le Parlement des « chmeurs instruits », moins patients que les autres, ou que les habitants de Saint-Paulin ? Qui sera l'homme du « grand dessein » ? Qui, part M. Bourassa lui-mme ?

M. Lesage pouvait compter sur une puissante ligne d'attaque. Quand il ne faisait pas les jeux au centre entre l'ailier de gauche, Lévesque, et celui de droite, Gérin-Lajoie, Kierans ou Laporte l'y relayaient. À la défensive, Pinard et Wagner tenaient bon, auxquels encore Laporte venait à l'occasion donner un coup de main. Johnson et Bertrand au pouvoir n'ont jamais pu compter sur une telle « équipe de rêve ». Au pouvoir, Bourassa se retrouva presque autant démuné que ses prédécesseurs unionistes. La perte de l'homme-orchestre, Laporte, n'a jamais été compensée. Des quatre ou cinq grandes recrues dont le jeune chef libéral avait sollicité le concours, seul M. Castonguay fut présent à l'affrontement du 29 avril. Et, depuis cette date, le prestige du moins *politicien* du cabinet, qui en est aussi le plus *politique*, ne cesse de grandir. Ça se voit à l'œil nu jusque dans l'après-conférence de Victoria. Tantôt MM. L'Allier et Garneau, tantôt MM. Saint-Pierre et Cloutier donnent l'impression positive d'exister par eux-mêmes.

Mais il y a encore ce pourrissement du problème politico-constitutionnel avec ses pôles qui s'appellent Trudeau et Lévesque. Entre les deux, Bourassa doit manoeuvrer pour assouplir le premier et rendre inutile le second. Il ne lui est guère facile de gagner en symétrie sur ces deux *fronts*. La dynamique des forces politiques réelles déborde ces trois personnalités. Trudeau l'atténue tant qu'il peut en fidélité à ses visions de jeunesse ; Lévesque l'accentue au maximum par définition de ce qu'il est devenu. Bourassa, parti du « fédéralisme rentable », en est au « fédéralisme décentralisé ».

* * *

« J'ai été bombardé tellement rapidement à la tête de la province qu'il est parfois difficile de ne pas être pris de court devant certains problèmes. Il reste que je n'ai jamais été, jusqu'à maintenant, dépassé par les événements. » Il reste aussi que M. Bourassa doit maintenant faire les événements et qu'il a déjà commencé avec le projet de la baie James. Mais, on demande à savoir le plus exactement et le moins tard possible ce qu'il en est *on a business-like basis*.

Si rien n'est encore perdu pour lui et pour ce qui dépend de lui, rien n'est encore gagné, pas même la promesse qu'il gagnera peut-être. Du moins, il essaie.

Incertitudes d'un certain pays.
Deuxième partie. Dimensions intérieures
C. Les années 1970 ou la non-relande de la « Révolution tranquille »

Chapitre 20

Les élections fédérales ou de l'inégale bonne chance des frères siamois *

[Retour à la table des matières](#)

Quelles différences voyez-vous entre les partis libéral et conservateur au Canada ? C'est la colle classique qu'un professeur de science politique aime poser à ses étudiants. Pourtant, il y en a, mais elles sont moins marquantes et évidentes que les similitudes. Nos partis traditionnels sont toutefois plus différents qu'on ne le dit, mais on les voit encore plus semblables qu'ils ne sont. Au terme d'études minutieuses de la littérature spécialisée, la conclusion qui s'impose toujours oscille autour d'une courte ligne : les Conservateurs se situeraient au centre droit ; les Libéraux, au centre gauche. Ils conviennent à une société dont la grande masse est résolument centriste. Mais ce n'est guère qu'une redondance, nullement une explication.

D'après un sondage Gallup de l'hiver 1969, moins d'un Canadien sur cinq - on peut supposer que celui-ci est un partisan fidèle - voit une « réelle différence » entre les deux partis. Mais les autres électeurs interrogés les voient assez exactement identiques (71%) ou n'arrivent pas à les distinguer (10%). À l'origine et pendant le premier demi-siècle de la Confédération, nos *tories* et whigs étaient plus distincts que dans la longue période d'homogénéisation qui a suivi et dans laquelle nous sommes probablement encore. Mais, tout au long de leur histoire plus que séculaire, un fait apparaît

* Le Magazine Maclean, avril 1972.

dominant : l'inégale bonne fortune des deux grands partis dans le choix de leur leader national. À partir de l'émergence de Laurier, la bonne fortune libérale eut comme corollaire la malchance conservatrice.

Les Conservateurs ne furent heureux qu'une seule fois, la première, avec John A. Macdonald. Borden et Bennett, qui méritaient sans doute un meilleur sort, furent produits et victimes de deux crises, celles de l'unité nationale pendant la première guerre mondiale et de la grande dépression des années 1930. Quand Diefenbaker accomplit l'impossible en 1957, qu'il enleva l'année suivante plus de deux cents sièges (dont 52 au Québec), on put croire que le cycle de la malchance continue était rompu pour les Conservateurs. Un nouveau « John A. », dont « Honest John » aimait évoquer la figure, semblait pouvoir lancer un nouveau cycle de prospérité conservatrice. La magie de « Dief » ne se répéta pas en 1962, alors qu'il fut presque battu par Pearson, ni en 1963 alors que celui-ci l'emporta de justesse de même qu'à « l'élection inutile » de 1965, qui ne changeait rien au rapport des forces. Pendant six ans, de 1962 à 1968, nous eûmes des gouvernements minoritaires à Ottawa alors que le Québec faisait, puis digérait, sa révolution tranquille. Jamais depuis l'époque de Borden, les Canadiens français n'avaient eu autant le sentiment d'être absents de la scène fédérale. Tandis que Pearson réussissait une sortie digne, Diefenbaker s'obstine à s'accrocher à sa légende dégonflée de la façon pathétique que l'on sait.

Flanqué de Georges Étienne Cartier, Macdonald marqua de sa forte et pittoresque empreinte le premier tiers de l'histoire de la Confédération. Depuis lors, les Libéraux avec Wilfrid Laurier ouvrirent la marche de leurs succès presque continus, jusqu'à aujourd'hui. Après le panache de sir Wilfrid, ce sera l'ère de Mackenzie King, au pouvoir pendant la plus grande partie de son leadership de 1919 à 1948 : règne de la grisaille, de l'astuce et de l'efficacité. Il aura usé une demi-douzaine de leaders conservateurs avant de prendre sa retraite, ayant abattu le record de longévité comme premier ministre des pays du Commonwealth. Le successeur du bras droit Ernest Lapointe, Louis Saint-Laurent, succède tout naturellement au maître magicien et empoche deux victoires contre George Drew en 1949 et 1953 avant de battre pavillon devant la première offensive de Diefenbaker.

Les Conservateurs croiront sortir de la phase des matches presque nuls Diefenbaker-Pearson, en répudiant le « lion des Prairies » qui rugit encore pour le remplacer par le premier ministre de Nouvelle-Écosse, Robert Stanfield. Contre toute prévision y compris par eux-mêmes, en un scénario en suspense s'improvisant au jour le jour,

les Libéraux répliquèrent par le choix de Pierre Elliott Trudeau. L'éclatante victoire de juin 1968 leur permit de croire qu'ils renouaient avec la chaîne de leurs grands leaders, presque toujours « chevaux gagnants ».

Ces grands chevaux gagnants sont de trois classes. Il y a d'abord les honnêtes courtiers ou efficaces gérants qui savent s'adapter aux circonstances sans en créer de nouvelles : Macdonald après le lancement de la Confédération ; King qu'on rappelle en 1935 en se disant qu'il ne pourra faire pire que Bennett ; Saint-Laurent tout désigné pour gérer en bon père de famille la fortune nationale des années 1950. Dans la catégorie des conciliateurs, s'imposent les figures du jeune Laurier, ou du vieux Mackenzie King après 1945, ou de Pearson qui absorbe les contre-coups de la crise d'unité nationale dans les années 1960. Enfin, les leaders charismatiques, qui exercent un pouvoir de fascination, sont sir John A. qui remplit presque toute son époque, le grand seigneur Laurier et le flamboyant Diefenbaker de 1958 déclenchant une tornade électorale qui ne s'était jamais vue.

Où situer notre Stanfield et notre Trudeau d'aujourd'hui ? Sur la base de *son record provincial*, Stanfield serait de la classe des honnêtes courtiers avec des velléités de conciliateur s'il pouvait seulement se concilier ses propres partisans québécois. La trudeumanie, dont l'érosion est moins rapide que l'affirment ses adversaires, était manifestement un fait charismatique. Mais les dons de grand conciliateur de Trudeau n'ont pas rempli les promesses peut-être exagérées qu'on en attendait. Le premier ministre semble se satisfaire d'un rôle d'honnête courtier dans des circonstances difficiles.

Les sondages montrent une désaffection pour le parti au pouvoir sans enregistrer un gain équivalent au bénéfice des Conservateurs, tandis que s'accroissent les préférences pour les tiers-partis et les opinions indécises : phénomène normal en période pré-électorale. Mais certaine nervosité de l'électorat canadien s'est manifestée dans une demi-douzaine d'élections provinciales récentes. Nos partis nationaux ne sont forts qu'en certaines positions régionales, mais ils sont présents partout sauf les Conservateurs au Québec : ce qui laisse une faible marge pour l'implantation des tiers-partis, à l'exception encore du Québec où nos créditistes occupent la place d'opposition officieuse que les Conservateurs n'occupent pas officiellement.

* * *

Le danger des régimes démocratiques, qui peut aussi se dire « le malheur de ses citoyens », c'est la faiblesse de l'opposition. Faiblesse de l'opposition officielle, ou des oppositions fragmentées sans possibilité de coalition tactique comme solution, au moins provisoire, de remplacement. La dispersion des oppositions partielles, extra-parlementaires et non-partisanes, qui huent plutôt qu'elles n'applaudissent au jeu officiel, fait la preuve d'une société ouverte mais ne fait pas d'emblée marcher la démocratie. C'est plutôt un phénomène de cran d'arrêt (voir les campagnes pour un Québec français depuis l'affaire du bill 63 à l'automne 1969).

La conséquence en est que le plus fort qui s'affaiblit reste le moins faible des faibles - et demeure au pouvoir. À la veille des grandes manoeuvres électorales, les Libéraux fédéraux n'en ont plus à perdre dans l'Ouest et ne nourrissent guère d'illusion sur leurs minimes chances d'y augmenter leur faible représentation. Ils n'en gagneront guère ou pas dans les Maritimes. Au Canada central, certain désenchantement est plus visible en Ontario, qui a fait la trudeumanie avant de faire élire Trudeau, qu'au Québec. Alimentent cette opposition virtuelle le renforcement des Conservateurs provinciaux et certaines poussées N.P.D. sous la double houlette des Lewis, père et fils. Le parti de Trudeau ne perdra pas l'Ontario, mais en perdra encore en Ontario.

Reste le Québec dont nous savons depuis Laurier que les habitants « ont des sentiments et non des opinions ». Côté « opinions », qui importe moins, Trudeau n'en suscite pas de favorables en plus grand nombre qu'en 1968. Côté « sentiments », si les oppositions y étaient moins faibles on verrait mieux. Mais elles le sont : presque uniquement symboliques (les Conservateurs), régionales (les Créditistes), ou fictives pour l'honneur (les Néo-démocrates). Il n'y a pas là de quoi cimenter un contre-sentiment qui pourrait se comptabiliser électoralement. Restent les partisans de l'indépendance dont l'opinion est la plus radicale et qui ne trouveront pas facilement où et par qui la faire porter.

Les Péquistes vivent, de façon plus aiguë que les Québécois francophones de toujours, un dédoublement fort inconfortable de personnalité. Rappelons la ligne des motivations fondamentales : à Québec, on élit qui on veut, quoique sans ferveur (exceptions : 1936, Duplessis basculant les Libéraux ; 1962, l'élection de l'électricité et du « Maîtres chez nous ») ; à Ottawa, on élit qui on ne veut pas le moins (exceptions, à cause des « sentiments », Laurier, Saint-Laurent et Trudeau). Ça risque d'être encore vrai au niveau global mais de façon atténuée. Le sentiment des Québécois pour « l'un des leurs » est variable, mais ne s'inverse pas. Il n'est pas de l'ordre d'une magie qui

s'efface, d'un mythe qui s'use. Au Québec, on n'a jamais lâché Laurier (ni King), Saint-Laurent (ni Pearson). On ne lâchera pas Trudeau. Du moins pas complètement. De quelle artillerie peuvent disposer ceux qui voudraient donner un coup de semonce électorale au premier ministre actuel ?

Les trois autres partis sont au moins aussi fédéralisants quant au principe que celui de Trudeau, dont ils ne condamnent que les moyens d'action ou certaines tactiques. Stanfield n'a probablement pas les moyens de jamais « passer son mur du son » dans le reste du Canada, et au Québec moins que partout ailleurs. Le regain de vitalité qu'y a connu le parti avec ses quatre ou cinq « gros candidats » en 1968 s'est produit avec quatre ans d'avance. Pour une Nième fois, il s'efforce de se reconstruire à partir du presque néant, alors qu'ont éclaté au grand jour des divisions de principe (cas Alie, Lasalle, etc.) montrant que le réaménagement constitutionnel, que prônerait ce parti au pouvoir, ne serait justement pas plus « libéral » que celui que Trudeau impose en faisant mine de le proposer. À la suite de Jean-Jacques Bertrand et « Joey » Smallwood, auxquels l'épreuve n'a pas porté chance, Caouette s'est soumis au test d'un congrès de leadership qu'il a voulu le plus national possible. Mais c'est un parti radicalement provincial qui peut continuer à recueillir le refus de régions défavorisées : ce socialisme du pauvre qui dit « Non » à droite.

Reste le N.P.D.-Québec à présenter une option de gauche sociale sans opposition systématique au principe fédératif. « Ils » sont peu de cette famille au Québec depuis que la gauche sociale est en train d'opérer une jonction avec la gauche indépendantiste au sein de la demeure péquiste, largement ouverte, mais qui se ferme avec une ardeur presque fracassante à ceux qui veulent jouer le rôle de francs-tireurs en terre outaouaise. Le N.P.D.-Québec a, lui aussi, donné son gros effort avec quatre années d'avance. Robert Cliche vint près d'opérer une première trouée contre un ministre de Trudeau, depuis lors dissident mais non adversaire (Kierans). Raymond Laliberté prend la relève en se donnant des raisons sérieuses de démontrer que ce n'est pas d'autant plus beau que c'est inutile. Se défendant bien de faire « campagne pour la cueillette d'un vote péquiste », il s'en est ouvert aux lecteurs du *Devoir* à la fin janvier dans un long papier passionné et passionnant : *Si j'étais péquiste... à la veille du scrutin fédéral*. D'abord, les dirigeants N.P.D. seraient de plus valables interlocuteurs que quiconque pour négocier véritablement l'éventuelle indépendance du Québec ; mais ce qui importe c'est de « mettre en place cet élément de légitimation préalable que constitue la socio-démocratie ». La percée du N.P.D.-Québec est pensable avec l'ap-

port des votes péquistes qui n'auraient rien à y perdre, pas même leur pureté indépendantiste. « Si j'étais souverainiste, je voterais N.P.D.-Québec », écrit-il naturellement en conclusion. Mais « si j'étais masochiste je voterais Trudeau. Si j'étais inconscient je ne voterais pas ; si j'étais 'pogné' je voterais 'merde'. Si j'étais conservateur je voterais créditiste. Si j'étais capitaliste je voterais conservateur. Si j'étais de la classe laborieuse ou si j'étais universitaire, je voterais néo-démocrate. Si j'étais farfelu, je voterais Bloc québécois ou Rhinocéros. »

Mais les promoteurs du Bloc québécois ne sont pas « farfelus », non plus que leurs justifications. En ayant déjà traité dans ce magazine (novembre 1971), je ferai court sur ce point. Leur lentille n'est pas ajustée à la même longueur que celle des dirigeants du P.Q. qui, pour la seconde fois en janvier, ont dénoncé ce « piège à ours », dont le résultat aurait valeur de référendum à résultat négatif. L'indépendance étant d'abord une affaire entre Québécois à décider démocratiquement, ce sont les élections du Québec qui auront portée de référendum jusqu'au moment où le P.Q. sera enfin majoritaire à l'Assemblée nationale. C'est après seulement qu'on pourra commencer la dure négociation, globale et décisive, avec ceux de l'autre capitale - s'ils y consentent ! Les promoteurs du Bloc québécois veulent poursuivre aux Communes cette espèce d'« aventures en pays de mission » -qui font parfois des martyrs - que René Lévesque risque parfois dans des tournées transcanadiennes. Posons la question très tactique : serait-il aisé, possible ou décent pour les dirigeants locaux du P.Q. de ne pas soutenir un candidat du Bloc québécois, ou de lui préférer un honnête créditiste, un libéral non trudeaumane, ou un néo-conservateur peu standfieldien ? On ne peut conseiller l'abstention au quart de l'électorat.

L'élection de 1972 va se dérouler en une circonstance jusqu'ici inédite et le moment sera peut-être unique. Pour deux raisons : 1° ce sera la première fois qu'un fort vote indépendantiste au Québec aura à s'exprimer, d'une façon ou de l'autre, au fédéral ; 2° cela se produira au moment où un premier ministre canadien d'origine francophone, en lequel le Canada anglophone avait mis sa complaisance pour régler le *Quebec Problem*, se présentera comme mainteneur du Canada tel qu'il existe. Pour ne pas parler de la situation économique, pas étonnant que plus d'un Québécois ait du vague à l'âme par les temps qui courent...

* * *

Et l'après trudeau-isme ? Des allusions à peine voilées du premier ministre nous invitent à y penser. À défaut d'avoir réglé le problème constitutionnel, il se satisfait déjà d'avoir au moins balayé la thèse des deux nations. Il est des paresseux qui travaillent tout le temps. Trudeau est de la race des actifs qui n'aiment pas beaucoup avoir à travailler tout le temps. Entendons selon le calendrier et les horaires « des autres », lui qui, jusqu'à ces dernières années, en était maître et libre comme l'air. Le passage de Turner aux finances montre que celui-ci croit en son destin de dauphin naturel, plus que ne l'effraie le handicap presque insurmontable. Clair vainqueur même avec une majorité réduite, le premier ministre se retirerait peut-être avant la fin de son mandat, plus sûrement avant l'élection de 1976. Sa tenacité ne serait pas du type à se cramponner au pouvoir.

Battu honorablement devant un Trudeau au gouvernement minoritaire, Stanfield a de bonnes chances de rester. Se profilerait l'espoir de la double opération 1957-58 dans le camp conservateur - même si Turner ne serait pas Pearson, ni Stanfield (ou son successeur) Diefenbaker. Battu décidivement, le chef conservateur subirait la loi d'airain de tant de ses prédécesseurs.

Avec un régime électoral comme le nôtre, surtout dans une situation ambiguë comme elle est au Québec, le premier ministre canadien gagne souvent presque par défaut. Mais depuis toujours, sauf lors de la première victoire indécise de Diefenbaker en 1957, le Québec est dans le coup. En cette seule occasion, un parti a pu prendre le pouvoir à Ottawa sans cueillir 40 p. cent des sièges québécois. Qui peut aspirer à une telle cueillette à part Trudeau ? Mais qui sait la proportion de ce qu'il perdra ailleurs ?

Par delà l'avenir immédiat de Stanfield et le destin de Trudeau comme relanceur d'un Canada nouveau, la prochaine consultation électorale va nous montrer les partis conservateur et libéral accrochés l'un à l'autre comme deux frères siamois - dont on sait qu'ils ne peuvent vivre séparés.

Incertitudes d'un certain pays.
Deuxième partie. Dimensions intérieures
C. Les années 1970 ou la non-relande de la « Révolution tranquille »

Chapitre 21

Aux grands maux politiques les grands mots *

[Retour à la table des matières](#)

« Ce qui caractérise un problème politique, c'est qu'aucune solution ne conviendra aux données du problème. Un problème politique n'est donc pas résolu, il peut être arrangé, ce qui est tout différent. »

Pour avoir écrit cette phrase, Bertrand de Jouvenel mériterait d'être classé parmi les rares penseurs politiques de notre époque. Il n'y a pas une ou la solution parce qu'il n'y a pas un ou le problème. Des faisceaux de problèmes, des problèmes qui s'avancent en rang serré, des problèmes qui s'engendrent, des problèmes qui déplacent les autres, des questions qui deviennent problèmes, des problèmes prioritaires qui retournent au rang de questions délaissées, de nouveaux problèmes qui s'emboîtent dans les anciens, les anciens problèmes qui ressurgissent, les problèmes de demain qu'on pose aujourd'hui, ceux d'aujourd'hui qu'on définit avec l'appareil mental d'hier.

Avant leurs solutions, la politique est problèmes, un « paquet de problèmes ». Au moins autant pour ceux qui la font que pour ceux qui la subissent. Aussi, est-ce toujours avec un tantinet de remords qu'on devrait signer un papier critiquant ceux dont

* Le Magazine Maclean, décembre 1971.

c'est la responsabilité de régler les problèmes politiques. Pour exercer un tel métier, il faut être ambitieux et modeste, exhibitionniste et discret, masochiste et extrovert : tout cela en des doses infiniment variées selon la recette générale d'un mixage d'une bienheureuse inconscience et d'un nécessaire dévouement à la chose publique. Il en faut des « comme ça ». D'habitude, nous n'en manquons pas.

Un problème politique s'identifie tout de même. Puisqu'on en discute comme « problème » ou qu'on en réclame la « solution ». Mais ainsi isolé, comme dit Jouvénal, « aucune solution ne conviendra aux données du problème ». Ces données sont multiples, changeantes, se génèrent entre elles, et continueront à le faire dès lors que le problème sera porté comme résolu. C'est qu'on aura « arrangé » le problème, « ce qui est tout différent ». La politique est un flot de problèmes qu'on arrange sans pouvoir les régler. Ce qui fait que ces non-solutions vont continuer à déranger bien du monde.

Des maux (politiques) passons aux (grands) mots.

Les mots sont les grands arrangeurs des problèmes. Parler de ses problèmes, individuels ou collectifs, c'est leur donner corps, c'est les arranger pour l'interlocuteur, qui les arrange à sa façon, et qui peut être myope ou sourd. Mais l'interlocuteur politique est ordinairement bavard. Ça devient un monde de cacophonie et de logomachie. Tout un chacun y contribue et y consomme.

Les grands mots peuvent être des enveloppes, des dissolvants de problèmes. Laissons de côté les très grands mots de liberté, de démocratie, d'indépendance, de progrès, de socialisme, de révolution, etc. ... Ils ont tout de même fait l'histoire universelle des récents siècles. Illustrons le propos par des grands mots du cru, qui ont fleuri ces quelque dix dernières années.

Les grands mots les plus indiscutables sont les slogans accrocheurs. De « La Belle Province » des plaques minéralogiques, on est passé au « Québec sait faire » : de l'attrait touristique aux possibilités technologiques (si les Québécois n'en sont pas d'abord convaincus, qui convaincra les investisseurs étrangers ?). Nous avons encore *dé-provincialisé* la « province de Québec », pour l'appellation plus directe du « Québec » et la dénomination inflationniste de « l'État du Québec ». C'est l'arrangement verbal le plus globalisant que la difficulté d'être canadien-français de la province de Québec aura suscité. « Nous sommes des Québécois », proclamait en première ligne le manifeste de l'Option-Lévesque, alors qu'aux assemblées du R.I.N. on scandait avec enthousiasme : « On est capable ! » De Gaulle est venu qui a reconnu en nous

des « Français canadiens » ou « du Canada ». Mais le « Québécois » continuera à faire prime.

C'est « l'équipe du tonnerre » de la « révolution tranquille » qui, après avoir raflé deux élections sous les oriflammes du « C'est le temps que ça change » et du « Maîtres chez nous », nous a gratifié de l'expression magnifiante de « l'État du Québec ». Puis, l'« Égalité ou indépendance » de Daniel Johnson a prolongé le terrain de l'ambiguïté en attendant que son successeur ne transforme notre « Assemblée législative » en « Assemblée nationale ». Quand s'opéra le mariage du Mouvement souveraineté-association et du Ralliement national, l'enfant qui en sortit fut baptisé « Parti québécois ». Ainsi un nouveau statut d'état civil naîtra avec son maximum de simplicité et d'authenticité : un parti qui n'est que québécois -mais tout cela !

Au « Québec d'abord », les tenants du « One Canada » continuent à se demander : « What does Quebec want ? » Réponse de diversion : « What Canada can » (*to keep Quebec inside - impliqué*) ? Ce n'est plus un dialogue entre la Confédération et la Province. C'est un tiraillement qui risque de mal finir entre le Canada et le Québec. Les formules intellectuelles et nuancées ont commencé à tomber en désuétude : statut particulier, distinct, spécial ; les deux nations ; les deux peuples fondateurs ; les deux majorités. Comme ces autres : fédéralisme coopératif, rentable, décentralisé, « à la carte » (récente importation prise chez un théoricien du Marché Commun européen). À l'époque de Duplessis, c'était sans nuance et à moindres risques : « Ravoir notre butin » de « ceux d'Ottawa ». L'« Action Canada » de Hellyer (qui serait le pendant nominal au Parti québécois sans en être la réplique politique) proclame à nouveau la « société juste » de M. Trudeau.

Tout le monde se dit en « la possession tranquille de la vérité », de sa vérité verbale. On compense. D'être « né pour un petit pain ». On compense. De voir défiler « toutes ces conférences de la dernière chance ». On compense. De parler au passé de la « révolution tranquille ». (La révolution sera pacifique ou ne sera pas). De « l'État du Québec » de M. Lesage à « la personnalité québécoise » de M. Bourassa ¹²⁰, on reste entre nous. On compense. Protestation, participation, contestation. « C'est le début d'un temps nouveau, » lance une récente chanson à la mode. Et « la majorité silencieuse » continue à jouer le rôle d'amortisseur.

¹²⁰ J'avais oublié la « souveraineté culturelle ».

Au plus fort du charivari de mai 1968, sur un mur du Quartier Latin Paris, ce brocard : « Finis les actes, passons aux paroles ! » Nous sommes plus franais que nous le pensons.

Incertitudes d'un certain pays.
Le Québec et le Canada dans le monde (1958-1978)
Deuxième partie. Dimensions intérieures

D. - Au moment de mettre sous presse...

[Retour à la table des matières](#)

Les textes de cette dernière section furent écrits en 1978 au moment de la production de ce livre.

Le premier étudie le problème de la succession de monsieur Claude Ryan à la direction de ce qui n'est « pas un grand journal », mais qui est « plus qu'un journal ». Ce texte est à rapprocher du chapitre 11, alors que l'auteur considérait la vocation spéciale du *Devoir* à une autre époque de forte densité politique.

Les deux textes suivants traitent du rôle, encore effacé, des autres provinces canadiennes dans le débat constitutionnel fondamental entre Ottawa et Québec, surtout après l'arrivée au pouvoir du Parti québécois. L'auteur soutient qu'« il ne serait pas inutile d'explorer les champs des convergences qui peuvent exister entre les provinces pour lesquelles s'est constitué le Canada et par la collaboration desquelles il doit et peut refaire sa constitution ».

Les trois textes qui suivent, écrits au tout début d'octobre 1978, reprennent systématiquement tout le problème de la réforme constitutionnelle. Sans préjuger des formes constitutionnelles qui peuvent sortir des longs processus constitutants, l'auteur propose de distinguer clairement une première ronde de *réunions interprovinciales*

pré-constituantes d'une seconde ronde, marquée par les travaux d'une *Assemblée constitutive fédérale-provinciale*, et d'une troisième ronde de *conférences proprement constitutionnelles* pour la mise en place graduelle des nouvelles institutions.

Enfin, précédant une *conclusion*, inévitablement, *suspensive*, un dernier texte tente de faire le bilan des deux premières années du gouvernement péquiste et de jauger les chances encore faibles de la mise en oeuvre sérieuse d'une véritable réforme constitutionnelle. Les grandes lignes des luttes référendaires et électorales s'étant finalement dégagées, c'est sur l'opinion publique québécoise que sera livré le grand assaut. Aussi, faut-il garantir par avance que le choix référendaire pourra s'exercer en pleine liberté car « ce sera sur les différentes nervures des réseaux d'information que se jouera la *liberté politique tout court* ».

Incertitudes d'un certain pays.
Deuxième partie. Dimensions intérieures
D. Au moment de mettre sous presse...

Chapitre 22

Le Devoir et son avenir *

[Retour à la table des matières](#)

Il y a trois dimensions aux difficultés actuelles : la succession elle-même avec un bizarre transfert d'une autorité toute impériale, le fait que ce soit celle de Claude Ryan, les circonstances politiques actuelles avec tout ce qu'elles annoncent pour un avenir tout prochain.

Sur les règles de la succession, le président du Conseil d'administration a prévenu qu'elles sont inchangeables tandis que le Syndicat de rédaction du DEVOIR propose que son « accord » soit requis pour la nomination du directeur : élément nouveau, non strictement irréconciliable, mais qui devrait être concilié.

Sur l'empreinte que laisse à l'institution son ancien directeur, les producteurs de l'intérieur ont des idées plus nettes que les consommateurs de l'extérieur, lecteurs et collaborateurs occasionnels. Elles se sont exprimées sous forme de quatre propositions dont a rendu compte LE DEVOIR des 28 et 29 avril. On reviendra sur la principale d'entre elles en fin d'article.

Mais tout le monde pense aux circonstances politiques actuelles, à la veille des tests décisifs du référendum et des élections canadiennes et québécoises. C'est sous la

* Le Deroir, le 29 juin 1978.

direction de Claude Ryan que LE DEVOIR, pour la première fois de son histoire, est devenu organe de freinage des poussées du nationalisme québécois (anciennement canadien-français), dit-on d'un bord. Pareillement, la réplique juxtapose une argumentation à contre-thèse où se retrouvent ces trois dimensions.

Au centre se retrouve toujours la dimension Claude Ryan. Parti du journal, l'ancien directeur continue d'y poser des problèmes. Ils ne pourraient être complètement résolus que si LE DEVOIR (et son nouveau directeur) épousait systématiquement les thèses politiques du chef du parti libéral du Québec, ou encore s'y opposait non moins carrément. C'est exclu en l'un et l'autre cas puisque LE DEVOIR deviendrait alors un « journal de parti », même s'il n'avait aucun lien organique ou financier avec aucun d'eux. Du reste, ni le PLQ, ni le PQ n'en sauraient que faire - et pourtant quelle belle proie à prendre ! Ici, la vigoureuse indépendance statutaire du DEVOIR a une force de résistance plus grande que les convoitises combien tentantes qu'il soulève certainement, mais qui se gardent bien de s'exprimer. Si le journal est fort d'une telle faiblesse fermée sur elle-même, c'est qu'il doit bien y avoir quelque chose là-dessous de mythologique, justement, mais d'une mythologie opportunément agissante.

Le plus tôt les « grands électeurs » du directeur du DEVOIR oublieront effectivement le directorat encore tout récent de Claude Ryan, le mieux ce sera pour tout le monde, y compris pour l'actuel chef du PLQ. Celui-ci doit suivre strictement la prescription que son prédécesseur, Gérard Filion, s'était imposée : « éviter de jouer le rôle d'une belle-mère dans le ménage de sa bru » (LE DEVOIR, 16 janvier 1974). Il s'agit de plus que d'« élégance » de circonstance, mais d'une obligation profondément morale.

Le prochain directeur du DEVOIR nouveau aura à parler (au sens fort) au chef du PLQ et éventuel Premier ministre du Québec. Il devra le faire avec la même distanciation assurée que celle qu'il emploiera pour s'adresser au Premier ministre actuel, ou à tous les hommes politiques canadiens et québécois. Cela ne devra pas être factice ni simulé, mais devra se faire en toute crédibilité, sans que personne n'ait même à soulever une pareille interrogation.

Parler quel langage ? - D'abord, négativement, ne pas craindre celui qui ne satisfait pleinement personne, peut mécontenter tout le monde, au moins alternativement. Surtout ne pas oublier l'exigence première d'un journal de la classe du DEVOIR : informer avec exactitude et probité au sujet de tous les partis et mouvements.

Le commentaire est un rôle second dans un journal. Et c'est une preuve de la spécificité de la famille lectrice du DEVOIR que, globalement, elle a tendance à faire prédominer le commentaire éditorial sur l'information narrative. En quoi, ce n'est pas un grand journal, mais c'est plus qu'un journal. Ce langage d'une critique bilatérale sera fait d'engagements profonds volontiers truffés de parti pris, pourvu qu'il ne tombe pas en « partisanerie » à tournure inévitablement unilatérale. Sauf de courtes périodes, dont une récente, ce n'est pas la « marque de la maison ».

C'est d'une chance inouïe que Claude Ryan n'ait pas préparé son successeur. Quelle portée aurait le message d'un successeur de son choix s'adressant au chef de parti et premier ministre en devenir ? LE DEVOIR doit pouvoir ménager son propre avenir, ou plus prosaïquement avoir l'instinct de sa propre conservation. Dans son premier article comme directeur intérimaire, Michel Roy écrivait : « Le journal adhère à l'option canadienne mais il veut lutter en même temps en faveur de l'épanouissement du Québec. Mais on ne peut dire maintenant laquelle des solutions précises appuiera éventuellement LE DEVOIR en vue de réconcilier la feuille d'érable et la fleur de lys. » (le 12 janvier 1978). Claude Ryan lui-même écrivait pour sa part que « l'avènement de la souveraineté politique ne serait aucunement incompatible avec l'esprit originel du DEVOIR » (LE DEVOIR, le 30 avril 1977). On ne peut boucher des avénirs discernables et porteurs de promesses, fussent-elles mal assurées, contradictoires ou trop risquées.

* * *

Ces avénirs-là nous seront copieusement décrits, lors de la sauvage empoignade de la campagne du référendum, en rose ou en noir. C'est nous qui choisirons, probablement pour quelque gris où filtreront des luminosités. Et pour privilégiée qu'elle apparaîtra, la grille de lecture éditoriale du DEVOIR n'en sera qu'une parmi d'autres. Mais comme toutes les pages éditoriales de la presse quotidienne seront opposées au projet global (encore manquant d'explications...) du gouvernement péquiste, LE DEVOIR devra se faire plus attentif aux propositions péquistes. Et pour d'autres raisons que de simple compensation. À ces jours des choix carrés par OUI et par NON, il devra pousser aux derniers retranchements de leur arrière-pensées ceux qui sollicitent une adhésion aussi décisive. Si les éditorialistes du DEVOIR ne le font pas avec plus de rigueur qu'ailleurs, qui pourrait le faire ? Ce sont les partis, tout désignés, les mouvements et les coalitions, qui se lèvent à cet effet, qui auront à avancer leurs preuves.

Sur ceci ou cela, aux uns et aux autres, le rôle éditorial du DEVOIR consistera d'abord à leur dire : « On ne nous le fait pas à tout coup... ». Pour le reste, c'est le « peuple souverain » qui est convié à trancher. Pourvu qu'il puisse parler librement après les durs affrontements qui s'annoncent.

* * *

Ces considérations d'éthique politique ont pu sembler un moment éloignées de la question du prochain directeur du DEVOIR. Elles étaient pourtant nécessaires pour y arriver. Il ne s'agit pas de trouver un successeur à l'immédiat Claude Ryan, mais de mettre à la tête d'une institution de presse unique un directeur à pouvoirs aussi étendus que le devient sa liberté une fois qu'on l'a mis en place. Un directeur du DEVOIR apparaît comme au bout d'une chaîne dynastique : il succède à tous les autres, Bourassa, Pelletier, Filion. Mais quand la succession s'ouvre, les conditions historiques sont variables à chaque fois : et, cette fois-ci, elles sont plus lourdes de conséquences que jamais.

Dans le passé, l'omnipotence du directeur, aux termes du statut du journal, était tempérée dans la pratique par celle d'un rédacteur en chef à personnalité fort différente, mais également omniprésent : Omer Héroux, auprès de Henri Bourassa, puis de Georges Pelletier ; André Laurendeau, auprès de Gérard Filion. Il ne faudrait pas non plus oublier l'influence discrète d'un troisième homme, Louis Dupire, puis Paul Sauriol. « Pour être franc, écrivait Gérard Filion dans l'article précité, je dirai que ce qui manque au DEVOIR c'est Laurendeau. Filion et Laurendeau s'équilibraient. Ryan est seul, il prend toute la place. Il y a autour de lui des gens d'expérience et des jeunes de talent, mais il n'a pas de contrepoids ». Jean-Marc Léger et Laurent Laplante auraient pu être ce contrepoids ; mais ils ne sont pas restés longtemps.

Non seulement Claude Ryan tenait au DEVOIR « toute la place », mais aussi beaucoup de place à l'extérieur. Beaucoup de critiques provenaient du fait qu'à l'extérieur, il était encore LE DEVOIR, « the Ryan's newspaper ». Dans ses éditoriaux, sa critique objective devenait parfois, et souvent ces derniers temps, à subjectivité débordante... Cela faisait beaucoup de « place » pour exercer sa liberté. L'ancien directeur a enfin devant lui un champ de manoeuvre dont la place à occuper est illimitée.

Ce serait illusoire de vouloir changer le statut unique du DEVOIR et de son directeur. Il serait de toute façon trop tard. (Il y faudrait probablement une loi spéciale,

mesure à légiférer sous un régime péquiste...) Sans rien changer à l'omnipotence statutaire du directeur, il resterait possible de décongestionner la pratique des responsabilités directoriales.

Depuis peu, la rédaction en chef, maintenant assumée par Michel Roy, fut distinguée du poste de directeur comme à l'époque du tandem Filion-Laurendeau. Depuis l'arrêt de travail de décembre 1975, le rédacteur en chef est également président de l'important Comité d'information composé de trois cadres et de quatre journalistes syndiqués. Comme autre conquête de la dure lutte du Syndicat de rédaction, les journalistes syndiqués ont obtenu que deux des leurs soient membres de l'équipe éditoriale. On maintiendrait de la convention, signée en décembre 1975, spécialement les excellentes clauses dites « de conscience », « de conflits d'intérêts de divulgation », « d'éthique professionnelle », « du comité d'entreprise », en plus de celle, déjà signalée, établissant le Comité d'information (LE DEVOIR du 11 décembre 1975 reproduisait ces articles-clés). De l'avis du directeur, l'autorité de la direction en sortait « inaltérée » et la nouvelle convention devait permettre de « faire un journal non moins foncièrement indépendant, mais plus complet et un peu plus détendu » (éditorial du 11 décembre 1975).

Sans parler du statut unique du directeur, qui en fait le détenteur majoritaire des actions sans avoir à les acheter, à charge également de ne pouvoir les aliéner, le directeur du DEVOIR combine l'autorité effective de ce qui, dans les journaux anglais, s'appelle *le publisher*, *l'editor* et le *general manager*. C'est beaucoup. Sans rien reviser des statuts du journal, le directeur du journal, continuant d'être l'autorité initiale et suprême pourrait continuer d'être assisté d'un rédacteur en chef avec droit de regard sur l'ensemble de l'information, déjà président qu'il est du Comité de l'information, et dont le directeur de l'information est également membre. Peut-être y aurait-il lieu que le directeur soit assisté d'un directeur-adjoint ou de ce que certains journaux français appellent un « directeur politique ». Ce dernier, dégagé des tâches de gérance générale, pourrait écrire davantage que le directeur et s'employer avec plus d'attention aux responsabilités dites d'orientation générale. Enfin, le poste de secrétaire de la rédaction (*editorial page editor*) pourrait être réintroduit et, aboli celui de rédacteur en chef *adjoint*, ce qui est pour le moins contradictoire dans les termes.

L'idée générale consiste à ne diminuer en rien les pouvoirs du directeur du journal, mais à rendre la fonction *vivable* par le grand patron. Il s'auto-limite pour une meilleure division du travail avec son rédacteur en chef, un possible directeur-adjoint

ou « politique », les directeurs d'information, le trésorier. Ainsi sont clairement dissociées, pour des fins de complémentarité, les trois grandes tâches d'administration générale, de rédaction éditoriale et d'information, en même temps qu'est établi un rapport de mécanisme fonctionnel avec les journalistes de la salle de rédaction. Il est d'ailleurs infiniment peu probable que le prochain directeur ait la puissance de travail et la polyvalence phénoménales d'un Claude Ryan. Tout cela ne tiendrait, évidemment, que par un pacte de bonne foi mutuelle entre tous les intéressés.

* * *

J'ai signalé plus haut l'initiative du Syndicat de la rédaction du DEVOIR proposant son « accord » sur la désignation du directeur qui, statutairement, relève clairement de la compétence du complexe administrateurs-fiduciaires du journal. Les journalistes vont plus loin, qui se déclarent « d'avis que le futur directeur en titre doit pouvoir compter sur l'appui - pas nécessairement unanime, mais à tout le moins général - de la salle de rédaction ». Jusque-là, ça va ; mais quelques lignes plus bas, au lieu d'un « appui général », il devient question d'un « appui massif des professionnels de l'information ». Ce « massif », qui est plus qu'une nuance, est de trop et affaiblit la ligne de l'argumentation. Dommage car la proposition qu'était cette argumentation m'apparaît solide, opportune et probablement nécessaire. Elle stipule que :

« Le directeur du DEVOIR soit indépendant des partis politiques et des milieux financiers et n'y ait détenu (dans ces partis et ces milieux financiers) aucun mandat public au cours des dix années précédant sa nomination. »

L'intention d'une telle proposition est claire, qu'explicite le texte : « il y va de la crédibilité de notre institution et du maintien de la tradition d'indépendance, qui remonte à Henri Bourassa », car « le passage de M. Ryan à la politique active a largement secoué la crédibilité de notre journal... Cette situation a constitué - et constitue encore - pour plusieurs d'entre nous un handicap important dans notre travail professionnel ». (Ces propositions du Syndicat de la rédaction ont été publiées dans LE DEVOIR du 29 avril 1978). En rapport à ce jugement, les lecteurs du journal n'ont pas les mêmes informations que les journalistes de la maison. On observera tout de même deux choses : Claude Ryan, au moment de sa nomination comme directeur, remplissait exactement ces conditions ; s'il s'agit d'étendre ces prescriptions à la durée d'exercice du directeur, elles ont aussi ma plus complète adhésion.

Ayant toujours cru (ce qui n'est qu'un paradoxe apparent) que, pour bien connaître la politique il ne faut pas la faire, je crois doublement que, pour être en position claire et loyale pour tous de la critiquer, il faut encore moins la faire, ce qui s'étend jusqu'à l'obligation de se tenir le plus loin possible de ceux qui la font -ou tentent de la faire. Ce principe à portée déontologique vaut en tout temps ; il m'apparaît valoir a fortiori à cause de tout ce qui précède. J'ajoute qu'il ne doit pas lier à jamais tout citoyen, directeur du DEVOIR ou pas, à ne pas faire d'action politique directe.

Mais il est des transitions qu'il faut savoir ménager dans des rôles incompatibles. On peut réussir une entrée dont on a raté la sortie.

Incertitudes d'un certain pays.
Deuxième partie. Dimensions intérieures
D. Au moment de mettre sous presse...

Chapitre 23

Et si les autres provinces se mettaient à parler... *

[Retour à la table des matières](#)

Le référendum gèle, pour l'heure, toute espèce d'initiative de réforme constitutionnelle. Normalement, il devrait être déclencheur de quelque chose : est-ce si sûr ? J'opinerais plutôt que son résultat imprécis n'apportera guère de changement, si ce n'est peut-être d'amener la conviction générale que, désormais, *il faut faire quelque chose*. C'est ce qui manque encore à l'heure actuelle. Posons en hypothèse un résultat incertain ou équivoque du référendum et cette conviction nouvelle, généralement partagée, qui en sortirait.

Que font des parties engagées dans une situation conflictuelle dont elles veulent sortir, que ce soit en relations internationales ou en relations de travail ? D'abord, elles se sont dénombrées et correctement identifiées, surtout si le conflit est confus et multilatéral. Elles commencent ensuite les négociations en pointant les questions, fussent-elles mineures, sur lesquelles il y a un accord présumé ou très peu de divergences pour en discuter en priorité, se réservant pour plus tard l'examen des questions plus contentieuses et ardues et, ainsi, jusqu'à l'accord global laborieusement recher-

* *Le Devoir*, le 16 février 1978.

ché. La mise entre parenthèses ou l'établissement de moratoires empêchent une détérioration de ce qui est acquis, en attendant des situations plus favorables pour la négociation à venir des points litigieux demeurés en suspens.

Il est sûr qu'il n'y a rien à attendre de bon d'une polarisation croissante entre un gouvernement provincial sécessionniste et un gouvernement central responsable du maintien de la fédération. Rien de bon non plus à attendre du mode, maintenant éculé, des conférences fédérales-provinciales, où le Québec ne veut plus avec raison se présenter à un *contre* neuf pairs et un supérieur hiérarchique.

Puisque ce sont « les provinces qui ont fait le Canada », selon le mot de M. Hatfield, pourquoi, de même façon, ne commenceraient-elles pas, *entre elles*, à le refaire ? Par un moyen qui existe, les *conférences interprovinciales travaillant en organes pré-constituants*. Je ne crois pas aux diverses formules de constituantes populaires : on n'en sortirait jamais.

Lancées il y a presque un siècle, en 1887, par les premiers ministres Oliver Mowatt de l'Ontario et Honoré Mercier du Québec, les rencontres interprovinciales avaient montré leur utilité à une première phase difficile de la jeune Confédération de 1867. D'autres conférences eurent lieu en 1902, 1910, 1913, 1926. Relancées sur une base annuelle au début de la Révolution tranquille, elles permirent d'amortir certaines difficultés de coordination administrative entre les provinces, tout en fournissant un lieu de discussion utile avant de porter doléances et critiques au père de famille. Il n'y eut d'ailleurs pas de coalition pour des manoeuvres de front uni ou de *gang up against Ottawa*. Elles n'eurent toutefois pas l'influence de la Conférence des Gouverneurs d'États aux États-Unis, notre fédéralisme en dénivellement ne le permettant guère.

Quels pourraient-être leurs avantages, comme moyen de travail pré-constituant ? Le premier est d'évidence : en ces préliminaires, il n'y aurait pas de pouvoir hiérarchique, celui du mainteneur de l'ensemble (mais qui y déléguerait certes ses observateurs). La discussion serait informelle, à huis clos si nécessaire, travaillant d'abord sur des schémas et dossiers de moindre complexité.

Ce serait surtout une conférence entre pairs visant principalement à dégager des points de vue de convergence avant de prendre note des divergences, non encore susceptibles d'évoluer en conflits à ce premier niveau interprovincial. Ma proposition n'est pas nouvelle : la conférence interprovinciale de l'été 1975, tenue dans la capitale de Terre-Neuve, avait déjà amorcé un premier dialogue interprovincial sur la révision

constitutionnelle. Il avait eu pour suite l'échange de lettres entre le Premier ministre de l'Alberta et le Premier ministre du Canada quelques semaines avant le 15 novembre 1976.

Qui pourrait en prendre l'initiative ? Le Premier ministre de l'Ontario, comme ce fut le cas en 1967 pour la *Conférence sur le Canada de demain /The Confederation of Tomorrow* ? Le Québec et l'Ontario, les deux grandes provinces du Canada central ? Ou les quatre provinces qui furent à l'origine de la constitution actuelle ? Ou les deux provinces contiguës au Québec, l'Ontario ou le Nouveau-Brunswick ? Ou l'Ontario, conjointement avec une province de l'Est et de l'Ouest ? Ou... d'autres combinaisons ? Chose certaine, ce ne peut pas être l'initiative du Québec seul, à cause de la spécificité de son cas. Le Québec ne doit pas plus apparaître quémandeur d'« alliées » éventuelles que comme provocateur-réacteur de points de vue à faire émerger dans ce type de rencontres procédant de principes paritaires.

* * *

Imaginons quelles pourraient être les premières rondes de conférences interprovinciales répétées, en matière de révision constitutionnelle fondamentale. À la première rencontre, le gouvernement du Québec soumettrait « en grande première » (tenant compte des résultats alors connus du référendum) son projet d'ensemble dont on peut présumer qu'il serait au moins *puissamment autonomiste* ou, de façon plus probable, *carrément associationniste*. Ce projet global serait alors rejeté par toutes les provinces, mais cette unanimité même, qui n'est pas celle d'un bloc antagoniste, laisserait voir, dans l'exposé même des différents motifs du rejet, des sympathies ou des concordances partielles qu'il ne serait pas gênant à ce niveau d'avouer. Il s'agirait d'abord de prendre acte. Mais qui aurait unanimement refusé serait au moins dans l'obligation de faire une proposition de rechange.

Comme dominerait encore le sentiment d'urgence *qu'il faut faire quelque chose*, on prendrait un nouveau départ pour la détermination de ce que toutes les provinces, ensemble, veulent comme révisions constitutionnelles. Il serait assez improbable qu'en requérant l'accord du Québec ce maximum aille très loin, quoique on pourrait avoir des surprises ; mais, sans le Québec en seconde approximation, on atteindrait un plus haut plateau de convergences. Il y a fort à parier que ces premières compilations laisseraient voir une variété d'alignements, à côté de celui du « neuf contre un », sur d'importantes questions de substance. Se discerneraient des alignements du deux,

trois ou quatre provinces *contre* sept, six ou cinq, en rapport à tels ou tels problèmes spécifiques. On pourrait prendre la mesure du degré de *régionalisation* effective permettant l'éventuelle fusion des provinces des Prairies et des Maritimes - ou l'on cesserait d'en parler !

Saisie de ces représentations diverses par le président de la conférence, la capitale fédérale prendrait note de l'étendue et de la nature des accords selon les alignements clairs qui se seraient dégagés :

1° à l'unanimité des dix provinces ;

2° à la pluralité sans le Québec ;

3° à la pluralité avec le Québec.

Le gouvernement central serait en porte-à-faux de rejeter en bloc la première catégorie d'accords, désormais base minimale de futures négociations. Il serait également mal venu de ne pas porter une attention toute spéciale aux accords de la troisième catégorie. Les accords de la deuxième catégorie laisseraient voir la liaison particulièrement cruciale à combler progressivement entre les deux paliers distincts et dont le Québec prétendrait faire une synthèse toute particulière.

À la rencontre subséquente (à moins que, dans l'intervalle un nouveau référendum ? ...) le gouvernement du Québec tenterait de se faire plus persuasif en vue d'obtenir l'unanimité au sujet des accords de la troisième catégorie obtenus à la pluralité, y compris le Québec. Il lui serait demandé en contre-partie de se montrer lui-même plus souple en rapport aux accords de la deuxième catégorie, obtenus sans lui.

Il se serait produit, bien sûr, des accrochages, des tâches d'ombre, des convergences ambiguës et des renvois, dans le dégagement de ces majorités changeantes. Mais on serait entre égaux et un désaccord clairement avoué ne mènerait pas plus à une impasse qu'à un *bargaining* forcené, puisqu'il ne serait pas imposé de conclure à tout prix. C'est la règle des ententes lentement cumulatives, fût-ce sur des points mineurs, car prévaudrait toujours le principe du *il faut faire quelque chose* pour empêcher l'éclatement de tout le système, ce dont sont conscients tous les participants.

Tout au long, le gouvernement central-mainteneur aurait veillé au grain, mais positivement et en discrétion. Il observerait, mais *se tairait*. Il n'aurait plus la possibilité de jouer des incohérences et mésententes dans cette famille turbulente dont le manque d'union ne provient pas que du plus noir des moutons de la famille. Le *pater familias* devrait se faire lui-même à cette pédagogie de la première conciliation *sans lui* et abandonner, au moins pour un, temps, ce lourd magistère de l'instigateur autoritaire, ou qui le paraît, parce qu'en situation de pouvoir faire usage du dernier mot. Il aurait aussi à dire clairement pour sa part, *que lorsqu'on le saisisrait du travail accompli*, ce qu'il est prêt à accepter dans la redéfinition globale de son rôle.

Il lui serait reconnu a priori une plus grande autorité gouvernementale qu'au *primus inter pares*, mais ce ne serait plus celle du premier, constant et dernier *légitimateur* qu'il monopolise trop volontiers. En tout cas, sans lui, plus de chemin pourrait être parcouru aux phases initiales et exploratoires. Il n'apparaîtrait plus constamment juge et partie en toutes espèces, ce qui le gêne lui-même à la fin. Le rôle de mainteneur ultime n'est soutenable que par celui de médiateur, intermédiaire et à succès.

* * *

À qui objecte que ces divergences et convergences sont déjà bien connues, que ces zones de désaccords et d'ententes ont été précisées par quinze ans de relations fédérales-provinciales parfois houleuses et toujours frustrantes pour à peu près tout le monde, la réponse est triple. D'abord, cela fut vrai dans et par un mauvais instrument de négociations, en dénivellement constant d'un gouvernement « supérieur » et de dix autres « inférieurs », et ces derniers fort inégaux entre eux selon toute une série de différences régionales, économiques, géographiques et surtout culturelles, pour le cas unique du Québec. Ensuite parce que l'impulsion venait presque toujours de qui parlait, ou prétendait parler, au nom du tout, où aucune des parties ne se trouvait totalement à l'aise ni en authenticité d'elle-même. Enfin, parce qu'il n'y avait pas alors la nécessité, enfin ressentie en cette période post-référendaire, qu'il *faut faire quelque chose* avant qu'il ne soit trop tard ¹²¹.

¹²¹ On pourrait aussi objecter le ratage des « accords de réciprocité » en matière linguistique, proposés par le premier ministre du Québec à la conférence de St-Andrews en août 1977, comme preuve du non-vouloir des provinces anglaises à négocier sur une matière aussi vitale que la langue. Souvenons-nous du contexte particulier : en pleine bagarre de la loi 101. C'était « de bonne guerre » que

Pour exprimer cette dynamique nouvelle, je suis assujetti à un langage très schématique pour des raisons de concision. J'espère avoir tout de même réussi à faire comprendre qu'un tel mode de consultations serait la seule chance d'aboutir à des cercles concentriques, de plus en plus larges, d'accords de principe entre les provinces elles-mêmes. Elles ne référerait à Ottawa que lorsque des résultats significatifs seraient atteints entre elles et qu'il serait devenu indispensable de consulter le pouvoir central sur ses propres dispositions et réévaluations pour pouvoir continuer à procéder. La ronde finale des négociations entre tous les gouvernements ne s'ouvrirait que lorsqu'on aurait atteint un plateau suffisamment ferme de convergences réelles.

Tout cela ne serait possible que si ne s'atténuait pas trop tôt la conviction commune du *il faut faire quelque chose*, avec la claire conscience qu'un fédéralisme peut graduellement se refaire à la base et que ses institutions, inadéquates à l'origine, requièrent une sérieuse cure de rajeunissement après plus de 110 ans de « bons et loyaux services » ! Je doute toutefois qu'on puisse, par ce que j'appellerais cette refédération *d'en bas*, aller aussi loin que le regroupement régional des petites provinces ou qu'à une structuration aussi radicale des institutions centrales, ainsi que le propose le schéma d'Anthony Westell exposé dans son livre *The New Society* (1977). Mais tous les gouvernements devraient prendre leurs risques, savoir qu'ils ne pourront pas tous conserver ce qu'ils ont déjà et ne pas s'attendre à ce que toutes espèces d'innovations leur soient, en tout, bénéfiques ¹²².

Il faudrait surtout que le gouvernement québécois soit mis en situation de pouvoir jouer à fond la carte d'un « fédéralisme - vraiment - renouvelé ». Il faudrait qu'elle lui apparaisse une *bonne carte* dans cette conjoncture post-référendaire, imprécise, mais

cette astuce québécoise en l'occurrence, comme devenait inévitable l'unanimité des réponses négatives. Une même question envisagée dans le contexte plus favorable imaginé ici pourrait subir un tout autre sort. C'est même un excellent exemple du type de négociation que les provinces devraient avoir d'abord entre elles, et exclusivement. Si l'on devait marquer des temps d'arrêts, ce serait sans avoir toujours à repartir à zéro.

¹²² Les gouvernements provinciaux devraient jouir d'une large compétence discrétionnaire à l'occasion de ces rondes de conférences interprovinciales : les Assemblées législatives ne seraient amenées à se prononcer que lorsqu'il s'agirait de conclure des accords constitutifs avec toutes les autorités publiques en cause. Ces gouvernements et ces assemblées pourraient même être tentés de recourir aux consultations référendaires... Il ne faut pas se dissimuler ce second type d'obstacles à vaincre.

où il n'apparaîtrait pas « défait ». Quel que soit ce gouvernement, il n'aurait pas à abdiquer à jamais les aspirations légitimes d'un peuple majoritaire chez lui et en *cons-cientisation* croissante de lui-même. Et si l'entreprise de la *dernière* « dernière chance » ratait, ce gouvernement serait en bonne position de convaincre ses commettants qu'il n'y a plus d'autre issue que la souveraineté, inqualifiée ou totale. Il ne resterait plus qu'à proposer le pari que l'association, conditionnante de la souveraineté et refusée a priori, serait bien obtenue tôt ou tard grâce à « la nature des choses » nord-américaines. Mais ce ne serait pas un scénario de moindre difficulté pour tout le monde...

* * *

L'idée maîtresse est l'existence des troisièmes voies non utilisées, bloquées même actuellement par la détermination, fort compréhensible, du gouvernement québécois à ne pas s'engager dans quelque espèce de négociation constitutionnelle, dissymétrique et ambiguë, jusqu'à la tenue du référendum annoncée pour la fin 1978 ou, plus probablement, pour le début de 1979. Mais un jour ce référendum aura eu lieu. J'ai émis l'hypothèse qu'il n'aurait pas apporté de changement majeur si ce n'est la création d'un esprit nouveau alimenté, de part et d'autre, par l'impératif, enfin pressant, *il faut faire quelque chose*.

Entre ce référendum et les élections québécoises à venir (et un nouveau référendum ?), les forces fédéralistes, ayant utilisé au maximum l'argument de la *non-association* et en ayant même abusé, se seront vues forcées d'annoncer des révisions de substance pour la survie du régime. C'est à cette jonction, toute inédite, que ce mode de consultations suivies au niveau inter-provincial pourrait devenir le premier instrument de cette re-fédération *par en bas* avant que ne s'enclenchent les négociations constitutionnelles proprement dites. Celles-ci pourraient procéder à partir d'un schéma de consensus sur un certain nombre de questions importantes et qui serait susceptible de s'élargir encore. On aurait cerné et même pesé les difficultés pendantes.

Les matières à réformer sont de trois ordres :

- rénovations des institutions fédérales, principalement les centrales ;
- modifications des processus de fonctionnement entre les niveaux de gouvernement ;

- transferts et ré-allocations des matières déterminant des champs de compétences, ce qui est probablement le point crucial.

À chaque ordre de ces questions, il est des accords possibles à explorer selon la triple gradation des catégories dont il a été question plus haut :

- 1° à l'unanimité des provinces ;
- 2° à la pluralité sans le Québec ;
- 3° à la pluralité avec le Québec.

* * *

L'histoire des relations interprovinciales depuis une vingtaine d'années signale quelques exemples de ces possibilités. Il ne serait *surtout pas interdit d'inventer* : le champ est large entre, par exemple, les suggestions du schéma Ottawa-centriste d'Anthony Westell et celles de la formule Québéco-centriste d'un nouveau Commonwealth... La polarisation Québec-Ottawa actuelle, la multiplication de leurs rejets mutuellement exclusifs semblent voiler une situation de fond faite de virtualités diverses, quoiqu'elles seraient encore risquées et pour le Québec d'abord !

Le référendum québécois serait la première initiative de toute notre histoire politique pour déclencher une procédure *d'en bas* de révision constitutionnelle. L'événement serait-il assez gros de conséquences pour qu'on se convainque enfin du *il faut faire quelque chose* ?

Incertitudes d'un certain pays.
Deuxième partie. Dimensions intérieures
D. Au moment de mettre sous presse...

Chapitre 24

Quand les provinces se mettent à se parler... *

[Retour à la table des matières](#)

La veille de la conférence des premiers ministres provinciaux, tenue à Montréal le 23 février, les manchettes des journaux laissaient pressentir un nouvel échec après l'impasse à laquelle avait abouti la précédente conférence de St. Andrews l'été dernier. Les manchettes des mêmes journaux, au lendemain de la dernière conférence, conclurent pourtant à son succès relatif, qu'un communiqué, unanime, de deux pages entérinait.

Que s'est-il passé à cette rencontre où, selon le communiqué, l'on discuta en priorité de « l'avancement des droits des minorités en matière d'enseignement linguistique partout au Canada » ?

- Peu de choses. Mais ça s'est bien passé.
- Quoi encore ?
- Ceci : les premiers ministres ont évité de partir des différences de leurs politiques linguistiques pour tabler plutôt sur les chances d'une certaine convergence pour

* *Le Devoir*, le 4 mars 1978.

le moment. Et les participants, sans rien y perdre, y ont gagné quelque chose en même temps.

Cette conférence de Montréal peut être considérée comme un premier terrain d'exercice, expérimental, de la *diplomatie* inter-provinciale, trop peu employée, et dont je proposais ici même qu'elle s'étendît à tout le travail, exploratoire, d'une constitution à refaire.

* * *

Des observateurs prévoyaient que la stratégie péquiste allait consentir à l'assouplissement suivant : proposer une base plus large, cette *fois multilatérale*, aux « accords de réciprocité », donc *bilatéraux*, déjà refusés par les neuf premiers ministres anglophones à St. Andrews. Chaque partie à l'éventuel accord de réciprocité avec le Québec ne serait pas ainsi individuellement mise en cause, ni encore moins mise en accusation pour ne pas assurer, chez elle, un minimum d'enseignement en français.

Cette proposition, toujours selon les mêmes observateurs, allait de nouveau être rejetée par les provinces anglophones qui devaient s'en tenir plutôt à la formule prônée par monsieur Trudeau de l'inscription formelle d'une nouvelle disposition constitutionnelle, garantissant les droits à l'enseignement dans la langue minoritaire, partout où un nombre suffisant d'élèves le justifierait.

Bref, tout était programmé pour la cristallisation d'un échec « à la St. Andrews ».

En fait, le Québec n'insista pas pour la conclusion d'accords, en réciprocité bilatérale ni même en lien multilatéral. Ainsi, la symbolique d'un État en processus d'indépendance n'aurait pas à être consacrée par les autres provinces.

En fait, les provinces anglophones (et surtout le Nouveau-Brunswick et l'Ontario, plus immédiatement mises en cause par leur importante minorité francophone) n'insistèrent pas pour s'en remettre au seul moyen d'un amendement constitutionnel afin de garantir les droits linguistiques de leur minorité francophone. Ainsi, la symbolique de la constitution fédérale, comme gardienne suprême des droits linguistiques, n'allait pas être invoquée par les provinces anglophones pour se dégager de leurs responsabilités actuelles.

Que faire à l'intérieur de cette double modération ?

- Peu de choses, qui est aussi beaucoup, puisque les principes sur lesquels on s'est mis d'accord constituent un préalable à toutes espèces de progrès nouveaux.

Premièrement : « Chaque enfant de la minorité francophone ou anglophone dans chaque province a le droit de recevoir l'enseignement dans sa langue dans les écoles primaires ou secondaires, partout où le nombre d'élèves le justifie. » À ce principe déjà acquis à St. Andrews par les autres provinces, se ralliait maintenant le Québec puisqu'elles souscrivaient encore au second principe : « Il est entendu, en raison de la compétence exclusive des gouvernements provinciaux en matière d'éducation et aussi des vastes différences culturelles et démographiques, qu'il appartient à chaque province de définir comme elle l'entend l'application du paragraphe précédente. »

* * *

Dans des circonstances dites « normales », ces principes - allant de soi - seraient d'une banalité décourageante et d'une totale superfluité. Dans la situation présente, ils veulent dire : 1) nous, provinces anglophones, nous nous reconnaissons des devoirs spécifiques pour l'enseignement du français quand il y a lieu, sans qu'une obligation explicite et solennelle nous en soit faite dans l'acte constitutionnel ; 2) le gouvernement du Québec avait le droit de légiférer en matière linguistique par la loi 101 comme il l'entend à cause des « vastes différences culturelles et démographiques » de la société québécoise. En termes plus brefs et familiers, le Québec et les provinces anglophones tiraient la pelure de banane qu'ils avaient mutuellement déposée à l'intention de l'autre partie lors de la rencontre de St. Andrews.

Avec les anglophones québécois encore nerveux, les francophones hors du Québec sont en situation de dénoncer la banalité et la superfluité de ces textes. Depuis le temps qu'ils attendent, les éternels sacrifiés ! Mais « les héritiers de Lord Durham » devront se faire à l'idée que le Québec ne peut leur être d'une aide efficace que si la bataille de la loi 101 se gagne préalablement à deux autres niveaux : d'abord dans la grande province francophone elle-même, ce qui est en train de se faire à un mal moindre que celui qu'on pouvait craindre ; mais aussi, au niveau des provinces voisines, ce qui est peut-être commencé depuis la conférence de Montréal.

Monsieur Hatfield a joué, comme président de la conférence, le rôle que semble ne pas vouloir assumer monsieur Davis, faute, peut-être, de plus d'imagination que de courage. Le premier ministre du Nouveau-Brunswick s'est déclaré apaisé par les ex-

plications de monsieur Lvesque sur le quoi, le pourquoi et le comment de la loi 101. Il a surtout bien accueilli les prcisions sur son application en rapport aux anglophones d'autres provinces en stage au Qubec : pour une priode de trois ans, pouvant se prolonger en une autre de mme dure, leurs enfants pourront frquenter les coles anglaises.

N'tant plus sur la dfensive, monsieur Lvesque n'a pas ressorti ses munitions des accords de rciprocit. Il a pu expliquer, dans une ambiance autrement dtendue, les raisons profondes de la lgislation linguistique de son gouvernement, qui lui avait, du reste, dj caus « humiliation » et « tiraillements ». Il conviendra de laisser monsieur Davis le mot de la fin : « I think getting ten politicians to agree on something as important as this (les deux principes dits plus haut) is significant in itself. »

Un jour, il y aura eu les lections fdrales prochaines, puis le rfrendum qui ne pourra plus tarder et, enfin, les lections qubcoises : tout cela, probablement, d'ici deux ans. Autant se faire l'ide que ce seront l affrontements d'une trs grande duret.

Comme il sera imput au gouvernement pquist le noir dessein, purement ngativiste, de vouloir « dtruire le Canada », on peut craindre de voir se dvelopper une dialectique de la lutte dont l'enjeu sera celui de la « reddition sans conditions » - l'unconditional surrender des allis lors de la dernire guerre mondiale. Mais les Canadiens aiment se proclamer des « gens raisonnables ». Au mieux, je ne vois sortir de l'enchanement de ces confrontations rien d'autre, point nomm, que le sentiment, gnralement partag, du il faut faire *quelque chose d'important* en matire constitutionnelle. Cette conviction devrait merger entre le rfrendum et les lections qubcoises subsquentes.

Faire quelque chose partir de quoi ? Ou plutt, par quel instrument ou par quel canal de communication ?

Il faut tenir pour une impossibilit d'vidence que ce pourrait tre partir d'un rseau de pr-constituantes populaires, rgionales ou provinciales, comme en ont lanc le gnreux projet divers organismes, tel le Committee for a New Constitution. Les travaux du groupe Ppin-Robarts auront surtout servi de caisse-de rsonnance aux inquitudes canadiennes. Ses recommandations, sans doute lucides et peut-tre courageuses, ne s'adresseront qu'aux diffrents gouvernements pour qu'ils en viennent composer avec le rgime fdratif actuel mais pour le rnover.

Bien qu'ventuellement d'accord avec plusieurs de ces recommandations de substance, le gouvernement du Qubec continuera refuser d'oeuvrer dans le cadre actuel des confrences fdrales-provinciales : soit une province aux cts de neuf autres, et les dix devant un pouvoir central, hirarchique. J'ajouterais que, par hypothse d'une dfaite pquist aux lections de 1980, le gouvernement, qui lui succderait aprs avoir amen sa chute, ne serait pas plus enclin procder une vaste ronde de ngociations constitutionnelles selon la formule, insoutenable pour le Qubec dans les circonstances prcons-tituantes, des confrences fdrales-provinciales classiques. Ce serait l'lment le plus certain de l'hritage pquist...

* * *

Que reste-t-il entre l'instrument *d'en bas*, les pr-constituantes populaires et les recommandations du groupe pour l'Unit canadienne, et l'instrument d'en haut, ou le « sommet » des confrences fdrales-provinciales ?

Il reste l'instrument du milieu, les confrences inter-provinciales. Il s'agit de gouvernements qui peuvent dcider entre eux, par eux et, pour la part de leurs comptences provinciales, pour l'ensemble du Canada. Ce sont les provinces qui furent cratrices de l'entit politique les unifiant. Elles se mettent entre elles pour dtecter ce qu'elles veulent comme changements avant d'en rfrer au « grand frre » outaouais. C'est d'un sens politique lmentaire d'changer d'abord l'horizontale avant de ngocier la verticale.

La confrence de Montral a montr que, sur un point aussi chaud que les droits linguistiques l'heure actuelle, un accord unanime de toutes les provinces est possible sur deux principes essentiels. (ce point que monsieur Marc Lalonde y voyait un « net progrs » et l'amorce la possibilit d'une inscription formelle dans la constitution - ce qui est prmatur, mais monsieur Lalonde tait prmaturment interrog devant les camras de la tlvision...)

La confrence a aussi montr qu'un accord l'unanimit *des provinces* prvaut sur un accord la pluralit *des provinces sans le Qubec*. Monsieur Hatfield a avou avec diplomatie qu'il n'avait pas fait le compte des provinces qui eussent prfr la reconduction de l'accord de St. Andrews, alors refus par le Qubec, sur la protection des droits linguistiques par voie d'amendement constitutionnel. En outre, les Premiers

ministres se sont mis d'accord pour assurer « une prestation adquate des services » afin « d'offrir l'enseignement leurs minorits anglophones et francophones ».

Enfin, la confrence a « approuv la cration d'un personnel de soutien restreint, charg de prparer les noncs de principes dont il sera question au cours des prochaines confrences interprovinciales des Premiers ministres ». Les journaux n'ont pas mentionn deux autres accords pour des rapports techniques venir portant sur les « achats gouvernementaux » et sur le « camionnage interprovincial » afin d'tablir l'utilit d'une uniformisation des rglement, l o cela est possible ». Cette collaboration administrative interprovinciale, qui fut assez intense depuis 1960, serait suffisante justifier ce mode de rencontres.

* * *

Il reste encore toute une srie d'accords possibles la pluralit *des provinces y compris* le Qubec, que d'autres confrences du mme genre pourraient susciter si ce mode de communication et de travail s'affinait l'usage. Et je rpte que j'ai l'esprit un « usage » prconstituant que les circonstances vont imposer. De telles rencontres permettent aux gouvernements provinciaux de se dmarquer du pouvoir central sans avoir le contester, ni mme le mettre en cause : et celui-ci se trouve soulag qu'une partie du travail se fasse sans lui, ce qui ne veut pas dire dans son dos.

En outre, elles entretiennent l'amiti et mme la gastronomie. (Voir la carte du restaurant La Mare : « ... filet de turbot... gigot d'agneau... cossetarde au calvados.... » lors du dner que l'hte qubcois, qui sait bien recevoir, offrait ses invits.) La bonne digestion dcrispe.

Il y a aussi telle chose que certaine fraternit entre les *Premiers* provinciaux, si elle ne garantit pas toutes les solidarits. Les chefs des gouvernements provinciaux ne peuvent tirer satisfaction de voir le Premier ministre du Qubec, plus qu' son tour, coinc ou ayant l'impression de l'tre lors des confrences fdrales-provinciales. Ils savent que, sur telle autre question ou dans des conjonctures diffrentes, ce peut tre leur tour de se voir minoritaires, isols.

Les autres provinces ont accept le refus du gouvernement qubcois de procder d'emble des rvisions constitutionnelles partielles jusqu' l'tape du rfrendum. Elles n'ont pas refus de parler au Qubec pour explorer les domaines d'accords pos-

sibles. C'est par l'esprit qui a présidé à la conférence de Montréal qu'elle est importante, plus encore que par le produit des décisions qui y furent prises.

Puisque nous allons entrer dans l'ère des grandes confrontations, publiques et éclatantes, il serait bon d'avoir un lieu ou instrument d'échanges entre les pouvoirs provinciaux, tous égaux et qui ne sont pas en position de s'enlever quoique ce soit. C'est d'autant plus nécessaire qu'en toutes hypothèses d'affrontements, ou même de ruptures, le voisinage imposera toujours, en même temps que ses contraintes, la nécessité de canaux de communications. L'impératif du *il faut faire quelque chose* s'imposera lorsqu'on se rendra compte, un peu partout au Canada, que dès maintenant les problèmes constitutionnels peuvent commencer à s'aérer au niveau des provinces elles-mêmes et entre elles. Nous allons, évidemment, être gagnés de vitesse si les conférences inter-provinciales des Premiers ministres se tiennent au rythme lent de deux rencontres par année. Il n'est pas nécessaire que ces réunions n'aient lieu qu'au niveau des Premiers provinciaux. Des provinces ont l'équivalent de notre ministère des affaires intergouvernementales. La création d'un « personnel de soutien restreint », décidée lors de la Conférence de Montréal, et chargé précisément de « préparer les énoncés de principes » des prochaines conférences, devrait permettre d'embrayer les travaux préliminaires selon une première perspective strictement inter-provinciale.

* * *

Lors des grandes bagarres qui s'annoncent, qui vont encore accentuer les divergences, il ne serait pas inutile d'explorer les champs de convergences qui peuvent exister entre les provinces pour lesquelles s'est constitué le Canada et par la collaboration desquelles il doit et peut refaire sa constitution.

Incertitudes d'un certain pays.
Deuxième partie. Dimensions intérieures
D. Au moment de mettre sous presse...

Chapitre 25

Le train hors des rails *

[Retour à la table des matières](#)

Le train de la réforme constitutionnelle au Canada est complètement hors de ses rails. Il importe de se rendre compte qu'on ne pourra pas, selon la métaphore courante, le « remettre sur ses rails ». Il ne reste plus qu'à construire une nouvelle voie ferrée à côté de l'actuelle, sinistrée et irrécupérable. Tout le reste est perte de temps, utopie, prolongation absurde du sur place.

Avis aux colleurs d'étiquettes : l'analyse qui suit ne préjuge en rien le résultat - fédéralisme renoué ou souveraineté-association et toutes les formes intermédiaires concevables - qui peut être au bout des processus de changements, dont elle tente de saisir la logique évolutive pour qu'enfin il commence à se passer quelque chose.

* * *

Il est utile que la conférence récente de Régina ait été un échec aussi flagrant. Elle clôt une époque. Elle doit en ouvrir une autre, marquée de tout nouveaux recommencements. Que tous les premiers ministres provinciaux aient unanimement opposé un refus aussi catégorique aux propositions fédérales, hardies en leur caractère novateur et même calculateur, fait au moins la preuve qu'il faut procéder autrement. Un cumul

* Le Deroir, le 16 octobre 1978.

d'échecs répétés finit par avoir une certaine valeur d'enseignement pour des êtres non déraisonnables.

Pourquoi ce fiasco fut-il aussi complet ? Pour la raison générale de tous les échecs passés, mais il faut être plus précis, car deux faits récents, d'importance toute capitale, ont fait que l'échec est cette fois plus total, à effets inhibitifs pour tout le monde : 1° le 15 novembre 1976 et son contre-coup sur le plan constitutionnel ; 2° l'existence même des plus récentes propositions fédérales selon les termes du projet de loi C-60.

Le premier fait est d'évidence : un parti sécessionniste a pu prendre le pouvoir au Québec à condition de ne pas faire la sécession, mais s'apprête fébrilement à solliciter un mandat populaire pour pouvoir négocier un nouveau statut de souveraineté-association. Le second fait révèle, pour la première fois, une forte intention du gouvernement central de modifier substantiellement ses propres institutions, au-delà des préalables de naguère portant sur le rapatriement et le mode de révision constitutionnelle. D'une certaine façon, c'est d'une nouveauté aussi « révolutionnaire » que la première.

Aussi, convient-il d'en prendre la mesure exacte dans la perspective d'une longue évolution s'échelonnant depuis une trentaine d'années. Pendant tout ce temps, et singulièrement depuis une quinzaine d'années, le gouvernement central consentait à des assouplissements de circonstances, proposait des accommodements à venir, endossait des ajustements après coup. Bref, il s'adaptait. Il s'enfermait dans une logique du maintien.

Avec le Temps d'agir et la proposition du projet de loi C-60, il a franchi le pas énorme du passage à une logique de la ré-organisation. Il s'est fait instigateur de changements, partiels mais profonds, de ce qui dépend de lui et de ses compétences propres - du moins c'est ce qu'il prétend. Auparavant, toujours à l'exception des questions du rapatriement et du mode d'amendement de la constitution, le gouvernement central ne proposait rien ou presque. Il se confinait dans son rôle de mainteneur. Il brandissait ses refus. Il pouvait jouer les uns contre les autres les demandeurs, les gouvernements provinciaux, ou les abandonner à leurs désaccords et contradictions. Il tenait le gros bout du manche de l'acquis. Il était en forte position pour voir venir les assaillants en rangs dispersés, à intérêts divergents et parfois incompatibles.

Maintenant, il dit : « C'est le temps d'agir. Il faut faire quelque chose. Voici ce que, pour ma part, je propose pour l'instant. En seconde phase, ou maintenant puisque

vous insistez, on procédera à la distribution de nos chers pouvoirs respectifs, ce qui semble surtout vous intéresser. » Tous les intéressés ont dit : « Non. »

* * *

Que valaient les changements proposés ? Il y avait là de l'excellent, du bon, de l'indifférent, du pire. De l'excellent et de l'indifférent : la proclamation solennelle des droits fondamentaux. Du bon et de l'indifférent : la réforme de la Cour suprême. Du bon et du pire : la transformation du Sénat en une Chambre de la Fédération. Je ne m'excuse pas d'encapsuler ainsi ma critique parce que ce n'est pas mon propos principal et que, de toute façon, l'ampleur du sujet et ses aspects techniques ne permettraient pas d'en débattre sérieusement dans le cadre d'un article de journal.

Le point à marquer c'est que, pour une fois que le gouvernement central propose quelque chose, il lui est opposé une unanime fin de non recevoir. On lui reproche d'agir unilatéralement, avec paternalisme. Quand il ne faisait rien, il avait tort ; quand il esquisse un mouvement pour faire quelque chose, son tort s'aggrave. Ce n'est pas facile d'être le gouvernement central d'un État fédéral. D'autant qu'il n'a pas eu « la manière ».

Il se décide, mais sur le tard. Mais une fois décidé, il bouscule tout le monde par un échéancier strict, trop court. Il devient maître en procédure, de la sienne. Ceux qui auraient à s'y conformer soutiennent encore que la procédure même doit être décidée en commun par les onze gouvernements intéressés. Ces procédés de pression sale seraient en soi suspects s'ils ne manifestaient pas d'évidents calculs préélectoraux.

Pourtant, toutes choses étant égales, les propositions fédérales n'avaient rien d'« insignifiant ». Elles avaient même un caractère « révolutionnaire » pour la raison dite plus haut. En toutes formes d'association politique, on ne protégera jamais trop les droits fondamentaux en les proclamant dans une solennelle déclaration de droits : ce n'est pas suffisant, mais toutes les valeurs essentielles de la vie sociale ne peuvent avoir d'autres explicitations formelles. Il faudra toujours une instance judiciaire suprême pour entendre des conflits de juridiction et de constitutionnalité. Il sera toujours requis un organe de représentation et de participation des États constitutants dans l'ensemble plus vaste les réunissant. De ce triple point de vue, le projet de loi C-60 marque d'énormes progrès devant le néant juridico-idéologique de notre tant pragma-

tique (et plate) constitution, devant notre boiteuse Cour suprême, devant notre invraisemblable Chambre haute.

Mais, toutes choses ne sont pas égales, justement. Ce qui eut apparu un progrès d'ensemble assez généralement bienvenu il y a à peine quelques années, apparaît maintenant comme vraiment trop peu et peut-être trop tard dans les conjonctures actuelles. Du point de vue particulier du grand projet du gouvernement québécois actuel, ces réformes structurelles de l'État central sont évidemment de la dernière « insignifiance ». Et les autres gouvernements provinciaux, pour d'autres raisons plutôt techniques mais dans l'ensemble assez convergentes, y vont d'un refus global également, bien qu'un peu moins abrupt.

* * *

Pourquoi doit-on finalement dresser un inventaire de la table rase ? Parce que la constitution canadienne n'est plus qu'un terrain de bataille, même pas l'enjeu des combats. Elle est moins que jamais une grande oeuvre à refaire en commun. Les questions constitutionnelles sont devenues des lieux d'affrontement dont le terrain, petit à petit se dérobe sous les pieds des combattants. Car le combat réel est d'évidence de nature électorale et référendaire.

Il n'est pas bon que les hommes d'État soient principalement portés par leurs obsessions qui sont rarement de bons guides pour l'action. Prenons les trois « nôtres ». Monsieur Trudeau est obsédé par l'idée de sa propre réélection pour être en force quand viendra l'heure de faire définitivement son compte à ce qui lui apparaît une aventure péquiste. Monsieur Ryan est obsédé par sa détermination de faire son compte à cette même aventure péquiste lors du référendum, ainsi que par sa réélection subséquente comme chef du gouvernement québécois afin que telle aventure ne se reproduise plus. Monsieur Lévesque est obsédé par la nécessité d'arracher une bonne performance lors du référendum annoncé, puis de rester au pouvoir aux élections subséquentes au titre de sa promesse honorée d'avoir été un « bon gouvernement », quitte à décider après d'une nouvelle consultation référendaire.

Les autres premiers ministres provinciaux, au-delà de leur inquiétude toute naturelle de durer à la tête de leur gouvernement, assistent aux manoeuvres préparatoires de ce grand match triangulaire, à épisodes prévus mais à dénouement imprévisible. Ils ne sont certes pas badauds désintéressés, mais leur très prosaïque préoccupation les

inhibe, stérilise le moindre effort d'imagination en « discrétions » peut-être calculées. Pour l'heure, ils se sont rangés dans le clan du refus, d'autant moins engageant pour chacun d'eux qu'il est global. Ils attendent. Comme ils continuent à le faire depuis le 16 novembre 1976. Ils n'ont rien à donner, veillent pour voir s'ils ne réussiront pas à arracher quelque chose. Ils attendent.

* * *

La constitution fédérale est suffisamment déficiente pour que, dans ce pays déjà complexe à organiser, chacun des onze gouvernements ait quelque chose à réclamer ou à reprocher à quelqu'un d'autre. L'ambiance est à la suspicion généralisée, à la mauvaise humeur. Entre Ottawa et Québec, c'est depuis longtemps le carroussel des mutuelles accusations. Le plus turbulent de la classe a déchaîné le chahut : c'est tout comme si les autres élèves, les sages comme les timides, commençaient à y prendre goût en se défoulant eux aussi...

Le 15 novembre 1976 ne se serait pas produit, qu'il faudrait refaire la constitution. L'histoire constitutionnelle depuis 1963 permet d'en faire aisément la preuve par neuf. La date célèbre n'a fait que transformer cette arthrose constitutionnelle en arthrite aiguë. C'est devenu le temps de se soumettre à la diète constituante.

Incertitudes d'un certain pays.
Deuxième partie. Dimensions intérieures
D. Au moment de mettre sous presse...

Chapitre 26

D'abord construire la voie ferrée *

[Retour à la table des matières](#)

Il y a une technique élémentaire de solution des conflits. Il y en a une autre, tout aussi élémentaire, d'engager des processus constitutifs. Nos gouvernants, aux niveaux central et provincial, agissent exactement en contradiction de ces techniques avec le résultat qu'on sait. Le moyen hypothétique d'en sortir c'est de tenir compte de l'une et l'autre techniques et, surtout, de les combiner en une démarche générale. Et même alors la réussite ultime est loin d'être garantie. Ce qui est plus certain, c'est la perpétuation des échecs si l'on continue les procédés employés jusqu'à maintenant.

En solution des conflits, il importe de mettre les parties à table après que les hostilités ont cessé ou ont été suspendues. On dresse d'abord une liste graduée des points et matières sur lesquels il ne semble pas y avoir beaucoup de divergences ou au sujet desquels perce peu d'opposition. Puis, on discute des points mixtes qui révèlent de sérieuses différences mais sans incompatibilité évidente. On réserve pour la fin l'étude des points majeurs de dissension pour tâcher d'en réduire les sphères d'incompatibilité, en prenant appui sur les accords de principe ou partiels, laborieusement acquis.

* Le Devoir, le 17 octobre 1978.

Le fait qu'on se soit mis à table présuppose une volonté d'aboutir, tout au moins un souci de ne pas aggraver le conflit ou de le *geler* en ajournement, quitte à reprendre la négociation en des conjonctures plus favorables. Et ainsi indéfiniment, aussi longtemps qu'il faut. S'il s'agit d'un conflit à plusieurs parties, il importe que celles-ci se soient d'abord correctement dénombrées et reconnues mutuellement. Les étapes de solution sont alors encore plus complexes, pouvant nécessiter, par exemple, que telle ou telles parties se mettent en retrait pour un temps, quitte à intervenir à des phases suivantes lorsqu'elles sont plus exactement en cause et que leurs prises de position sont requises pour le franchissement de ces étapes. C'est le schéma très, très général de la technique de négociation. Celle du combat est plus simple... ; il n'y a qu'à attendre le dégagement de la plus grande force.

La technique du travail constituant se déroule au minimum en trois grandes phases : la mise au point d'une procédure pré-constituante, les longs travaux en constituante elle-même qui est la phase essentielle, la mise en branle de la constitution et l'institution des structures de fonctionnement. Depuis le 15 novembre 1976 au moins jusqu'à la récente conférence des premiers ministres provinciaux à Régina, nous sommes déjà en phase quasi pré-constituante, mais sans aucune procédure arrêtée à cet effet. Personne ne s'occupe a fortiori des mécanismes constituants car une « Constituante », préférablement sans le nom, devra se tenir un jour ou l'autre. On prétend plutôt agir d'emblée et de façon immédiate sur le régime constitutionnel lui-même.

Qui « on » ? Depuis longtemps, les gouvernements québécois de façon substantielle, et le gouvernement péquiste, depuis presque deux ans - *pour en sortir*. À différentes périodes, telles ou telles provinces, en groupe ou individuellement, et sur des questions restreintes de façon parfois aussi radicale - *pour y rester*. Enfin et surtout depuis le texte *Le temps d'agir*, le gouvernement Trudeau avec ses propositions de réforme des structures centrales - *pour le maintenir*.

« Où » cela se passe-t-il ? Dans l'opinion, cahin-caha, en soumission de projets de loi de tel Parlement, mais sans suites, ou à nos célèbres conférences fédérales-provinciales qui produisent parfois des résultats partiels ou provisoires dans la masse de leurs échecs accumulés. Autant dire que cela se passe nulle part. Aussi, ne se passe-t-il rien.

* * *

Je voudrais suggérer qu'on change de lieu, et de mode d'opérer. Mon postulat - qui serait assez aisément démontrable - est qu'il est à ce point requis de changer la constitution qu'il en faut une toute nouvelle. Le tempérament à porter à ce postulat est qu'il faut partir de quelque part, de ce qui est, qu'on ne saurait oeuvrer *ab nihilo*. Le fait qu'il s'agit d'un régime fédératif à plusieurs gouvernements dont l'un, le central, est en dissymétrie des autres ajoute encore cette complexité à la difficulté de partir de la Constitution en vigueur.

Aussi suis-je voué à être très schématique. Le lieu et l'organe du *travail pré-constituant* seraient les conférences interprovinciales - sans participation du gouvernement central. Ce gouvernement et les dix gouvernements provinciaux, en *délégation constituante* spéciale, formeraient ensuite la Constituante s'auto-habillant à écrire un projet de nouvelle constitution. La *Constitution en fonctionnement* ne deviendrait en vigueur qu'après sanction complète par les gouvernements participants, ce qui peut inclure plusieurs référendums à différents niveaux.

Je répète l'« avis » d'hier : qu'il s'agisse d'un plan de fédéralisme renoué, incluant toujours le Québec dans la fédération, ou de celui d'un statut de souveraineté-association avec la fédération nouvelle, les trois grandes étapes du processus constituant d'ensemble sont toujours les mêmes. Il n'y aura jamais quelque arrangement que ce soit sans NÉGOCIATION graduée et dûment sanctionnée. Tout rêve d'un Canada nouveau, ou d'un Québec indépendant, qui oublie ces rigoureuses exigences est pure chimère.

Comme sont également chimériques ces rêves d'une Constituante formée de groupes de citoyens, de professions, de municipalités, de régions - tous infra-provinciaux ; ou de ces groupements de régions trans-provinciales (l'Ouest, les Maritimes) - faits inter-provinciaux faisant disparaître quelques provinces. Il faut abandonner ces rêves généreux, dont il n'est même pas sûr qu'ils soient « beaux », aux participants des dernières fabriques de la *Canadian Unity* qui commencent, du reste, à ne plus faire recette.

* * *

Partir donc de la Constitution telle qu'elle fonctionne, ou *malfonctionne*, et de toutes les entités politiques : la centrale, l'englobante ; les dix provinciales, englobées. Tirer de l'objet à réformer ses virtualités (si faibles pour l'instant) de réforme : on n'en

sort pas. Une première difficulté, massive, s'impose : la Constitution ne contient pas sa propre faculté d'amendement. C'est évidemment la question première dont auraient à s'occuper les participants à la pré-constituante, que la phase de Constituante aurait à résoudre et à formaliser pour s'auto-habiller quant au reste susceptible d'en découler.

Historiquement, une constituante se réunit en conséquence d'un effondrement du régime constitutionnel précédent : par révolutions, guerres civiles, coups d'État, guerres de conquête, fin d'occupation militaire, décisions d'autorités impériales ou internationales, vacances plus ou moins volontaires du régime constitutionnel précédent (passage de la IV^e à la V^e République en France, en 1958), etc. Des catastrophes de cette ampleur déclenchent naturellement les processus constitutants. Faut-il en souhaiter une ?

La nature même du régime fédératif permet d'engager de tels processus. Il s'agit d'un État multiple qui naît d'habitude, et c'est le cas pour le Canada, par la décision des États fédérés (provinces) d'établir un État central pour qu'ensemble ils constituent un État fédéral. En vertu du principe de l'acte contraire, ces mêmes États fédérés peuvent décider d'un nouveau mode associatif pour leur union à rénover. Au Canada ce sont les provinces qui sont aptes à poser l'ensemble des questions pré-constituantes : mettre sur pied la formule du mécanisme de révision, établir les modes de fonctionnement de la Constituante à venir, évaluer en première approximation les blocs de questions à y débattre, classer et sérier, selon l'ordre des difficultés, les problèmes pour plus profonde considération ultérieure. Il n'est encore rien décidé ; mais l'ensemble du travail est préparé.

* * *

Il y faudra deux conditions tout à fait indispensables : 1^o la conviction soucieuse chez les représentants gouvernementaux de toutes les provinces qu'il faut agir avant qu'il ne soit trop tard ; 2^o l'État central, comme tel, n'est pas participant (y déléguant, bien sûr, des observateurs accrédités et privilégiés...) parce qu'il s'agit d'une *rencontre entre pairs*. Ils se réunissent pour régler un ensemble de problèmes que cette seule parité pose, en dehors de leur rapport hiérarchique à l'autorité centrale qui les surplombe pour l'instant - et même si le gros de leurs travaux portent sur la nature du lien qu'ils auront avec l'autorité centrale ou commune dans la Constitution nouvelle.

Le point à noter, c'est qu'à ce stade pré-constituant, il n'est encore rien décidé. Il s'agit de propositions, de plans, de schémas, avec toutes espèces de renvois aux futurs travaux de la Constituante elle-même. Ce n'est qu'alors que l'autorité centrale sera présente pour entendre officiellement ces documents sur lesquels il y aura eu accords plus ou moins élargis ou pures dissidences, etc. Le gouvernement central y déposera à son tour, après critique de ces documents, ses propres propositions, plans ou schémas. De cet instant on verrait la largeur de la zone des convergences et des accords possibles. La mécanique de travail de la Constituante (dégagement des accords à la majorité simple, ou qualifiée, ou même à l'unanimité) serait évidemment ultra-délicate, risquant de la faire sombrer dès son principe, surtout si l'économie générale des propositions de la pré-constituante lui paraissait globalement irrecevable. Ou l'inverse : que les membres de la pré-constituante rejettent en bloc les propositions de l'autorité centrale. On n'aurait plus qu'à tourner cette page et à refermer le dossier. La chance de le rouvrir ne résiderait que dans la conviction unanimement partagée, ou se ranimant, qu'il faut faire *quelque chose*.

* * *

J'essaie de dégager une idée centrale : combiner les exigences minima de deux techniques particulièrement décisives dans la solution des conflits et dans le travail constituant. Ne pas tenir compte de l'une ou de l'autre conduit à l'échec certain : a fortiori, si l'on contredit les deux à la fois. La preuve en est plus que faite.

L'idée subsidiaire est qu'il faut distinguer nettement une longue phase pré-constituante de la Constituante elle-même : dans la première il ne doit pas y avoir disparité des participants ; dans la seconde, le principal participant intervient mais en prenant acte des travaux antérieurs avant de définir ses propres propositions. Je signale que ce ne peut être qu'à la toute fin des travaux constitutants (devant s'étaler sur une plus courte période que ceux de la pré-constituante) que la Constitution pourrait prendre forme - sur le papier.

Incertitudes d'un certain pays.
Deuxième partie. Dimensions intérieures
D. Au moment de mettre sous presse...

Chapitre 27

Les bonnes manières à table *

[Retour à la table des matières](#)

Tant que les tentatives de re-constitutionnalisation (ouf ! mais comment le dire autrement ?) continueront selon le mode suivi jusqu'à maintenant, elles sont programmées pour des échecs de plus en plus certains, de moins en moins rattrapables. À vouloir tout à coup aller vite, on n'y gagne pas de temps ; on occupe le temps - et mal. Comme conséquence de ces ratages en voie de s'institutionnaliser, par répétitions, il y a au bout le risque d'empoignades pas seulement verbales : les « vainqueurs » en sortiraient peut-être en aussi mauvais état que les « vaincus » [...].

Il y a sévère conflit, destiné à s'aggraver encore entre Québec et Ottawa. S'impose donc la nécessité de tenir au moins compte de la technique élémentaire de solution des conflits. Il est en outre devenu urgent de commencer à refaire de fond en comble l'édifice constitutionnel canadien en s'engageant résolument sur la chaîne de processus constituants longs et gradués. Ils ont une dynamique propre qui ne tolère pas qu'on aille constamment à contre-courant, ou qu'on brûle la première étape en s'attaquant directement à la seconde.

* *Le Devoir*, le 18 octobre 1978.

Nos deux capitales se sont enfermées dans la séquence simpliste des deux « phases ». Québec dit : en première phase, ne comptez pas sur nous pour nous laisser entraîner dans le « maquis » constitutionnel des conférences fédérales-provinciales ; ce n'est qu'en seconde phase, après notre référendum que nous comptons gagner, que vous réentendrez parler de nous, mais pour une toute nouvelle négociation portant sur les termes de notre projet de souveraineté-association. Ottawa dit depuis peu : en première phase, voici les propositions de réforme des structures centrales qui dépendent de nous, et nous les soumettons à votre considération ; si cela ne se passe pas trop mal, nous pourrions ensuite étudier le problème encore plus chaud du réaménagement de nos compétences ou pouvoirs respectifs, aux deux niveaux de gouvernement.

Ce sont deux attitudes défendables, parce que strictement logiques du point de vue exclusif de chacune des équipes gouvernementales actuellement au pouvoir à Québec et à Ottawa. Je ne dis pas : « Il n'y a rien là ! » Je dis : « Il ne sortira rien de là pour qui que ce soit. » Ce sont des attitudes incompatibles. Le « non » unanime et catégorique des premiers ministres provinciaux à Regina a déjà forcé Ottawa à ne plus distinguer aussi carrément ces phases : « Tout est négociable et en même temps puisque vous y tenez... » Le gouvernement péquiste a déjà commencé à s'affairer avec fébrilité à la campagne du référendum. Il voile mal l'inquiétude secrète de ne pas l'emporter : d'où certaine maladresse tactique comme les récents coups de sonde sur la formulation (en termes fiscaux ?) de la « question gagnante ». Passons.

* * *

Au lieu de ne s'en tenir qu'à ces « phases » à courte vue d'un an ou deux, il faudrait concevoir au moins trois grandes « rondes » de négociations graduées s'étalant sur une beaucoup plus longue période afin d'avoir quelque chance d'en sortir : 1° une longue série de *réunions interprovinciales pré-constituantes* ; 2° tenue d'une *assemblée constituante fédérale-provinciale* s'étalant sur au moins deux sessions ; 3° enfin une *conférence constitutionnelle générale* pour entériner le projet sorti de la Constituante et mettre sur pied les institutions nouvelles, qu'elles soient de l'espèce « fédéralisme rénové » ou « souveraineté-association ».

Je ne crois pas aux rêves colorés des constituantes « populaires » pour la première ronde pré-constituante ; encore moins aux conférences-mammoth, fossilisantes justement, des conférences fédérales-provinciales. Que reste-t-il ? Le niveau moyen des

conférences inter-provinciales, réanimées par monsieur Lesage en 1960, et dont la preuve d'utilité sur le plan de diverses coordinations administratives est faite jusqu'à maintenant. En ayant déjà traité en ces colonnes (« Et si les autres provinces se mettaient à parler... », le 16 février 1978 ; « Quant les provinces se mettent à se parler », le 4 mars 1978), je dois me contenter d'une argumentation fort résumée.

Il ne s'agit pas tellement de « sortir » le gouvernement central du débat initial que de voir ce que les provinces, en tant qu'États fédérés et créateurs de la fédération, ont à se dire, d'abord entre elles en dehors de la présence du Maître, mais qui fut aussi leur Créature. Elles en ont gros à se dire ; mais elles se le diraient plus clairement entre elles seulement. Elles échangeraient d'abord à l'horizontale avant de négocier à la verticale. Il est tout à fait capital de savoir, pour une bonne fois, les possibles terrains d'entente qui pourraient se dégager :

- 1° à l'unanimité des dix provinces ;
- 2° à quelle pluralité sans le Québec ;
- 3° à quelle pluralité avec le Québec.

Il n'y aurait encore aucune espèce d'engagements, même « constituants », seulement la reconnaissance de cercles concentriques d'accords possibles dans la période préliminaire de ces rondes préconstituantes. Il ne serait pas question de conclure sur tout, ni à tout prix. Il ressortirait de ces rencontres non pas l'image de dix Canadas tous différents, mais de deux ou trois, quatre peut-être. Avec le projet global du gouvernement central, quelques modèles généraux pourraient être proposés à l'attention de tous les gouvernements au début de la deuxième ronde, proprement constituante. Deux de ces modèles seraient difficilement compatibles, bien sûr (ceux auxquels vous pensez comme moi). Mais cette première ronde pré-constituante permettrait de partir de quelque chose de positif, d'organisé et non pas d'un simple cahier de doléances ou de rouspétances désordonnées. Comme il ne serait pas exigé de conclure avant la fin des travaux de la Constituante, on pourrait garder sur la table les projets divergents et alternatifs.

* * *

Québec n'aurait plus à se présenter à *un contre neuf pairs* et *un supérieur* hiérarchique. Le premier ministre du Québec, en sa qualité d'un des deux principaux « pairs du royaume », avec son homologue de l'Ontario, parlerait librement aux autres - qui le lui rendraient bien ! Certains échanges seraient vifs, on peut y compter. Mais les premiers ministres provinciaux sont gens de bonne compagnie ; ils commencent à apprendre à travailler ensemble. Des rôles de médiateurs, de conciliateurs, de *mixers* auraient chance de s'affirmer. En leur fraternité de « pairs », les premiers provinciaux se jalourent un peu..., mais les unit encore plus leur commune situation de « demandeurs » à des degrés divers. Surtout, comme aucun ne désirerait la catastrophe pour l'un d'eux, le groupe serait, tant bien que mal, porté par la conviction, à réanimer de temps à autre, du *Il faut faire quelque chose*. Ou encore : « C'est le temps ou jamais » ; peut-être une « dernière chance ? »

Arrivé à la phase encore plus cruciale de la Constituante et qui devra être plus courte, le gouvernement central ne pourrait plus s'en remettre à l'argumentation bien connue : « Comme vous n'êtes pas d'accord entre vous et qu'il faut qu'il y ait un accord, comme je suis d'accord avec moi-même, c'est cet accord-là qui prévaut. » Il serait lui-même soulagé de son inconfortable situation de juge et partie. Comme « partie », il a tort ; comme « juge », il a le dernier mot. D'autant qu'il est mainteneur de l'ensemble, puisqu'il n'y a pas de *vacance constitutionnelle*.

Mais le gros du travail étant déjà déblayé par les provinces, il y aurait une base minimale de travail d'où partir. Comment, en début de Constituante, le gouvernement central pourrait ne pas porter la plus grande attention aux accords de principe qui se seraient dégagés à l'unanimité de toutes les provinces ? Et presque autant d'importance à la nature des accords ralliant éventuellement une majorité ou une forte pluralité des provinces incluant le Québec ? Les terrains d'entente à la pluralité des provinces mais sans le Québec, qui se retrouverait sûrement seul sur telle ou telle matière, constitueraient sans doute le noeud gordien (même si ce n'était déjà plus un gouvernement péquiste à la gouverne du Québec pendant cette ronde). Tout au moins il y aurait suffisamment de points acquis, en partie ou en principe, pour n'avoir pas à enregistrer un blocage généralisé ou à prolonger une crispation permanente. Il faudrait, bien entendu, beaucoup de doigté et de patience, de fines stratégies et de franches tactiques et, surtout, que ne défaille pas trop souvent l'impérieuse conviction du *Il faut faire quelque chose...*

Et si les participants se mettaient à « décrocher » ? D'abord, il ne serait pas permis de le faire n'importe comment. Ils se seraient engagés au départ, par convention morale ou protocole d'honneur, à mener l'expérience jusqu'au bout. Si cela se produisait quand même par boycott, sortie, grève du silence ou bouderie, on saurait peut-être mieux qui est, finalement, le plus « séparatiste » au Canada - et si c'était le gouvernement central lui-même, qui se voyait accusé de l'être ? L'expérience des plus dures négociations internationales montre que cette tactique du retrait finit toujours par jouer au désavantage de l'absent : quand il l'a compris, il revient en hâte... Mais je suis toujours dans l'hypothèse que, dans une société de bonne compagnie, les gens ont à table de bonnes manières, même quand le bouillon est trop gras et pas assez chaud.

* * *

Quelle serait la durée globale de ces trois rondes pré-constituante, constituante, constitutionnelle ? Six ou sept ans probablement au minimum, une couple d'années de plus peut-être pour tenir compte des périodes d'inactivité causées par les élections non simultanées de onze systèmes différents de gouvernements. C'est l'occasion de dire qu'au sein d'un même gouvernement provincial, plus d'une équipe ministérielle pourra avoir eu la responsabilité de mener l'enchaînement de ces trois rondes, et même une en particulier, surtout si l'on considère que la première ronde, la pré-constituante, exigerait bien un bon trois ans avant d'aboutir.

S'il y avait un plateau suffisant de points acquis et de convergences pour la tenue d'une Constituante, cette deuxième ronde devrait être plus courte mais il serait étonnant qu'elle en vienne à exécuter son mandat en une seule session. Renvois et ajournements seraient nécessaires pour la maturation du projet -et pour combien de référendums légitimants aux deux niveaux ? - car il s'agirait de conclure, cette fois-ci.

C'est la dernière ronde de la mise en place constitutionnelle, consistant en la substitution progressive de l'ancienne constitution par la nouvelle, qui serait la plus longue. Il ne faudrait pas la brusquer, car tout risquerait de s'écrouler. Il faut aussi considérer une situation d'échec total bien avant ce dernier tournant. Soit un non désistement du gouvernement central à la ronde pré-constituante. Soit une pagaille généralisée dans les rencontres interprovinciales manifestant un monde de contradictions et d'intérêts irréconciliables. Soit encore à la ronde suivante, la constituante, impasse totale devant des positions manifestement irréductibles.

Il ne resterait plus alors pour tous les gouvernements en présence et les populations mises en cause qu'à tirer les conséquences... Au moins l'essai de *re-constitutionnalisation* aurait été tenté.

* * *

Quand pourrait débiter la première ronde des échanges pré-constituants entre les provinces ? - On n'entreverrait pas que cela puisse se faire avant la tenue du référendum québécois et des deux élections générales canadiennes et québécoises. Et ça ne serait pas trop d'une couple d'années pour s'acclimater avec l'idée que, si l'on *veut vraiment* une nouvelle constitution, il faudra prendre les moyens techniques de la faire et d'en instituer les mécanismes procéduraux.

D'ailleurs, la situation globale créée par les résultats de ces trois consultations populaires, serait probablement nécessaire pour ancrer véritablement la conviction générale du *Il faut faire quelque chose*. (À défaut de cette espèce de bougie d'allumage psychologique, rien de ce que je viens de raconter n'a de sens. Nous aurions tous perdu notre temps : moi en écrivant cela, vous en le lisant.)

* * *

Qui pourrait prendre l'initiative d'un tel programme ? - Je transcris ce que j'en disais ici même le 16 février 1978 : « Le Premier ministre de l'Ontario, comme ce fut le cas en 1967 pour la *Conférence sur le Canada de demain /The Confederation of Tomorrow* ? Le Québec et l'Ontario, les deux grandes provinces du Canada central ? Ou les quatre provinces qui furent à l'origine de la constitution actuelle ? Ou les deux provinces contiguës au Québec, l'Ontario et le Nouveau-Brunswick ? Ou l'Ontario, conjointement avec une province de l'Est et de l'Ouest ? Ou... d'autres combinaisons ? Chose certaine, ce ne peut pas être l'initiative du Québec seul, à cause de la spécificité de son cas. Le Québec ne doit pas plus apparaître quémandeur d'« alliées » éventuelles que comme provocateur-réacteur de points de vue à faire émerger dans ce type de rencontres procédant de principes paritaires. »

Il vient d'être fait mention de l'initiative de l'ancien Premier d'Ontario il y a une dizaine d'années. Il est aujourd'hui co-président de la Commission qui est en train de faire l'étude la plus vaste, et apparemment la plus libre, de l'ensemble de ces questions qui risquent de prendre un tour angoissant sous peu.

Il n'est jusqu'au Sénat canadien qui se livre ces derniers temps à une étude en grande profondeur. Dans le passé et en matière constitutionnelle justement (le célèbre Rapport O'Connor), il a déjà livré des études d'importance qui ont eu une grande influence sur le cours des événements. Pourquoi quelques-uns de ses meilleurs cerveaux ne s'appliqueraient-ils pas, eux aussi, à esquisser une planification des procédures de réforme constitutionnelle à longue portée ? Les sénateurs sont sans illusion sur l'avenir de leur Chambre. Ce serait d'une belle mort institutionnelle que de livrer ainsi un dernier message porteur d'avenir...

* * *

Précision finale, de rappel : dans mon esprit tout au long de cet énoncé, je n'ai pas préjugé quelle forme constitutionnelle peut sortir des vastes processus constitutants dont j'ai essayé de décrire la dynamique inévitable, surtout dans la malsaine ambiance de conflit latent qui prévaut. Il s'agit d'une question trop grave et à trop longue portée pour que son débat soit restreint aux improvisations et aux obsessions des aléas électoraux et référendaires. Certes, on ne pourra éviter les luttes qui s'annoncent « sauvages » pour la conquête de l'opinion québécoise. Mais c'est précisément à cause de cette fatalité qu'on doit commencer à exiger qu'il en sorte enfin quelque chose !

La forme d'un « fédéralisme » le plus timidement « rénové » ou celle d'une « souveraineté-association » devront être négociées certes avec Ottawa, mais aussi préalablement discutées et négociées avec Fredericton et les autres provinces à l'Est - ne serait-ce qu'à cause du Labrador -, et avec Toronto et les autres provinces à l'Ouest - ne serait-ce qu'à cause du pétrole... Aucune forme constitutionnelle n'abolira les voisinages.

Incertitudes d'un certain pays.
Deuxième partie. Dimensions intérieures
D. Au moment de mettre sous presse...

Chapitre 28

Le 15 novembre 1978 : deux ans après *

[Retour à la table des matières](#)

La feuille d'un bilan commercial est clairement lisible par les deux colonnes de l'actif et du passif. Il faut lire la feuille du bilan politique depuis le 15 novembre 1976 sur trois colonnes : 1° celle du pire qui a été évité ; 2° celle du mieux qui est encore inaccessible ; 3° celle du « pas trop pire » de la situation présente. Nous devons nous satisfaire de celle-ci. Petit à petit, elle nous éloigne du pire et nous accorde quelque délai pour rendre un peu plus accessible le mieux, soit l'embrayage réel vers une refonte profonde du régime constitutionnel.

* * *

Le pire a été évité. Votre imaginaire vaut le mien dans ce jeu de suppositions de ce qui eût pu se passer si la « ruse » québécoise et la « modération » canadienne n'avaient pas, en même temps, contenu une situation virtuellement explosive. Nous vivons une situation de tension, désormais chronique, mais non des conflits aigus générateurs de panique. Il ne s'est pas produit à Québec quelque coup d'État idéologi-

* *Le Devoir*, le 11 novembre 1978.

que comme une déclaration unilatérale d'indépendance, par exemple. On n'en a même pas eu la tentation, loin d'avoir à y résister. La capitale centrale n'aurait pas eu l'ombre d'un fondement à quelque « action répressive », à quelque « opération punitive » - fût-ce par les simples moyens pacifiques des pressions économiques. Il n'y a pas eu de manœuvre d'encerclement de la province au gouvernement dissident.

L'économie québécoise ne s'est pas écroulée ; ses rouages privés ou demi-publics ne se sont pas grippés ; la mobilité des capitaux n'est pas devenue effrénée. Ce ne sont pas les finances publiques de M. Parizeau qui sont responsables de la vicieuse érosion de la valeur du dollar. Nous subissons notre part de chômage intolérable, mais elle n'est pas plus honteuse que celle des voisins à l'est, à l'ouest ou au sud.

Nos « deux solitudes » ne se sont pas empoignées dans la région montréalaise. Les Québécois anglophones ont compris, quoique en grommelant, que toute espèce d'avenir devra se parler primordialement en français en cette terre française depuis quatre siècles. Pas d'exode massif de l'intérieur ; pas d'irrégentisme trublion aux frontières ; pas de persécution linguistique à l'intérieur. C'est la restauration franche d'un pluralisme de franchise où le groupe majoritaire n'a plus à montrer son libéralisme chez lui par des comportements d'anciens minorisés (à l'échelle plus vaste de tout un continent). Les traditionnels soliloques des « deux solitudes » ne se sont pas encore transformés en véritable dialogue (il faut partir de trop loin !) ; mais c'est déjà quelque chose que des messages explicites commencent à s'échanger de part et d'autre.

En politique intérieure, le Parti québécois s'efforce, avec une application qui paraît pathétique à certains jours, d'honorer sa promesse d'être un « bon gouvernement ». Et il y arrive souvent avec toute la relativité, consciente, d'un pouvoir plus contraignant qu'il me semblait lorsqu'on était dans l'opposition. Surtout, la nouvelle opposition officielle est en train de prendre corps sous le nouveau leadership de Claude Ryan. Elle devrait paraître sous peu une solution de rechange présentable. « Sous peu ? » Cela avait pris presque deux ans à Jean Lesage, le double à Daniel Johnson, pour « s'emparer » de leur parti respectif qui venait de les élire leader. Le temps alloué à Claude Ryan pour réussir la même opération est encore plus compté. En six mois, il aura pu mieux l'employer, mais il ne l'aura pas gaspillé.

* * *

Ce que je viens de dire à l'enseigne du « pire évité » peut aussi s'entendre sous celle du « pas trop pire » de la situation actuelle, selon l'expression courante de notre sagesse normande. Mais c'est la suite qui importe. En premier devoir de lucidité, il faut envisager que « le mieux » est encore inaccessible et pour assez longtemps. Jusqu'à là il ne reste qu'à souhaiter que le « pas trop pire » se perpétue encore peu. Au moins une couple d'années : jusqu'après la tenue du référendum et des élections générales, fédérales et québécoises.

J'entends par « le mieux » cette situation générale où pourront être établis les mécanismes généraux d'engrenage multiple pour une *reconstitutionnalisation* au Canada. (Il y a un mois, j'en traitais en ces mêmes colonnes en la forme de trois articles, les 16, 17, 18 octobre). La conférence fédérale-provinciale d'il y a une quinzaine aura montré une fois de plus qu'on en est encore bien loin. Des multiples raisons correctement analysées par les commentateurs, je ne retiens que celle-ci pour la concision du propos : la question constitutionnelle est réduite à n'être plus qu'un terrain de bataille référendaire et électorale. On ne doit pas attendre de généraux, qui hument déjà la poudre des prochaines batailles, qu'ils dressent des projets d'urbanisme à long terme.

La conférence d'Ottawa aura montré que RIEN ne peut se faire à l'intérieur de ce genre de réunion si ce n'est d'ajouter un relais de plus vers le moment où QUELQUE CHOSE pourra commencer à avoir lieu. Mais ce moment-là ne pourra se produire que lorsque suffisamment de gouvernements se verront acculés en même temps à l'inéluctable nécessité du *Il faut faire quelque chose*. On est encore bien loin du compte. Mais dès maintenant, il faut préparer *l'esprit*, ou l'ambiance favorable, qui pourra rendre les choses possibles quelque part au tournant de 1978-1979.

* * *

Il est de bon ton ces temps-ci de taper sur M. Trudeau qui livre la bataille peut-être décisive de son extraordinaire destin politique. Il impose tout de même le respect par sa classe de grand combattant qui ne lâche pas. Certes, il a gaffé au lendemain du jour où il surprit agréablement tout le monde par l'ouverture d'une possible répartition de sept pouvoirs explicites. Il aurait pu attendre pour lier cette question à celle du rapatriement de la constitution et de sa révision. C'était joué d'avance que M. Lévesque, sortant de son mutisme ironique, oppose une fin de non-recevoir à cette mesure que ses prédécesseurs, en rare continuité, ont toujours vue comme une camisole de force entravant tout développement du statut constitutionnel du Québec.

Mais il convient au moins d'observer que cet homme politique, auquel on a collé l'épithète d' « inflexible », est celui qui a le plus évolué en matière constitutionnelle ces derniers temps. Il est aussi celui dont cette évolution comporte les plus grands risques pour sa carrière, son parti en même temps que pour le pays tout entier. Il est l'autre pôle de notre destin collectif, toujours tiraillé et contraire, sinon encore contradictoire. Aussi M. Lévesque a-t-il esquivé l'algarade attendue « entre deux Québécois » devant le vaste auditoire de notre télévision transcontinentale.

Furent plus frappantes que ce match opportunément raté la piètre performance et la médiocrité des motivations des autres premiers ministres provinciaux. Si de leurs commettants ont pu se sentir rassurés, ils n'avaient pas lieu d'en être fiers. Il faut le dire : il se produit un dégradé des hommes politiques au Canada, ce qui fait apparaître les nôtres en un relief particulier. Où sont les fortes personnalités à part MM. Trudeau et Lévesque ?

C'est M. Davis qui occupe l'ancien fauteuil d'un Robarts. Dans celui d'un Schreyer, on voit assis M. Lyon - contemporain de son voisin, M. Richardson, en plein XIX^e siècle. En filiation dynastique, M. Bennett agit à la façon d'un proconsul aux lointaines marches de l'Empire, qui n'a guère d'autres ambitions que de voir reconnue sa province romaine par delà les Rocheuses. Même M. Blakeney, le politique le plus doué et l'homme le plus sympathique, doit apprendre vite son rôle de « ministre de la potasse », à l'instar de son collègue albertain, déjà consacré « scheik du pétrole ». Quant aux représentants des Maritimes, ils ont, pour leur politique manquant d'envol, la circonstance atténuante d'être les perpétuels pensionnés et quémandeurs auprès des régions mieux favorisées. Au moins, dans ce monde de demi-sourds, MM. Trudeau et Lévesque discutent de principes, de droits, de conceptions d'un ou de deux pays.

* * *

Pendant que le temps passe c'est l'idée du référendum qui se légitime. Il y aura bien de rudes affrontements sur la légitimation de ses résultats. La dialectique en sera ultra-simple, binaire : « Si vous l'emportez et que je le perds, il ne vaut rien. Si je l'emporte et que vous le perdez, il est valable. » M. Lalonde en reste encore, avec un large sourire, à l'interprétation que donnait un jour M. Trudeau en veine de boutade : « Un simple sondage... » Jamais on aura vu un « sondage » soulever un tel branle-bas de combat.

La relative modération des adversaires du régime péquiste a-t-elle eu d'autre fondement que la conviction qu'il allait perdre son référendum ? Mais cette hypothèse tient-elle encore depuis que des sondages convergents semblent montrer que la « question gagnante » (ou la moins perdante possible) est la seule que l'histoire de ce parti et les conditions de sa prise du pouvoir lui permettraient décemment de poser ? Les accusations de semer la confusion ou de recourir à la tricherie risquent de retourner contre ceux qui les brandiraient. L'électorat a déjà pris une chance avec le Parti québécois ; il peut être tenté de courir un second risque. Si le P.Q. joue bien jusqu'au bout sa partie qui ne peut être que serrée, il pourrait éventuellement créer les conditions pour être appuyé au moment décisif par le P.L.Q. Ou même, ce qui n'est pas une hypothèse folle, ces « conditions » pourraient être menées à terme par un gouvernement libéral à Québec.

Ce ne serait certes pas un régime de souveraineté-association mais un système de fédéralisme renouvelé qui, pour le cas québécois, s'en rapprocherait. L'historien de demain observera peut-être que, pour rénover le fédéralisme canadien, il fallait les coups de butoir d'un gouvernement québécois prêt à aller jusqu'à l'indépendance si nécessaire. Ce sont là des spéculations : je l'admets, comme pour préciser encore que je les fais dans un horizon de huit à dix ans.

Pour être prévisible, l'horizon est plus court : deux ans, un peu moins, un peu plus. Ce sera la phase des grandes batailles référendaires et électorales. C'est pourquoi, dans l'intervalle, les travaux constitutionnels, loin de résoudre le conflit, vont continuer à l'alimenter. Comme pour l'inflation, qui se reproduit d'elle-même... Nous aurons un hiver froid : sera encore plus glacial l'accroissement du chômage saisonnier. Nous pourrions tout de même engager moins d'énergies collectives dans ce qui n'apparaît être souvent que des joutes constitutionnelles.

* * *

Depuis deux ans se sont enfin dégagées les grandes lignes des luttes à venir. L'observateur-témoin-objet, *le peuple québécois*, deviendra le grand participant-arbitre-sujet. Une fois de plus, il se peut qu'il réponde : « oui et non » ; « non et oui ». Mais l'important, c'est qu'il réponde et qu'il ait surtout l'impression de répondre librement. Cette dernière condition viendrait-elle à manquer que toutes les aventures déchaînées sont possibles.

Aussi, la valeur suprme des prochains mois rside-t-elle dans la garantie que tous les Qubcois pourront, pour une premire fois qu'ils en ont l'occasion, se dterminer en pleine conscience. cette garantie doit s'en ajouter une autre : que leur dcision majoritaire sera prise en compte et non a priori disqualifie. C'est la condition indispensable pour que cette majorit-l, si elle merge, puisse engager des dialogues constructeurs avec d'autres majorits.

Ce sera sur les diffrentes nervures des rseaux d'information que se jouera la *libert politique tout court*. Elle est de plus grande et de plus immdiate valeur que toutes les indpendances collectives possibles.

Incertitudes d'un certain pays.

CONCLUSION SUSPENSIVE ...

[Retour à la table des matières](#)

Continuité des questions, persistance des problèmes... sont les inévitables pensées accompagnant la lecture des textes qui précèdent. Ayant à traiter des mêmes sujets, l'auteur en écrivait bien différemment aujourd'hui. Peut-être en mieux, mais aussi avec ce quelque chose en moins, qu'on pourrait appeler l'odeur fugitive de l'immédiat de l'événement. Des études de caractère plutôt synthétique, à l'intention de publics universitaires ou spécialisés (chapitres 1, 2, 6, 7, 12), n'ont certes pas ce caractère et peuvent leur être assimilés des textes d'arrière-plan à l'occasion d'un anniversaire ou d'un événement attendu (chapitres 16 et 20). D'autres textes sont la transcription d'une communication orale dont fut gardé le caractère de spontanéité expressive (chapitres 8 et 11). Mais l'autre moitié des textes relèvent du genre chronique d'actualité, journalisme de niveau moyen entre l'essai et le commentaire quotidien.

Les plus anciens de ces textes furent écrits à la fin des années 1950 ; de plus récents datent des toutes premières années de la décennie qui s'achève ; les tout derniers ont l'âge de l'impression du livre. Qu'ils aient plus de vingt ans ou un peu moins de dix ans, c'est d'un regard neuf que le lecteur d'aujourd'hui les aura parcourus. S'il a quelque âge dans sa jeunesse prolongée, ce lecteur se souviendra de l'ambiance particulière du *duplessisme finissant*, mais sans que nous le sachions en le, ou y, vivant. S'il a au contraire une autre forme de jeunesse, la chronologique, le lecteur prendra peut-être conscience que « c'était hier » cette époque interminable que ses parents vivaient au même âge qu'il a aujourd'hui.

Dix, quinze, vingt ans en arrière, c'est cette espèce d'hier flou dont les historiens, qui ont la prudente mais fâcheuse habitude de s'arrêter à l'avant-hier, ne traitent pas. Comment les jeunes d'aujourd'hui s'y retrouveraient-ils dans leur contemporanéité inquiète ? Des chroniques de circonstances, sans reconstruction après coup de cet

« hier », présentent certes des trous mais ont peut-être certain rôle de suppléance partielle pour la médiation manquante. S'adresser à ceux qui peuvent se souvenir est-ce tellement différent que de parler à ceux qui ne peuvent avoir de souvenirs ?

* * *

« Continuité des questions, persistance des problèmes... » : aussi bien dans l'environnement international que dans les milieux canadien et québécois. C'est la ligne horizontale sur l'axe de l'espace/ temps. « Continuité... et persistance... » : aussi bien, il y a dix ou vingt ans, ou cent, qu'aujourd'hui, c'est la ligne verticale, l'historique, du même axe. On n'en déduit pas déterminisme absolu ou fatalisme aveugle ; mais on ne peut éviter l'évidence de déterminants contraignants. Telle est la logique croisée de ce livre qui ne fut pas conçu a priori, mais dont les éléments, nés pour la plupart au hasard de commandites diverses, furent rassemblés après coup d'après ce principe axial de composition.

« Comme le temps passe... ! » soupire-t-on à la fin des vacances ou d'une vie. Mais les problèmes, eux, ne passent pas. Parlerait-on de leur extrême lenteur évolutive ou, plus proprement, de leur renouvellement constant ? En des circonstances changeantes semblent toujours rebondir les mêmes problèmes, provisoirement gelés, oubliés ou arrangés, mais jamais réglés. C'est peut-être l'utilité de ces regards en arrière de nous faire saisir la lenteur des rythmes évolutifs et de nous inciter à relativiser nos impatiences du moment.

Il y a un problème, bilatéral, du Québec dans le Canada, mais aussi une situation particulière de l'un et de l'autre dans le monde. Il était déjà perceptible dans les années 1950 que cette situation problématique finirait par éclater en explicitations inédites (chapitre 2). Les Canadiens ont déjà pu s'enorgueillir d'un âge d'or de la politique extérieure de leur pays. C'était peu avant que ne se produise l'éclaircie radieuse de la Révolution tranquille. La projection extérieure du Canada et le projet global du Québec n'avaient rien d'incompatible. Ils auraient même pu se porter l'un l'autre : un Québec, s'étant secoué d'une trop longue somnolence, eut pu conférer au Canada un visage de plus éclatante santé à la tête de « petites puissances » (bien qu'avec sa taille physique continentale). Pas de lien de causalité, du moins pas immédiatement visible : mais il reste frappant de constater que l'éveil du Québec s'abouta à une période de fatigue de la politique extérieure du Canada (chapitres 1 et 6).

Tous les citoyens du Canada finiront par avoir mal à son fédéralisme. Beaucoup de Québécois en sont à la colique du rejet. Le dilemme peut se dire en la concision métaphorique d'un double *emboîtement*. Le fédéralisme interne est un régime d'emboîtement institutionnel d'États fédérés et d'un État fédérant ou central, sans qu'il n'y ait homologie d'un emboîtement culturel. Chaque mois qui passe semble n'être plus qu'« autant de gagné » avant les inévitables affrontements si cet État fédéré, affirmant une culture propre toute différente, ne réussit pas à négocier un contrat de nouvelle association. Les institutions politiques sont à la limite de leur adaptabilité, mais sans qu'on puisse encore seulement amorcer un début de réforme (chapitres 23 à 28). Les difficultés économiques ennuiant, prosaïquement, tout le monde - et dans bien d'autres pays ; mais la Constitution est le sujet qui embête, noblement, un nombre croissant de Canadiens. Il faudra quand même sortir des difficultés actuelles si nous voulons tous nous retrouver pas trop abîmés à la fui.

Le titre de ce recueil ponctue les *incertitudes d'un certain pays*. « Incertitudes » non seulement à cause des insécurités actuelles ou des mauvais souvenirs, mais aussi inquiétudes, lancinantes sans être encore dramatiques, au sujet d'un avenir qu'on repousserait plutôt qu'on ne l'appelle. Incertitudes aussi sur le « certain pays » - lequel, s'il faut à tout prix choisir ? Des pays occidentaux nous sommes celui qui se trouve devant la plus sévère crise d'unité et rien n'annonce une solution à la norvégienne comme la fin de « l'union personnelle » avec la Suède en 1905. Il se peut que la Belgique biethnique et la Yougoslavie multiethnique éclatent avant le Canada, ou que les Écossais à point nommé deviennent plus entreprenants que les Québécois ; mais le temps va se faire de plus en plus pressant d'un nouvel arrangement politique au nord des États-Unis. Le « certain pays » est-il appelé à évoluer vers deux ou trois pays, plus petits, mais davantage *certain*s justement ?

* * *

Ce sont là propos de grande généralité pour une conclusion qui ne peut, par ses interrogations, être autrement que suspensive... Comment référer autrement à la question toute fondamentale des destins collectifs des deux peuples fondateurs de ce demi-continent nord-américain ? Déjà le grand voisin du sud, subitement éveillé, ne prend plus le Canada as granted ; il veille en silence, mais avec tous les appareils de sa sécurité continentale, qui est son premier devoir. Au loin dans la mère-patrie, les successeurs du prestigieux général-président, à l'exclamation qu'il voulait prémonitoire (cha-

pitre 3), se contentent de proclamer leur « non indifférence » en même temps que leur « non ingérence ». Mais dans l'hypothèse d'un gâchis généralisé, ne seraient-ils pas forcés d'intervenir sous une forme ou l'autre ?

Les textes colligés dans la IIe partie, à l'enseigne plus restreinte des « dimensions intérieures », ont évoqué les climats politiques particuliers aux années de l'enclenchement et de la fin de la Révolution tranquille, ainsi que celles de sa relance au tournant de la décennie qui s'achève. Que « la République était belle sous l'Empire », disait-on naguère en France. Que la Révolution tranquille était belle pour ceux qui la désiraient sans en connaître le nom ! Mais aussi combien fût-elle décevante lorsque s'acheva trop tôt ce « lustre qui a passé comme une saison », cette « saison qui a passé comme un rêve » ¹²³.

Il faudra attendre jusqu'au 15 novembre 1976 pour que tout soit remis en question à partir de la base même de l'organisation fédérative. On peut aisément retracer la progression en continuité. Mais nous en sommes à une étape de combien plus grande intensité, où risquent de se produire des événements qu'il faudra maîtriser à longueur de toute une génération.

Gérard BERGERON
École nationale d'administration publique.

¹²³ Guy Frégault, *Chronique des années perdues*, Montréal, Leméac, 1976, p. 249.